

<http://juralibertaire.over-blog.com/article-la-place-tahrir-toujours-occupee-au-caire-9-fevrier-66768315.html>

Un point de vue intéressant sur l'Égypte dans leur presse

Hey,

Il y a quelques jours, le New York Times a laissé passer une description enthousiaste de ce qui se passe Place Tahrir. Nous en avons fait une traduction en français, ci-dessous.

Au même moment, de l'autre côté de l'Atlantique, un journaliste du Figa-rot éprouvait quelques difficultés à contenir son admiration pour ce qu'il qualifiait de «république autonome» de la Place Tahrir. Doit-on en conclure que de fourbes anarcho-autonomes ont infiltré les rangs de l'honorable presse policière bourgeoise ?! ^^

Salutations révolutionnaires,

Mercredi 9 février 2011.



«Le peuple exige la fin du régime»

Devant le Parlement, le 9 février

Nous sommes tous des Égyptiens

Place Tahrir, jeudi, j'ai rencontré un charpentier nommé Mahmoud dont le bras gauche était en écharpe, dont la jambe était dans le plâtre et qui était en train de se faire mettre un bandage dans un petit hôpital de campagne installé par le mouvement pro-démocratie. C'était la septième fois en 24 heures qu'il avait besoin d'être soigné pour des blessures infligées par les hommes de main du gouvernement. Mais dès que Mahmoud a fini d'être bandé, il a boitillé de nouveau vers la ligne de front.

«Je combattrais aussi longtemps que je pourrais», m'a-t-il dit. J'étais impressionné. Cela semblait être un exemple de détermination qui ne pourrait jamais être dépassé mais, alors que je prenais Mahmoud en photo, je me suis cogné au fauteuil roulant de Amr. Il s'est avéré que Amr avait perdu ses jambes il y a de nombreuses années dans un accident de train, mais il est venu Place Tahrir pour montrer son soutien à la démocratie, renvoyant les pierres sur les voyous que le président Hosni Moubarak a apparemment envoyés pour assiéger la place.



Amr (je n'utilise pas certains noms de famille pour diminuer les risques pour les gens que je cite) était soigné pour une blessure suite à un jet de pierre. Je lui ai demandé le plus poliment possible qu'est-ce qu'un double amputé dans un fauteuil roulant faisait dans une bataille rangée avec cocktails Molotov, matraques, machettes, briques et lames de rasoir.

«J'ai toujours mes mains», dit-il fermement. «Si Dieu veut, je continuerais à me battre.»

C'était la Place Tahrir ce jeudi : une pure détermination, un cran stupéfiant et, parfois, une souffrance poignante.

M. Moubarak a déshonoré les dernières années de sa présidence. Son gouvernement a lâché la bride à une brutale répression — chassant les défenseurs des droits de l'Homme, les journalistes et, bien sûr, les manifestants eux-mêmes, tout en essayant d'empêcher les

citoyens d'accéder à la Place Tahrir. Alors que j'arrivais près de la place dans la matinée, j'ai rencontré une ligne de voyous à la solde de Moubarak portant des bâtons en bois garnis de clous. Ça ne semblait pas l'endroit idéal pour descendre du taxi, j'ai donc trouvé une autre entrée.

Beaucoup, beaucoup d'autres, en ont fait autant. Dans l'hôpital de campagne de la Place Tahrir (une mosquée en temps normal), 150 docteurs se sont portés volontaires en dépit des risques pour eux. Majid, un docteur de 64 ans qui marche avec une canne, m'a dit qu'il n'avait jamais été impliqué auparavant dans les manifestations, mais qu'il a eu un déclic quand il a entendu parler de l'attaque du gouvernement sur de pacifiques manifestants pro-démocratie.

Tôt ce matin, il a écrit son testament et il a conduit 125 miles jusqu'à la Place Tahrir pour soigner bénévolement les blessés. «Peu m'importe si je ne reviens pas», m'a-t-il dit. «J'ai décidé que je devais en être.»

«Si je meurs, a-t-il ajouté, c'est pour mon pays.»

Au centre de la Place Tahrir, également nommée Place de la Libération, je suis tombé nez à nez avec unes de mes héroïnes, Docteur Nawal El Saadawi, une des leaders du mouvement féministe arabe qui combat les mutilations sexuelles féminines depuis des décennies. Docteur Saadawi, 80 ans cette année, est fragile, a les cheveux blancs et est pleine d'une passion ardente.



«C'est comme si je renaissais», m'a-t-elle dit, ajoutant qu'elle comptait dormir avec les contestataires sur la Place Tahrir. Elle a aussi suggéré qu'au lieu d'être envoyé dans un exil confortable, M. Moubarak devrait être jugé comme un criminel ; c'est une idée que j'ai entendu de plus en plus souvent parmi les manifestants pro-démocratie.

Il y a une petite prison Place Tahrir pour les pro-Moubarak qui sont capturés, et leurs cartes d'identité indiquent que la plupart travaillent pour la police ou pour le parti au pouvoir. M. Moubarak peut prétendre qu'il n'est pas heureux des violences au Caire, c'est lui qui les a causées — et le seul moyen de restaurer l'ordre en Égypte et de faire repartir l'économie est qu'il se retire immédiatement. Je suis conforté d'apprendre que, selon certaines sources, l'administration Obama discute avec des officiels égyptiens des moyens d'atteindre ce résultat.



Un nombre incalculable d'Égyptiens ici m'ont dit qu'ils étaient prêts à sacrifier leur vie pour la démocratie. Ils sont sérieux. Mais j'ai entendu la même chose dans de nombreux autres pays aux prises avec des mouvements de démocratisation. Malheureusement, ce qui détermine habituellement l'issue de tels mouvements n'est pas le courage des militants pro-démocratie, mais la volonté du gouvernement de massacrer ses citoyens. Dans ce cas, couramment, les survivants battent en retraite dans un silence maussade, et le mouvement est fini pour un temps.

Quoi que Moubarak prépare, c'est comme si quelque chose avait changé, comme si le peuple égyptien s'était réveillé. Quand j'ai eu besoin de quitter la Place Tahrir aujourd'hui, plusieurs Égyptiens m'ont guidé pendant presque une heure à travers une route spéciale de façon à ce que je ne sois pas arrêté ou agressé — malgré les risques considérables pour eux. Un de mes guides était une jeune femme, Leila, qui m'a dit : «Nous avons tous peur au fond de nous. Mais maintenant, nous nous sommes libérés de cette peur.»

Les valeureux Égyptiens que j'ai rencontrés sur la Place Tahrir risquent leurs vies pour défendre la démocratie et la liberté, et ils méritent notre plus fort soutien — et, franchement, nous devrions nous inspirer d'eux. Une brève leçon d'arabe dialectal égyptien : *Innaharda, ehna kullina Misryeen !* Aujourd'hui, nous sommes tous des Égyptiens !

Traduit de l'anglais (Nicholas D. Kristof,
The New York Times), 3 février 2011.



Avec les manifestants de la place Tahrir

Une sorte de «république autonome» a vu le jour, retranchée derrière les barricades, au centre du Caire.

Une petite entité autonome défie le gouvernement égyptien depuis le centre du Caire. Entourés par les chars de l'armée, assiégés par des contre-manifestants, les protestataires anti-Moubarak se sont installés sur la place de la Libération dans une atmosphère de camp retranché qui tourne parfois à la fête foraine. Cette minuscule république autonome n'a ni chefs reconnus ni réelle structure mais n'en est pas moins étonnamment bien organisée.

La défense notamment. Après les batailles rangées de la veille, où ils ont repoussé à coups de pierres jusqu'à la nuit les assauts des partisans de Moubarak, les protestataires ont fortifié les neuf accès de la place. Des barricades ont été édifiées avec tout ce qui leur tombait sous la main, carcasses de voitures, barrières de chantier d'un hôtel en construction et toutes sortes de matériaux. En avant de ces remparts, des tas d'ordures ont été alignés en travers de la chaussée et aspergés d'essence, prêts à être enflammés. Plusieurs lignes de défense ont été aménagées. Derrière ces remparts, des jeunes gens montent la garde, prêts à repousser de nouvelles attaques, avec des empilements de pierres comme réserves de munitions. À la moindre alerte, on tape furieusement sur les barrières métalliques et des panneaux pour battre le rappel des renforts. Des femmes ont confectionné de curieux casques en carton et les terre-pleins de la place ont été transformés en carrières d'où l'on extrait des gravats qui serviront de projectiles.

Un service médical d'urgence s'est mis en place. Une petite mosquée coincée dans une allée qui mène à la place sert d'hôpital principal. Des antennes médicales avancées sont installées près des lignes de défense, quelques chaises et des bâches sur lesquels on allonge les blessés. Les médecins et les infirmiers sont des bénévoles, souvent des étudiants en médecine, en même temps que des militants.

Dans le petit poste de secours improvisé du côté du Musée égyptien, où ont eu lieu les affrontements les plus violents, le Dr Sherif Omar a les yeux cernés, mais les jeunes infirmières le couvent du regard. Sa blouse est maculée de sang et de teinture d'iode, après qu'il a traité des centaines de blessés pendant les combats de la veille, qui se sont poursuivis tard dans la nuit. «Nous occupons cette place pacifiquement depuis maintenant six jours. Et soudain, nous avons été attaqués par des hooligans prétendant manifester pour la stabilité», explique le jeune médecin. «Si Moubarak ne s'en va pas, il y aura de nouveaux heurts. Les médias d'État nous décrivent comme de dangereux émeutiers qui menacent la stabilité du pays. Alors que les casseurs et les fauteurs de troubles sont ceux qui nous ont attaqués avec des cocktails Molotov. La plupart sont des policiers en civil qui se font passer pour des manifestants», dit le Dr Omar.

Chasse aux policiers en civil

La chasse aux policiers en civil infiltrés est générale. Des groupes passent en entraînant avec eux des agents provocateurs démasqués. On les interroge dans une agence de voyages de la place. La veille, trop nombreux, ils ont été regroupés dans une des entrées de la station de métro Sadate, transformée en centre de détention improvisé. Une petite exposition a été installée sur le trottoir, montrant les cartes d'identité des policiers, un cocktail Molotov, des couteaux, des coups-de-poing américains et des étuis de cartouches de tous calibres saisis un peu partout, avec une pancarte au stylo indiquant qu'ils avaient été saisis sur des policiers.

Loin d'avoir découragé les protestataires, l'attaque des partisans de Moubarak semble avoir plutôt développé leur détermination. «Le dernier discours de Moubarak m'avait convaincue, dit Hanna Mohammed, une toute petite dame au visage entouré d'un foulard rouge. Je me disais qu'après tout, on pouvait bien attendre six mois avant qu'il ne s'en aille, au bout de trente ans ce n'est pas grand-chose. Mais en envoyant hier des Égyptiens contre d'autres Égyptiens, il a commis quelque chose de terrible. Ce qui s'est passé ici mercredi m'a fait revenir sur la place de la Libération, et je vais y rester.»

Les haut-parleurs hurlent jour et nuit. D'un côté, les Frères musulmans scandent des «Allah est grand» toutes les trois phrases. De l'autre, le guitariste Romi Essam fait cracher à ses amplis un rock humoristique sur Moubarak, guitare à la hanche, un bandage sous sa casquette.

Sur le terre-plein central, des gens dorment pêle-mêle à même le sol, enroulés dans des couvertures. Un groupe de jeunes filles a monté une tente baptisée «Hôtel de la Liberté». «Moubarak en a fait hésiter certains en annonçant qu'il ne se représenterait pas, mais l'attaque de ses supporters les a remobilisés», dit Noura al-Gazzar, une jeune étudiante de 24 ans. Elle et ses amis appartiennent à la génération Twitter, ils ont été les premiers à déclencher la fronde, prenant tout le monde de court, le régime comme les partis d'opposition. «Cette

génération est meilleure que la nôtre, nous avons peur, et eux pas», dit Yasser Ghanim, un biochimiste égyptien revenu en hâte du Qatar pour participer à cet «événement historique». «Ils nous ont rendu notre dignité, nous ne sommes plus du bétail mais de nouveau des êtres humains.»

«Ils sont formidables, les plus vieux ont à peine 28 ans et je me mets à leur service !», dit le Dr Mahmoud Hamza, un riche industriel. «J'avais participé à des manifestations dans les années 1968, mais ça n'a rien à voir. Aujourd'hui nous avons une révolution, comme vous en France !»

Les barbus sont aussi présents sur la place. Longtemps réprimés, les Frères musulmans ont parfaitement saisi l'occasion qui se présentait et participent activement à la défense de la place de la Libération, sans pour autant diriger l'ensemble d'un mouvement sans tête. «Nous sommes ici jusqu'au départ de Moubarak», dit le Dr Mohammed al-Beltagy, ancien parlementaire et porte-parole des Frères musulmans. «Nous croyons en la démocratie et dans le droit de chacun d'exercer sa religion. Le régime n'a pas encore compris qu'il s'agissait d'une révolution.»

Leur presse (Adrien Jaulmes,
Le Figaro), 4 février.

<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/monde/20110206.OBS7572/egypte-resume-de-la-journee-de-samedi.html>

06/02/11 10:12

Egypte : résumé de la journée de samedi

Démission du bureau exécutif du PND, mort d'un journaliste, attaque à l'explosif contre un gazoduc...

Mots-clés : égypte, samedi, moubarak, chronologie, tahrir, monde



12e jour de manifestation, samedi, au Caire. (AFP)

Les principaux événements du samedi 5 février en Egypte, au 12e jour des manifestations contre le régime du président Hosni Moubarak.

- Un **journaliste** égyptien du journal Al-Taawun, Ahmed Mohammed Mahmud (36 ans), blessé par un tir de sniper lors de manifestations, succombe à ses blessures vendredi après quatre jours de coma, annonce le quotidien Al-Ahram dans la nuit de vendredi à samedi.

- Selon **Reporters sans frontières** (RSF), 60 journalistes ont été agressés ou attaqués, 57 détenus ou kidnappés, et 17 ont eu leur matériel confisqué ou détruit depuis le 25 janvier.

- Dans la nuit, plusieurs milliers de manifestants réclamant le départ de M. Moubarak bravent une nouvelle fois le couvre-feu, réduit de 19h à 6h, en occupant la place Tahrir au Caire. Ils ne seront pas délogés par la force, selon le Premier ministre Ahmad Chafic.



- Au petit matin, des dizaines d'entre eux cherchent à empêcher des chars de l'armée de quitter la place, de crainte que des militants pro-Moubarak ne viennent s'en prendre à eux. Ils s'assient autour des engins et supplient les militaires de rester.

- Des inconnus lancent une **attaque à l'explosif contre un gazoduc** en Egypte approvisionnant la Jordanie, poussant les autorités à couper l'approvisionnement sur deux conduites dont l'une livrant du gaz à Israël. L'Etat hébreu décide d'interrompre provisoirement ses importations de gaz naturel.

- Le président égyptien Hosni Moubarak réunit le Premier ministre, les ministres du Pétrole, du Commerce, des Finances, de la Solidarité sociale et le gouverneur de la Banque centrale. Il s'agit de la **première réunion du président avec les ministres** depuis le limogeage de l'ancien gouvernement la semaine dernière.

- La **France** a décidé le 27 janvier de suspendre les **ventes d'armes** à l'Egypte et les matériels de maintien de l'ordre (comme les grenades lacrymogènes) le 25 janvier, indique l'entourage du Premier ministre François Fillon.

- Le nouveau vice-président **Omar Souleimane** et les chefs de l'armée égyptienne examinent des hypothèses visant à la limitation de l'autorité du président Moubarak et à son éloignement du palais présidentiel, écrit le New York Times.

- La Bourse du Caire ne rouvrira pas lundi comme prévu. Sa réouverture sera annoncée 48H à l'avance.

- Libération de plusieurs journalistes et d'un chercheur français.

- La secrétaire d'Etat américaine **Hillary Clinton** salue la "retenue" des autorités égyptiennes. Elle estime également que la marche vers la démocratie au Moyen-Orient présente des "risques de chaos".

- Le ministre russe des Affaires étrangères, **Sergeï Lavrov**, se prononce pour "un dialogue" entre les différentes parties pour sortir de l'impasse. Via son ambassade au Caire, la Russie demande à l'opposant égyptien et Prix Nobel de la Paix Mohamed ElBaradei de chercher "une sortie de crise", selon une source diplomatique. L'Agence fédérale russe pour le tourisme appelle par ailleurs les 28.000 touristes russes en vacances en Egypte à rentrer au pays.

- Le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki appelle le pouvoir égyptien à faire des concessions, estimant qu'il peut être "intolérable" pour sa population que le président Hosni Moubarak soit au pouvoir depuis près de 30 ans.

- Le bureau exécutif du parti au pouvoir en Egypte, le Parti national démocrate (PND), a démissionné, annonce la télévision d'Etat égyptienne.

- Une **église de Rafah**, dans le Sinaï égyptien à la frontière avec la bande de Gaza, est en flammes, selon des témoins. L'origine de l'incendie n'est pas claire dans l'immédiat.

- Le président Moubarak doit rester en place pour assurer la transition politique vers la démocratie, estime un émissaire du président Barack Obama pour l'Egypte, Frank Wisner. Ces propos n'"engagent que lui et non le gouvernement américain", a immédiatement réagi l'administration américaine.

(Nouvelobs.com avec AFP)

<http://www.dailynewsegypt.com/2011/02/06/anti-mubarak-activists-bruised-tired-hungry/>
Anti-Mubarak activists bruised, tired, hungry

DNE February 6, 2011

By Paul Schemm and Ryan Lucas / AP

CAIRO: After nearly two weeks of going head-to-head with Egypt's authoritarian regime, anti-government protesters are bruised, battered, sleep-deprived and hungry.

But the tens of thousands massing daily in Cairo's Tahrir Square remain fired with enthusiasm — at times a euphoric fervor seems their only fuel — and vow they will not back down in their demands for President Hosni Mubarak to step down and end his nearly 30-year rule.

How long they can hold out has become a crucial question in the crisis gripping Egypt, as the government appears to be digging in, reckoning that it can ride out the wave of unrest.

That means the confrontation could be turning into a test of sheer endurance. Protest organizers believe they must keep up the pressure of large protests, paralyzing the downtown heart of Cairo, to force the government to make a true move to democracy and not just

cosmetic changes that allow the deeply entrenched regime to preserve its grip on power even if Mubarak eventually goes.

“We have to be steady to topple the government,” said Ahmed Abdel Moneim, a 22-year-old student who has been sleeping in the square for days. “The French Revolution took a very long time so the people could eventually get their rights. ... If we have to spend our life to get rid of Mubarak, we will.”

It’s a sentiment shared by many in Tahrir Square, which at times feels like a bubble of optimism that the sheer will of youthful protesters can overcome all obstacles.

“Every day we sit out here, we gain against Mubarak,” said Sharif Mohammed, an electrical engineer. “Maybe we’ll be tired for a month, but we will be able to live in freedom for the rest of our life.”

Beyond the square’s tank-guarded gates, however, a decidedly more pessimistic view takes hold. Some ordinary Egyptians are upset that life has ground to a halt and will remain that way as long as there is no resolution in sight. The government has sought to fuel that image, with state TV and officials depicting the protesters as causing disorder, refusing reasonable concessions by the state and backed by meddling foreigners.

Recognizing the need to keep support among the wider public, protest organizers put out a statement Saturday denying all those claims. “The broad positive response by the people to our movement’s goals reveals that these are the goals of the Egyptian masses in general, not any internal or external faction or entity,” it said.

As the crisis drags on, the protesters also face the raw physical toll of camping out, night after night, in the sprawling public square. Hunger, illness and injuries might well become a drain.

Cairo’s chilly winters could also make things very uncomfortable for all but the most dedicated activists. A misty drizzle on Saturday turned the once verdant patches of grass in the square where many people have pitched their tents to mud.

In the early afternoon, many protesters were just waking up after putting in long hours on the barricades keeping watch for nighttime attacks by regime supporters who assaulted the camp earlier in the week, sparking 48 hours of pitched battles.

Many of the men, however, who toss off their grimy blankets and brush the strands of dead grass off their increasingly muddy clothes look well-used to a hard life.

Throughout their campaign, the protesters have thrown together an impressive self-organization, with makeshift clinics to treat the wounded, security teams hunting out infiltrators and a steady supply of food, tea and cigarettes brought in by supporters and vendors.

It is easy to see, though, how the daily rigors of defending the square — the cat naps on patches of grass, the limited food, the stress of repelling attacks from stone-throwing and machete-wielding pro-government supporters — have taken their toll.

Scores of men with bandages on their heads or an arm in a sling roam the square. Others hobble around on a crutch or nimbly hold out scorched hands wrapped in gauze. The health minister says more than 1,200 people have been wounded in clashes since Wednesday. Some of the difficulties the protesters try to turn to their advantage.

“The hunger spurs us on,” said Omar Salim, who traveled to Cairo from the northern Sharqeya province and has spent the last four nights sleeping in the square. “We’re in this together, we are all one — that’s what keeps us going.”

Then there is the higher price — at least 109 people have been killed in the protests since they began Jan. 25.

Ahmed Mustafa, a 58-year-old plumber, said his son, Islam, 26, was shot in the stomach in front of the Interior Ministry last Saturday.

“He was killed about 15 feet (5 meters) from where I was standing,” Mustafa said. “I carried him out with the help of others and brought him here.”

Despite his son’s death — or because of it — Mustafa said he remains unflinching in his determination to fight on. “My sense of dedication only became greater and my screams louder,” he said.

“This country has no freedom, no plurality of opinion,” he said. “What kind of country is it in which a young man of 26 isn’t able to marry, to make a family?”

In a sentiment echoed by many of the protesters on Tahrir Square, Mustafa said he and his two other adult sons — Karim, 27, and Khaled, 24 — are also ready to pay with their lives if it ensures the end of Mubarak’s regime.

“They’ve come to die like him,” he said. “And I’m ready to go, too.”

<http://www.dailynewsegypt.com/2011/02/06/suleiman-meets-with-opposition-on-reform/>

Suleiman meets with opposition on reform

DNE February 6, 2011

By Marwa Awad /Reuters

CAIRO: Vice President Omar Suleiman held talks on Sunday with Egyptian opposition groups including the officially banned Muslim Brotherhood to try and find a way out of the country’s worst crisis in decades, attendees said.

They said the attendees included members of secular opposition parties, independent legal experts and business tycoon Naguib Sawiris. A representative of opposition figure Mohamed ElBaradei was also in attendance.

The opposition are demanding an end to President Hosni Mubarak’s three-decade rule. Many of its members, including the Brotherhood, had said they would not meet any government representatives before he stepped down. He has refused to do so.

Suleiman last week urged the Brotherhood to join dialogue, calling it “valuable opportunity” for the group. It was his publicly announced meeting with Brotherhood members since his appointment as vice president.

<http://www.dailynewsegypt.com/2011/02/06/normal-life-begins-to-return-in-cairo/>

Normal life begins to return in Cairo

DNE February 6, 2011

By Michel Moutot /AFP

CAIRO: The Egyptian military on Sunday reinforced its presence around Cairo’s Tahrir Square, the epicenter of anti-regime protests, as a semblance of normal life returned to the Egyptian capital.

As demonstrators staged a 13th day of protests against Egypt’s President Hosni Mubarak, banks began to reopen, and streets that have been nearly devoid of traffic filled up with vehicles, causing traffic jams.

Protesters celebrated a mass in the square to remember the estimated 300 people who have been killed since demonstrations against Mubarak began.

“God bless the dead, God bless the dead,” recited a Coptic priest wearing a crucifix. By his side, a Muslim sheikh stood holding a Quran, as the faithful chanted “a single hand, a single hand” in a show of interfaith solidarity.

At the edge of Tahrir, the military took up a position on the Sixth October Bridge, where days earlier pro-regime protesters had thrown stones and Molotov cocktails at anti-Mubarak demonstrators.

And they deployed soldiers close to the Egyptian museum, though they left in place barricades set up anti-Mubarak protesters to protect themselves from regime partisans.

The military also boosted the number of soldiers manning the entrance points to the square, as a handful of the thousands of protesters gathered in Tahrir on Sunday morning sat around their tanks in an effort to prevent them from moving.

Demonstrators fear that if the army departs they could face new attacks by regime supporters, and also that military movement could be a prelude to attempts to clear them from the central square.

Outside the square, normal life was gradually returning, the air once again full of the sounds of car horns as people went back to work, causing traffic jams throughout the city. Car parks were full, and beggars could be seen on the streets again.

Police, who disappeared from Cairo’s streets after violent clashes with demonstrators, have also returned, manning street corners and traffic circles.

With their return, the so-called popular committees that have been standing guard in residential neighborhoods to protect against looters have been greatly reduced.

Banks reopened across the city, and Egyptians queued to access their accounts for the first time. The central bank has limited the daily personal cash withdrawals that Egyptians can make from banks to LE 50,000, or \$10,000.

<http://www.dailynewsegypt.com/2011/02/06/muslim-brotherhood-starts-dialogue-with-government/>

Muslim Brotherhood starts dialogue with government

DNE February 6, 2011

By Heba Fahmy

CAIRO: Rashad Bayoumi, deputy leader of the Muslim Brotherhood, told Daily News Egypt that the group and other opposition figures had represented the peoples' demands to the government in a meeting held Sunday.

The group had stressed in a statement issued on Saturday, that they will uphold the protestors' demands, including the President stepping down, the prosecution of those responsible for the violence during peaceful demonstrations, dissolving the rigged parliament, ending emergency law and forming a national transitional caretaker government.

"However, government officials said that the President should finish his term in order to amend the constitution and implement reform before the coming elections," Bayoumi said. "But we will continue voicing the peoples' demands."

Bayoumi said that no agreements had been made between Vice President Omar Suleiman and the opposition figures and speculated that there will be more meetings to come.

The Muslim Brotherhood was first hesitant to start a dialogue with the government until President Mubarak stepped down. But according to leading member Ibrahim Mounir, in an interview with BBC Arabic on Monday, they decided to join to secure the country's stability and security and avoid chaos.

Mohamed Habib, member of the Brotherhood's executive bureau, told Daily News Egypt, "This demonstrates the confusion (within the Brotherhood) and a failure to understand the truth behind the government's attempt to disperse the revolution."

The group added that the protestors' safety has to be secured and their freedom to hold peaceful demonstrations protected until their demands are met.

"We don't want the revolution to be lost in false promises," Mounir said. "The Brotherhood will continue to protest in the streets until the people's demands are executed."

The group also urged the government to stop the state media campaigns that are distorting the image of the people's revolution and immediately release all political prisoners, especially those arrested in the recent protests.

Mounir said that the Brotherhood wants all opposition powers to join in the dialogue. Many parties including Al-Wafd and Al-Tagammu had already started dialogue with the government on Saturday.

The group had announced last week that they will not run in the presidential elections in September.

Mounir said that the alternative to the regime will be national not Islamist.

“The people and the new elected legitimate parliament will decide who will be their new leader,” Mounir said.

“The Brotherhood doesn’t want [the regime, opposition or the international community] to claim that the brotherhood only aspires power and presidency,” Habib said.

<http://www.dailynewsegypt.com/2011/02/06/council-of-wise-men-doesnt-represent-protesters-says-april-6/>

Council of Wise Men doesn’t represent protesters, says April 6

DNE February 6, 2011

By Safaa Abdoun

CAIRO: Spokesperson of the April 6 Youth Movement, Mohamed Adel, said the council of Wise Men does not represent the movement nor the people demonstrating in Tahrir Square in any way.

“We don’t know anything about the Council of Wise Men and the resolutions and statements they’re making,” Adel said.

The Council of Wise Men comprises a group of experts including Secretary-General of the Arab League Amr Moussa, business tycoon Naguib Sawiris and lawyer Ahmad Kamal Abul Magd.

Speaking from Tahrir Square, General Coordinator of the April 6 Youth Movement, Ahmed Maher, said there was no representative of the youth in Tahrir Square attending the talks between the opposition forces and government.

“There is no representative of the young people from Tahrir Square as they have refused to attend,” said Maher.

He explained that the protests will keep going and that they will be ready to start the negotiations as soon as President Hosni Mubarak steps down.

Speaking on a state TV talk show “Men Qalb Masr” (From the Heart of Egypt) on Saturday, Sawiris pointed out that many of youth’s demands, along with those of the council, need time.

However, he outlined that those which can be immediately met include ending the state of emergency, forming a committee to draft constitutional amendments and for the president to step down from his post as head of the National Democratic Party.

Director and scriptwriter Mohamed Diab, who is an active participant in the protests in Tahrir Square, said, “The Council of Wise Men outlined demands that if met, I can guarantee you that 90 percent of the people in Tahrir Square will leave.”

Meanwhile, Sunday marked the start of the “Week of Resilience” as dubbed by protesters who vowed to remain in Tahrir Square until their demands are satisfied, as normalcy relatively returned to Cairo’s streets.

Protesters also dubbed Sunday “Martyrs’ Day,” as they remembered those who lost their lives since mass protests broke out on Jan. 25.

The demonstrators still in Tahrir Square, including members of the April 6 Youth Movement, are however frustrated at the growing negative public opinion blaming them for the instability and chaos Egypt has witnessed over the past week.

“There is a revolution against the revolution,” said Diab. “I’m sacrificing everything and fighting for the rights of the people and yet there is a campaign against us,” he said on the same talk show, in a rare appearance for protest leaders on state TV.

“If I see real reform, the last thing we’ll ask for is for Mubarak to step down,” he asserted.

Osama El Shazly, another demonstrator, said that their key demands haven’t been met, which include immediate constitutional reform, putting government officials on trial, dissolving parliament and canceling emergency law.

Diab asserted that their most important demand at the moment is dissolving parliament. “How could a corrupt and fake parliament make constitutional reform?”

“[However], if the parliament is dissolved and another one is elected through fair elections, by that I guarantee that the constitutional amendments and reform will be made by Egypt and not the NDP,” he explained.

The protesters in Tahrir Square are behind the daily calls for dedicated rallies and million man marches such as “Friday of Anger”, “Friday of Departure” and “Week of Resilience”.

“We, the protesters in Tahrir Square, are the ones coming up with these, not other bodies whether foreign or [local] opposition. The people in Tahrir Square are the ones organizing these movements,” Adel explained.

<http://www.dailynewsegypt.com/2011/02/06/egypt-talks-agree-constitution-reform-team-govt/>

Egypt talks agree constitution reform team: govt

DNE February 6, 2011

By AFP

CAIRO: Participants in talks between the Egyptian regime and several opposition groups, including the Muslim Brotherhood, agreed on Sunday to form a constitutional reform committee, a government official said.

Government spokesman Magdi Radi said they agreed on “the formation of a committee, which will include the judiciary and a number of political figures, to study and propose constitutional amendments and required legislative amendments... by the first week of March.”

The talks between the government and the opposition involve some but not all of the groups which have taken part in nearly two weeks of unprecedented demonstrations calling for President Hosni Mubarak’s ouster.

It was the first time that the government has engaged in official dialogue with the Muslim Brotherhood, a group which is banned.

Radi said participants in the talks reached “consensus” on a statement that called for the constitutional reform panel and agreed to “a peaceful transition of power based on the constitution.”

The statement also proposes the opening of an office to receive complaints about political prisoners, the lifting of restrictions on media and communication, and rejecting of “any foreign interference in Egyptian affairs.”

The statement also calls for the lifting of Egypt’s much-criticized emergency law, “depending on the security situation.”

The talks come after a raft of government concessions aimed at placating protesters who have called for the immediate ouster of Mubarak.

But several of the groups involved in the 13 days of demonstrations have refused to participate in dialogue with the regime until Mubarak steps down.

He has said he will not stand in elections scheduled for September, but has shown no intention of stepping down before the vote.

<http://www.dailynewsegypt.com/2011/02/06/obama-steps-up-diplomacy-for-egypt-transition/>

Obama steps up diplomacy for Egypt transition

DNE February 6, 2011

By AFP

WASHINGTON: US President Barack Obama reached out to several foreign leaders about the unrest in Egypt, as Washington stepped up a diplomatic effort for a quick transition of power in Cairo.

Obama underscored the need for “an orderly, peaceful transition, beginning now,” the White House said in a statement on Saturday as a 12-day protest for an end to President Hosni Mubarak’s 30-year-rule showed no sign of abating.

The US leader spoke to Crown Prince Mohammed bin Zayed of the United Arab Emirates, Prime Minister David Cameron of Britain and Chancellor Angela Merkel of Germany, the statement said.

The comments came as the United States distanced itself from a one-time envoy's suggestion that Mubarak should remain in office during a transition.

Frank Wisner, an influential retired diplomat and former US ambassador to Egypt who met with Mubarak at Obama's request this week, "was speaking for himself and not for the US government," a senior Obama administration official said in Washington.

Wisner called Mubarak an "old friend" of the United States, and said he "must stay in office in order to steer those changes through."

"President Mubarak's continued leadership is critical," Wisner told the Munich Security Conference via video link.

"Frank Wisner was speaking as a private citizen... analyst... not as a representative of the US government," the US official said on condition of anonymity.

According to The New York Times, Obama administration officials said that in a series of phone calls and e-mails from the White House, the State Department and the Pentagon, they have urged the creation of a "council of elders" in Egypt to begin drafting revisions to the constitution.

These messages also encouraged newly appointed Vice President Omar Suleiman to jump-start talks with an array of opposition leaders, including the Muslim Brotherhood, the newspaper said.

Obama meanwhile "discussed his serious concern about the targeting of journalists and human rights groups, and reaffirmed that the government of Egypt has a responsibility to protect the rights of its people and to release immediately those who have been unjustly detained," the White House added.

He also "emphasized the importance of an orderly, peaceful transition, beginning now, to a government that is responsive to the aspirations of the Egyptian people, including credible, inclusive negotiations between the government and the opposition."

The leaders agreed to stay in close contact going forward, the White House said.

The statement came as Washington welcomed as a "positive step" the mass resignation of leaders of Mubarak's ruling party, as it seeks to prod the strongman to the exit.

US officials hailed the move but urged more change.

"We view this as a positive step toward the political change that will be necessary, and look forward to additional steps," said one.

Separately, US Vice President Joe Biden told his Egyptian counterpart Saturday that "immediate steps" are needed on democratic reforms.

Biden, in a telephone call to Suleiman, "asked about progress in beginning credible, inclusive

negotiations for Egypt's transition to a democratic government to address the aspirations of the Egyptian people," the White House statement said.

"He stressed the need for a concrete reform agenda, a clear timeline, and immediate steps that demonstrate to the public and the opposition that the Egyptian government is committed to reform."

Biden also "expressed concern about continued raids on civil society and called for the immediate release of journalists, activists, and human rights advocates who have been detained without cause."

Meanwhile in Munich, US Secretary of State Hillary Clinton called for international support for an orderly transition to democracy in Egypt as she warned of forces that might try to derail it.

A transition in Egypt "will become immeasurably harder if there is not restraint by government and security forces, and we thankfully saw that yesterday with the very large but peaceful demonstration," she said.

<http://www.dailynewsegypt.com/2011/02/07/elbaradei-shut-out-of-egypt-talks/>

ElBaradei shut out of Egypt talks

DNE February 7, 2011

By AFP

WASHINGTON: Leading Egyptian opposition figure Mohamed ElBaradei said he was "not invited" to take part in negotiations Sunday on the future of a post-Mubarak Egypt, and criticized the talks as "opaque."

"I should start by saying I have not been part of the negotiations. I have not been invited to take part in the negotiations or dialogue but I have been following what has been going on," he told NBC television's "Meet the Press" program.

"The process is opaque, nobody knows who is talking to who(m) at this stage."

ElBaradei, who earned a Nobel peace prize for his stewardship of the United Nations atomic watchdog, returned to Cairo shortly after mass public protests erupted last month against Hosni Mubarak's autocratic regime.

He criticized the official political dialogue — the first of its kind in half a century — as being managed by the "outgoing regime" without including the "new opposition."

"It is managed by Vice President (Omar) Suleiman and it is all managed by the military," ElBaradei continued.

"That's part of the problem: the president is a military man, the vice-president is a military man and the prime minister is a military man, and I think if you really want to breed confidence you really need to engage the rest of the civilians."

He suggested a “transitional period” where a three-person presidential council including the military would run an interim government.

The veteran diplomat, who was well respected internationally but little known on the Egyptian street, has become a key opposition figure during days of brutal protests against Mubarak that have left scores dead and injured.

“A huge lack of confidence” remains between the government and the demonstrators, he added.

“There is a good deal of fear that the government will retrench and then come back again with vengeance, if you like.”

For the past two weeks, Egypt has been paralyzed by a wave of protests against Mubarak’s rule, and Suleiman, a former intelligence chief, has been thrust into center stage as a leader who might negotiate a deal on democratic reforms.

Mubarak, who appointed Suleiman as the first vice president of his 30-year rule, has said he will not run for re-election in September polls, but opposition groups say this is not enough, and are calling for him to leave office while elections are quickly organized. ElBaradei also criticized Washington’s mixed messages.

US President Barack Obama’s administration is having to quickly back-pedal after a returning envoy apparently spoke out of turn when he suggested that Mubarak should remain in office to manage the transition.

Obama and US Secretary of State Hillary Clinton have not explicitly called for Mubarak to leave immediately but have repeatedly stressed that the United States wants an orderly transition to begin now.

The remarks on Saturday by Frank Wisner, a veteran diplomat who met with Mubarak at Obama’s behest earlier this week, “created a lot of confusion, a lot of disappointment” in Egypt, ElBaradei told CNN.

He elaborated more colorfully in another interview. It “came down here like a piece of lead,” he told NBC’s “Meet the Press.”

<http://www.dailynewsegypt.com/2011/02/07/egypt-demonstrators-entertain-to-keep-morale-high/>

Egypt demonstrators entertain to keep morale high

DNE February 7, 2011

By Dina Hadid / AP

CAIRO: Two rows of men greet demonstrators at the main entrance to Tahrir Square, clapping as people enter, and chanting in the rhythms of a traditional Egyptian wedding procession.

“We are becoming bigger!” they shout. “God is Great!”

Inside Cairo's main square, musicians stroll, men read poetry to the crowd and vendors hawk potato chips, tea, hot food — even socks.

Tahrir Square, the scene of deadly battles with firebombs, rocks, horses and camels just last week, has taken on a carnival mood in the past few days as demonstrators try to establish an enduring presence, complete with food and entertainment, in their campaign to demand Egyptian President Hosni Mubarak's ouster.

Fruit vendor Ashraf Gaber, 30, asked people to express themselves in a few words, then wrote their thoughts on pieces of A4 paper he placed on a stack besides him.

Volunteers added it to a collage that spread out before Gaber in a series of rows held down by rocks.

"We have to make the people happy!" Gaber shouted. "Express what is in your hearts!" he told the crowd.

"Oh Mubarak, you are a shoe!" read one — a particularly stinging insult in Arab culture.

"An Interior Ministry of Thugs!" read another.

Nearby, crowds of young men and women cheered and sung as Fadi Mikhael, 29, strummed an oud — or Arabic lute — to a Western beat.

"We won't be quiet! Raise your voice!" he sang on a stage, his voice amplified by four powerful speakers. The crowd clapped and repeated the chorus.

Poetry writing and recitation is a popular Arab pastime, a manifestation of pride in a language that's rich with subtle shades of meaning and unifies a people of different ethnic backgrounds and two major faiths.

There is a regional satellite television talent show just for poets — with viewers in the millions — and others dedicated to poets mocking each other in verse.

On another impromptu stage, a middle-aged man read poetry into a microphone as another crowd clapped at his ability to cleverly rhyme the stanzas.

"I am a peasant with a sheaf of wheat/I give it to the people generously," he read.

Nearby, demonstrators used stones, once used to repel pro-Mubarak supporters, to spell out slogans on the ground.

The command "Leave!" in Arabic spelled covered a few square feet (meters) of the square. The latest addition: "70 Billion" — the Mubarak family's rumored wealth.

Vendors sold dates, plastic cups of hot tea, socks — three pairs for \$2 — sesame-seed snacks, potato chips and juice. Young men and women gathered in circles, debating the day's events. Before Jan. 25, Egyptians would not have dreamt of discussing politics so openly.

“We are learning a culture of respectful disagreement here,” said Nashat Cross, 28, a Christian who works as a translator. “The level of cultured discussion is something I really admire.”

From time to time, somebody in the crowd would begin chanting anti-Mubarak slogans, and hundreds of others joined in, clapping.

Men sometimes bellydanced on the side to the rhythm of the chants.

Another procession of men stood at the exit, waving the red-white-and-black Egyptian flag, banging drums, blowing on harmonicas and singing, again, like an Egyptian wedding procession.

“You’ll come back, wont you?” they chanted. “You’ll come back to liberate us!”

<http://www.dailynewsegypt.com/2011/02/07/egypt-protesters-press-demands-brace-for-long-haul/>

Egypt protesters press demands, brace for long haul

DNE February 7, 2011

By Dina Zayed and Yasmine Saleh / Reuters

CAIRO: Cairo protesters dug in for a long fight on Monday, pressing their demand for an overhaul of the political system and the resignation of President Hosni Mubarak as many Egyptians tried to resume their normal lives.

Up to 2,000 people bedded down overnight under blankets and tents made from plastic sheeting in Tahrir Square. Some slept while others camped out on woolen blankets as national and revolutionary songs blared out from loudspeakers.

Some slept in the tracks of the army’s armored vehicles to prevent them being used to force the protest into a smaller place to allow traffic to circulate. Makeshift barricades were still up and some burned out vehicles had not been moved.

Protesters searched people to ensure there were no trouble-makers entering Tahrir, or Liberation, Square which has come to symbolize opposition to 30 years of Mubarak’s rule.

Many young men dismissed a dialogue taking place between new Vice President Omar Suleiman and opposition groups as unacceptable, vowing to stay in the square and pursue what has been described as the “Nile Revolution”.

“I reject dialogue. We don’t recognize this government. Mubarak has to go. The despot has to go,” Sayyed Abdel-Hadi, a 28-year-old accountant, said. “We will not despair. We will stay until he leaves”.

“We don’t want Suleiman, he is a symbol of Mubarak. If he becomes president we will stage another revolt. We have been living for 30 years under humiliation and injustice,” Osama Gamal, a 22-year-old teacher, said.

“We want our rights. We want better education,” he added.

Amongst the tents in Tahrir, protesters set up food stalls and played traditional music. They also chanted anti-Mubarak slogans and prayed.

Elsewhere in Cairo, streets began to clog with familiar traffic jams. Many shops reopened and crowds gathered outside small groceries and vegetable and fruit shops freshly stocked after days of disrupted supply lines.

Although the protest movement, now in its 14th day, has yet to secure its key demands, many Egyptians who were not directly involved have followed its lead to try to win what they say are their political rights.

Hundreds of Egyptians demanding cheaper apartments rallied outside a government office on Monday, emboldened by mass anti-government demonstrations to press their case.

Many stood for hours outside the downtown offices with their application forms. Some said they would join the protest camp if they were not allowed to enter. "If you don't let us in, we will head to Tahrir," they shouted.

In Alexandria, protesters were on the streets in smaller numbers on Monday but said they planned larger demonstrations for Tuesday and Friday.

Shops were mostly open in the Mediterranean second city, where protest numbers have rivaled those in Cairo, as people began to resume their normal lives.

A similar pattern was seen in the industrial port city of Suez, which has seen some of the most violent protests, with numbers expected to gather on the streets in the afternoon after banks close and bigger protests planned for Tuesday and Friday.

State-run schools and universities remain closed for the week, for the normal mid-year holiday.

Amateur footage of apparent police violence against protesters has filtered out into the media. Amateur video broadcast by Al Jazeera shows what it says were images of a protester being shot dead by police in Alexandria on Jan. 28.

In an empty street, the man is seen walking slowly towards police officers with his arms outstretched. He then halts and removes his jacket before being shot at a distance of some 10 meters, falling to the ground. *—Additional reporting by Samia Nakhoul.*

<http://www.francesoir.fr/actualite/international/contestation-s-accroche-place-tahrir-71098.html#>

Accueil > Actualité > International > La contestation s'accroche Place Tahrir

Révolte en Egypte 7 février 2011, 16h19

La contestation s'accroche Place Tahrir

La contestation urbaine anti-Moubarak reste mobilisée même si la vie reprend son cours par endroits.

Sur la Place Tahrir, les manifestants dorment près des blindés pour les empêcher de manoeuvrer SIPA

La contestation. Malgré l'amorce d'une négociation politique, les manifestants s'accrochent à la Place Tahrir lundi matin. Beaucoup d'entre eux ont encore passé la nuit à la belle étoile, autour des chars de l'armée qui bloquent les accès de la Place. Pour prévenir tout mouvement de l'armée, qui semble s'impatienter, les contestataires ont dormi devant les roues des blindés.

Un bref accrochage a eu lieu autour de la « Mugama », un imposant édifice gouvernemental à l'architecture soviétique donnant sur la place Tahrir. Des manifestants ont empêché lundi matin des fonctionnaires d'y pénétrer. La raison ? Un homme avait tenté un peu plus tôt d'y mettre le feu, espérant imputer l'acte aux manifestants pour discréditer la contestation anti-Moubarak.

Par ailleurs, des hommes inconnus ont tiré dans la matinée quatre roquettes sur une caserne de police dans la ville égyptienne de Rafah, située à la frontière de Gaza, faisant un blessé. L'origine et les causes de cette attaque restent encore obscures à l'heure actuelle.

Si les opposants de la Place Tahrir ont prévu de nouvelles manifestations mardi et vendredi, une certaine lassitude a malgré tout gagné la mégapole de 20 millions d'habitants. La vie reprenait doucement son cours lundi matin, de nombreux commerces et banques ouvrant à nouveau leurs portes, et la circulation sur les routes et ponts étant rétablie. Si la réouverture de la Bourse, prévue lundi, a été reportée, le constructeur japonais Suzuki a repris ses activités dans le pays.

La négociation. Les Frères musulmans, première force d'opposition mais bête noire du régime, le parti Wafd (libéral laïque) et le Tagammou (gauche) se sont joints dimanche à un dialogue politique national, avec d'autres groupes d'opposition, pour chercher une issue à la crise anti-Moubarak démarrée le 25 janvier. Les participants sont finalement tombés d'accord sur l'instauration d'ici la première semaine de mars d'un comité chargé d'organiser « une transition pacifique du pouvoir basée sur la Constitution ». Si le gouvernement a envisagé la libération de prisonniers politiques, la liberté de la presse et une levée de l'état d'urgence, les Frères musulmans ont dénoncé l'insuffisance des réformes proposées.

L'un des opposants égyptiens les plus en vue, le prix Nobel de la paix Mohamed ElBaradei, a assuré ne pas avoir été invité, et qualifié ces discussions « d'opaques », sur la chaîne américaine NBC.

La diplomatie internationale. Le président américain, Barack Obama, a réitéré dimanche son souhait de voir engager « immédiatement » une transition « ordonnée » et « significative » qui mène à l'avènement d'un « gouvernement représentatif » en Egypte, une pression relayée par de nombreuses capitales.

Dimanche, le chef de la diplomatie égyptienne, Ahmed Aboul Gheit, a répondu que son pays refusait les « diktats » de l'étranger. Dans un communiqué, son ministère a de plus accusé, sans les nommer, des diplomates étrangers d'avoir « tenté de faire entrer des armes et des appareils de télécommunications dans des valises diplomatiques ».

Égypte : les gueules cassées de la place Tahrir

Les centaines de blessés suscitent un élan de compassion et de fierté parmi la foule des manifestants.

Tête bandée, bras plâtré ou lèvres commotionnées, ils sont les héros en guenilles de la révolte égyptienne. Depuis la terrible bataille qui les a opposés mercredi aux nervis de Hosni Moubarak, les centaines de gueules cassées qui peuplent la place Tahrir éveillent parmi la foule des manifestants un élan de compassion et de fierté. On se presse autour d'eux pour leur donner l'accolade ou les prendre en photo. Certains, envahis par l'émotion, vont jusqu'à leur baiser les mains. «Ce sont eux qui ont sauvé notre révolution», s'exclame Sami Jamin, un journaliste venu leur porter des sandwiches fourrés à la purée de pois chiches.



Malgré les conditions de vie précaires qui y règnent désormais, un grand nombre de ces blessés ont choisi de camper place Tahrir jusqu'à l'aboutissement de leurs revendications. «Ma femme m'a demandé de rentrer à la maison mais il n'en est pas question», témoigne Ahmed Ayad, dont le pied et le mollet gauches sont recouverts d'un plâtre. Mercredi, cet adjudant-chef de l'armée de terre, qui a déserté il y a treize jours pour rejoindre les manifestants, a été blessé par balle alors qu'il affrontait les combattants pro-Moubarak. «Le tireur, caché sur un

pont, m'a touché pendant que je lui tournais le dos, raconte-t-il. Deux camarades m'ont porté jusqu'à l'infirmerie de la place. On m'a proposé de m'emmener à l'hôpital mais j'ai refusé car je voulais retourner au combat. Les médecins m'ont retiré la balle sur place, sans anesthésie.»



Adossé à une balustrade à deux pas du Musée du Caire, Mohammed Saïd affronte fièrement les regards mi-horrifiés, mi-admiratifs qui sans cesse se posent sur lui. À 29 ans, ce garçon plutôt chétif fait songer à un adolescent. Il a le crâne bandé, deux doigts de la main droite plâtrés et la poitrine recouverte d'un large pansement. «Il était quinze heures lorsque des cavaliers sont arrivés sur la place, se souvient-il. J'ai essayé de désarçonner l'un d'eux, mais il a réussi à me frapper à plusieurs reprises avec son sabre. Comme je saignais beaucoup, je suis allé me faire soigner. Une heure plus tard, brûlant de me venger, j'étais de nouveau en train de me battre. C'est alors que j'ai été blessé au torse par une balle en caoutchouc.» Depuis, Mohammed a préféré ne pas donner de nouvelles à ses proches. «Je ne veux pas qu'ils se fassent du souci», dit-il.

Les morts au paradis

«Ces enfants sont des héros», répète un quinquagénaire en complet bleu nuit venu immortaliser l'instant avec son téléphone portable. «Ils sont propres, honnêtes, poursuit-il. Ces jeunes, les meilleurs que nous ayons eus depuis au moins un siècle, nous rendent notre honneur.» Assis dans l'herbe ou allongés sous des tentes de fortune, les gueules cassées de la place Tahrir savourent le vent de l'histoire et veulent croire que leurs sacrifices ne seront pas vains. Aux yeux de tous, ici, ils font déjà partie du panthéon révolutionnaire égyptien. Tout comme le jeune Mustapha Samir al-Saaoui, mort ces derniers jours, dont le visage doux et souriant orne une grande banderole sur laquelle on peut lire : «Martyre de la liberté, ami du Coran.»

«Nos morts, inch' Allah, sont au paradis», sourit le docteur Abdallah Mohsen, chirurgien-dentiste et pilier du petit hôpital de campagne installé à l'abri d'une bâche blanche, sur un trottoir de la place. Mercredi, lorsque les partisans de Moubarak ont sonné la charge, plusieurs

médecins et infirmiers se sont organisés dans l'urgence pour accueillir les blessés, qui se sont bientôt comptés par centaines. «Nous avons traité beaucoup de blessures par jets de pierre et de brûlures provoquées par des cocktails Molotov, explique M. Mohsen. Mercredi et jeudi, nous avons aussi dénombré 20 morts par balle. La quasi-totalité d'entre eux ont manifestement été exécutés par des gens qui leur ont tiré dans la tête, dans le cou ou dans le cœur.» Théâtre d'une solidarité saisissante, la place Tahrir reçoit un afflux ininterrompu de vivres et de médicaments pour les blessés. «J'ai apporté des bandages et de l'éosine», raconte un docteur en biochimie. «Les deux premières fois, je suis tombé sur des militants pro-Moubarak qui rodaient aux abords de la place et m'ont forcé à rebrousser chemin», précise-t-il.



Bras dessus, bras dessous, Ali et Imad savourent joyeusement leur nouveau statut de héros. «Nous nous sommes rencontrés et sommes devenus amis mercredi dans la bataille», expliquent ces écopés de 25 et 27 ans, dont un homme vient respectueusement serrer la main. Souriant à l'appareil photo, ils assurent en montrant leurs bandages : «Le monde entier a été choqué qu'on puisse nous faire une chose pareille.» Quant à rentrer chez eux, ils n'y songent guère. «Nous préférons mourir libres sur cette place, rigolent-ils, que vivre bâillonnés à l'extérieur.»

Leur presse (Cyrille Louis, Le Figaro), 7 février.

<http://juralibertaire.over-blog.com/article-la-place-tahrir-toujours-occupee-au-caire-9-fevrier-66768315.html>

Place Tahrir, les manifestants redoutent des représailles

Le Premier ministre égyptien a promis qu'il n'y aura pas de poursuites contre les contestataires. Mais ces derniers se méfient.

Les manifestants de la place Tahrir au Caire, haut lieu de la contestation contre le régime de Hosni Moubarak, s'inquiétaient lundi de possibles représailles des forces de sécurité égyptienne.

«S'il n'y aura pas de représailles de la part des forces de l'ordre, alors pourquoi n'y a-t-il pas la fin de l'état d'urgence ? Ils promettent des choses mais il n'y a rien de concret», s'alarme Ehad al-Hinaway, un pharmacien âgé de 46 ans originaire de Zagazig, au nord-est du Caire.

Le Premier ministre Ahmed Chafik a promis jeudi qu'il n'y aurait pas de poursuites contre les milliers de manifestants qui réclament le départ du président Hosni Moubarak depuis le 25 janvier.

Les autorités, qui garantissent en théorie la liberté de manifester, une des «victoires» de la révolte, ont demandé aux protestataires de quitter la place Tahrir, au cœur d'une des mégalofoles les plus encombrées de la planète.

Les protestataires ont érigé des barricades et des points de contrôle tout autour de la place pour se prémunir des attaques des partisans du raïs mais ils sont persuadés que des agents en civil les traquent ou les pistent juste en dehors.

«Les agents de la sécurité intérieure nous fichent aux points de contrôle, nous regardant d'une certaine manière. Rien qu'à les regarder, on ressent la peur», explique Saad Chibahi, chauffeur de taxi âgé de 27 ans venu d'Alexandrie.

Depuis 1981 et l'assassinat de Sadate, l'Égypte est placée en état d'urgence. Et, si l'on comptabilise les fonctionnaires, les informateurs et autres membres des services de sécurité redoutés par la population, un million de personnes travailleraient pour le compte du ministère de l'Intérieur.

Selon les manifestants, les cas de harcèlement policier se sont multipliés ces derniers jours.

L'un d'eux, se faisant appeler Karim, confie qu'après avoir quitté la place Tahrir, jeudi dernier, il a été détenu pendant la nuit aux côtés d'une vingtaine d'autres personnes et interrogé par des agents des services de renseignement. Il a été arrêté pour ne pas avoir respecté le couvre-feu et pour avoir pris des photographies des manifestations sur son téléphone.

Il se dit cependant persuadé que sa détention aurait été bien plus dure avant le soulèvement.

Une autre manifestante, Isra, a déclaré lors d'une émission de télévision réunissant de jeunes militants appelant à la démocratisation qu'elle n'avait aucune confiance dans les promesses gouvernementales tant que Moubarak et ses partisans resteraient au pouvoir.

«Ni le Premier ministre, ni le président ou le vice-président n'ont eu la décence d'appeler à un deuil national pour les morts» regrette-t-elle.

«Personne ne peut être sûr que si les manifestants rentrent chez eux, leurs revendications seront prises en compte, c'est pour cela qu'ils continuent d'occuper la place Tahrir.»

Leur presse (L'Express), 8 janvier.

http://www.emarrakech.info/Egypte-Au-moins-297-morts-lors-des-manifestations_a53865.html

Égypte: Au moins 297 morts lors des manifestations

eMarrakech .info le 8 Février 2011

eMarrakech: Les manifestations qui continuent de secouer fortement l'Égypte depuis le 25 janvier dernier ont fait, jusqu'à maintenant, au moins 297 morts selon Human Rights Watch. Un chiffre qui dit énormément sur la violence qui a tatoué ces manifestations anti-gouvernementales.



Human Rights Watch a, en effet, confirmé 232 décès au Caire, 52 à Alexandrie (nord) et 13 à Suez (est). La grande majorité des victimes ont trouvé la mort les 28 et 29 janvier, touchées par des balles réelles, lors de heurts entre police anti-émeutes et manifestants, selon la presse.

Le nombre réel des victimes serait bien plus importants que les 297 morts. Human Right Watch a confirmé, seulement, le nombre des morts constaté par l'organisation elle-même.

Signalons que ce mardi 8 février, le nombre des manifestants est le plus grand depuis le début des manifestations qui continuent de demander le départ de Moubarak, et assurent le maintien de position des gens dans la place Tahrir ainsi que dans toutes les villes du pays.

<http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5gSm-cyHUc19TTJilcAXKQoMhrjKQ?docId=CNG.a77ffef8cdd5ce701630b267b25ea2ad.31>

Egypte: le pouvoir brandit la menace de l'armée, la révolte s'étend

De Joseph KRAUSS (AFP) – 8 févr. 2011

LE CAIRE — Le pouvoir contesté du président Hosni Moubarak a averti mercredi que l'armée interviendrait en cas de "chaos" en Egypte, où les manifestations massives ont gagné de grandes villes et des violences sanglantes ont touché le sud reculé.

Maintenant la pression, la Maison Blanche a estimé que la poursuite de la mobilisation populaire montrait que les réformes politiques n'étaient encore pas suffisantes, alors que le département d'Etat a encouragé l'armée égyptienne à continuer à faire preuve de modération.

Au 16e jour de la révolte, sur la place Tahrir au Caire, symbole du mouvement de contestation qui ne s'essoufle pas, des dizaines de milliers de manifestants ont encore réclamé le départ de M. Moubarak, qui a gouverné l'Egypte d'une main de fer pendant près de 30 ans.

Les protestations ont touché une ville à 400 km au sud du Caire, El Kharga, où cinq personnes, blessées la veille dans des heurts entre manifestants et policiers qui ont fait usage de balles réelles, ont succombé mercredi, selon des sources médicales. Il y a aussi eu une centaine de blessés.

A la contestation politique se sont ajoutés plusieurs mouvements sociaux portant sur les salaires ou les conditions de travail, dans les arsenaux de Port-Saïd (nord-est), dans plusieurs sociétés privées travaillant sur le canal de Suez (est) ou encore à l'aéroport du Caire.

Durcissant le ton à l'égard des manifestants qui ont rejeté toutes les mesures d'apaisement du régime, le ministre égyptien des Affaires étrangères, Ahmed Aboul Gheit, a prévenu que l'armée interviendrait "en cas de chaos pour reprendre les choses en main".

"Si cela arrive (...), les forces armées se verront obligées de défendre la Constitution et la sécurité nationale de l'Egypte. Nous serons dans une situation très dangereuse", a-t-il dit, selon l'agence officielle Mena qui reprenait une interview accordée par le ministre à la chaîne Al-Arabiya.

M. Aboul Gheit a aussi accusé les Etats-Unis, un allié de l'Egypte, de chercher à "imposer" leur volonté à l'Egypte par leur exigence de réformes immédiates, dans un entretien à la chaîne américaine PBS.

Déjà mardi, le vice-président Omar Souleimane avait averti qu'une fin immédiate du régime "signifierait le chaos".

Les propos de M. Souleimane ont été dénoncés par l'opposition, dont les Frères musulmans, bête noire du régime. "Il s'agit d'une menace inacceptable aux yeux du peuple égyptien", a affirmé un responsable de la confrérie. Les manifestations "continueront quelles que soient les menaces".

L'armée, épine dorsale du régime, a été appelée le 28 janvier en renfort de la police, en particulier pour faire respecter le couvre-feu instauré au Caire, à Alexandrie (nord) et Suez (est) de 20H00 (18H00 GMT) à 6H00 (4H00 GMT). Présente autour de la place Tahrir, elle n'est pas intervenue pour faire partir les milliers de manifestants anti-Moubarak qui s'y sont installés jour et nuit.

Les manifestants refusent d'ailleurs de lâcher prise, exigeant toujours le départ immédiat de M. Moubarak, 82 ans, qui a promis de s'effacer à la fin de son mandat en septembre et formé une commission pour amender des articles contestés de la Constitution, liés à la présidentielle.

"Je n'ai pas peur, j'ai déjà vu la mort", a assuré Ahmad Talal, un étudiant de 25 ans, parmi une foule dense agitant des drapeaux égyptiens place Tahrir. "Je ne crains pas les paroles ou les menaces de Souleimane, parce que nous sommes là pour gagner notre liberté et celle de notre pays".

Non loin de là, des centaines de manifestants ont encerclé le Parlement et le siège du gouvernement au Caire, situés l'un en face de l'autre. Les deux bâtiments étaient protégés par des blindés et le Conseil des ministres a dû se tenir dans un autre lieu.

Les manifestants anti-gouvernementaux ont été galvanisés par la foule monstre rassemblée la veille place Tahrir, où, selon des photographes de l'AFP, le nombre des protestataires a été le plus important depuis le début de la contestation.

La révolte a aussi touché la ville d'Assiout, au sud du Caire, où des manifestants anti-Moubarak ont bloqué une voie de chemin de fer et coupé une autoroute reliant le nord et le sud du pays à l'aide de pneus brûlés.

Des manifestants ont également saccagé un bâtiment officiel dans la ville de Port Saïd (nord-est), à l'entrée méditerranéenne du canal de Suez.

Parallèlement, la vie a continué de reprendre son cours au Caire, où la plupart des commerces avaient rouvert.

Mais le nouveau ministre égyptien de la Culture, Gaber Asfour, a annoncé sa démission, en invoquant des "raisons médicales".

Depuis le 3 février, les manifestations se déroulent le plus souvent dans le calme et l'armée n'est intervenue contre les protestataires. Des heurts entre policiers et manifestants les premiers jours, puis entre pro et anti Moubarak le 2 février, ont cependant fait près de 300 morts, selon l'ONU et Human Rights Watch, ainsi que des milliers de blessés.

<http://www.dailynewsegypt.com/2011/02/08/protests-to-resume-in-suez-tuesday-afternoon/>

Protests to resume in Suez Tuesday afternoon

DNE February 8, 2011

By Marwa Al-A'asar

CAIRO: Thousands of citizens are expected to take to the main streets of Suez on Tuesday. Their demands to sack the governor and the police directorate chief have been ignored.

"We will keep protesting until they go away," one protester told Daily News Egypt.

"They are responsible for the killing and injuring of dozens of people during the protests held at the end of last month," he added.

A number of Suez lawyers have traveled to Cairo to join the protesters in Tahrir Square.

"Why did not the prime minister respond to the rage of Suez citizens who have been calling for the resignation of the police directorate chief and the governor?" another protester said.

Dozens of Suez citizens have been killed since the protests first erupted on Jan. 25 and hundreds more injured.

"The official number announced says only 17 have been killed and 250 injured since Jan. 25," a medical source told Daily News Egypt, speaking on the condition of anonymity.

"But I swear, I saw dozens of dead bodies in the morgue and over 500 wounded," he added.

During the Jan. 25 protests, riot-control forces used live ammunition resulting in dozens of casualties, an act that stirred citizen's outrage and led them to hold more demonstrations on the following days that witnessed more violence on both sides.

<http://www.dailynewsegypt.com/2011/02/08/mass-protests-resume-in-cairo-mahalla-alexandria-suez/>

Mass protests resume in Cairo, Mahalla, Alexandria, Suez

DNE February 8, 2011

By Marwa Al-A'asar

CAIRO: Hundreds of thousands of citizens resumed protesting Tuesday in Cairo, Mahalla, Suez and Alexandria demanding the ouster of President Hosni Mubarak.

Tens of thousands flocked to the central Tahrir Square throughout the day. Inside there was less chanting than before. Protesters carried a symbolic coffin representing the reported 300 killed in protests. A large Egyptian flag, carried by 100 people, was also displayed.

Sarcastic and humorous posters outshined the strictly political ones, adding to the festive mood inside.

A few thousand protested in front of the People's Assembly building, a few hundred meters down the road from the square. Calls were made through social media networks for some of the Tahrir protesters to join the PA demonstration.

In the Delta City of Mahalla, an eyewitness said about 200,000 citizens protested in Al-Bahr, the city's main street.

"Not only do people call on Mubarak to step down, they also call for his prosecution," activist Mohamed Maree told Daily News Egypt.

"This protest is a response to Vice President Omar Suleiman's attempt to imply that there has been progress in the dialogue with the opposition forces that do not by any means represent the protesters or this revolution," Maree added.

Protesters also urged workers at all factories in Mahalla, known for its textile industry, to hold an open shrike until their demands are met.

Protesters in Alexandria voiced the same demands.

About 300,000 citizens formed four demonstrations held simultaneously in Raml Station, Moharam Bek, Sidi Beshr and El-Asafra neighborhoods then were joined by a similar number who returned from work following afternoon prayers.

"People in Alexandria call for the prosecution of Mubarak for what he did to the Egyptian people," former MP and Muslim Brotherhood senior member Sobhi Saleh told Daily News Egypt. "We also call for sequestering his fortune."

On Friday Alexandria protesters will hold a symbolic public trial for the embattled president.

In Suez, thousands of citizens took to the main streets calling for sacking the governor and the chief of police, demands that have been ignored so far.

“We will keep protesting until they go away,” one protester told Daily News Egypt.

“They are responsible for killing and injuring dozens of people during the protests held at the end of last month,” he added.

Tens of Suez citizens have been killed since the protests first erupted on Jan. 25 and hundreds more injured.

“Why didn’t the prime minister respond to the rage of Suez citizens who have been calling for the resignation of the police directorate chief and the governor?” another protester said.

During the Jan. 25 protests, riot-control forces used live ammunition resulting in dozens of casualties. Outraged citizens took to the streets on the following days for more demonstrations that witnessed more violence on both sides.

“The official number announced says only 17 have been killed and 250 injured since Jan. 25,” a medical source told Daily News Egypt on condition of anonymity.

“But I swear I saw dozens of dead bodies in the morgue and over 500 wounded,” he added.

A number of Suez lawyers traveled to Cairo to join the protesters in Tahrir Square. Others representing different political affiliations and professions also headed to Cairo for the demonstrations.

Thousands of Egyptian anti-government demonstrators flash the V for “victory” sign and wave their national flag as they gather in the northern city of Alexandria on Feb. 8. (AFP PHOTO/STR)

<http://www.dailynewsegypt.com/2011/02/08/mb-says-reviewing-its-stance-from-dialogue/>

MB says reviewing its stance from dialogue

DNE February 8, 2011

By Tamim Elyan

CAIRO: The Muslim Brotherhood (MB) said that the continuous arrest of its members and the media campaign against the group will have implications on the group’s dialogue with the regime.

“The continuous arrest campaigns targeting a large number of MB members by thugs and security personnel and handing them to military police where they are maltreated, as well as, the fierce media campaign against the group makes us question the credibility of the regime in effecting change,” the group said in a statement late on Monday.

“We participated in the dialogue to convey the people’s fair demands on condition that the peaceful protests aren’t hindered until the demands are met. We are continuously evaluating the situation to determine our stance from the dialogue,” it added.

The banned group said that the demands included in the statement issued after a meeting with Vice President Omar Suleiman weren't agreed upon.

"The statement issued after our meeting with Suleiman wasn't approved by us. We didn't sign it and unfortunately our demands weren't included in it," the group said.

The Brotherhood said that the statement included only "partial reforms" that don't meet the demands of the people and many are yet to see the light. The group reiterated that their most important demand is for President Hosni Mubarak to step down.

<http://www.dailynewsegypt.com/2011/02/08/wael-ghonim-the-face-of-the-revolution/>

Wael Ghonim: The face of the revolution?

DNE February 8, 2011

By Safaa Abdoun

CAIRO: Within hours of his much-anticipated release from state security detention, Wael Ghonim, founder of Facebook page 'We are all Khaled Said,' was delegated by thousands of Facebook users to speak on behalf of the young people demonstrating in Tahrir Square.

His first television appearance on the primetime show "Al-Ashera Masaan" hosted by Mona El-Shazly ended abruptly when he broke down in tears upon seeing for the first time pictures of those killed in protests since Jan. 25.

Over 140,000 Facebook users joined the group "I authorize Wael Ghonim to speak on behalf of young Egyptian revolutionaries."

The lack of a representative, whether in the Council of Wise Men or in Sunday's talks with Vice President Omar Suleiman, has been a major concern, especially for the thousands who are determined to stay in Tahrir Square until President Hosni Mubarak steps down.

"We do not know the young people who met the vice president ... They are seeking fame and do not represent us in any way," said Ahmed Maher, head of the April 6 Youth Movement in a telephone interview from Tahrir Square.

Ghonim, Google's regional marketing manager, was kidnapped in the early hours of Friday Jan. 28 (dubbed the Day of Anger) at around 1 am as he was trying to flag down a taxi. He was surrounded by four men who dragged him into a car, according to his account on Dream TV.

For 12 days he was blindfolded and had no idea what was going on in the outside world, how the protests went on Friday and more importantly, what they have accomplished.

"What happened to me is a crime; if you want to arrest me there is a law ... I'm not a terrorist or a drug dealer so the Emergency Law can't be applied on me," he said.

Ghonim described what happened as the "revolution of the internet youth, which then turned into the revolution of Egypt's youth, which turned into the revolution of all Egyptians."

“We are not traitors, what moved us is our love for Egypt,” he asserted, pointing out that he and many others are well-off and want nothing but the welfare of their country.

The only thing he regretted throughout his detention is the revelation that he was the administrator of the Khaled Said group on Facebook.

“I’m not a hero,” he said. “I was merely writing on the keyboard while others out there were putting their lives on the line.”

Under state security detention, Ghonim said he was treated well and wasn’t subjected to any physical assault. The insults hurled at him during the early interrogations, he said, stemmed from the fact that officials were convinced that foreigners mobilized, brainwashed and funded the protesters.

“[Inside] I felt that there are people who love Egypt and want to do something for it in the same way I love it and want to do something, but due to the existing political regime we both seem locked in conflict,” he explained.

“We have to demolish this political regime which does not allow us to speak out,” he said, explaining that anyone who does is considered an outlaw or is planning to overturn the regime.

When asked whether he thinks he was released after public pressure, Ghonim said that he had already sensed a change in the treatment of the officers to him once they felt that he is only an Egyptian who wants to do something for his country.

Ghonim met the newly-appointed Minister of Interior Mahmoud Wagdy before he was released. “I sat with him man to man ... we are both equals ... he is strong and I’m strong,” he explained, noting that “the youth did this.”

The newly-appointed secretary general of the National Democratic Party, Hossam Badrawi, drove Ghonim home upon his release.

Ghonim said that he highly respects Badrawi which is why he advised him to leave the NDP, the party which has “destroyed our country,” and form another party. “I never want to see another NDP logo in the street again,” he said.

Ghonim said that it is time to step back and think of the following: How to restore the dignity of Egyptians, how to fight all forms of corruption on all levels and how to instill Egypt’s youth with a sense of loyalty to their country.

“This is not the time to settle personal scores, it’s not the time to divide the cake — a lot of politicians will know what I mean by that — and finally, it’s not the time to enforce ideologies,” he said.

“It’s time to demand our rights and think of the welfare of our country,” he added.

Ghonim wrapped up by pointed out two main obstacles: “First, we don’t communicate,” he said, referring to how there is no dialogue between the people and the regime. “And second problem is that there is no trust.”

Egypt protests enter their third week

DNE February 8, 2011

By Jailan Zayan / AFP

CAIRO: Egyptian protesters massed in Cairo's Tahrir Square Tuesday amid calls for renewed nationwide street action to mark two weeks of anti-government rallies that have rattled the regime.

Several thousand were already occupying the square — the focal point of protests calling for the end of President Hosni Mubarak's 30-year rule — sleeping under tents or rolled up in blankets at the foot of army tanks.

A massive banner that reads "The people want the end of the regime" hangs over Tahrir, but the 82-year-old president has ploughed on regardless, reshuffling his cabinet and offering reform but refusing to step down.

"Patriotic songs about the country used to sound exaggerated, but we own the country now," said 34-year-old doctor Issam Shebana, who came back from Sharjah in the United Arab Emirates to man a makeshift clinic in the square.

"Yesterday, one man in his 60s said: 'We were cowards. We kept quiet all these years, but you've done it.' It's inspiring. It's a rebirth," he said. "I never thought I'd sleep on asphalt with rain on my face and feel happy."

The Internet has become a mobilizing force for the protests and on its website one group, the "April 6 Movement," called for mass demonstrations later in the day, saying: "No one can stop us from continuing, for our country."

On Monday, Mubarak tried to buy time, pledging to raise public sector wages by 15 percent and ordering a probe into the recent deadly violence that has left at least 300 dead in the course of 15 days of protest.

The veteran leader met his new-look cabinet for the first time on Monday as the regime battled to get the economy moving despite ongoing demonstrations by pro-democracy activists occupying the Cairo square since January 25.

According to the official MENA news agency, the cabinet approved a plan to increase state sector salaries by 15 percent from April and to spend another LE 6.5 billion (\$940 million) boosting pensions.

Mubarak also pledged to launch an "independent" investigation into deadly violence between his supporters and demonstrators Wednesday at Tahrir Square that left 11 dead and nearly 1,000 injured, according to official estimates.

The president "has given instructions for the creation of a... transparent, independent and impartial investigatory commission," MENA reported.

The commission will investigate “the terrible and unacceptable violations that made some protesters innocent victims”, it said.

The pay hike might reassure Mubarak’s partisans in Egypt’s large bureaucracy and security forces, but there was no sign that the demonstrators were ready to cede ground.

Campaigners sat under the tracks of army tanks deployed around the square. Activists also kept up the pressure by barring access to the Mugamma, the heart of Egypt’s bureaucracy, which dominates the square.

The United States, meanwhile, urged Egypt to uphold existing treaties, in apparent reference to the country’s peace agreement with Israel.

Washington “will be a partner” to an Egyptian government that “will uphold the treaties and obligations” by which Cairo is presently bound, US President Barack Obama’s spokesman Robert Gibbs said.

Egypt has played a key role in the Middle East peace process, becoming the first Arab country to officially recognize Israel with a peace treaty in 1979.

In other government moves to revive economic life, the nightly curfew in three cities including Cairo was pushed back to 8:00 pm (1800 GMT) until 6:00 am, and the stock exchange said it would reopen on Sunday.

The Cairo bourse closed down 10 points on January 27, after LE 70 billion (\$12 billion) was wiped off shares over two days.

On Sunday, Vice President Omar Suleiman — Mubarak’s key lieutenant and possible successor — tried to appease demonstrators by inviting several opposition groups to join him on a panel to pilot democratic reform.

The government said the parties agreed to set up a committee to examine constitutional amendments by March, while an office would look at complaints over the treatment of political prisoners and loosen media curbs.

But Suleiman refused another key demand of the opposition, saying he would not assume Mubarak’s powers and rule in his place during the transition.

Opposition parties, including the powerful Muslim Brotherhood, have since repeated their demand that Mubarak himself must stand down or immediately delegate his powers to Suleiman.

German magazine Der Spiegel reported Monday that preparations were under way for Mubarak to possibly visit Germany, where he underwent gall bladder surgery last March, for an “extended medical check-up.”

“Preliminary talks with appropriate hospitals are ongoing,” it said. AFP was unable to confirm the report.

While Mubarak has said he is “fed up” with leadership, he has said he must stay on until September’s presidential election in order to ensure stability.

<http://www.dailynewsegypt.com/2011/02/09/sinai-protesters-say-united-with-those-in-tahrir/>

Sinai protesters say united with those in Tahrir

DNE February 9, 2011

By Abdel-Rahman Hussein

CAIRO: Protesters in Sinai are united in their demands with those in Tahrir Square, and will continue to protest until they are met, sources in the area told Daily News Egypt.

About 5,000 people peacefully marched in El-Arish Tuesday, calling for the end of the regime and for President Mubarak to step down. Since the army is also present in Al-Arish, protecting the North Sinai governorate building, no clashes have been reported in recent days.

That wasn’t the case last week, where violence erupted in both Al-Arish and Sheikh Zowayed. The Sheikh Zowayed police station was attacked for three days straight as well as the State Security buildings in both Al-Arish and Sheikh Zowayed.

Residents of Sinai have long complained of the treatment they received by security forces as well as the rampant detentions of their youth, so when protests erupted in Egypt on Jan. 25 matters escalated in North Sinai to violent clashes between protesters and security forces.

The sources said that security on the Egypt-Gaza border was not enough, and that there was a “security void” in that area with tunnels permeating the border open and functional.

Additionally, sources in the area told Daily News Egypt that on Wednesday Feb. 2 battles ensued when government-affiliated supporters descended on the protesters, in events similar to what happened in Tahrir Square when pro-Mubarak supporters attacked anti-government protesters.

North Sinai political party activists affiliated with the Tagammu, Wafd and Nasserist parties have resigned en masse over their respective parties’ willingness to negotiate with the regime.

Instead, along with members of the Muslim Brotherhood, Salafists and local businessmen have set up a coalition named “The Council to Protect the Revolution” in Al-Arish, which is mandated to support the demands of the protesters.

<http://www.dailynewsegypt.com/2011/02/09/labor-protests-strikes-sweep-egypt/>

Sector protests, strikes sweep Egypt

DNE February 9, 2011

By Tamim Elyan

CAIRO: Thousands of workers continued their protests Wednesday across Egypt demanding better pay and work conditions and expressing solidarity with protesters in Tahrir Square.

Protesters' demands included the appointment of staff on temporary contracts, change in the administrations of their respective organizations, enhancing the wage system and ending corruption.

In Cairo, the Independent Syndicate for Real Estate tax Workers organized a protest in front of the Egyptian Trade Union Federation (ETUF), demanding the resignation of Hussein Megawer, ETUF's head, along with the federation's board.

"The federation has become a center for fighting the activities of labor syndicates. Now we are demanding the investigation in its corruption and demanding the resignation of its board and allowing workers to form their independent syndicates freely," said Kamal Abu Eita, head of the first independent syndicate in Egypt.

Hundreds of Telecom Egypt workers protested in front of Ramsis Exchange and obstructed the vital Ramsis Street demanding better wages and the resignation of the board members of the company and the communications syndicate.

Workers said that their monthly wages, around LE 600, have remained unchanged for more than 20 years while sector heads are paid LE 30,000 and the deputy heads of the company are paid LE 250,000 per month.

Five-thousand post workers protested in front of the Egypt Post Authority demanding the appointment of workers on temporary contracts and ending corruption in the authority.

"They cut our incentives by 50 percent in favor of consultants appointed from the military who receive more than LE 20,000 a month. They are refusing to appoint more than 4,000 temporary workers," said Sameh Mohamed, a worker at the Post Authority who has been on a LE 600 monthly salary for the past 20 years.

Soha Ahmed, on a temporary contract since 1996, said she was denied permanent appointment although her colleague, who started working in 2001 received a starting salary of LE 4,000 per month.

"We are demanding investigations into illegal salaries that heads of sectors receive and the unfair appointments of new employees with high salaries while older ones are being ignored because of favoritism and corruption," Soha said.

Tens of workers at the General Authority for Medical Insurance and Al Hilal Hospital protested demanding better wages and the appointment of more than 24,000 temporary workers.

Two-hundred workers at the General Authority for Pharmaceutical Drugs Monitoring organized a sit-in in front of the authority's headquarters in Agouza demanding minimum wages of LE 1,200 and the appointment of temporary labor.

In Giza, Petrotrade's workers protested in front of the company demanding equality with the rest of the company's employees in incentives and revenue shares.

In Helwan, thousands of workers at Interment, Esenbro, Helwan Silk and Al-Nasr companies went on strike demanding better wages, better working conditions and healthcare.

The mostly female staff at the Egyptian Animal Health Research Center staged a demonstration on the center's front step calling for the immediate resignation of the director, Mona Mehrez.

"She's totally corrupt," claimed one doctor, "She used the money allocated for studying and preventing avian flu to build personal villas in Cairo and Alexandria."

Other members of the strike cited poor working conditions and nepotism as reasons for the protest. Of the approximately 150 workers 45 were chanting when the director's car pulled up, saw the protest, then sped off causing a sudden cheer.

"The only reason she has her position is because her brother works in the Health Minister's office," claimed one middle-aged doctor wearing a white lab coat.

Having informally discussed the situation the previous day the protest was unplanned. When a small group of the protesters was asked if they were striking until the director resigned they seemed unsure. "This director takes a paid trip to the US and Europe every month, she's got to go."

The Center for Trade Union & Workers' Services (CTUWS) reported numerous protests across the country.

In Mahalla, Ghazl Al Mahalla textile workers organized an open sit-in in front of the company's administration demanding overdue promotions and the resignation of the company's CEO, Foad Abdel Aleem, due to the huge losses of the company under his reign.

In Kafr Al Zayat, 1,500 workers at the city's public hospital organized a sit-in inside it and were joined by doctors demanding the payment of late incentives.

In Sadat City in Menufya Governorate, 750 workers at Schweppes Beverages company organized a sit-in demanding better wages, receiving their payment for vacation days since public protests on Jan. 25, receiving their periodical raise, better incentives and better working and professional safety conditions.

Eight-hundred Nile Textiles workers organized a sit-in in front of its headquarters demanding better wages, a daily one-hour break and allowing them the vacation time dictated by law as they are only allowed one day-off per week.

The company's owner, Mohamed Marzouq, gave the workers a vacation till Saturday in response, closed the company's doors and ordered the company's buses not to transport the workers.

In Suez, 400 workers at Egypt National Company for Steel went on a strike demanding better wages and said they haven't receive any incentives for years.

In Ismailia, hundreds of workers at Al-Temsah and Harbors companies, affiliated with Suez Canal Authority, organized a sit-in in front of the company's headquarters demanding the parity of wages and incorporating their companies with the authority.

They called for the 7,000 workers of the five other companies affiliated with the authority along the Canal in the cities of Port Said, Suez and Ismailia to join them in the sit-in.

Workers at Ismailia Governorate, Ismailia's cultural center and Irrigation and Sanitation Authority organized protests demanding better wages and the payment of late incentives.

"The amount of protests reflects the dire conditions that Egyptian workers go through and their feeling of frustration since these problems directly affect their families' livelihoods," Abu Eita said.

"Workers have always led the Egyptian protests movement and are participating heavily in Tahrir Square protests," he added. *—Additional reporting by Troy Carter.*

<http://www.dailynewsegypt.com/2011/02/09/alexandria-sit-in-demands-president-step-down-2/>

Alexandria sit-in demands president step down

DNE February 9, 2011

By Amna El-Tawil

ALEXANDRIA: "This is Alexandria's Tahrir Square." With these words, a banner greets visitors of Sidi Gaber square in Alexandria, where 500 people camped out, saying they won't leave until President Hosni Mubarak steps down.

The sit in started with 50 people on Jan.28, but it only started to take an organized form two days ago when tents were erected, and volunteers started organizing demonstrations and events in coordination with protesters in other governorates across Egypt.

"We came here on Jan. 28 after being attacked by thugs in our former sit-in in the Shohadaa Square, because this is a strategic location. We are protected from behind by the train station and with a wide vista of streets in the front. There is a key military unit down the street," said Tarek Soliman, an accountant involved in organizing the sit-in.

At Sidi Gaber a nuclear energy scientist sits next to an ex-convict who claims he was framed by a police officer. Construction workers from the nearby Sidi Gaber train station join the sit-in at night after working hours.

Members of different political parties and groups, including Al-Ghad and the Muslim Brotherhood, are present, but the organizers stressed that these people represent themselves not their parties. Anyone who attempts to advocate or advertise a political agenda is required to either stop or leave.

"When we found a Ghad party member giving out party flyers, we burnt the flyers and asked him to leave. We are run purely by people's donations; you won't find KFC meals or \$100 bags here," says Soliman.

Each protestor in Sidi Gaber has his own grievances and complaints, but police brutality and poverty are the most common.

“I get paid LE 232 a month, from which I pay LE 50 in medical expenses. How is my household supposed to survive? Even if the president increases salaries, I will never forgive that I was forced to beg, steal, and deal drugs in order to survive,” said Ramadan Mohamed.

“I am here because I was slapped last Ramadan by a police deputy, and when I objected, his supervising officer and other deputies beat me up,” said Hussein, a driver who has been at the square since Jan. 25.

The protesters agree on one demand that they stress is not negotiable: President Mubarak’s departure and, according to some, his prosecution.

“We don’t want anything before Mubarak is put on trial for the murders he is responsible for. Poverty and living standards were the reasons behind the protests of Jan. 25, now people have been murdered and it is about blood,” said Ahmed Bahr on behalf of those in the sit-in.

<http://af.reuters.com/article/egyptNews/idAFLDE71822Y20110209>

UPDATE 2-Four killed in Egypt desert clash with police

Wed Feb 9, 2011 7:45pm GMT

(Adds new number of deaths, governor statement)

CAIRO Feb 9 (Reuters) - Four people were killed and several suffered gunshot wounds in clashes between security forces and about 3,000 protesters in a western province of Egypt, the state news agency and security sources said on Wednesday.

The clashes in New Valley, a province that includes an oasis in Egypt's western desert, erupted on Tuesday and continued into Wednesday, according to the security sources.

It appeared to be the first serious clash between police and protesters since officers all but disappeared from Egyptian streets after they had beaten, teargassed and fired rubber bullets at demonstrators on Jan. 28, dubbed the "Day of Wrath".

President Hosni Mubarak sent the army onto the streets that night, but several days of looting and lawlessness followed the withdrawal of police, and many prisoners escaped from prison.

The protest in New Valley, about 500 km (300 miles) south of Cairo, was the first sizeable anti-Mubarak gathering in that area reported by security sources. The countrywide protests to topple the president are now in their third week.

New Valley's governor told MENA that newly appointed Interior Minister Mahmoud Wagdy had decided to sack the head of security in the province following the clashes and ordered an investigation. (Writing by Yasmine Saleh; editing by Mark Trevelyan)

<http://www.liberation.fr/monde/01012318923-au-caire-des-centaines-de-manifestants-bloquent-l-acces-au-parlement>

Monde 09/02/2011 à 11h47 (mise à jour à 20h43)

Egypte: le gouvernement évoque une intervention de l'armée en cas de chaos

LIBERATION.FR (avec AFP)



Les manifestants se rassemblent sur la place Tahrir au Caire, le 9 février 2011. (AFP Patrick Baz)

L'ESSENTIEL - Au 16e jour consécutif de protestation, la mobilisation des Egyptiens contre le régime de Moubarak ne faiblit pas. Bien au contraire: hier, les manifestations ont été les plus importantes depuis le début du mouvement, le 25 janvier (lire le récit de la journée de mercredi).

Aujourd'hui, des manifestants ont bloqué l'accès au Parlement. Dans le Sud, des affrontements entre police et manifestants ont fait au moins trois morts et plus de cent blessés.

Le gouvernement tente de hausser le ton: l'armée pourrait intervenir en cas de chaos, a fait savoir le ministre des Affaires étrangères.

La Maison blanche juge ce soir que la poursuite de la mobilisation montre que les réformes engagées ne suffisent pas.

Amr Moussa, homme politique égyptien populaire, y compris parmi les manifestants, affirme que le risque d'une Egypte islamiste "n'existe pas". Les Frères musulmans répètent qu'ils ne "recherchent pas le pouvoir".



Opposant sur la place Tahrir, le 9 février (Suhaib Salem / Reuters)

Les Etats-Unis jugent les réformes insuffisantes

La Maison Blanche a estimé mercredi que la poursuite de la mobilisation populaire en Egypte montrait que les réformes politiques n'avaient jusqu'ici pas été suffisantes.

Le porte-parole du président Obama, Robert Gibbs, a aussi réitéré l'appel des autorités américaines à des "*mesures claires et concrètes*", ainsi qu'à des "*changements irréversibles*" dans le fonctionnement du gouvernement égyptien.

Selon le chef de la diplomatie, l'armée pourrait intervenir en cas de chaos

L'armée pourrait intervenir en cas de chaos en Egypte. C'est ce qu'a affirmé mercredi le ministre des Affaires étrangères Ahmed Aboul Gheit cité par l'agence officielle Mena.

"Lorsque nous nous engageons dans un processus constitutionnel, nous protégeons le pays des tentatives de certains aventuriers qui veulent prendre le pouvoir et superviser la période de transition", a déclaré M. Aboul Gheit, selon la Mena, qui reprend une interview accordée par le ministre à la chaîne Al-Arabiya.

"Si cela arrive (...), les forces armées se verront obligées de défendre la Constitution et la sécurité nationale de l'Egypte. Nous serons dans une situation très dangereuse", a-t-il ajouté.

Cette déclaration a été dénoncée par l'opposition et notamment par les Frères musulmans.

"Les manifestants ont imposé une nouvelle légitimité et cette légitimité doit être respectée et ne peut être menacée", a affirmé Mohamed Moursi, un responsable de la confrérie. *"Tout le*

monde est d'accord pour continuer (à manifester) quelles que soient les menaces", a-t-il poursuivi.

--> A lire: "J'ai découvert une Egypte magnifique ici", le reportage de notre envoyé spécial au Caire, Christophe Ayad. Place Tahrir, et dans les différents endroits de la ville où la contestation s'est étendue ces derniers jours, il flotte une atmosphère de fin de règne.



Place Tahrir, le 9 février (Dylan Martinez / Reuters)

Trois morts et une centaine de blessés dans une ville du Sud

Au moins cinq personnes ont été tuées et une centaine blessées lors d'affrontements entre la police et des manifestants dans le sud de l'Égypte, indiquent des sources médicales.

Les manifestations ont commencé lundi dans la ville d'El Kharga, à plus de 400 kilomètres au sud du Caire, et ont dégénéré mardi après qu'un policier eut insulté les protestataires, a expliqué un responsable de la sécurité sous le couvert de l'anonymat.



El-Khargo, au sud de l'Égypte (Capture d'écran Google maps)

La police a alors tiré à balles réelles contre des manifestants, faisant une centaine de blessés. Trois des blessés ont succombé mercredi, selon ce responsable, tandis que des sources médicales ont fait état de cinq décès.

A l'annonce des décès, la foule en colère a réagi en mettant le feu à sept bâtiments officiels, dont deux commissariats, un tribunal et le siège local du parti du président Hosni Moubarak, le Parti national démocrate (PND).

--> A lire aussi: "Egypte, extrême violence en province", sur notre blog "Cris d'Egypte", tenu par Aalam Wassef.

"En province, à l'abri des caméras de télévision, une violence policière bat son plein", alerte le blogueur, qui interpelle aussi sur le positionnement ambigu de l'armée.



Capture d'écran

Blocage du Parlement

Plusieurs centaines de manifestants tentaient mercredi de bloquer l'accès au Parlement égyptien au Caire, dans le cadre d'une vaste campagne destinée à faire tomber le régime du président Hosni Moubarak.

Le Parlement, dominé par le Parti national démocrate (PND) de M. Moubarak, était protégé par des militaires et des blindés, mais aucune violence n'avait éclaté mercredi matin.

Les protestataires étaient assis devant le bâtiment pour en bloquer l'entrée, non loin de la place Tahrir, au centre de la capitale, occupée depuis près de deux semaines par les manifestants.



Des manifestants campent devant le Parlement égyptien, au Caire, le 9 février 2011 (AFP Mohammed Abed).

"Nous sommes venus pour empêcher les membres du PND d'entrer. Nous resterons jusqu'à ce que nos demandes soient satisfaites ou nous mourrons ici", a déclaré à l'AFP Mohammed Abdallah, 25 ans, tandis que la foule entonnait des slogans anti-Moubarak et agitait des drapeaux égyptiens.

"Le peuple n'a pas élu ce parlement", a affirmé Mohammed Sobhi, un étudiant de 19 ans.

Dans une tentative d'apaisement, le gouvernement a annoncé des réformes constitutionnelles et M. Moubarak, 82 ans et presque 30 ans à la tête de l'Etat, a promis de ne pas briguer un nouveau mandat en septembre, mais ces promesses ne semblent pas avoir convaincu les opposants qui réclament toujours sa démission immédiate.

Les Frères musulmans disent ne pas "rechercher le pouvoir"

Les Frères musulmans, principale force d'opposition en Egypte, ont assuré mercredi ne pas *"rechercher le pouvoir"* malgré leurs appels nourris au départ immédiat du président Moubarak.

"Ce n'est pas une personne, un parti ou un groupe qui mène les manifestations. Personne ne peut prétendre qu'il mène la foule", a affirmé Mohamed Moursi, un haut responsable du mouvement, officiellement interdit par les autorités égyptiennes depuis plus d'un demi-siècle.

Il a rappelé que la confrérie ne souhaitait pas présenter de candidat à la prochaine élection présidentielle.

Les Frères musulmans participent aux côtés d'autres forces de l'opposition à un dialogue avec le régime, initié par le vice-président Omar Souleimane, mais selon M. Moursi, ce dialogue entamé dimanche semble manquer de *"sérieux"*.

"Certains semblent croire qu'il s'agit d'un monologue. Nous voulons un dialogue", a-t-il expliqué.

Pour Amr Moussa, le risque d'une Egypte islamiste "n'existe pas"

Le risque, craint par l'Occident de l'émergence d'une Egypte islamiste, n'existe pas, selon le secrétaire général de la Ligue arabe, l'Egyptien Amr Moussa, pour qui la *"révolution"* dans son pays ne va pas faiblir.

Amr Moussa, le 15 janvier 2011 (Asmaa Waguih / Reuters)

*"Ce risque n'existe pas. Je suis bien conscient de ce dilemme occidental. Il agite les Occidentaux au point que certains de leurs intellectuels et responsables politiques sont prêts à sacrifier la démocratie au nom de leur peur de la religion" mais "leur analyse est fausse et c'est une mauvaise politique", souligne Amr Moussa dans un entretien publié mercredi par le journal *Le Monde* (lire une partie ici).*

"Les Frères musulmans n'ont pas été les meneurs et ne sont toujours pas aujourd'hui les meneurs de la révolution égyptienne. Ils y participent, c'est tout", ajoute-t-il.

"Cette révolution est avant tout celle de la jeunesse et des classes moyennes et, si elle aboutit, le message envoyé aux pays arabes et au reste du monde sera très fort, justement parce qu'elle n'est en aucun cas liée à la religion ou à un groupe religieux. Regardez la composition des manifestants: il y a des chrétiens et des musulmans", relève aussi Amr Moussa.

Pour ce responsable, le rassemblement quotidien des manifestants *"n'a rien à voir avec une faction, que ce soit celle de Frères musulmans ou une autre"*.

"Autre exemple, alors que les forces de sécurité ont déserté les rues, la synagogue du centre-ville, non protégée, est restée indemne. Elle n'a pas reçu un jet de pierre ou un graffiti. Pas un seul incident ne s'est produit", relève-t-il.

Selon lui, le mouvement de contestation ne va pas faiblir. Sur la place Tahrir, *"arrivent chaque jour différentes catégories de personnes réclamant le changement"*, note le secrétaire général dont les bureaux donnent sur cette place du Caire.

La semaine dernière, Amr Moussa n'avait pas exclu d'être candidat à une élection présidentielle en Egypte.

Et aussi...

Le satellite Nilesat relevant du gouvernement égyptien a **rétabli la diffusion d'Al-Jazira** après une suspension de onze jours.

Plusieurs mouvements sociaux portant sur les salaires ou les conditions de travail sont apparus dans les arsenaux de Port-Saïd (nord-est), dans plusieurs sociétés privées travaillant sur le canal de Suez (est) et à l'aéroport du Caire (sources syndicales et presse).

Les Palestiniens sont interdits d'entrée en Egypte. Les services d'immigration égyptiens ont reçu la consigne de ne pas laisser entrer les Palestiniens dans le pays, a indiqué mercredi à

l'AFP un de leurs responsables, en précisant que douze Palestiniens avaient été renvoyés après avoir atterri à l'aéroport du Caire.

Le ministre de la Culture démissionne. Le nouveau ministre égyptien de la Culture, Gaber Asfour, a annoncé mercredi à l'AFP qu'il avait démissionné, quelques jours après sa nomination lors d'un remaniement ministériel effectué sous la pression des manifestations contre le régime.

M. Asfour, professeur d'université et critique littéraire, a invoqué des "*raisons médicales*" pour expliquer sa décision. Son entrée au gouvernement avait été critiquée par des intellectuels.

Lire aussi, en toute fin de ce reportage, le témoignage d'Ahmed, jeune Gazaoui en provenance d'Italie, qui a passé sept jours en quasi-détention à l'aéroport du Caire, dans l'impossibilité de rejoindre la bande de Gaza.

<http://crisdegypte.blogs.liberation.fr/cairote/2011/02/page/2/>

09/02/2011

Egypte: démission du nouveau ministre de la culture

Le Caire, 9 février 2011. En ces temps curieux où les célébrités du monde des arts déçoivent leurs fans en soutenant Moubarak, un homme de lettres — Gaber Asfour — nage à contre courant.

Nommé ministre de la culture dans le nouveau gouvernement de Ahmed Shafik, Gaber Asfour vient de donner sa démission.

Les déclarations de stars qui pleuvent ces jours-ci en faveur de Moubarak déçoivent, puis laissent finalement indifférent.

Coup sur coup, ce sont les acteurs Adel Imam, Mohamed Sobhi, Samah Anouar qui s'expriment sur les chaînes de télévision pour apporter leur soutien à Moubarak. Samah Anouar, pourtant adulée du public pour son caractère frondeur, s'emporte: "Qu'on les brûle tous, ceux de la place Tahrir".

Adel Imam et Mohamed Sobhi, figures de proue de la satire politique apportent leur soutien avec le même mépris à l'égard des manifestants. Adel Imam: "Et qu'est-ce qu'il a fait, Moubarak, pour mériter ça?". En réponse, une vidéo est immédiatement postée sur Internet. Elle le représente répétant cette question en boucle tandis qu'un montage d'images lui rappelle la misère trentenaire du peuple égyptien.

Pour mieux apprécier le retournement de veste, c'est comme si Pierre Desproges, ressuscité, volait au secours de Brice Hortefeux. Mais remettons tout de même les choses à leur place, Hortefeux n'est pas Moubarak.

Au tour de Boutros Boutros Ghali, ancien secrétaire général des Nations-Unies, de 1992 à 1997: "Et qui sont ces gens amassés Place Tahrir?! Une poignée de paresseux, sans plus!".

Gloups.

Faisons alors le bilan rapide de ces 16 derniers jours: le président d'Egypte est un multi-millionnaire sanguinaire, les partis d'opposition sont d'opérette, la menace islamiste est un épouvantail, les satiristes sont des marionnettes, les policiers sont des assassins.

En un mot comme en cent, tout va bien.

Rédigé à 20:02

Egypte: Omar Suleiman menace. Pure folie.

Le Caire, 9 février 2011. Avec la massification du mouvement populaire constatée hier et les déclarations de bonne volonté du nouveau gouvernement (qui n'ont aucune réalité sur le terrain), l'Egypte se trouve aujourd'hui dans une situation très dangereuse.

Omar Suleiman, vice-président a déclaré ce matin: "Nous ne pourrons pas maintenir cette situation très longtemps. Il est impératif que cette crise s'achève dans les plus brefs délais. L'alternative au dialogue sera un renversement. Nous voulons éviter à tout prix ce renversement dont nul ne peut prévoir les conséquences. Ces conséquences échapperont à la raison. Nous ne voulons pas atteindre ce stade afin de préserver l'Egypte, et de ne pas mettre à mal les concessions obtenues par le peuple."

C'est une menace. Il y a une ambiguïté sur l'utilisation du terme "renversement", en arabe *inqilab*. Habituellement, *inqilab* est utilisé pour désigner un "coup". Dans le contexte de la phrase, la probabilité que Suleiman évoque coup d'état militaire est très mince! Mais sait on jamais. Il nous semble plus juste de penser qu'il désignait un "renversement" du mouvement populaire.

Cette déclaration était prévisible. Tous les signes sont là. En province, à l'abri des caméras de télévision, une violence policière bat son plein. Alexandrie, Suez, Tanta, Mahalla, Assouan, Assiout...

La police, sous le regard passif de l'armée, tire à l'arme automatique. Des centaines de blessés dans toute la nation. Des dizaines de morts. Au Caire, malgré l'engagement public pris par Omar Suleiman et Ahmed Shafik, les journalistes et les bloggeurs sont arrêtés par dizaines. Avant hier, hier, aujourd'hui.

Le 8 février, les manifestants jadis cantonnés à la place Tahrir se sont maintenant étalés comme une tache d'huile. Assemblée du peuple, Conseil d'Etat, Ministère de l'intérieur...

D'autres points stratégiques sont maintenant la cible des manifestants, en particulier le bâtiment de la Radio-Télévision et, bien évidemment le palais présidentiel.

Le régime ne se laissera pas faire. La déclaration de Suleiman et les événements en province le prouvent. L'armée se trouve ainsi au pied du mur: elle doit choisir son camp, protéger le régime ou protéger le peuple.

La déclaration de Omar Suleiman, issu des élites de l'armée, semble indiquer que l'armée a fait le choix de protéger le régime.

Cinq conséquences possibles:

1. L'armée tire sur la population pour l'empêcher de poursuivre sa progression et les marches annoncées sur le palais présidentiel ou le bâtiment de la Radio-Télévision.
2. L'armée, comme elle l'a fait hier à Mahalla, laisse la police faire le sale boulot. "Neutralité" et présence passive, donc.
3. Division au sein de l'armée entre les élites et les militaires de grades moyens. Désordre et coup d'état militaire au sein même des rangs de l'armée qui ne tolèrent pas que le peuple soit ainsi trahi.
4. Abandonnée par son armée passive et "neutre", la population s'élève contre les militaires. En légitime défense, l'armée réplique et tire sur la population. Pire des scénarios.
5. Les élites de l'armée, conscientes des risques qu'elles prennent, demande la destitution immédiate du président.

<http://crisdegypte.blogs.liberation.fr/cairote/2011/02/egypte-vid%C3%A9o-extr%C3%A4me-violence-en-province.html>

09/02/2011

Egypte: Vidéo. Extrême violence en province.

A lire aussi: Omar Suleiman menace. Pure folie. (post du 9 février 13h30)

Le Caire, 9 février 2011. Tous les yeux sont rivés sur le Caire, vitrine de la toute nouvelle "tolérance démocratique" du nouveau gouvernement de Omar Suleiman et de son premier ministre Ahmed Chafik. Loin des caméras de télévision et de l'attention internationale, la province, elle, connaît depuis deux jours une escalade de la barbarie.

Les "garanties" et la "bonne volonté" affichée du nouveau gouvernement n'ont aucune réalité.

Les forces de police, quasiment absentes du Caire, sont déployées en province à grande échelle, notamment à Mahallah — ville ouvrière, capitale de l'industrie textile.

Les *baltageyyas* (policiers en civils et hommes de main armés) sont à nouveau lancés contre la population dans plusieurs villes: Suez, Wadi el Guedid, Tanta...

Le CHU d'Assiout (Haute Egypte) rapporte que 61 personnes ont été blessées hier soir à l'arme automatique. 8 morts. Alexandrie connaît des affrontements et des violences du même

ordre.

Ce qui frappe à Mahallah, c'est de voir réapparaître sur la scène les camions anti-émeute de la police, et que ceux-ci cohabitent avec les chars d'une armée passive.

Laissez-faire, donc, de la part de l'armée.

L'armée ne peut pas se permettre de tirer sur les manifestants. C'est tout simplement inconcevable. Elle peut en revanche se retirer de la partie ou ne pas prendre part aux confrontations sanglantes. C'est ce que l'on voit dans la vidéo fournie ci-dessous où un fourgon de la police fonce dans les manifestants en fauchant ceux qui se trouvent sur son passage. Par dizaines, des manifestants encerclent le fourgon et le renversent.

Il semblerait que tout soit fait pour que la population se retourne contre son armée et que, "légitimement", celle-ci réplique. C'est grave.

http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2011/02/09/au-caire-les-manifestants-quittent-la-place-tahrir-pour-le-parlement_1477313_3218.html

En Egypte, la pression de la rue est toujours vive

LEMONDE.FR avec AFP | 09.02.11 | 13h36 • Mis à jour le 11.02.11 | 09h47



La tension ne faiblit pas en Egypte. Au Caire, plusieurs centaines de manifestants, toujours très mobilisés pour faire tomber le régime de Hosni Moubarak, tentaient, mercredi 9 février, de bloquer l'accès au Parlement, dominé par le Parti national démocrate (PND) du président égyptien, et au siège du gouvernement. Des militaires et des blindés protégeaient les bâtiments, mais aucune violence n'a été signalée.

"Nous sommes venus pour empêcher les membres du PND d'entrer. Nous resterons jusqu'à ce que nos demandes soient satisfaites ou nous mourrons ici", a déclaré Mohammed Abdallah,

25 ans, tandis que la foule entonnait des slogans anti-Moubarak et agitait des drapeaux égyptiens.

LE GOUVERNEMENT MENACE DE FAIRE INTERVENIR L'ARMÉE

En réaction, le ministre des affaires étrangères, Ahmed Aboul Gheit, a assuré que l'armée pourrait intervenir en cas de chaos *"pour reprendre les choses en main"*. *"M. Aboul Gheit a appelé à la préservation de la Constitution en vue d'empêcher le pays de sombrer dans le chaos"*, relate un entretien accordé par le ministre à la chaîne Al-Arabiya.

Cette déclaration fait suite aux mises en garde d'Omar Souleiman. Mardi soir, le vice-président avait prévenu que si les manifestants ne s'asseyaient pas à la table des négociations, le pays pourrait être à la merci d'un coup d'Etat, engendrant le chaos.

MOBILISATION TOUJOURS TRÈS FORTE

Place Tahrir, au Caire, les manifestants ne semblaient toutefois pas vouloir lâcher prise mercredi, au seizième jour de révolte et au lendemain d'une nouvelle mobilisation monstre contre Hosni Moubarak. Sur ce lieu devenu symbole du mouvement de contestation, les milliers de protestataires présents en permanence promettent de ne pas céder. Les organisateurs de la mobilisation ont fait part de leur projet de marcher vendredi, après la grande prière hebdomadaire, vers l'immeuble de la radio et télévision d'Etat, porte-voix du régime.

Les manifestants réclament, outre le départ immédiat de M. Moubarak, une nouvelle Constitution. Selon l'agence de presse officielle Mena, un comité nommé par le chef de l'Etat pour la remanier est tombé d'accord pour en changer six articles et envisage d'autres modifications.



La place Tahrir au Caire, mercredi 9 février.AFP/PATRICK BAZ

MOUVEMENTS SOCIAUX

Plusieurs mouvements sociaux portant sur les conditions de travail et les salaires ont par ailleurs fait leur apparition dans le pays. Des manifestations ont eu lieu mardi et mercredi dans les arsenaux de Port-Saïd, à l'entrée nord du canal de Suez, ainsi que chez plusieurs sociétés privées travaillant sur cet axe stratégique du commerce mondial.

A l'aéroport du Caire, des grèves ont affecté des sociétés de services ou de sécurité. Des fonctionnaires du département des statistiques gouvernementales ont également manifesté dans la capitale. Des grèves ont aussi été signalées dans des usines textiles de Mahallah, dans le delta du Nil, ou encore dans une société gazière du Fayoum.

Des responsables égyptiens faisaient état d'un bilan d'au moins cinq morts et une centaine de blessés ces deux derniers jours au cours d'affrontements entre police et manifestants à El Khargo, à 400 kilomètres au sud du Caire. Après que la police eut tiré à balles réelles contre des manifestants, la foule en colère a réagi en mettant le feu à sept bâtiments officiels, dont deux commissariats, un tribunal et le siège local du parti du PND.

Al-Jazira de nouveau diffusée sur Nilesat

Onze jours après avoir vu sa diffusion suspendue par le satellite Nilesat, relevant du gouvernement égyptien, Al-Jazira est de nouveau accessible en Egypte. "La diffusion sur Nilesat a été rétablie normalement", a déclaré mercredi un porte-parole de la chaîne.

Le ministre sortant de l'information, Anas el-Fekki, avait ordonné le 30 janvier l'interdiction d'Al-Jazira, une décision qui, pour la chaîne qatarie, visait à "faire taire le peuple égyptien".

La chaîne a toujours eu des relations tendues avec le gouvernement égyptien.

L'ensemble des journalistes d'Al-Jazira s'étaient vu révoquer leur accréditation en Egypte et, au total, depuis le début de la contestation en Egypte, treize membres de son équipe ont été arrêtés, le plus souvent brièvement.

<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/monde/20110209.FAP4818/egypte-deux-protestataires-tues-lors-d-emeutes-a-kharga.html>

09/02/11 17:55

Egypte: deux protestataires tués lors d'émeutes à Kharga

Mots-clés : EGYPTE, MANIFESTATIONS, DECES

LE CAIRE (AP) — Deux protestataires ont été tués mardi quand la police égyptienne a ouvert le feu sur des centaines de personnes qui avaient incendié un tribunal et attaqué un commissariat dans la ville de Kharga, au sud-ouest du Caire, théâtre de deux jours d'émeutes, a-t-on appris mercredi auprès de responsables de la sécurité égyptienne.

Les protestataires réclament le limogeage d'un haut responsable de la police locale accusé d'abus.

L'armée a été contrainte de sécuriser un certain nombre d'édifices gouvernementaux, y compris des prisons, ajoutait-on de même source. AP

sb/v0547

<http://www.brecorder.com/news/latest/18692:news.html>

Three dead, 100 wounded in south Egypt clash: official

CAIRO (updated on: 2011-02-10 01:25:30 PST):



At least three people were killed and 100 wounded in two days of clashes between police and demonstrators in a town in southern Egypt's New Valley region, a security official told AFP on Wednesday.

Police fired live rounds Tuesday when local people rioted in the oasis town of El Kharga, more than 400 kilometres (240 miles) south of Cairo, the official said, speaking on condition of anonymity.

Scores were wounded and three people died of their injuries on Wednesday.

The furious mob responded by burning seven official buildings, including two police stations, a police barracks, a court house and the local headquarters of President Hosni Mubarak's ruling National Democratic Party.

The unrest in the country's south was the latest indication that the frustration with Hosni Mubarak's 30-year-reign has spread far beyond Cairo's Tahrir Square, the epicenter of the massive two-week-old protests.

The central square saw its largest protests yet on Tuesday, fuelled in part by an emotional televised interview with Wael Ghonim, a 30-year-old Google executive and activist who was released after being detained for 12 days.

The youth-led protesters have said they will not give up the square, now a sprawling tent city, until Mubarak steps down.

The 82-year-old strongman has said he will not run in September elections but will finish his term, despite the unrest, which has sent Egypt's economy into a tailspin and rattled autocratic regimes across the region.

Copyright AFP (Agence France-Presse), 2011

A la Une > Proche-Orient

En Egypte, la répression continue

LEMONDE.FR | 09.02.11 | 19h20 • Mis à jour le 10.02.11 | 18h18

D'après HRW, au moins 119 personnes ont été retenues arbitrairement par l'armée et la police militaire depuis le 28 janvier REUTERS/MOHAMED ABD EL GHANY

Omar Souleiman ne chôme pas. Alors que le mouvement de contestation s'intensifie, le vice-président, véritable homme fort du pays, multiplie les promesses de réformes politiques. Mardi, il a fait état d'un plan et d'un calendrier pour un transfert rapide et pacifique du pouvoir. L'ancien chef des renseignements a également assuré que les jeunes qui manifestent "méritent l'estime de la nation" et que le chef de l'Etat avait "donné des instructions pour qu'il ne soient pas poursuivis, harcelés ou privés de leur droit à s'exprimer librement". A en croire Human Rights Watch, pourtant, la répression continue en Egypte.

"Place Tahrir, nous rencontrons beaucoup de familles qui sont toujours sans nouvelles de leur fils ou de leur fille", explique Heba Morayef. Attachée de Human Rights Watch, la chercheuse dénonce des violations systématiques des droits de l'homme de la part de l'armée et de la police militaire.

L'ONG a appelé mercredi le gouvernement égyptien à mettre fin aux arrestations de journalistes, de militants et de manifestants. D'après elle, au moins 119 personnes ont été retenues arbitrairement par l'armée et la police militaire depuis le 28 janvier. Cinq au moins auraient été torturés.

97 ARRESTATIONS ARBITRAIRES DEPUIS LE 28 JANVIER

Battus ou sérieusement maltraités, les détenus ont tous été placés en isolement pendant un ou plusieurs jours, sans pouvoir communiquer avec l'extérieur, sans avocat et sans moyen de tenir leur famille informée de leur sort. L'un d'eux, arrêté le 4 février, a raconté à Human Rights Watch qu'il avait été "fouetté avec des câbles électriques et soumis à des électrochocs". "Ce n'était pas un vrai interrogatoire, [le policier] ne m'a pas posé beaucoup de questions", a-t-il expliqué.

Le Front de défense des manifestants égyptiens, qui rassemble plusieurs associations de défense des droits de l'homme, a recensé pour sa part 97 arrestations ou détentions arbitraires depuis le 28 janvier. L'organisation dispose d'informations précises sur 69 d'entre elles. Seules 29 ont été libérées.

Parmi les disparus dont les proches n'ont toujours reçu aucun signe de vie : le blogueur Kareem Amer et un ami à lui. Les deux hommes ont quitté la place Tahrir dimanche à 23 heures. Depuis, "leurs téléphones sont éteints et ils ne sont pas rentrés chez eux", signale le site CyberDissidents, avec lequel Kareem Amer collaborait. Son absence a été signalée par Samer Karam, un entrepreneur libanais qui a établi une liste des Egyptiens portés disparus. Le

blogueur avait passé quatre années en prison pour des articles considérés comme anti-religieux et insultants envers le président Moubarak avant d'être libéré, en novembre 2010.

"MALGRÉ TOUT, NOUS AVONS UN SENTIMENT DE SÉCURITÉ

"Malgré tout, nous avons un sentiment de sécurité, place Tahrir. Les gens ne prennent pas de précautions particulières", observe Heba Morayef. Les violences entre partisans du président et manifestants ont passablement diminué ces derniers jours au Caire. Dans le reste du pays, en revanche, de fortes tensions persistent.

Mardi, au moins trois personnes sont mortes et une centaine d'autres ont été blessées après des heurts entre police et protestataires à El Khargoune, une oasis du sud égyptien. La foule en colère a réagi en mettant le feu à sept bâtiments officiels, dont deux commissariats, un tribunal et le siège local du parti du président Hosni Moubarak, le Parti national démocrate.

Elise Barthet

<http://crisdegypte.blogs.liberation.fr/cairote/2011/02/page/2/>

10/02/2011

Egypte: Instantané du Caire

Le Caire, 10 février 2011. 14H00. Forte pluie sur le Caire. Le tonnerre gronde. Tous les climats sont instables sauf celui des manifestants déterminés à s'étendre aux quatre coins de la ville. De marée humaine en marée humaine, c'est par milliers que les corporations se joignent aujourd'hui aux manifestants attroupés autour des syndicats, des tribunaux, de l'Assemblée du Peuple, du Conseil d'Etat, du Ministère de l'aviation... Un millier d'avocats marchent maintenant sur l'ancien palais royal de Abdine.

Chacun s'accorde à penser qu'aujourd'hui sera le jour où l'armée devra tomber le masque. Les moindres signes sont observés, décortiqués et interprétés.

Ce matin, à l'aube, l'armée se déploie dans toute la ville du Nord au Sud. Soldats, tanks et camions pour le transport des troupes. Le quartier d'Heliopolis, où se trouve le palais présidentiel, est comme isolé du monde, sous la protection de l'armée.

A 13h30, Sandmonkey, un blogueur plusieurs fois arrêté et actif depuis 2006, prévient dans un *tweet*: "Quand l'armée bat pavillon jaune, c'est qu'elle s'apprête à tirer des grenades lacrymogènes".

D'autres nouvelles nous parviennent: les multinationales implantées dans le "Smart Village" (une mini Silicon Valley sur la route d'Alexandrie) évacuent leur locaux. Parmi elles, Vodafone, IBM dont nous avons pu joindre des employés. L'évacuation simultanée des locaux des multinationales laisse penser qu'elles en ont reçu l'ordre. Ce que nous pouvons affirmer maintenant c'est que cet ordre a émané, simultanément, des services de sécurité de ces entreprises respectives. Nous ne savons pas encore si, à la source, il s'agit d'un ordre émis par le gouvernement.

Egypte: le double visage de l'armée égyptienne



Le Caire 10 février 2011. Hier, le quotidien britannique *Guardian* a publié un rapport qui accable l'armée égyptienne, cette armée qu'on avait jusque là saluée pour sa loyauté envers le peuple même si, depuis quinze jours, bien des signes sont alarmants.

Oui, l'armée a arrêté, injurié, électrocuté, torturé des centaines, sinon des milliers de manifestants. Elle est également responsable de l'arrestation et de la torture d'activistes, de militants et de défenseurs des droits de l'homme, égyptiens et étrangers.

Nous avons recueilli le récit complet de l'une de ces personnes arrêtées. Celle-ci n'a pas souhaité garder l'anonymat, mais nous avons décidé de ne pas publier son nom.

Ce récit décrit les dessous de "l'enlèvement", le 3 février 2011, d'une douzaine d'activistes et de deux employés d'Amnesty International, enlèvement dont nous avons parlé dans ce [post](#).

Le 3 février, la police militaire, les services secrets de la police, des hommes de main en civils et des membres de la sécurité d'Etat (Amn el Dawla) orchestrent un raid spectaculaire dans le centre Hisham Moubarak (aucun lien avec le président), centre pour la défense des Droits de l'homme.

A leur tête, et supervisant le bon déroulement des opérations, un général de l'armée.

Des hommes de mains commencent d'abord par encercler le bâtiment pour en condamner les issues. Entrent ensuite les hommes de main et les policiers en uniformes. Ils donnent l'ordre à tous les activistes de se mettre ventre à terre, tandis que d'autres hommes saccagent les locaux, confisquent des documents et des ordinateurs.

Le tout se déroule, sous le regard tranquille du général

Ventre à terre, les égyptiens et les occidentaux subissent un torrent d'injures et d'humiliations. Aux égyptiens: «*Alors! Con de ta mère! C'est ça que tu fais à ton pays, fils de pute?!*». Aux occidentaux: «*Enculés d'agents! Vous travaillez pour qui?!*». On les prive de tout ce qu'ils ont sur eux: téléphones, portefeuilles, passeports.

Le tout se déroule, sous le regard tranquille du général. On fait lever les activistes. Sans leur faire violence, des soldats de l'armée militaire leur menotent les mains, leur bandent les yeux et les conduisent à la sortie où les attend une foule compacte d'hommes de mains et de curieux qui se sont attroupés. Dehors, le général s'adresse aux activistes: *«On pourrait très bien vous livrer à cette foule pour qu'elle vous tue!»*.

Malgré ses yeux bandés, celui qui nous livre ce récit reconnaît que les véhicules dans lesquels on les engouffre sont des camionnettes rouges, semblables à celles des pompiers.

Le cortège se dirige alors vers une destination inconnue. Plus tard, on saura qu'il s'agissait du sinistre Camp 75, un camp militaire dans le quartier de Mansheyet el Bakry, dans la périphérie du Caire.

Notre témoin a eu de la chance. Ni torture, ni violence corporelle, mais terreur psychologique intensive. Le traitement durera 36 heures avant que le groupe d'occidentaux ne soit relâché. Dans les cellules voisines, les cris des autres détenus sont insoutenables. Durant toute la durée de leur séjour, les nouveaux détenus affluent par dizaines, sans arrêt. Le groupe est nourri de maigres rations d'eau, de pain et de miel.

36 heures plus tard, on leur annonce qu'ils sont libres. On leur retourne leurs effets personnels. Un minibus banalisé les conduit à l'extérieur, s'engage sur la route qui mène à l'aéroport du Caire puis les relâche à proximité de l'hôtel Sonesta. Le petit groupe, épuisé et sous le choc, se voit refuser l'entrée par la direction de l'hôtel.

Le groupe arrête alors un taxi et, quelques 500 mètres plus loin, se fait arrêter de nouveau par un *check point* des services secrets militaires. Le groupe est à nouveau interrogé, il est 2 heures du matin. L'interrogatoire dure 30 minutes et le groupe est enfin relâché.

Par téléphone, leurs collègues et amis s'arrangent pour le que le groupe puisse être reçu et logé à l'Hotel Fairmont, à proximité de l'aéroport international du Caire.

Fin du cauchemar. On peut maintenant se réveiller.

Après l'armée qui torture, celle qui compatit

Il y a deux armées. Celle qui torture et qui arrête et celle qui pleure la misère de ses frères et de ses enfants.

La photo ci-dessus témoigne d'un moment dont je voulais vous parler depuis longtemps. Une scène déchirante à laquelle j'ai assisté, et que j'ai pu filmer d'une fenêtre donnant sur la place Tahrir.

Récit.

Place Tahrir, le 2 février, les affrontements entre les policiers en civils, les hommes de main "pro-moubarak" et les manifestants sont meurtriers. La nuit du 2 au 3 février restera gravée dans toutes les mémoires. La lutte pour défendre la place Tahrir durera 16 heures et s'achèvera vers 4 heures du matin. Cette nuit, il y a plus de 2000 blessés et 10 morts. Plus tôt dans la journée, nous avons failli tout perdre, mais un simple soldat, tout seul, et en son âme et conscience, prit la décision de nous défendre.

Retour sur les faits: dans l'après-midi du 2 février, des centaines d'hommes de mains et de policiers en civils se battent contre les manifestants rue Talaat Harb, 2 heures durant. Cocktails molotov, pierres. Pris de court, les manifestants perdent leur position et se ruent alors sur eux près de deux cents assassins qui crient victoire. La scène se passe rue Talaat Harb, une des artères principales qui conduisent à la place Tahrir.

Du côté de l'armée, et pour défendre l'accès de Talaat Harb, il n'y a qu'un seul tank et qu'un seul soldat visible.

Voyant arriver cette marée d'assassins, le soldat, sans son arme, descend de son tank, s'avance vers les hommes de mains qui arrivent en courant. Les bras levés et les mains vers le ciel, il leur fait signe de s'arrêter, mais rien ne les arrête. Il remonte alors sur son char. Il est debout, il prend son arme de poing et la pointe sur sa tempe. Il veut se suicider. Des manifestants se jettent sur lui et l'en empêchent. Cris, hurlements. Un manifestant se jette au sol et lui baise les pieds. En égyptien, ça veut dire: «Je t'en supplie, ne fais pas ça». Tout cela dure l'espace de secondes interminables.

Les hommes de mains ne sont plus qu'à 30 mètres de la place Tahrir. Une boucherie est annoncée. Le soldat, l'homme providentiel sans lequel nous ne serions peut-être plus place Tahrir aujourd'hui, saisit son fusil d'assaut et tire 6 ou 7 fois en l'air. Le bruit des tirs est assourdissant et résonne dans la place tout entière. Effrayés, les hommes de main prennent la fuite. La place est sauve.

Ce qui se produit ensuite me donne encore la chair de poule. Les manifestants témoins de la scène et tous ceux postés aux fenêtres se déchirent la voix pour acclamer leur sauveur. On l'embrasse. Il est en larmes. La place crie: »L'armée, le peuple, une seule main«.

C'était le titre de ce post, qui relatait les événements de ce jour et de cette nuit inoubliables.

Si je reviens sur ces deux récits, c'est parce qu'ils témoignent de la division profonde de l'armée, décryptée dans ce post. Pour le dire vite, les élites aux commandes ont des intérêts et des aspirations que les militaires de rang moyen n'ont pas et que les simples soldats n'ont vraiment pas du tout.

Dans une situation qui s'enlise pour le gouvernement, les élites de l'armée, ces derniers jours, durcissent le ton. Le 9 février Omar Suleiman n'y va pas par quatre chemins, il menace que l'armée sera contrainte d'utiliser la force pour mettre fin au "chaos".

Depuis 3 jours, nous craignons le pire, c'est à dire une dégradation de la relation entre l'armée et le peuple et une confrontation sanglante entre l'une et l'autres des parties.

Pour ma part, et avec optimisme, j'imagine qu'un putsch se prépare au sein de l'armée, mené par les militaires de rang moyen avec l'appui, sans réserve, des simples soldats.

Crédit photo : un immense merci à Ahmed Imam pour l'image reproduite dans ce post. La photo a été prise quelques secondes après que les hommes de main aient battu en retraite.

Rédigé à 08:13 dans Actualité | Lien permanent | Commentaires (15)

Egypte: A mes frères et sœurs d'Israël

Publié dans Libération du Jeudi 10 février — Rebonds, p.22.

Le Caire, 10 février 2011. Après 17 jours de soulèvement populaire et de crimes perpétrés contre la population égyptienne par son propre gouvernement, l'Amérique, l'Europe et Israël soupèsent prudemment le départ du président Hosni Moubarak. Stabilité ou chaos. Chaos ou stabilité.

En Egypte, on enterre et on pleure ses morts.

Le sort du peuple égyptien et les révélations en série sur la barbarie du régime sont pris en compte dans les déclarations des chefs d'état, mais les prises de position tantôt se durcissent, tantôt s'amollissent. Le 6 février, bourde ou ballon d'essai, Frank Wisner, envoyé spécial de Washington au Caire, contredit les déclarations tranchées d'Obama en faveur d'un départ immédiat de Moubarak. Washington le met à l'index et poursuit sa route en suscitant cependant la perplexité de la rue égyptienne: on discute à Washington d'une issue honorable du bourreau Moubarak, on tempère, finalement, la nécessité d'un départ immédiat du *rais*.

Real politik, donc, terme providentiel souvent synonyme de déni, de lâcheté morale et de complaisance avec les intérêts des uns contre l'humanité des autres. [L L L L]
[SÉP SÉP]

Stabilité de quoi? De la "région", dit-on. Soyons sincères, nous parlons de l'avenir de nos frères et sœurs d'Israël, alors qu'on ne se méprenne pas sur la relation du peuple égyptien avec les juifs, le peuple israélien et l'état d'Israël. [L L L L]
[SÉP SÉP]

Premièrement, l'existence même du peuple juif trouve son origine en Egypte, dans ces circonstances intimes (que l'on se souvienne de l'histoire de Joseph) et douloureuses dont les juifs font mémoire chaque année au moment de la Pâque. Par la suite, la communauté juive d'Egypte a demeuré des siècles sur ce sol, jusqu'à ce que le nassérisme, dont provient le régime actuel, les contraigne à l'exil en 1952 de la manière la plus brutale qui soit.

Deuxièmement, l'Egypte est le premier pays "de la région" à avoir signé un accord de paix avec Israël et à entretenir progressivement avec elle des relations commerciales, politiques, énergétiques et une coopération étroite à l'endroit du renseignement et de sa sécurité nationale. Parmi tant d'autres choses, un pipeline approvisionne Israël en gaz naturel égyptien.

Troisièmement, dans leur écrasante majorité les égyptiens ne sont pas "antisémites" comme on peut l'entendre dire en France ou en Allemagne au sujet de partisans fascistes ou néo-nazis. Si le nom d'Israël suscite l'ire et le bouillonnement des égyptiens, c'est à cause d'un raisonnement machiavélique que, aujourd'hui, le monde entier ne peut plus feindre d'ignorer: pendant 30 ans, et avec la complicité active de son nouveau vice-président Omar Suleiman, Moubarak agite aux yeux de l'Amérique l'épouvantail de l'intégrisme et de la menace que celui-ci représenterait pour Israël. Par conséquent l'Amérique soutient Moubarak depuis 30 ans pour protéger Israël, fermant les yeux — jusque là — sur la souffrance et le quotidien ignominieux des égyptiens.

Le 6 février, et parce que la vérité du peuple égyptien éclate enfin au grand jour, le Président Obama reconnaît: "I think that the Muslim Brotherhood is one faction in Egypt. They don't have majority support in Egypt". En français: "Je crois que les Frères Musulmans sont une faction en Egypte. Ils n'ont pas le soutien de la majorité en Egypte".

Ils n'ont pas le soutien de la majorité en Egypte... *Sabah el fol!* C'est ce qu'on dit en égyptien à quelqu'un qui vient de se réveiller.

"Trompée" par Moubarak, c'est au nom de la sécurité d'Israël que l'Amérique a soutenu depuis 30 ans un assassin menteur et corrompu, dont la fortune personnelle a été estimée à plus de 40 milliards de dollars par le journal Libération.

On peut comprendre que les égyptiens aient quelque ressentiment à l'égard d'Israël.^{[1][1][1]}_{.[SÉP]SÉP}

Le 7 février, Samir Farid, journaliste au quotidien d'opposition Al Masry el Youm est interviewé par un journaliste de TV5: "Les égyptiens ne haïssent aucun peuple, même pas Israël. Nous sommes les otages de politiques inhumaines, celles de l'Amérique et d'Israël". M. Farid parle en son nom, mais la foule composite massée autour de la caméra l'acclame. Un homme épuisé par des nuits sans sommeil crie: *Heyya dit Masr!* C'est ça l'Egypte.

Non, Monsieur Farid ne s'est pas fait lyncher pour avoir dit qu'il ne haïssait pas Israël. Non, les manifestants n'ont pas, 15 jours durant, brûlé le drapeau israélien. Ce qu'ils ont fait c'est portraiturer Moubarak en Hitler, mèche et moustache, svastika au bras. Le parallèle est aussi naïf qu'il est éloquent.

Qu'Israël tarde à apporter son soutien et sa confiance à l'élan démocratique et humaniste de l'Egypte est, à mon sens, une erreur profonde pour elle-même, la région et d'autres peuples encore. Ne pas entendre la souffrance et le désir de paix civile, de justice et d'amitié exprimé haut et fort par la rue égyptienne pourrait conduire au pire des scénarios: un pourrissement de la situation, la poursuite des exactions de Moubarak, une détérioration prévisible et fatale de la relation entre la rue égyptienne et son armée et, enfin, un mépris croissant du voisin israélien au nom duquel on laisse assassiner des innocents.

Il est inconcevable que le mandat international et la responsabilité de l'Egypte à l'égard d'Israël et du monde demeurent le seul privilège d'un régime barbare et inhumain. La rue égyptienne, dans sa sagesse, son humanité, sa diversité et surtout dans sa méfiance — enfin révélée — de l'intégrisme musulman, est consciente de cette responsabilité et du rôle de sa nation sur l'échiquier international. Elle en est consciente pour son propre bien, dans son propre intérêt et, avant tout, pour réaliser les aspirations qui résonnent aujourd'hui *fy kol shawaree masr*, dans toutes les rues de l'Egypte : paix civile, justice et humanité.

Moubarak a raison, dans une Egypte libre et juste il n'y aura plus jamais de « stabilité », il y aura — et hâtons-nous d'y arriver — de la fraternité.

Rédigé à 00:49

<http://www.dailynewsegypt.com/2011/02/10/3000-storm-port-said-government-building/>

3,000 storm Port Said government building

DNE February 10, 2011

By AFP

ISMAILIYA: Protesters stormed a government building in the canal city of Port Said on Wednesday and set fire to office furniture and the governor's car, witnesses told AFP.

Some 3,000 protesters broke doors and windows and forced their way into the Port Said province headquarters, throwing out furniture and setting it on fire, the witnesses said.

They also carried the governor's car out of the building's garage and set fire to it, they said. No one was in the building at the time.

The protesters came from the nearby Zirzara slum, where they had lived in makeshift huts for 15 years and seen their requests for proper housing regularly turned down, the witnesses said.

Police and security forces have largely disappeared from the area since protests demanding the resignation of President Hosni Mubarak erupted nationwide on Jan.25.

At least 300 people have been killed in the protests, the United Nations has estimated, and scores more have been injured.

<http://www.dailynewsegypt.com/2011/02/10/assiut-protesters-block-railway-line-motorway/>

Assiut protesters block railway line, motorway

DNE February 10, 2011

By AFP

CAIRO: Anti-government protesters in the Egyptian city of Assiut on Wednesday blocked a railway line and burned tires to cut off a vital motorway linking north and south Egypt, a security official said.

Around 4,000 protesters took to the streets in Assiut, 350 kilometers south of Cairo, and used wooden planks and bricks to block the railway line, the official said.

They also set fire to tires placed across the main motorway that goes from Cairo to the historic city of Aswan, amid nationwide unrest following anti-government protests.

<http://www.dailynewsegypt.com/2011/02/10/five-dead-100-wounded-in-south-egypt-clash-official/>

Five dead, 100 wounded in south Egypt clash: official

DNE February 10, 2011

By AFP

CAIRO: At least five people were killed and around 100 wounded in two days of clashes between police and demonstrators in a town in southern Egypt's New Valley region, medics told AFP on Wednesday.

Earlier, a security official had confirmed three dead.

Police fired live rounds Tuesday when local people rioted in the oasis town of Kharga, more than 400 kilometers south of Cairo, the security official said, speaking on condition of anonymity.

Scores were wounded and three people died of their injuries on Wednesday.

The furious mob responded by burning seven official buildings, including two police stations, a police barracks, a court house and the local headquarters of President Hosni Mubarak's ruling National Democratic Party.

The unrest in the south was the latest indication that the frustration with Mubarak's 30-year-reign has spread far beyond the northern part of the country especially Cairo's Tahrir Square, the epicenter of the massive protests now in their third week.

The central square saw its largest protests yet on Tuesday, fuelled in part by an emotional televised interview with Wael Ghonim, a 30-year-old Google executive and activist who was released after being detained for 12 days.

The youth-led protesters have said they will not give up the square, now a sprawling tent city, until Mubarak steps down.

The 82-year-old strongman has said he will not run in September elections but will finish his term, despite the unrest, which has sent Egypt's economy into a tailspin and rattled autocratic regimes across the region.

<http://www.dailynewsegypt.com/2011/02/10/google-worker-ghonim-ready-to-die-for-egypt-revolt/>

Google worker Ghonim 'ready to die' for Egypt revolt

DNE February 10, 2011

By AFP

WASHINGTON: Freed Google worker Wael Ghonim, who has emerged as a prominent voice of Egyptian protests seeking to oust President Hosni Mubarak, told CNN on Wednesday he was "ready to die" for the cause.

It is "no longer the time to negotiate" with the Mubarak regime, Ghonim said, weeping openly after discussing the plight of protestors who had died in the three weeks of demonstrations.

"I'm telling you, I am ready to die," he said in the interview conducted in English, displaying a notarized power of attorney that would grant control of his assets to his wife in the event of his death.

"I have a lot to lose in this life. I work in the best company to work for in the world. I have the best wife, I love my kids. But I'm willing to lose all of that for my dream to happen, and no one is going to go against our desire. No one."

Addressing Egyptian Vice President Omar Suleiman, Ghonim delivered the message: "You are not going to stop us."

"Kidnap me. Kidnap all my colleagues. Put us in jail. Kill us. Do whatever you want to do — we are getting back our country. You guys have been ruining this country for 30 years. Enough, enough, enough," he said.

The 30-year-old Egyptian who is the Google's marketing chief for the Middle East and North Africa was freed Monday after 12 days in custody, and was swiftly propelled to the forefront of the popular uprising, addressing huge crowds in Tahrir Square, epicenter of the protests against Mubarak.

Hailed as a hero, Ghonim has revealed he was behind the "We Are All Khaled Said" page on Facebook that has been credited with helping mobilize the pro-democracy protests.

"This is a crime," he said of the deaths of hundreds of protesters in clashes with pro-government activists. "(Mubarak) needs to step down," he said.

In a blunt message to the country's leaders, Ghonim added: "If you are true Egyptians, if you are heroic Egyptians, it's time to step down."

Saying time for negotiation was over, he said protestors had originally gone to the street "and we wanted to negotiate. They decided to negotiate with us at night with rubber bullets, with police sticks, with water hoses, with tear gas and with arresting about 500 people. Thanks. We got the message."

Egypt's government was meanwhile warning of a military crackdown as massive rallies against Mubarak continued to spread and reports surfaced that the army had detained and tortured pro-democracy activists.

<http://www.dailynewsegypt.com/2011/02/10/egypt-textile-workers-stage-strike/>

Egypt textile workers stage strike

DNE February 10, 2011

By AFP

CAIRO: Workers at Egypt's largest factory walked out Thursday on an open-ended strike in solidarity with anti-government protesters and to demand a raise in the minimum wage, they told AFP.

Workers of the Misr Spinning and Weaving textile factory — which employs 24,000 people in the Nile Delta city of Al-Mahalla Al-Kubra — padlocked the buildings and massed in front of the administration offices.

"We are striking first of all to show solidarity with the protesters in Tahrir Square," the focal point of anti-government demonstrations in the capital Cairo, one strike organizer, Faisal Naousha, told AFP by telephone.

"We also want court rulings lifting the minimum wage to be implemented," he said. Hundreds of workers are expected to be joined by thousands more from the afternoon shift, Naousha said.

The public sector Misr Spinning and Weaving company is the country's biggest plant, and Egypt's textile industry employs 48 percent of the total labor force, according to the Centre for Trade Union and Workers Services (CTUWS).

A security official told AFP tens of thousands of employees in the public sector were staging strikes in the Mediterranean city of Alexandria, the canal city of Suez and cities on the north coast and on the Red Sea.

“There is definitely an escalation since the protests began,” Kamal Abbas from the CTUWS told AFP.

Since nationwide rallies erupted on January 25 demanding an end to President Hosni Mubarak’s 30-year rule, “we have started to hear of the billions of dollars that officials hold in personal accounts,” Abbas said.

“So many employees feel it is time to stand up and demand their rights,” he said.

The strikes and protests continued despite promises by Egypt’s newly formed government to raise public sector salaries and pensions by 15 percent, one of a series of steps taken to placate the protesters.

<http://crisdegypte.blogs.liberation.fr/cairote/2011/02/egypte-moubarak-abat-sa-derni%C3%A8re-carte.html>

11/02/2011

Egypte: Moubarak le maladroit



Le Caire, 11 février 2011. Il y a quelques minutes, nous étions encore le 10 février. Au théâtre hier soir, une tragicomédie en un acte interprétée par Hosni Mubarak, l'auto-proclamé papa de la nation.

Le monde entier, à travers les photos et les retransmissions satellites, aura pu apprécier en direct la réponse du peuple: place Tahrir, les hommes brandissent une chaussure. Insulte suprême et élégante, parce qu'elle est silencieuse.

Le discours du président fut un robinet d'eau tiède paternaliste, une menace par-ci, des promesses par là et, tout du long, une imagerie fasciste des plus classiques: la terre, le sang, la jeunesse, ma jeunesse, mes victoires, la fierté de la nation, les injonctions étrangères inacceptables...

Celui qui s'exprime est un président décalé, déconnecté de la réalité et de plus en plus isolé sur le plan international. La séquence semble être pré-engistrée et montée. On note une coupure. On note aussi que, tantôt il suit un prompteur, tantôt il lit ses fiches.

Si, à chaud, la rue est déçue de ne pas avoir entendu l'annonce d'une démission immédiate, à froid on peut se réjouir de trois choses:

1. Le Conseil Supérieur des Forces Armées semble se positionner du côté du peuple: le porte parole du Conseil Supérieur des Forces Armées fait deux annonces publiques avant le discours de Moubarak. Celles-ci sont favorables au peuple et lui assure sa protection et la réalisation de ses demandes considérées légitimes. Moubarak, lui, dans le déni le plus absolu, propose un remaniement insatisfaisant de la constitution et annonce qu'il restera jusqu'à la fin de son mandat.

2. Omar Soliman est grillé. Ce discours présente Omar Soliman comme un élément clé du régime, de la "stabilité" et du système Moubarak. L'illusion maintenue pendant quelques jours d'un Omar Soliman "neutre", articulation providentielle entre le régime et l'armée, vient de tomber. Pour le peuple: Moubarak, Soliman, même combat. Le peuple demande, depuis 15 jours, le départ de l'un comme de l'autre. Rappelons que la première demande du peuple n'est autre que le départ immédiat de Moubarak.

3. Un président de plus en plus isolé sur le plan international. En un discours de trop, Moubarak aura sans doute réussi à perdre les derniers soutiens démocratiques qui lui restaient. Il s'indigne de "l'ingérence étrangère", des "injonctions qui viennent de l'étranger", expliquant que ce qui se passe en Egypte est une affaire domestique qui ne concerne personne. Mon papa président ne semble pas se rendre compte qu'il est nu, et que son entêtement affecte désormais les intérêts du monde entier qui saura, demain et les jours suivants, se faire entendre.

Il est 1h30 du matin. J'entends qu'on marche sur Héliopolis, quartier du palais présidentiel de El Orouba. Le palais lui-même est gardé par la garde présidentielle, pas l'armée. On marche également sur le bâtiment de la Radio-Télévision. Cette nuit sera longue et peut-être dangereuse. Tout dépend de ce que l'armée a vraiment dans le ventre et les égyptiens sont maintenant impatients de le savoir.

Avant le discours, qui a dit qu'il restait?

Anas Feki, ministre de l'information.

Avant le discours, qui a dit qu'il partait?

La CIA

Ahmed Shafik, nouveau premier ministre de Moubarak.

Hossam Badrawy, nouveau secrétaire général du Parti National Démocratique, parti du président.

Amusant, non?

Crédit photo: Aalam Wassef, image libre de droits.

11/02/2011

Egypte: Le palais présidentiel encerclé

Le Caire, février 2011. Hier, au cours d'une allocution télévisée, le président Hosni Moubarak annonce qu'il a l'intention de rester au pouvoir jusqu'à la fin de son mandat. Depuis 17 jours, ce sont des millions d'égyptiens qui réclament son départ et, de plus en plus, les chefs d'états du monde entier qui se joignent à leur appel.

Dans la nuit du 10 ou 11, la colère des manifestants monte d'un cran et leur nombre est suffisant pour que des dizaines de milliers gardent la place Tahrir tandis que d'autres marchent sur le palais présidentiel de El Orouba, dans le quartier d'Heliopolis. Le quartier est entièrement bouclé et sous la protection des chars et des troupes de l'armée.

En marchant sur le palais d'El Orouba, les égyptiens obtiennent la confirmation qu'ils cherchent à obtenir depuis hier. Que fera l'armée en pareil cas? Réponse: l'armée laisse faire et les manifestants par centaines prennent place dans la nuit et sont rejoints, ce matin, par des milliers de manifestants supplémentaires. L'armée s'adresse aux manifestants dans des termes polis. Elle recommande aux manifestants de retourner place Tahrir et met à leur disposition des bus de l'armée. Les manifestants qui veulent rester n'en sont pas empêchés, mais l'armée prévient que, pour leur sécurité, il plus sûr qu'ils retournent place Tahrir.

Il ne faut pas pour autant s'empresse de conclure que l'armée menace la population de représailles. D'autres menaces semblent plus plausibles. Tout d'abord, l'envoi possible de forces de police; l'envoi d'hommes de mains armés; et enfin une intervention agressive de la garde présidentielle.

La situation est intéressante à observer car il est probable que le Conseil Supérieur des Forces Armées (CSFA) soit en train de laisser faire dans le but de s'appuyer sur l'intensification et le "rapprochement" de la colère des manifestants pour presser Hosni Moubarak de quitter le pouvoir.

Le bâtiment de la Radio Télévision du Caire, également sous la protection de l'armée est, ce matin (et depuis hier soir aussi), encerclé par une dizaine de milliers de manifestants.

Mais ce n'est pas qu'au Caire que la pression sur l'armée est forte. La crise de Suez et la grève de 6000 ouvriers responsables de la gestion quotidienne du canal est de nature à justifier un durcissement du ton du CSFA à l'égard de Moubarak et de son entourage.

Le CSFA annonce ce matin qu'il fera déclaration importante ce matin.

Des millions d'égyptiens sont attendus aujourd'hui dans les rues de l'Egypte, pour un troisième vendredi de la colère.

Rédigé à 08:29

<http://www.dailynewsegypt.com/2011/02/11/north-sinai-protesters-police-clash/>

North Sinai protesters, police clash

DNE February 11, 2011

By Agencies

ISMAILIYA: Egyptian protesters in the north Sinai town of El-Arish exchanged gunfire with police on Friday and hurled Molotov cocktails at a police station, witnesses said, amid nationwide anti-government rallies.

About 1,000 protesters broke off from a larger group and headed towards a police station, lobbing firebombs and burning police cars, witnesses said.

Several people were wounded in the clashes, but the number was not immediately clear.

The confrontations came as more than a million people poured onto the streets after the main weekly Muslim prayers across the country to demand the resignation of President Hosni Mubarak.

Anti-government protests erupted on Jan. 25 and have left at least 300 people dead and many more injured or detained.

In the border town of Rafah, unidentified assailants attacked security force barracks on Thursday, security sources and eyewitnesses said.

The attackers opened fire with guns and used rocket-propelled grenades, the sources said.

Rafah is near Egypt's border with the Gaza Strip.

<http://www.dailynewsegypt.com/2011/02/11/thousands-join-presidential-palace-protest/>

Thousands joined Presidential Palace, Maspero protests Friday

DNE February 11, 2011

By Marwa Al-A'asar

CAIRO: Thousands flocked to the Presidential Palace in Heliopolis on Friday morning to join other protesters that had camped out there the night before.

A few hundred had headed there Thursday night after Hosni Mubarak's speech where he handed over power to the vice president without yet stepping down. By 2 pm on Friday, the crowd had swelled to 1,000, with a strong presence of women, many of whom were leading the anti-regime chants.

The crowd steadily grew as thousands were seen heading to the east Cairo district from the central Tahrir Square and elsewhere.

The area surrounding the Presidential Palace was heavily guarded by Republican Guard tanks and soldiers and barbed wire. Earlier calls to protest at the palace were dismissed out of concerns for the safety of the protesters and to avoid a possible confrontation with the army.

“We marched from Tahrir. We have state TV, parliament ... We have to come to take the presidency; we have to uproot the corruption and institute clean roots,” Osama Abdel-Moenim told Daily News Egypt.

About 50 Mubarak supporters stood on the other side, holding a banner in support of Mubarak.

A group of about 1,000 were reportedly protesting on the vital Salah Salem Road near the Presidential Palace.

Thousands were also camped at the heavily guarded television building close to Tahrir Square. Protesters there, whose numbers have been increasing throughout the day, were preventing TV staff from entering the area.

Some protesters spent Thursday night outside the Maspero television building and were joined by tens of thousand following Friday prayers. They spread out along Corniche El-Nil Street all the way to the nearby Foreign Ministry building.

One protester told Daily News Egypt that they chose Maspero specifically to protest against the state media, which did not tell people the truth about what’s going on in Egypt.

“And we confirm, we are here to protest peacefully not to attempt to destroy the TV building,” he said.

The surrounding area was protected by seven army tanks. Protesters stood over one of the tanks outside the Maspero, chanting and singing against the regime.

Protesters said they were not forced to leave by either the police or the armed forces. A few hours later, most of them left the scene to join protests in Tahrir Square.

Earlier, about 5,000 marched from Nour Mosque in Abbassiya towards Tahrir. A car carrying the picture of one protester killed in the Jan. 28-29 violence was moving at the heart of the anti-regime demonstration.

They crowd chanted against Hosni Mubarak and Vice President Omar Suleiman.

One protester said she joined because the march was intended to commemorate martyrs, but decided to stay as protesters shouted anti-regime chants.

A group of 30-50 men who identified themselves as supporters of the ruling National Democratic Party harassed the Daily News Egypt journalist at the scene. Another reporter was held by the army and the police there for an hour, before being released.

A few hundred demonstrators separated from the group after the Friday prayer, heading to the Presidential Palace in the other direction.

Closer to downtown, groups of thousands were seen heading towards Tahrir, from different directions.

One protester from Shubra said he brought his wife and two kids along to protest the regime. He said he did not believe the promises that Mubarak made in his speech on Thursday.

In Alexandria, hundreds of thousands of people took to the streets after Friday prayers. Sheikh Ahmed Al-Mahalawi, delivering a sermon in Alexandria's main mosque, told worshippers not to back down, Reuters reported.

“Do not retreat from your revolution because history will not retreat,” he said in a sermon broadcast by Al Jazeera television. He told the worshippers they were bringing down a “corrupt regime” that was not fit to govern, according to a Reuters report.

<http://crisdegypte.blogs.liberation.fr/cairote/2011/02/egypte-la-cia-pr%C3%A9pare-t-elle-la-suite.html>

11/02/2011

Egypte: La CIA prépare-t-elle la suite?

Le Caire, 11 février 2011. Quelques heures avant le discours télévisé du président Moubarak du 10 février 2011, deux déclarations surprennent. Elles surprennent d'autant plus qu'elles sont en phase avec les déclarations de la CIA qui prend ouvertement part au débat et annonce qu'il y a une probabilité élevée que le président Moubarak démissionne (10/2/2011). S'adressant au Congrès à Washington, M. Panetta n'a pas précisé quels éléments permettaient à la CIA de soutenir cette hypothèse.

Dans l'attente du discours présidentiel, deux hommes du régime actuel prennent à leur tour la parole et annoncent à demi-mot le départ de Moubarak ou, tout cas, qu'ils souhaitent que celui-ci démissionne afin que le pays prépare sa transition.

La prise de position de Hossam Badrawy — secrétaire général du Parti National Démocratique, parti du président ! — en faveur de la démission de Moubarak, ainsi que la déclaration similaire de Ahmed Shafik — nouveau premier ministre de Moubarak — peut éventuellement laisser penser que la CIA prépare la suite et choisit ses hommes.

Si c'est le cas, le choix de Hossam Badrawy est habile. On ne le critique pas trop. Du point de vue de la population, son vrai problème c'est son appartenance au Parti National Démocratique, symbole d'un régime corrompu et meurtrier. S'il veut avoir quelque rôle dans l'avenir, il devra annoncer qu'il souhaite la dissolution du Parti National Démocratique et créer un tout autre parti. La réponse populaire pourrait être positive. Je n'ai, pour ma part, aucun élément pour apprécier le passé politique, les convictions politiques ou les projets d'avenir de Hossam Badrawy.

L'interview choc de Wael Ghonim a largement contribué à faire "aimer" Hossam Badrawy. Il le décrit comme un homme attentif, courtois, qui lui parle d'égal à égal et qui le raccompagne chez lui en voiture après 12 jours de détention. Wael Ghonim, cadre de Google en poste aux Emirats Arabes Unis, est l'administrateur de la page Facebook "Nous sommes tous Khaled Said"(*), page qui a joué un rôle dans la mobilisation du 25 janvier 2011. Son interview choc du 8 février, après sa libération, émeut la nation tout entière et se traduit par une mobilisation accrue des classes moyennes jusque là hésitantes.

Le choix de Ahmed Shafik — si choix il y a, bien entendu — est très mauvais. Il est haï de la population. Ses allocutions télévisées ont été perçues comme arrogantes et méprisantes à l'égard des manifestants, des blessés et des morts. Les manifestants le considèrent comme le "dernier chien du régime". Son nom est pleinement associé à celui de Hosni Moubarak, Omar

Soliman, Fathi Sorour (président de l'Assemblée du Peuple), Safwat el Sherif (PND) Ahmed Ezz (PND), Gamal Moubarak etc. Il est considéré comme celui qui a soutenu le double discours du gouvernement et activement secondé les campagnes de désinformation qui ont masqué des violences meurtrières à l'encontre de la population et des journalistes. Sa première conférence de presse a pour lui des effets très néfastes: après la nuit du 2 au 3 février qui fit plus de 10 morts et 2000 blessés, il dit: "je m'excuse pour les violences de la veille". Il n'exprime pas un mot de condoléance pour les familles. C'est surtout depuis cette déclaration qu'Ahmed Shafik est politiquement mort et qu'il figure sur la liste des dignitaires qui devront être jugés après la fin de la crise.

(*) Khaled Said est un jeune homme de 28 ans qui a été battu à mort par la police, le 11 juin 2010, à Alexandrie.

Rédigé à 09:48

<http://crisdegypte.blogs.liberation.fr/cairote/2011/02/egypte-les-officiers-de-larm%C3%A9e-se-joignent-aux-manifestants.html>

11/02/2011

Egypte: des officiers de l'armée se joignent aux manifestants

Le Caire 11 février 2011. 14h15. Après l'escalade de l'inquiétude depuis l'allocution télévisée du président Moubarak du 10/2/2011, après la déclaration inquiétante du Conseil Supérieur des Forces Armées confortant le président dans son choix de ne pas quitter le pouvoir, il faut noter un mouvement de fond qui rend très optimiste sur l'issue que les égyptiens souhaitent pour eux-mêmes et leur nation.

Depuis 48 heures, le régime semble perdre de plus en plus son emprise sur la presse d'état, sur la télévision nationale et même sur des officiers de l'armée qui se joignent aux manifestants! Ils sont 3 ici, 15 là, 16 ailleurs... combien sont-ils au juste? Des dizaines semble-t-il, et leur nombre augmente d'heure en heure. Ce sont pour la plupart des officiers de rang moyen.

L'un deux qui s'exprime le soir du 10/2/2011 à l'antenne d'Al Jazeera est le Major Ahmed Shoman: "Le gouvernement a perdu sa légitimité! Monsieur le président, je vous en conjure, quittez le pouvoir! (...) Ce pays ne vous appartient pas! (...). J'ai remis mon arme à mes collègues, cette révolution est pacifique! (...). Notre rôle est de défendre le peuple, pas le régime! Le Général Tantawi (ministre de la défense) n'est qu'un élément de ce système! Vous aussi partez! Monsieur Sami Anan (chef des armées) accomplissez votre devoir! (...) Faites les tous partir! Monsieur le vice-président Omar Soliman, vous étiez responsable des services du renseignement pour la protection de la nation. Avez-vous protégé les biens de la nation contre le détournement de ses richesses? Avez-vous défendu la nation? (...) Ce que je veux dire au peuple (...) c'est que c'est lui qui, aujourd'hui, me protège! Je vous en prie transmettez ce message: ce régime n'est plus légitime! Monsieur Sami Anan, chef des armées, je vous en conjure, accomplissez votre devoir!"

<http://crisdegypte.blogs.liberation.fr/cairote/2011/02/egypte-d%C3%A9claration-inqui%C3%A9tante-de-larm%C3%A9e.html>

11/02/2011

Egypte: Déclaration inquiétante de l'armée

Le Caire, 11 février 2011. 11h55. Le Conseil Supérieur des Forces Armées (CSFA) égyptien vient de transmettre un communiqué relayé par un speaker de la télévision d'Etat.

Le contenu de la déclaration n'est autre que celui du président de la république Hosni Moubarak qui s'est exprimé à la télévision le 10/2/2011 en provoquant la colère et la déception de millions de manifestants.

Dans cette déclaration, l'armée ne fait rien de plus que se porter garante des promesses formulées par le président: fin de l'état d'urgence, remaniement de la constitution, protection de la population et des intérêts nationaux, organisation d'élections libres, respect "en temps et en heure" des demandes exprimées par le peuple, pas de représailles sécuritaires contre "les dignes manifestants qui se sont élevés contre la corruption".

Le CSFA demande en outre à retour à la vie normal, pour le bien de la nation et de son "peuple magnifique".

La rue est bien entendue déçue à nouveau. Il est à prévoir que sa colère monte encore d'un cran. Ce sont des millions de personnes qui marchent déjà sur le Caire et dans les grandes et petites villes de province.

Le palais présidentiel d'El Orouba, dans le quartier d'Héliopolis, assiégé par des milliers de manifestants, est maintenant sous la protection de l'armée, mais également de la police et de ses unités anti-émeutes — celles-là mêmes qui ont usé de grenades lacrymogènes, de balles en caoutchouc et de balles réelles contre les manifestants les 25 et 28 janvier 2011.

Rédigé à 11:11

<http://crisdegypte.blogs.liberation.fr/cairote/2011/02/egypte-annonce-dune-troisi%C3%A8me-d%C3%A9claration-de-larm%C3%A9e.html>

11/02/2011

Egypte: Annonce de la "Déclaration numéro 3" de l'armée

Le Caire, 11 février 2011. 16h30. Le Conseil Supérieur des Forces Armées annonce qu'il s'apprête à faire une troisième déclaration. En guise de rappel: la première prenait position en faveur du peuple, la deuxième indiquait que le CSFA se portait garant des promesses faites par le président lors de son allocution télévisée du 10/2/2011.

On annonce également une déclaration de la présidence de la république.

Il y a une forte probabilité que la troisième déclaration du Conseil Supérieur des Forces Armées annonce la mise à l'écart ou le départ pur et simple du président Moubarak ainsi que

la mise en place d'un gouvernement de transition démocratique sous la haute autorité de Sami Anan avec un Omar Soliman également écarté.

Sami Anan est le Chef des Armées.

Il semble que ce soit ce scénario qui emporterait, pour un temps, l'adhésion du peuple mobilisé par millions dans les rues de l'Egypte pour un gouvernement civil, résolument civil.

Il nous semble enfin que l'armée déroule depuis hier un plan scénarisé en trois actes:

Acte 1: Le 10/2/2011, quelques heures avant le discours du président, annoncer dans la "Déclaration numéro 1" que le CSFA est du côté du peuple, tout en donnant au président et à Omar Suleiman l'autorisation d'abattre leur dernière carte (un discours patriotique vibrant) — sachant, bien évidemment, que la rue ne désemplira de toute façon pas. Le CSFA sait alors qu'il ne prend aucun risque.

Acte 2: Faire honneur au président, issu tout de même des rangs de l'armée, en faisant la "Déclaration numéro 2" dans laquelle le CSFA se montre respectueux des choix de Moubarak et garant de ses promesses. Pendant ce temps, la rue enfle de plus en plus et Moubarak a déjà perdu tout espoir de restaurer son pouvoir. L'armée aura ainsi respecté son chef suprême tout en lui prouvant qu'elle ne peut plus rien faire pour lui et qu'elle doit maintenant se mettre au service de la nation.

Acte 3: Etape que nous attendons toujours à 16h30. En toute logique, l'armée devrait dire que, pour répondre à la demande du peuple elle assurera la mise en place d'un gouvernement de transition dont un des principaux objectifs sera la tenue d'élections libres et honnêtes. Nous entrerons alors dans le vif du sujet: clarifier les demandes du peuple et identifier les canaux et les processus plus "formels" par lesquels celui-ci compte se faire entendre (représentation, partis, formations politiques). Dans ce gouvernement, pas d'Omar Soliman, pas d'Hosni Moubarak. Le CSFA pourrait aussi aller jusqu'à proposer un porte parole ou médiateur de la révolution, Hossam Badrawy par exemple.

Il y avait un indice dès hier sur la possibilité d'un tel scénario ou, en tout cas, de plusieurs déclarations en chaîne du CSFA. Il nous a semblé curieux, hier soir, qu'une voix de stentor de l'armée annonce à la télévision: "Annonce numéro 1". Que cette annonce soit numérotée (pourquoi serait-elle numérotée?) laissait envisager qu'on avait peut-être prévu une annonce numéro 2 et numéro 3.

Dénouement et établissement de la vérité dans les heures à venir.

Rédigé à 15:28

<http://crisdegypte.blogs.liberation.fr/cairote/2011/02/egypte-le-lion-est-mort-ce-soir-2.html>

11/02/2011

Egypte: Le lion est mort ce soir

Le Caire 11 février 2011. 18h03. Omar Soliman vient de paraître à la télévision nationale égyptienne pour une allocution inférieure à 60 secondes. Il annonce que le président

Moubarak a démissionné de ses fonctions et que l'armée sera désormais responsable de l'avenir du pays.

Rédigé à 17:06

<http://www.dailynewsegypt.com/2011/02/11/mubarak-quits-cairo-as-a-million-march/>

Mubarak quits Cairo as a million march

DNE February 11, 2011

By Jailan Zayan /AFP

CAIRO: President Hosni Mubarak flew out of Cairo to his Red Sea retreat on Friday as more than a million furious Egyptians marched in cities around the country to demand he step down.

Egypt's army threw the 82-year-old strongman a lifeline, endorsing his plan to stay in office until September even as determined protesters marched on state television headquarters and the presidential palace.

Demonstrators sobbed as they conducted the weekly Muslim prayer in massed ranks in Cairo's Tahrir Square, the city plaza that has become a symbol and focal point of the revolt since it was occupied by protesters in late January.

The preacher choked with emotion as he gave the sermon and the crowd screamed "Leave! Leave!" at each mention of the president.

Mubarak's ruling National Democratic Party (NDP) confirmed he had flown to Sharm El-Sheikh, on Egypt's Red Sea Coast, where he has a holiday home, but this did nothing to quell the anger of the crowds thronging the streets of the capital.

"People here don't care if he's in the palace or not. We want him to quit the presidency," said 40-year-old Mohammed Hamdan, who works for an oil firm, as he joined the protest outside Mubarak's palace in the Cairo suburbs.

"He has to leave the country, our demands are clear, we want the entire NDP to be dissolved and to get out because they have destroyed the country," said Magdi Sabri, a smartly dressed middle-aged man outside state television.

In a statement read out on state television a little earlier, the military said it would guarantee that Mubarak follows through with his promises to reform the constitution to ensure a fair presidential poll in September.

But the protesters had wanted the army to go much further and unseat the 82-year-old autocrat, who has ceded unspecified powers to his vice president but refuses to quit despite weeks of demonstrations against his 30-year rule.

The military's decision enraged supporters of the pro-democracy movement, who were already livid that Mubarak failed to announce his resignation in an address to the nation on Thursday night.

The army's Supreme Council had raised the hopes of many ahead of Mubarak's televised address, announcing they would act "in support of the legitimate demands of the people" and "take steps to protect the nation."

But Friday's announcement, read aloud on state television, suggested the military has now thrown its weight behind Mubarak and the concessions he has so far offered in a bid to calm the revolt.

It also said it was committed to "safeguarding the legitimate demands of the people and will work to implement them... for a peaceful transition of power and a free democratic society."

Outside the presidential palace, protesters reacted furiously to the military's announcement, which was read to the crowd by a colonel.

One demonstrator grabbed his microphone to berate the military. "You have disappointed us, all our hopes rested in you," he shouted, as the crowd began to chant slogans calling for Mubarak to be put on trial.

"No, no, this is not a coup," the colonel protested, insisting that the army would not take power itself.

In Tahrir Square, the epicentre of the daily protests in Cairo, hundreds of thousands of protesters packed in for the Friday prayer, united in fury.

In a show of solidarity in at least lower levels of the army, three Egyptian officers shed their weapons and uniforms and joined the protesters.

An impassioned preacher addressed the military in his sermon, exhorting them to "act in a way that will be acceptable to God on judgment day," shortly before fainting and being carried away through the crowd.

On Thursday night, hundreds of thousands had crowded into Tahrir Square to hear a speech that was widely expected to be Mubarak's last as president.

Instead, he delegated some of his powers to his ally and Egypt's former intelligence supremo, Omar Suleiman, while vowing he would stay in office until September and one day die in Egypt, ruling out a flight into exile.

Mubarak was also on a collision course with the international community, and in particular Egypt's key ally and donor, Washington.

In his speech on Thursday, he took a swipe at the United States and other countries that want a faster transition to democracy in the Arab world's most populous nation, vowing: "I have never bent to foreign diktats."

US President Barack Obama reacted with a flash of anger of his own, saying Mubarak had failed to map out "meaningful or sufficient" change, or to speak clearly enough to Egypt and the world.

The Pharaoh Is Dead, Long Live the Pharaoh?

My week in Cairo began amid violence and culminated with Mubarak's ouster. But no one really knows what's coming next.

By Blake Hounshell

February 11, 2011

CAIRO — Pharaoh is gone.

In just 18 days, a ragtag youth army overthrew one of the Arab world's most entrenched and brutal dictatorships, overcoming their own fears, the regime's considerable tools of oppression, and the doubts of outside powers that still aren't sure whether their interests will be served by a messy transition to democracy.

I arrived in Cairo last Thursday, Feb. 3, to cover what was then an unknown quantity. Was it a revolution? A revolt? Another failed uprising? This much was known: It was a gripping story, an unprecedented outpouring of popular anger whose aim was to drive President Hosni Mubarak from power and replace him with an electoral democracy.

On Wednesday, Feb. 2, the night before my flight, I had stayed awake glued to my Twitter feed and Al Jazeera, watching in disbelief as men armed with whips, knives, chains, and Molotov cocktails besieged Tahrir Square in a thuggish bid to flush the protesters out of downtown Cairo and crush their uprising. Up to the last minute, I still wasn't sure whether it would be safe to go; the U.S. State Department issued a sharply worded statement urging all Americans to leave the country "immediately" as the violence — clearly orchestrated by elements of the regime itself — began taking on an ugly, anti-foreigner tone.

The previous week, the protesters had twice outwitted and outfought Mubarak's black-clad riot police, finally seizing Tahrir Square and sending the regime's security forces melting into the night, while the Army mobilized to secure key government buildings.

They were still hanging on when I reached downtown Cairo late Thursday afternoon, after cruising along nearly deserted streets, past tanks, armored personnel carriers, and tense soldiers holding bayoneted assault rifles. I had landed in a war zone. The windows on the ground floor of my hotel, located right near the main entrance to the square, were barricaded, the lobby's lights dimmed, perhaps in the hope that Mubarak's goons would ignore us if they couldn't see us. Security guards nervously searched my bags and hastily ushered me inside.

Ironically, the safest place in Cairo was Tahrir Square itself. Although a rock battle was still raging on the northern end of the square near the landmark Egyptian Museum, it had settled into a stalemate. The "pro-Mubarak protesters" — as some gullible Western news outlets still referred to them — knew by then that they were badly outnumbered, and in any case their tactics had backfired badly; governments around the world expressed shock and demanded that Mubarak allow the demonstrators to express their grievances in peace.

Meanwhile, attacks on journalists continued, made all the more dangerous by a vicious campaign whipped up by Egyptian state television against foreigners. The following morning, I called a friend with long experience in Cairo. Military police had just raided the offices of the Hisham Mubarak Law Center, a legal-aid clinic that had become the locus of efforts to

document instances of abuse and illegal detainment. He told me his organization might be next; he was leaving town and lying low for a while. Management at the big hotels around the square had been told in no uncertain terms to control their journalists or have them controlled for them, other friends warned me.

I was, frankly, a little bit scared. I'm a desk jockey, not a war reporter. What had I gotten myself into?

But we journalists were never the story; the protesters' desperate struggle to hang onto the square was. My impression upon arrival was that the regime, having tried violence, was now deftly maneuvering to marginalize the protesters after failing to crush them. Outside the square, Egyptians began clamoring for their lives to return to normal. As for the protesters, state TV darkly warned that they were traitors serving a foreign agenda, part of an Israeli-Iranian axis bent on destroying Egypt.

That was, of course, complete nonsense — but it seemed like it just might work.

On Friday, Feb. 4 — optimistically billed as the "Day of Departure" — I met dozens of young Egyptians who often boiled their demands down to one simple word: "freedom." Tarek al-Alfy, a 30-year-old tech entrepreneur from Giza, told me that he had come to the protests for the first time that day to express his outrage at the government's unprecedented shutdown of the Internet. "I felt like I was living in North Korea so I decided to go to Tahrir," he said. "I want a fair constitution."

Near the museum, where a half-dozen burned-out police vehicles were scattered at the scene of Feb. 2's battles with Mubarak's thugs, I met Mohamed Abdel el-Ainein, a 49-year-old mechanic Army veteran who was resting in the driver's seat of a truck, his head bandaged from a nasty direct hit. He was too tired to speak. A doctor at the makeshift clinic nearby, Ahmed Abdel Rahim, told me he had watched five people die overnight and said he had treated "dozens" of trauma victims since 6 a.m. that day. As I spoke with him, a young man with the word "paradise" written on a piece of paper taped to his shirt walked by, headed to the front lines.

Magdy Soliman, a 38-year-old computer programmer, volunteered to be my guide for the day and help me get the lay of the land. At a dingy downtown cafe, smoking harsh, honey-flavored *shisha* and drinking tea from grubby glass cups, his two friends — both with master's degrees in agricultural engineering — told me of how they had to pay bribes for "everything" involving the government. "I have to pay some guy 600 Egyptian pounds to get a driver's license," said Ahmed Khalil, 35. "Why? It's my right. We want to smell freedom," he said pleadingly.

Soliman asked me whether I thought the protesters were going to win. I told him I wasn't sure but that I hoped so.

"A lot of people will get arrested," he worried. Ahmed was blunter: "They will kill us for sure."

The Tide Turns

Mubarak did not, of course, depart that Friday.

Over the weekend, momentum seemed to shift further against the protesters. A self-appointed group of prominent "wise men" stepped forward to negotiate a solution to the standoff. Mubarak's new vice president, former spy chief Omar Suleiman, made a public show of magnanimity by sitting down with various figures from the traditional opposition, including members of the Muslim Brotherhood — the same group Mubarak's police state had spent years persecuting. He then issued a deeply disingenuous statement that seemed crafted to offer symbolic concessions without conceding real power or control over the pace of reform.

Message: The government is being reasonable while you kids in Tahrir Square are bent on destroying Egypt. Time to go home. On Sunday, Feb. 6, banks opened across the country, and the government urged people to go back to work. Instead of killing protesters, the regime would now ignore them. It seemed to be working.

The crowds were dwindling, and yet the Tahriris held firm. They announced a "week of resilience," signaling that they were hunkering down for a long struggle. On Sunday, Feb. 6, the "day of the martyrs," huge images of fallen heroes, some showing smiling faces, others grim shots of bloodied corpses, decorated the square. Meanwhile, the protesters adamantly refused to negotiate until Mubarak stepped down.

If there was a turning point, it was a heartfelt interview on the night of Monday, Feb. 7, by Wael Ghonim, a key protest organizer whose sudden disappearance had become an international cause célèbre. Ghonim, an articulate Google executive, effectively gutted the regime's propaganda campaign against the protesters, weeping as he insisted that the youth in Tahrir Square only wanted what was best for Egypt. The next day's protests were the biggest yet.

From Tuesday, Feb. 8, onward, the protesters pressed their advantage as cracks began to show in the regime and new civic groups joined the revolution. Demonstrations and strikes broke out within ministries and syndicates and in factories across Egypt. Suddenly, thousands of professors, judges, lawyers, and delegations from distant governorates were marching on Tahrir. On Wednesday, Feb. 9, in their boldest move yet, a group of protesters seized the street in front of the parliament building before the Army could react and rushed in blankets and tents for an extended sit-in. On Thursday evening, after a drumbeat of leaks and statements suggesting Mubarak was planning to step down proved overly optimistic, an angry crowd blockaded the state television building. And on Friday, Feb. 11, seemingly the entire country took to the streets as rumors spread that Mubarak had fled Cairo, if not Egypt altogether.

And then, with a short, lugubrious statement from Suleiman, it was over. Mubarak was out, and the military was in command.

What now?

For now, as the country erupts in ecstatic celebrations, Egyptians are choosing to be hopeful.

"Of course we trust them," Dalia Ziada, a local civic organizer for the American Islamic Congress, said of the military, just after Mubarak's resignation was announced. "They never harmed anyone in any way. I am sure they will start to prepare for the elections. There is no political regime anymore."

"This is the best scenario ever," said Wael Nawara, secretary-general of the liberal Ghad Party. "The Army is promising the Egyptian people what they shed blood for."

"It's the only possible solution," Hassan Nafaa, a political scientist at Cairo University, told me. "Now we will have to watch carefully what the military will do."

The task now, says Nafaa, is for military leaders to lay out their political vision for the coming months. In recent days, opposition leaders put together a road map that includes a new government of national unity, the dissolution of the state security apparatus, an overhaul of the police, the complete independence of the press, and free and fair elections — but it's still not clear what sort of consensus has been built around it.

Mubarak is gone, but Egypt's transition to democracy is far from ensured. What actually happened Friday was a coup — not a revolution. And nobody yet knows whether the military, which has shown few democratic inklings in its nearly 60 years as the power behind the throne, truly intends to carry out its promises to upend the ruling order. Mubarak's vast state security apparatus remains intact, and now that the dictator is gone, opposition leaders may well return to bickering among themselves. It's also not clear what role the autocratic Suleiman — who said this week that Egypt has no "culture of democracy" — might play in the months ahead.

"Call me a party pooper, but I do not see Mubarak's resignation necessarily good news at this point for the opposition," said Nathan J. Brown, a leading scholar of Arab political systems. "They got what they said they wanted, but this is not a transition yet. It could still be a kinder, gentler Algeria."

<http://www.reuters.com/assets/print?aid=USTRE71A57220110211>

Mubarak swept away by people power, army

Fri, Feb 11 2011

By Alistair Lyon

CAIRO (Reuters) - Hosni Mubarak, an immovable object at the helm of Egypt for almost 30 years, finally met an irresistible force -- his own people.

In a couple of terse sentences, his vice-president, Omar Suleiman, declared Friday that the 82-year-old leader had stepped down, after 18 days of mass protests against his rule.

Egypt erupted in joy, a further humiliation for a man who always posed as a benign, tireless father figure protecting the stability of his country and serving the welfare of its people.

His downfall, under fierce pressure from pro-democracy protesters across Egypt, was apparently orchestrated by the military after it lost confidence he could weather the storm.

The former air force chief, who officials said had flown to the Red Sea resort of Sharm el-Sheikh with his family earlier in the day, had vowed not to flee Egypt and to "die on its soil."

In many ways, his removal bore an uncanny resemblance to that of former Tunisian President Zine al-Abidine Ben Ali, who fled his country last month, apparently after the Tunisian army refused to crush demonstrations demanding his overthrow.

Always dourly confident, never showing a trace of doubt about his lifetime achievements, Mubarak never seemed to grasp the depth of popular hatred he had accumulated in 30 years.

In a last desperate attempt to fend off the inevitable, he handed powers to Suleiman Thursday, but refused to step down before a presidential election due in September. He spoke in patronizing tones that only enraged the demonstrators further.

Mubarak once said he planned to "bear his responsibilities" as long as his heart was beating. But millions of angry Egyptians abruptly ended the autocratic leader's dream.

Their unquenchable determination to oust him, defying the vast security apparatus that enforced his writ, is likely to have led the military to draw the curtain on the Mubarak era.

The struggle to overthrow Mubarak has plunged Egypt into uncertainty after decades of repressive stagnation.

OBSESSION WITH SECURITY

Reflecting his obsession with security, the former pilot said 11 days ago that the surge of popular protests against him "impose on us a choice between chaos and stability."

His supporters can argue he saved Egypt from chaos after Islamist militants shot dead his predecessor in 1981, kept Egypt out of wars, restored relations with the Arab world after the 1979 peace treaty with Israel and, after long delays, allowed his government to open up the economy to stimulate growth.

He also managed to suppress a long Islamist insurgency in southern Egypt in the 1990s, after 1,200 people were killed.

But Mubarak's stubborn refusal to change the corrupt and authoritarian system he inherited finally caught up with him.

Eleven days ago he had been forced to promise he would not run in the September election and to name a vice-president for the first time. The concessions also killed off the presidential hopes of his businessman son Gamal, whose rise had led many to fear the establishment of a dynasty of latter-day pharaohs.

Up to 300 people may have been killed in the last 18 days of protests in Egypt, most of them by Mubarak's riot police.

The violence did not deter the crowds of demonstrators occupying Cairo's Tahrir (Liberation) Square, who had stuck doggedly to a simple demand: Mubarak must go and go now.

Mubarak was born on May 4, 1928, in the Nile Delta village of Kafr el-Moseilha. He joined the military academy in 1947, later opting for the air force and further training which took him to the Soviet Union, where he learned to fly bombers.

In 1967 he became director of the air academy and in 1969 air force chief-of-staff. President Anwar Sadat chose him to command the air force and prepare it for the 1973 war against Israel. Two years later Sadat appointed him vice-president.

Mubarak narrowly escaped death when soldiers linked to a radical Islamist group shot Sadat dead at a military parade in Cairo on October 6, 1981. He has been the target of several assassination attempts since, including a spectacular attack on his motorcade in Addis Ababa in 1995.

Sadat, the architect of peace with Israel, had taken Egypt far from its leadership role in the Arab world and upset many Egyptians by aligning the country firmly with the United States.

RESTORING ARAB TIES

Mubarak painstakingly restored ties with Arab states and was able to bring the Arab League back to Cairo.

After Iraqi President Saddam Hussein invaded Kuwait in 1990, Mubarak joined the United States and its allies in the campaign to drive the Iraqis out. In return he managed to win relief of Egyptian debts worth more than \$20 billion.

But in public he strongly advised against the U.S. invasion of Iraq in 2003, correctly predicting that it would cause chaos.

He rode out U.S. President George W. Bush's short-lived campaign for democracy in the Arab world, allowing multi-candidate presidential elections for the first time ever in 2005. But as soon as Bush lost interest he went back to his old ways, and the parliamentary election of November 2010 saw more abuses than any previous elections, rights groups said.

From the 1990s, Mubarak acted as an unofficial patron of the Middle East peace process, mediating between Palestinians and Israelis, and between rival Palestinian factions in an elusive quest for a settlement.

His Arab critics say he gave too much weight to U.S. and Israeli interests to the detriment of ordinary Palestinians.

After the Palestinian Islamist movement Hamas took control of the Gaza Strip in 2007 Mubarak went along with the Israeli blockade of the territory from the Egyptian side. When Israel attacked Gaza in early 2008 he allowed Israeli planes to fly over Egyptian territory on their bombing raids.

Mubarak, who has clung to power so long, finally hinted on Thursday that he had made errors and apologised to his people.

"Your demands are legitimate and just," he told the nation. "Mistakes are possible in any system and in any state but the important thing is to admit these mistakes and correct them."

(Editing by Alastair Macdonald)

Egypt protests topple Mubarak after 18 days



Fri, Feb 11 2011

By Edmund Blair and Samia Nakhoul

CAIRO (Reuters) - A furious wave of protest swept Egypt's President Hosni Mubarak from power on Friday after 30 years of one-man rule, sparking jubilation on the streets and sending a warning to autocrats across the Arab world and beyond.

Mubarak, the second Arab leader to be overthrown by a popular uprising in a month, handed power to the army after 18 days of relentless rallies against poverty, corruption and repression caused support from the armed forces to evaporate.

Mubarak, 82, had flown with his family from Cairo to the Red Sea resort of Sharm el-Sheikh, a ruling party official said.

Vice President Omar Suleiman said a military council would run the most populous Arab country for now. The council gave few details of what it said would be a "transitional phase" and gave no timetable for presidential or parliamentary elections. It said it wanted to "achieve the hopes of our great people."

Some question the army's appetite for democracy. Western powers are worried about the electoral strength of Islamist groups.

Ecstatic Egyptians celebrated a largely peaceful "White Revolution" in carnival mood. People embraced in Tahrir, or Liberation, Square, the main focus for protest, claiming a victory over their "Pharaoh" they hardly dared to believe.

"Nightmare over!" said tailor Saad el Din Ahmed, 65, in Cairo. "Now we have our freedom and can breathe and demand our rights. In Mubarak's era, we never saw a good day. Hopefully now we will see better times," said Mostafa Kamal, 33, a salesman.

In the United States, Mubarak's long-time sponsor, President Barack Obama said: "The people of Egypt have spoken." He stressed to the U.S.-aided Egyptian army that "nothing less than genuine democracy" would satisfy people's hunger for change.

Washington has pursued a sometimes meandering line since the protests began on January 25, apparently reluctant to lose a bulwark against militant Islam in the Middle East but also anxious to endorse calls for political freedom.

END OF BEGINNING

Behind the celebrations, there was a note of caution over how far the armed forces under Field Marshal Mohamed Hussein Tantawi, Mubarak's veteran defense minister, were ready to permit democracy, especially since the hitherto banned Islamist Muslim Brotherhood is one of the best organized movements.

"This is just the end of the beginning," said Jon Alterman of the Center for Strategic and International Studies.

"Egypt isn't moving toward democracy, it's moved into martial law and where it goes is now subject to debate."

U.S. officials familiar with the Egyptian military say Tantawi, 75, has long seemed resistant to change.

Suleiman, a 74-year-old former spy chief, annoyed some this week by questioning whether Egyptians were ready for democracy.

Al Arabiya television said the army would soon dismiss the cabinet and suspend parliament. The head of the Constitutional Court would join the leadership with the military council.

The best deterrent to any attempt to maintain military rule could be the street power of protesters who showed Mubarak they could render Egypt ungovernable without their consent.

As continued turmoil in Tunisia shows a month after the overthrow of the strongman there inspired young Egyptians to act, any government will face huge social and economic problems.

Leaders freely chosen by the people could also look to harness the vast creative energy and patriotic pride evident on the streets crowded with demonstrators for the past 18 days.

The crisis that brought down Mubarak was the worst since British-backed King Farouk was toppled in a military coup in 1952. Generals have ruled ever since, although Mubarak, and his predecessor Anwar Sadat in the 1970s, rarely appeared in uniform and kept active-service officers in the background.

POWERED BY GRIEVANCES

The protests united many Egyptians who have long harbored deep grievances against Mubarak, from youths unable to find jobs to activists who faced oppression and others who suffered brutality at the hands of the police.

A senior member of the Muslim Brotherhood said Egyptians had achieved the main goal of an uprising in which the Brotherhood initially took a cautious back seat: "This is the day of victory for the Egyptian people," Mohamed el-Katatni told Reuters.

Ayman Nour, who was jailed after challenging Mubarak in the 2005 presidential vote, said: "This nation has been born again, these people have been born again and this is a new Egypt."

Arab League Secretary-General Amr Moussa would leave the pan-Arab body "within weeks," Egypt's state news agency said. The former foreign minister, is seen as a possible president.

Protesters waved flags, set off fireworks and beat drums to celebrate a new chapter in Egypt's 7,000-year history. Text messages of congratulation zapped over mobile phone networks among ordinary Egyptians, hailing a victory for people power.

A speaker made the announcement in Tahrir Square where hundreds of thousands danced and sang, chanting: "The people have brought down the regime." Others shouted: "Allahu Akbar" (God is greatest). Women ululated in jubilation.

"We have done something unprecedented in 7,000 years, we have brought down the pharaoh," said Tareq Saad, a 51-year-old carpenter. "Egypt is free, it will never go back to what it was.

"We won't let it."

END TO INJUSTICE

Some declared an end to injustice. Others said they finally saw hope in a country they believed had lost its place as the political, cultural and economic heart of the Arab world. Most were just proud to be Egyptian on a day when history was made.

"It's broken a psychological barrier not just for North Africa but across the Middle East. I think you could see some contagion in terms of protests; Morocco, perhaps Jordan, Yemen," said Anthony Skinner of political risk consultancy Maplecroft.

In the eight weeks since young Tunisian Mohamed Bouazizi set himself alight in protest at poverty and oppression, triggering demonstrations, leaders across the region have made a variety of concessions and also tightened security. The risk of unrest spreading to oil states in the Gulf has helped boost oil prices.

Financial markets welcomed the news of Mubarak's departure, seeing less chance of a longer, bloodier conflict. Swiss authorities said they had frozen assets that might belong to Mubarak.

Washington wants a prompt democratic transition to restore stability in Egypt, a rare Arab state no longer hostile to Israel, guardian of the Suez Canal linking Europe and Asia and, thus far, a major force against militant Islam in the region.

Western powers, like Egypt's generals, will also be wary of Islamists winning power at the ballot box. Israel is particularly concerned.

An Israeli politician who spoke to Mubarak during his last hours in power said he slammed Washington for promoting democracy that would lead to "extremism and radical Islam."

Others say the young, Web-aware demonstrators in Cairo showed there is an Arab constituency for secular democracy.

The tumult over Mubarak's refusal to resign had tested the loyalties of the world's 10th biggest armed forces. They had to choose whether to protect their supreme commander or ditch him.

Ten days after the fall on January 14 of Tunisia's long-time leader Zine al-Abidine Ben Ali, Egyptians began demonstrating in huge numbers against inflation, unemployment and lack of freedom. The protesters whose revolt forced out Mubarak defeated all the tools his administration deployed against them.

First, the government sent in the riot police. Then, it cut mobile phone lines and the Internet. The government even sent F-16 fighter planes to buzz protesters in central Cairo.

When all else failed, Mubarak loyalists unleashed assaults by armed men in plain clothes, some on horseback or camels, who attacked demonstrators on February 2 with guns, knives and clubs.

(Reporting by Samia Nakhoul, Edmund Blair, Marwa Awad, Yasmine Saleh, Dina Zayed, Shaimaa Fayed, Alexander Dziadosz, Sherine El Madany, Patrick Werr, Alistair Lyon, Tom Perry, Andrew Hammond, Jonathan Wright, Peter Millership and Alison Williams in Cairo; Arshad Mohammed and Ross Colvin in Washington; Writing by Peter Millership; Editing by Alastair Macdonald)

<http://www.sify.com/news/gunmen-attack-police-in-rafah-after-mubarak-speech-news-international-lcloueicbcc.html>

Gunmen attack police in Rafah after Mubarak speech

2011-02-11 14:20:00

Al-Arish (Egypt), Feb 11 (DPA) Clashes took place between police and unidentified gunmen in Rafah, a town near Egypt's border with the Gaza Strip, witnesses said Friday, after President Hosni Mubarak refused to step down the day before.

Some people were ready to fire bullets in the air to celebrate Mubarak's resignation, as was expected late Thursday. Gunmen later attacked the police station after they were angered when he only shifted his powers to his deputy, Omar Suleiman, witnesses added.

The gunmen also fired rocket-propelled grenades in the attack.

<http://french.peopledaily.com.cn/96852/7285542.html>

Français>>Afrique

Mise à jour 12.02.2011 10h43

Egypte : 10 morts et 35 blessés dans des affrontements à El-Arish

Dix personnes ont été tuées et 35 autres blessées vendredi dans des affrontements entre manifestants et forces de sécurité dans la ville égyptienne d'El-Arish, a-t-on appris de sources de sécurité locales.

Les forces de sécurité ont fait usage de gaz lacrymogène pour dissiper les manifestants qui avaient afflué dans les rues pour se joindre à la vague de contestation nationale qui réclamait le départ du président égyptien Hosni Moubarak.

Les manifestants n'étaient pas satisfaits du discours qu'avait prononcé jeudi soir M. Moubarak, qui, selon eux, n'a pas répondu à leurs aspirations.

Le vice-président égyptien Omar Souleimane a lui annoncé vendredi que le président Hosni Moubarak avait démissionné et transféré le pouvoir à l'armée, une décision prise au terme de 18 jours de contestations populaires contre le régime.

Source: xinhua

<http://crisdegypte.blogs.liberation.fr/cairote/>

12/02/2011

Egypte: "Lève la tête bien haut ! Tu es égyptien!"

Le Caire, 12 février 2011. En Egypte, la dictature est tombée hier soir. Hommes femmes et enfants n'avaient plus qu'une seule chose à se dire : "Lève la tête bien haut, tu es égyptien".

J'ai retrouvé ce matin un témoignage qui m'a été envoyé il y a quelques jours par François Sureau, un écrivain que je connais bien parce que c'est mon beau-frère. Je le reproduis ci-dessous. Il n'a pas de titre et semble venir, sans introduction, de l'intérieur. Il m'aide en outre à formuler une pensée qui ne m'aura pas quittée tout au long de cette révolution, pensée qui me revenait à l'esprit à chaque fois que je lisais ce témoignage d'amitié : "Nous sommes tous des égyptiens !".

Parce que dans les rues de l'Egypte nous atteignons l'universel, je dois vous dire, à mon tour, que je ne me suis jamais senti aussi français, c'est-à-dire convaincu de mon droit et de celui des autres à la dignité humaine. Liberté, égalité, fraternité. Paix, dignité, justice et humanité.

Voici bien longtemps que nous sommes en paix, au dedans et au dehors de nos frontières. Il reste bien sûr des combats à mener, des idées à faire prévaloir, mais qui pourrait dire qu'ils suscitent en nous les mêmes émotions que naguère ? Nos souvenirs français semblent écrits dans une langue étrangère. Les mots, les images du passé se dessèchent entre les pages d'un roman national oublié en haut de la bibliothèque. Le bourgeois en haut de forme jetant au visage du souverain en visite : « vive la Pologne, monsieur ! » ; l'Eglise des prudents, des vieillards raisonnables jugeant l'éternelle jeunesse de la sainte et l'envoyant au bûcher ; les mots de Chamfort sur ceux qui pensent ce qu'il est de leur intérêt de penser ; la solitude de Picart, de Scheurer-Kestner au début de l'affaire Dreyfus ; Bernanos libéré de ses démons stigmatisant les évêques franquistes ; la voix du général appelant à résister les Français qui veulent rester libres, dans ce faux vers qui frappe aussi par son amertume, puisqu'il suppose

qu'il existe, en grand nombre peut-être, des Français qui ne veulent pas rester libres, des hommes qui préfèrent la servitude. J'ai rencontré hier un juif du Caire qui avait quitté l'Égypte en 1952 et n'avait jamais passé depuis une journée sans y penser. Nous passions rue Saint-Dominique en évoquant la révolution égyptienne, et il m'a dit : « le grand Charles, là où il est, il ne doit pas être fier de nous ». C'est ce « nous » qui m'a bouleversé et dont je voulais vous faire la confidence.

J'ai regardé les images de la place Tahrir le soir où Moubarak a déçu les attentes du peuple. Des hommes au seuil de la vieillesse avaient revêtu leur plus beau costume, parce que l'histoire passait. Je me suis souvenu de Cossery, d'Edmond Jabès, d'Henein, de Joyce Mansour, si longtemps exilés chez nous et dont personne ne pouvait partager la tristesse. Je revois ces photos publiées dans Match, de jeunes soldats, de jeunes femmes. Je relis la phrase de ce vieillard tenant un enfant par la main et qui disait : « c'est mon fils, et contrairement à moi il aura vécu comme un homme ». J'apprends que le juge Zakaria Abdel Aziz, président du tribunal de Shoubra, et l'un des magistrats les plus respectés d'Égypte, affilié à nul parti, à nulle confrérie religieuse, s'expose publiquement en condamnant le régime, et je me souviens du grand écrivain Tewfik El Hakim, de son humanité et de son intelligence. Quand Pharaon contraint cette fois à l'exode intérieur son peuple tout entier, je sais le camp que Mahfouz et Youssef Idriss auraient choisi, tout comme je sais que le Malraux du Bengale et le Bernanos d'Espagne n'auraient pas pris le parti des massacreurs. Le reste n'est que paille au vent. Diplomates effarés, dignitaires religieux dont le silence étonne, tortureurs d'Égypte et clients d'Occident, et vous, Boutros Ghali, dont la carrière a gangréné l'âme, vous avez été pesés dans une juste balance et vous avez été trouvés légers. Vive l'Égypte, messieurs !

François Sureau, écrivain. Auteur, notamment, de *Lambert Pacha*.

Rédigé à 08:57

<http://www.reuters.com/article/2011/02/11/us-egypt-elarish-shootout-idUSTRE71A5XQ20110211>

Police and protesters clash in Egypt's Sinai, 5 dead

ISMAILIA, Egypt | Fri Feb 11, 2011 1:48pm EST

ISMAILIA, Egypt (Reuters) - Five people died and 42 were wounded in clashes between Egyptian protesters and police in the north Sinai town of el-Arish on Friday, witnesses said.

Hundreds of people attacked the main police station using petrol bombs in the Mediterranean town near the border with Gaza in an attempt to free prisoners, before it was announced that President Hosni Mubarak had stepped down.

Three of those who died were policemen. Police evacuated the building, which was partly destroyed by fire, and prisoners managed to escape. Five police vehicles were set on fire.

(Writing by Andrew Hammond)

Mubarak resigns, military claims power in Egypt

By Tom Eley

12 February 2011

At about 6 p.m. on Friday, Egyptian Vice President Omar Suleiman went on national television and issued a brief statement saying that President Hosni Mubarak, who for 30 years ruled Egypt as a dictator, had resigned and left a group of top generals, the Armed Forces Supreme Council, in charge of the nation.

Egypt erupted in jubilation on word of Mubarak's resignation. A crowd numbering in the millions and spreading out for kilometers in all directions from Cairo's Tahrir Square broke out into singing, dancing, and tears of joy. Similar scenes took place across Egypt, including at a demonstration of hundreds of thousands in Alexandria.

Mubarak's departure came after 18 days of demonstrations and strikes that had waxed and waned, but that had generally grown in size and scope in spite of the brutal oppression of the regime. At this stage in the revolution, at least 300 have been killed—the real number is doubtless far higher—and thousands have been arrested and “disappeared”.

The decisive moment came Wednesday and Thursday, when the Egyptian working class moved to the forefront, partially or completely shutting down every sector of the economy.

The strike wave propelled the Egyptian military to finally move against Mubarak. Up until then, the Obama administration backed Mubarak, fearful that his removal would only spread the revolutionary contagion beyond Egypt and set the stage for a showdown between the Egyptian workers and the military, which will be neither willing nor able to address the social and democratic grievances of the masses.

There had been many indications that in his televised Thursday evening speech Mubarak would announce his resignation. Earlier in the day the nation's supreme military council convened before television cameras, in the conspicuous absence of Mubarak and Suleiman, and issued a document titled “Communiqué #1” that suggested a coup d'état had taken place. The same day a general appeared in Tahrir Square and told demonstrators their demands would be met.

Meanwhile, in the US, Central Intelligence Agency (CIA) Director Leon Panetta told Congress he expected Mubarak would step down later in the day.

When Mubarak appeared on television Thursday night and provocatively insisted he would serve out his term, while delegating additional authority to Suleiman, formerly the nation's top intelligence official and a close collaborator with the US and Israel, the stage was set for a social explosion.

Up until he made his announcement, it was unclear whether or not Mubarak would resign. In the morning, the military council issued another statement, “Communiqué #2,” supporting the dictator's speech of the night earlier. The document indicated the military would maintain its

allegiance to Mubarak indefinitely. The Obama administration once again refused to publicly call for Mubarak's resignation.

But Mubarak's speech only deepened the resolve of the population. Friday's demonstration centered in Tahrir Square was the largest to date. Demonstrations erupted elsewhere in Cairo, Egypt's capital and largest city, including around Mubarak's palace and the headquarters of the hated state television network. In the afternoon it was reported that Mubarak and his family had left the city for his Red Sea palace at Sharm el-Sheikh.

Heavily armed contingents of the Egyptian military were stationed throughout the city, raising the specter of a bloody confrontation, but as the day wore on fraternization between demonstrators and rank-and-file soldiers increased.

Alexandria, Egypt's second largest city, also saw its largest protest on Friday, a demonstration that numbered in the hundreds of thousands and snaked along the Mediterranean coastline for kilometers. Mubarak's Alexandria palace also became a focal point of the demonstration.

In the industrial city of Suez, a crowd estimated in the tens of thousands massed around ten government buildings. In the Sinai, the town of El-Arish was the scene of armed clashes between demonstrators and police. Police fired guns, and demonstrators responded by throwing firebombs and setting police cars alight. The governor of a southern Egyptian province was forced to flee the region in the face of violent protests in the morning.

It is believed that Mubarak's cabinet has been or soon will be disbanded, as have both the upper and lower house of parliament. It appears that Suleiman, the favored heir of both the US and Israel, will not assume the presidency. The ruling National Democratic Party also showed signs of dissolution, with its chairman announcing his resignation minutes before Mubarak's resignation was announced.

Little is known at this point what steps the military regime will take. A "Communiqué #3" issued by the military command after Mubarak's resignation said only that it was "studying" how it could meet the demands of the population. It did not lift the state of emergency that has governed the country uninterrupted for decades, saying that it would only be lifted after the current protests had ended.

The main opposition figures and parties, including both Mohammed El Baradei and the Muslim Brotherhood—which have worked systematically to contain protests—have insisted that the military be brought into any government. As late as Thursday night, a desperate El Baradei pleaded for the military to intervene to prevent the deepening of the revolution. "The army must save the country now," he said after Mubarak's speech on Thursday night. "I call on the Egyptian army to immediately interfere to rescue Egypt. The credibility of the army is on the line."

After Mubarak departed, El Baradei declared victory. "The country has been liberated after decades of repression," he said.

There is in fact not the slightest possibility that a military-backed government will meet the demands of the Egyptian masses—for jobs, good wages, and housing. The Egyptian military government is itself profoundly committed to the existing order. Its leading figures are deeply

integrated into the business enterprises, and it has been for more than three decades the basic guarantor of the Mubarak regime.

The military's assumption of power, with the backing of the Obama administration and bourgeois political forces like El Baradei and the Muslim Brotherhood, can only set the stage for a new phase in the revolution.

<http://www.liberation.fr/monde/01012319574-le-peuple-a-gagne-moubarak-s-en-va>

Monde 12/02/2011 à 00h00 (mise à jour à 14h32)

Le peuple a gagné, Moubarak s'en va

reportage

Dix-huit jours d'intense mobilisation ont eu raison du président égyptien, qui cède le pouvoir à l'armée. Un mois après la Tunisie, un deuxième régime autoritaire arabe tombe sous la pression populaire.

Par CLAUDE GUIBAL Le Caire, de notre correspondante, HÉLÈNE DESPIC-POPOVIC



Au Caire, dans la nuit de vendredi à samedi. (REUTERS)

Elle pleure, elle rit, Samar ne sait plus très bien. Tellement émue qu'elle en a oublié son niqab sur le canapé où elle était assise lorsque la télévision a annoncé le départ du président Moubarak. Tête nue, elle est descendue dans la rue, s'est mêlée au flot joyeux, bigarré, qui s'est engouffré dans les rues, direction Midan Tahrir, cette place de la Libération désormais si bien nommée. «*Le plus beau jour de ma vie!*» s'est elle écriée. Le Caire s'est transformé en mer de drapeaux noir- blanc-rouge flottant au vent. Partout, des chants, et une clameur incroyable sur la ville et ses 18 millions d'habitants. Une voiture passe, vitres baissées, dans les haut-parleurs une voix de femme, celle de Dalida, l'enfant du pays, chantant *Helwa ya baladi*, «*que tu es beau mon pays*».

Pantin. A l'approche de la place, les ponts sont saturés. Plus personne ne passe, la place est inaccessible. On se congratule, on s'embrasse. Toute l'Égypte, dans son incroyable diversité, tanguent au rythme des tablas. «*Tahya Masr !*» Vive l'Égypte ! «*L'armée et le peuple sont les doigts d'une même main.*» Les chars sont toujours là, certains barrés de graffitis enjoignant le vieil autocrate égyptien d'aller faire un tour en enfer. Sur Facebook, Twitter, les armes de cette contestation menée par les cyberactivistes du Mouvement du 6-avril, les messages tombent, émouvants ou drôles. «*Moubarak, fuck you very much !*» poste Rania, 40 ans.

Place Tahrir, le pantin désarticulé à l'effigie du raïs déchu flotte toujours au bout de sa potence. L'Égypte s'enivre d'une liberté avec des accents peut-être pleins d'illusions, elle qui en a été privée si longtemps. Dans les rues, ce n'est plus qu'un seul cri : «*Le peuple a gagné, c'est fini !*»

Le président Hosni Moubarak a démissionné et laissé le pouvoir à l'armée. Le vieillard de 82 ans s'est accroché le temps qu'il a pu, mais il a fini par lâcher les rênes d'un pouvoir qu'il ne tenait déjà plus. Les premières manifestations remontent au 25 janvier. Il aura donc suffi de dix-huit jours pour faire tomber un régime vieux de trente ans.

Mosquées. Annoncé comme une journée décisive, vendredi fut le jour où le pouvoir bascula. A qui le tour, s'interroge-t-on désormais dans les capitales arabes ? Ce matin-là, les révoltés de la place Tahrir se sont réveillés tôt. Les plus motivés ont campé sur place, dépités par le discours de Moubarak la veille. Celui-ci a abandonné ses prérogatives à son adjoint mais résiste encore. Or c'est son départ que réclame la foule. A tout prix. Comme chaque vendredi, on sait qu'il y aura plus de monde dans la rue lorsque les fidèles sortiront des mosquées. Le bruit circule : l'armée va adresser un «*important communiqué au peuple*». Il tombe après 11 heures. Dans ce message lu à la télévision, l'armée se porte garante des réformes promises par Moubarak, en premier lieu des «*élections libres et transparentes*» en septembre. Mais elle appelle aussi à «*un retour à la vie normale*». Insuffisant, répondent ceux qui ont pris place devant le palais présidentiel. On frôle l'incident.

Orgueil. Dans l'après-midi, les événements se précipitent. On annonce que le Président a quitté Le Caire avec sa famille, qu'il s'est rendu dans sa résidence de la station balnéaire de Charm el-Cheikh, dans le sud du Sinaï. Un député travailliste israélien révèle que Moubarak lui a dit au téléphone jeudi soir, avant de s'adresser à son peuple, qu'il cherchait «*une porte de sortie honorable*». Ainsi, ce ne serait que pour préserver son orgueil que le raïs, qu'on sait proche de la sortie depuis le 1^{er} février, date à laquelle il a promis de ne pas se représenter à l'élection présidentielle de septembre, s'accroche. Au Caire, le nombre de manifestants a encore enflé après la sortie de la prière du vendredi. Ils sont calmes, mais très déterminés. Un million de personnes sont mobilisées dans la capitale et à Alexandrie.

Alors que la retraite à Charm el-Cheikh de Hosni Moubarak n'est toujours pas confirmée, la présidence annonce qu'elle va diffuser un communiqué «*important et urgent*». Quelques milliers de manifestants ont pris le chemin du palais présidentiel à Héliopolis, une banlieue résidentielle du Caire.

Ce ne sera pas une journée sans victime. Une personne a été tuée à El-Arich, une station balnéaire sur la Méditerranée, dans le nord du Sinaï, à quelques dizaines de kilomètres de Gaza, lorsqu'un millier d'Égyptiens ont attaqué un poste de police pour aider des prisonniers à s'évader.

La seule nouvelle que la foule attendait intervient enfin vers 18 heures locales. «*Compte tenu des conditions difficiles par lesquelles passe le pays, le président Mohammed Hosni Moubarak a décidé d'abandonner le poste de président de la République et a chargé le Conseil suprême des forces armées de gérer les affaires du pays*», a déclaré, sur un ton compassé, Omar Souleiman dans une brève allocution télévisée. C'est donc un conseil suprême militaire qui dirigera le pays. En bref, le pouvoir est désormais dans les mains de l'institution militaire. Sur la place Tahrir, c'est la liesse : «*Le peuple a fait tomber le régime !*» Quelques minutes plus tard, on ne parle plus que du tweet que vient d'envoyer l'un des organisateurs de la contestation, le cybermilitant Wael Ghoneim, cadre de Google qui a passé douze jours en prison, les yeux bandés, et dont la réapparition sur la place Tahrir a relancé le mouvement au début de la semaine. Son tweet est lapidaire : «*Félicitations à l'Égypte, le criminel a quitté le palais.*»

promesse. Toute la soirée, personnalités et hommes politiques égyptiens ont rendu hommage aux manifestants. L'une des apparitions les plus remarquées devant le palais présidentiel a été celle du ministre de la Défense, Mohamed Hussein Tantaoui, qui à 73 ans est devenu de fait le dépositaire du pouvoir puisque c'est lui qui préside le Conseil suprême des forces armées. Une autre personnalité, le secrétaire général de la Ligue Arabe, Amr Moussa, qui pourrait à l'avenir jouer un rôle de premier plan, dit voir dans ces événements la possibilité de bâtir un nouveau «*consensus national*».

«Consensus» est sans doute le mot du jour. L'esprit du jour aussi. Dans un communiqué publié quelques heures plus tard, l'armée fait savoir qu'elle n'entendait pas se substituer à la «*légitimité voulue par le peuple*». L'armée bénéficie du soutien de l'opinion, malgré les répressions et les abus des droits de l'homme. Les Frères musulmans eux-mêmes ont senti le besoin de rendre hommage à sa retenue. «*Nous saluons l'armée qui a tenu ses promesses*», affirme Issam el-Aryane, un porte-parole de la confrérie.

Il ne fait aucun doute que c'est la promesse, lancée par l'armée le 31 janvier, de ne pas tirer sur la foule, qui a constitué l'événement charnière permettant à la foule de remporter la victoire. Avant cette date, au moins 300 personnes avaient été tuées. Le prix de la liberté.

<http://www.liberation.fr/monde/01012319511-je-sens-pour-la-premiere-fois-ce-que-le-mot-peuple-veut-dire>

Monde 12/02/2011 à 00h00

«Je sens pour la première fois ce que le mot "peuple" veut dire»

Interview

Alaa el-Aswany . Romancier

Par **ALEXANDRA SCHWARTZBROD**

«Il y a quinze jours, à cette heure-ci, je vous disais qu'une nouvelle Égypte était en train de naître. Je ne me suis pas trompé. D'ailleurs, je n'ai plus de voix à force d'avoir tant crié avec la foule.

«Les gens ont vraiment eu l'impression, jeudi soir, que Moubarak les prenait pour des imbéciles, il a redoublé leur colère. J'ai écouté ce discours parmi les 2 millions d'hommes et de femmes présents place Tahrir, j'étais là quand ils ont tous levé leurs chaussures en l'air, c'était incroyable, un moment très fort. Ils étaient tous prêts à mourir pour le faire partir et Moubarak insistait! Nasser, lui, après la guerre de 1967 contre Israël, perdue par l'Égypte, avait dit qu'il était le seul responsable et donné sa démission. Avec honneur ! On ne pouvait pas imaginer que Moubarak ne voit pas à la télévision ces millions de personnes réclamant son départ !

«Il y a eu un conflit évident au sommet du pouvoir. Ce n'est pas nous qui avons annoncé, jeudi, que Moubarak allait partir, c'est le chef de son parti ! Et d'ailleurs son discours, dans la soirée, ressemblait fort à un montage. On était sûr que l'armée était avec nous. Mais ça me rendait malheureux que Moubarak ne sente pas le danger qu'il faisait courir à son pays. J'ai participé à cette révolution depuis le début, la colère s'était accumulée, on ne peut pas jouer avec ça.

«La violence ne vient pas de la révolution, elle est déjà là : plus de 500 morts, des milliers de blessés, des criminels qui ont été libérés et armés... c'est la dictature qui a créé et qui crée la violence ! La rue n'avait plus confiance en Moubarak et en son régime, mais elle fait confiance à l'armée.

«Mais on n'a pas fait toute cette révolution pour donner le pouvoir à M. Souleiman ! Nous, on voulait juste qu'on nous dise que ce régime est fini. Et qu'on nous propose une période de transition sous la supervision de l'armée.

«El-Baradei ? Il est candidat à la succession de Moubarak. Je le connais bien, il a beaucoup de qualités, de personnalité. Mais la révolution n'appartient pas à M. El-Baradei !

«Quand on est en Égypte, on voit bien que la question des Frères musulmans n'est pas un sujet, je ne veux plus parler de ça.

«Je suis allé tous les jours place Tahrir, c'est mon devoir. Cela réconfortait les jeunes, ils sentaient qu'ils étaient soutenus par les écrivains. En 2007, quand j'avais dit que l'Égypte était proche d'un changement, on m'avait accusé d'être un rêveur ! Jeudi soir, devant un million de personnes, j'ai clamé : *"Il faut être bête ou naïf pour croire ce que Moubarak nous a dit !"* Depuis le début, j'essaie de jouer un rôle de porte-parole là où je suis connu. Mais dès qu'on aura la démocratie, j'arrêterai. Je suis d'abord un romancier.

«C'est un moment historique et aussi très humain. J'ai des dizaines d'histoires à raconter. C'est la première fois que je sens ce que le mot "peuple" veut dire. Ce n'est pas une histoire de politique qui se joue là. Les gens qui sont dans la rue ne font pas de politique, ils veulent juste libérer leur pays. Car la dictature, c'est une occupation.»

February 12, 2011

Military Offers Assurances to Egypt and Neighbors

By KAREEM FAHIM

CAIRO — As a new era dawned in Egypt on Saturday, the army leadership sought to reassure Egyptians and the world that it would shepherd a transition to civilian rule and honor international commitments like the peace treaty with Israel.

Exultant and exhausted opposition leaders claimed their role in the country's future, pressing the army to lift the country's emergency law and release political prisoners and saying they would present their vision for the government. And they vowed to return to Tahrir Square next week to celebrate a victory and honor those who had died in the 18-day uprising that toppled Hosni Mubarak after nearly 30 years of authoritarian rule.

In an announcement broadcast on state television, an army spokesman said Egypt would continue to abide by all its international and regional treaties and the current civilian leadership would manage the country's affairs until the formation of a new government. But he did not discuss a timetable for any transfer of power, and it was unclear how and when talks with opposition figures would take place.

The army spokesman said the military was "aspiring to guarantee the peaceful transition of power within the framework of a free democratic system that allows an elected civilian power to rule the country, in order to build a free democratic state."

The impact of Egypt's uprising rippled across the Arab world as protesters turned out in Algeria, where the police arrested leading organizers, and in Yemen, where pro-government forces beat demonstrators with clubs.

The Palestinian leadership responded by announcing that it planned to hold presidential and parliamentary elections by September. And in Tunisia, which inspired Egypt's uprising, hundreds demonstrated to cheer Mr. Mubarak's ouster.

Adm. Mike Mullen, chairman of the Joint Chiefs of Staff, will travel to Jordan and Israel for talks as both countries deal with the reverberations from Egypt's revolution.

In Tahrir, or Liberation, Square, some members of the broad movement that toppled Mr. Mubarak vowed to continue their protests, saying that all their demands had not yet been met.

A long list included an end to the emergency law that allows detention without charges, the dissolution of the Parliament, seen as illegitimate, and for some of the protesters, the prosecution of Mr. Mubarak. About 50 stood in the square on Saturday morning, as the military removed barricades and concertina wire on the periphery.

But the uprising's leading organizers, speaking at a news conference in central Cairo, asked protesters to leave the square.

The group, the Coalition of the Youth of the Revolution, which includes members of the April 6 Youth Movement, the Muslim Brotherhood Youth and young supporters of Mohamed ElBaradei, a prominent opposition figure, said that it had not yet talked with the military and that on Sunday it would lay out its road map for a transitional government.

The coalition said that Ahmed Zewail, a Nobel laureate in chemistry, and other respected figures would work as intermediaries between the youth group and the country's new military chiefs.

"The power of the people changed the regime," said Gehan Shaaban, a group spokeswoman. "But we shouldn't trust the army. We should trust ourselves, the people of Egypt."

Again, there were signs that not all the protesters were willing to give up. During the news conference, a woman yelled: "We should all head to Tahrir and stay there, until we ourselves are sure that everything is going as planned! The government of Ahmed Shafiq has to go!" Mr. Shafiq is the prime minister. The woman's shouts brought the news conference to a close.

As the protesters and opposition groups prepared an agenda, they sought clues about exactly whom they were negotiating with. On Friday, Vice President Omar Suleiman said that Mr. Mubarak had authorized the Supreme Council of the Armed Forces to manage the state's affairs, marking the transition from civilian to military rule.

Mr. Suleiman, a former general who became Egypt's foreign intelligence chief, straddled the two worlds. But Hosam Sowilam, a retired general, said Mr. Suleiman no longer played a leadership role. "Omar Suleiman finished his time," he said. "He's 74 years old." Others were not so quick to dismiss Mr. Suleiman, a close ally of Mr. Mubarak who was mentioned as his successor.

In interviews, protest leaders said they assumed that the defense minister, Field Marshal Mohamed Hussein Tantawi, 75, who was considered a loyalist of Mr. Mubarak, was now the country's de facto leader. On Saturday morning, his convoy tried to drive to Tahrir Square, according to a paratrooper stationed there. But he did not leave his car.

The military chiefs worked quickly to exert their influence, calling on citizens to cooperate with the police, after weeks of civil strife, and urging a force stained by accusations of abuse and torture to be mindful of the department's slogan: "The police in the service of the people."

Security officials said that the recently appointed interior minister, Mahmoud Wagdy, visited units of the department's feared security services on Saturday, in the hope of returning police officers to work. The officers vanished from Egypt's streets on Jan. 29 after violent clashes with protesters, and only small numbers have returned.

Reuters reported that Field Marshal Tantawi met with Mr. Wagdy to discuss the officers' return.

That security force, including plainclothes officers widely accused of abuse, are loathed by the protesters, who have demanded police reform to end brutality and, in particular, torture in police stations. Prosecutors are weighing charges against the previous interior minister, Habib

al-Adly, who seemed to ignore or encourage police abuses. But some analysts have suggested that he is a scapegoat, and that the real problem was a government that relied on harsh tactics.

At the same time, neighborhoods in Cairo and other cities have for weeks been forced to function without the police. The lack of public safety was underscored on Friday, when security officials said hundreds of inmates, freed by armed gangs, escaped from a prison in Cairo.

While the Egyptian military's commitment to international treaties reassured the United States and Israel, there was no indication whether such a pledge would survive a new government. The protesters in the square made it clear that they would reconsider all of Mr. Mubarak's foreign alliances, and many frequently referred to the deposed president as an Israeli or American agent.

Hamdy Hassan, a former member of Parliament from the Muslim Brotherhood, said the military had "acknowledged the revolution's legitimacy," but added that there were still doubts about its intentions. "We want a guarantee that we do not have another tyrant."

In Cairo, citizens embraced their new reality with humor, mild arguments and celebrations. The official state press gave a measure of the changes.

"The People Toppled the Government" said the headline in Al Ahram, the flagship state-owned national newspaper and government mouthpiece, borrowing a line from the protest movement. Another article noted that Switzerland had frozen the assets of Mr. Mubarak and his aides.

On state television, which for weeks depicted the protesters as a violent mob of foreigners, an anchor spoke of the "youth revolution."

Security officials said Saturday that the information minister, Anas el-Fekky, who many of the protesters say should be fired, was placed under house arrest.

In Tahrir Square on Saturday, thousands of volunteers who brought their own brooms or cleaning supplies swept streets and scrubbed graffiti from buildings. On the streets around the square, the celebrations from the night before continued, spurred on by honking drivers.

At night, the party started early, as tens of thousands of Cairo residents and visitors from all over Egypt filled the square, dancing and snapping pictures of their children standing on vigilant tanks.

The president's departure to his home by the Red Sea in Sharm el Sheik seemed for some to have stripped the country's political woes of some urgency.

Mr. ElBaradei's brother, Ali ElBaradei, said Mr. ElBaradei was taking the day off and had not been contacted by the military. "They will call when they call," he said.

Amr Hamzawy, who has acted as a mediator between the protesters and the government, said that "everyone is taking a break," though he expressed concern with the vague nature of the army's most recent statements.

“What is the timeline we are looking at?” he said. “Is it September?” He also said it was unclear whether the army council ruling the country favored amending the Constitution or starting from scratch, which is the preferred solution for many of the protesters.

There was also no clear sign from the military about whether it intended to dissolve Parliament, Mr. Hamzawy said, adding that so far the military’s tone had been “very, very positive.”

Reporting was contributed by David D. Kirkpatrick, Anthony Shadid, Mona El-Naggar, Dawlat Magdy and Scott Nelson from Cairo, and Thomas Fuller from Tunis.

<http://crisdegypte.blogs.liberation.fr/cairote/>

13/02/2011

Egypte: Pour une démocratie universelle, participez!



Le Caire, 13 février 2011. Deux jours après la démission d'Hosni Moubarak... accélération. Les questions concernant l'avenir de l'Egypte fusent et s'entrechoquent. Les priorités soulevées par les uns, sont ensevelies par celles revendiquées par les autres.

Une priorité à ne pas oublier: des centaines de manifestants sont portés disparus. Nous devons savoir où ils se trouvent, comment ils se portent et quel est leur statut légal.

Chacun suit avec attention les déclarations de l'armée désormais au pouvoir, secondée par un gouvernement de transition nommé par Moubarak avant sa démission. Ce gouvernement, dont le premier ministre est Ahmed Shafik, est très loin d'emporter l'adhésion des manifestants qui demandent sa dissolution.

Le Conseil Supérieur des Forces Armées a fait plusieurs déclarations rassurantes:

- interdiction faite à tous les anciens ministres de quitter le territoire national
- la constitution actuelle est déclarée caduque et illégitime
- l'Assemblée du Peuple va être dissoute
- le Conseil d'Etat va être dissout
- l'Equipe Gouvernementale actuelle va être maintenue

Le juge Zakaria Abdel Aziz et d'autres groupes et personnalités demandent la mise en place d'un Conseil Présidentiel représentatif, composé de plusieurs personnes issues de plusieurs courants politiques. Cette demande, pour l'instant, peine à se faire entendre.

Les efforts se poursuivent via Internet pour collecter les demandes exprimées par le peuple et les réunir afin que celles-ci soit soumises au gouvernement de transition. Une Coalition des jeunes à vu le jour. Des groupes sur Facebook également.

Le blogueur @Sandmonkey (Mahmoud Salem) propose de mettre en place un GoogleDoc qui permette à chacun de proposer ses idées. A peine le GoogleDoc mis en ligne, il reçoit une centaine de propositions, mais un saboteur visite la page et efface toutes les propositions.

En réponse, nous avons mis en ligne cette page et invitons les lecteurs de Libé à y déposer leurs idées avec le plus de concision possible. La langue dans laquelle vous exprimerez importe peu. Si vous écrivez l'arabe, ce serait bien sûr formidable. Et surtout, faites passer.

Pendant que les tweets reprennent de plus belle, la rue se vide. En fin de matinée, il n'y avait plus que quelques centaines de personnes dans cette place Tahrir complètement nettoyée par les manifestants, et dont les trottoirs ont été également reconstruits et repeints par des volontaires. Vers 12h00, un millier de personnes se dirige à nouveau vers la place. La cause? Une déclaration douteuse de l'armée sur le maintien du gouvernement actuel. Sur Twitter on se veut rassurant: «*On sait maintenant comment se rendre à Tahrir et il y a un vendredi toutes les semaines*» (en référence aux 3 vendredis précédents qui virent la mobilisation de millions de personnes).

A la télévision les langues se délient, mais la liberté de parole est encore un peu rouillée, les speakers se lancent puis s'auto-censurent. Beaucoup d'entre nous ont du mal à croire que la "vérité" se dit maintenant sur la première et la deuxième chaîne de la télévision nationale. Règlements de comptes, indignation. Ça balance pas mal à Cairo.

De tweets en tweets, on apprend que l'Iran se réveille et prépare une grande marche le 14 février 2011, qu'il y a 8 morts et 800 blessés en Algérie: : gaz lacrymogènes, balles en caoutchouc. Amer déjà vu. La rue Yéménite demande la chute du système, Khadafi annonce qu'il se joindra aux manifestants libyens. La Syrie autorise enfin l'utilisation des réseaux sociaux.

A suivre.

Rédigé à 18:16

<http://www.francesoir.fr/actualite/international/egypte-l-armee-veut-liberer-place-liberation-72825.html>

Accueil > Actualité > International > Egypte : L'armée veut libérer la place de la Libération

Révolte en Egypte 13 février 2011, 13h11

Egypte : L'armée veut libérer la place de la Libération

Place Tahrir, plusieurs milliers de manifestants exigent toujours la démission du gouvernement et la dissolution du parlement. En face, l'armée cherche prioritairement à ramener l'ordre.

SIPA

Au Caire, toute la place Tahrir est évacuée. Toute ? Non, plusieurs milliers de manifestants résistent encore à la pression de l'armée. Sur ce rond-point, épice de la révolution populaire déclenché le 25 janvier contre le régime d'Hosni Moubarak, un petit campement de protestataires refusait encore dimanche de quitter les lieux.

Autour de ce bivouac contestataire, la place de la Libération a repris son animation pré-révolutionnaire. Après la démission de Moubarak vendredi, la circulation y a repris ses droits, accompagnée d'opérations de nettoyage et de démontage des tentes.

Mais alors que les militaires tentaient dimanche matin de disperser les derniers manifestants, des milliers sont revenus en force place Tahrir. Ils sont venus soutenir ceux qui refusent toujours de partir avant que l'armée ne tiennent « ses promesses », à savoir la mise en oeuvre d'un processus d'élections libres, la levée de l'état d'urgence, la libération de la presse. En somme la garantie de protéger les « acquis » de la Révolution.

Ci-dessous, un militaire tente de calmer la foule sur la place Tahrir (crédits SIPA)

« L'armée est la colonne vertébrale de l'Egypte. La solution n'est pas de nous faire quitter la place. Elle doit répondre à nos demandes », a déclaré un manifestant dans un haut-parleur. Un peu plus tôt, le chef de la police militaire, Mohamed Ibrahim Moustafa Ali, avait appelé les contestataires à démonter leur tentes et à quitter la place pour permettre à la vie de reprendre son cours normal.

Le gouvernement, nommé par Moubarak quelques jours avant sa démission, a indiqué dimanche par la voix de son porte-parole qu'il resterait en place jusqu'à la fin de la période de transition. Un nouveau gouvernement sera alors nommé « sur la base de principes démocratiques ». Le calendrier de cette période de transition, entre les mains du Conseil suprême des forces armées (le véritable organe du pouvoir désormais) et de son chef Mohamed Hussein Tantaoui, reste toutefois à déterminer.

Par G. F. V.

<http://fr.euronews.net/2011/02/13/egypte-dissolution-du-parlement-et-suspension-de-la-constitution/>

Egypte : dissolution du Parlement et suspension de la Constitution

13/02 18:53 CET

Politique

Le changement est en marche en Egypte. L'armée au pouvoir annonce la dissolution des deux chambres du Parlement, ouvrant la voie à de nouvelles élections. La période de transition politique sera de six mois. Les militaires ont annoncé aussi la suspension de la Constitution en vue d'amendements qui seront soumis à référendum. Des décisions qui répondent aux exigences des manifestants.

Comme un symbole qui dit tout, on a décroché le portrait d'Hosni Moubarak dans la salle de réunion du gouvernement. Le cabinet égyptien s'y réunissait pour la première fois ce dimanche depuis le départ du président.

Son premier objectif, c'est restaurer la sécurité. Mais le Premier ministre a tenu aussi à rassurer à propos de la santé économique du pays :

“Notre position économique intérieure est solide. Nous avons assez de réserves pour le futur proche, notre situation est rassurante, très rassurante.”

La Bourse du Caire doit rouvrir mercredi. Elle avait fermé le 27 janvier, après avoir perdu environ neuf milliards d'euros en 48 heures.

La crise risque de coûter cher à l'économie de l'Égypte. La prévision de croissance du PIB égyptien pour 2011 est située entre 3 et 4,5%, au lieu des 6% prévus. Notamment à cause des pertes liées au tourisme.

<http://www.ft.com/cms/s/0/7914f3a2-37b3-11e0-b91a-00144feabdc0.html#ixzz1G8eTxjBF>

Egypt: Evolution of an uprising

By Andrew England and Michael Peel

Published: February 13 2011 22:14 | Last updated: February 13 2011 22:14



New era: demonstrators greet the news of Hosni Mubarak's resignation. Many plan to return to Tahrir Square every Friday to ensure the military council meets their demands

On the morning of Tuesday January 25, Sameh al-Sayed picked up his mobile phone, headed to his local mosque to pray, and then joined thousands of protesters on the streets of Cairo staging a national “day of anger”.

Lines of riot police with batons, tear gas and water cannon awaited the 28-year-old lawyer and his fellow marchers, deploying tactics that had served them well during years of small, occasional anti-regime demonstrations: divide, rule and destroy.

This time, despite the blows, the crowd kept moving until it reached the thousands already gathered in central Cairo's vast Tahrir Square.

"It was on that day that we broke the barrier of fear," Mr Sayed says.

That Tuesday was the first of 18 days that transformed Egypt, as a population often seen as apathetic rose up against its leadership, heralding a new era in the Middle East.

The protests that culminated in the resignation of President Hosni Mubarak on Friday after 30 years in power transformed the image of the Arab world – not least in its own eyes – from nations oppressed by autocratic regimes and absolute monarchies to peoples able to force regime change largely peacefully.

And the focal point was the Arab world's most populous nation, a significant US ally in a volatile region and one of only two Middle Eastern states to have formal relations with Israel.

Two days after Mr Mubarak's departure, Egypt's new leadership – a military council – had dissolved parliament, suspended the constitution and set a timeline of six months for presidential and parliamentary elections.

Tunisian spark sets Cairo alight

The fact that the flames of the revolt were lit by a small group of 20-somethings using social networks proved the more remarkable in a region where change occurs only rarely and tends to be violent.

Its roots can be traced to mid-January, when five youth groups pushing for change watched as weeks of demonstrations by Tunisians brought down President Zein al-Abidine Ben Ali, ending his 23 years of autocratic rule. The groups, which had called unsuccessfully for protests in the past, decided to try their luck once again, using social networks Facebook and Twitter to spread their demands for reform.

They picked January 25 – "police day", a public holiday in honour of a force widely loathed for its brutality. The scale of the response came as a shock, even to the organisers. For once, protesters far outnumbered police – and, though three people died on day one, an uprising began to gather momentum. The next day, protests spread to the cities of Alexandria and Suez and to villages outside Cairo.

Mohamed ElBaradei, the Egyptian Nobel laureate who tried last year to raise support on the streets for political reform, watched events unfold from Vienna. By Thursday he was back in Cairo to take up the cause of an uprising with no clear leadership.

The following day he joined the tens of thousands who flooded into the capital's mosques on a second "day of anger". The police were increasingly trenchant: as protesters marched on Tahrir Square, they surrounded mosques and closed off bridges and highways, firing round

after round of tear gas and rubber bullets as full-scale battles erupted across the sprawling city.

But though live fire was reported around the square, the human waves continued to press forward. Eventually, exhausted police officers gave up the fight, and protesters ran to hug them, thinking they had switched sides. As day drifted into night, the force melted away, leading to the occupation of Tahrir Square that symbolised the demonstrators' determination. Ruling party buildings and police stations were set ablaze and smouldered for days, metaphors for the regime's weakening grip on power.

After the revolt swelled that Friday, so the repression intensified. Mr Mubarak shut down the internet, imposed a dusk-to-dawn curfew and called in the army.

The president also made concessions that weekend, sacking the government and appointing a vice-president – Omar Suleiman, the intelligence chief. The protesters had scored a victory. The appointment of a vice-president for the first time put Gamal Mubarak, who many believed was being groomed as his father's successor, out of the picture. The concessions also suggested that the regime was nearing its end.

But such small steps only provoked greater anger and drew greater crowds.

In response, the regime had a nasty surprise. Caireans awoke on Saturday to find not a police officer in sight in a city of 15m people. In an apparent attempt to provoke chaos, the government had withdrawn the force. By the evening, as freed prisoners took to the streets, men were patrolling their communities with a makeshift armoury of guns, kitchen knives, golf clubs, steel bars and sticks.

The army shows its hand

But the disappearance of the loathed police and the deployment of the respected army emboldened protesters. "When we found the police had disappeared and the army had come, it was the moment we thought we were winning," Mr Sayed recalls.

By Monday the youths in Tahrir Square were busy planning a "million man march" for the next day. They came in their droves on Tuesday, all creeds, classes and ages, creating colourful human chains that stretched for miles across bridges and streets. The marchers circumvented burnt-out police trucks and squeezed between tanks to enter the square.

Families linked hands and waved flags, smart middle-class women dressed for a trip to the country club chatted and groups of men chanted "go, go" and "down Mubarak".

"They said it was going to be one million and I wanted to be one of the million," said Hala Haddara, a middle class mother joining the protests for the first time.

The army watched events calmly, having made its first, crucial statement that day not to use force against protesters.

Calls for Mr Mubarak to step down reached a new peak that day. The president responded with a televised midnight speech saying he had no intention of running in September elections and spoke of his love for his country and his decades of service.

Battle for control of the square

Many, however, saw the speech as too little, too late – a theme that would come to dominate, with the bitter distrust between the regime and the people deepening each day.

On Wednesday, signs of growing polarisation surfaced. As pro-Mubarak supporters took to the streets for the first time, the mood became increasingly ugly. Tens of thousands of regime loyalists thronged the fringes of Tahrir Square; some genuinely supportive of the “father” and “war hero”, others paid thugs and police in civilian clothes who launched violent attacks on their opponents.

A vicious battle for control of the square had broke out that afternoon; at one point a group of men on horses and camels charged, brandishing whips. Doctors in makeshift clinics described how they treated the same protesters several times as they insisted on returning to frontlines in spite of injuries.

The fighting continued on Thursday as the regime pushed on with a violent crackdown. Journalists and human rights activists were attacked as state media spread word that foreigners were behind the protests. Demonstrators stood firm and, by nightfall, the pro-Mubarak forces had disappeared.

The demonstrators claimed victory. “I will not go home, this is my home. I will stay here and will die here,” said Mahmoud El-Sahdar, a 25-year-old engineer.

After Friday prayers on February 4 – dubbed the “day of departure” – huge crowds squeezed once more into the square and pressure on the regime showed no signs of abating. A festive mood returned.

Saturday and Sunday passed relatively peacefully as many returned to their jobs. Cairo’s banks and some businesses reopened for the first time in a week. Mr Suleiman also held talks with opposition groups, including the Muslim Brotherhood, the banned Islamist group.

But by Monday, it was clear few had faith that the regime would implement genuine reforms. By now, people had been sleeping in the square for days as the demonstrators dug in for the long haul. A youth leader called it “the independent people’s republic of Tahrir Square”.

That evening Wael Ghonim – a Google executive who administrated one of the Facebook pages used to mobilise the youth – gave a tearful interview upon release from 12 days’ detention. His appearance appeared to resonate with people across the country. The following day, they claimed one of the largest gatherings since the revolution began.

Exuberance turns to anger

If the regime felt it could cling on, it was dealt another blow the next day as a wave of strikes and protests swept the country. Egyptians, it seemed, were freed from fear; there was no telling where the unrest might end.

Thursday began with a televised statement from the army, saying it had met in support of the people’s “legitimate rights”, interpreted as code for a transfer of power.

When state television reported that Mr Mubarak would address the nation, Tahrir Square was alive with anticipation. But exuberance turned to anger as it became clear the president was clinging on. The announcement that he was transferring his powers to Mr Suleiman was once again too little, too late.

Demonstrators, emboldened by their successes and hardened by the deaths of their comrades – estimated at about 300 – had grown tougher in their demands. There was a sense that the regime was mocking them.

In response, the protesters laid on a new show of force on the third Friday. Demonstrations spread across Cairo, with thousands gathering outside the presidential palace. “There’s no more space in Tahrir,” joked Mohamed Khairy, explaining why he and thousands of others had gathered outside state television headquarters.

Rumours swirled that Mr Mubarak had fled the country, followed by reports that he had flown to the coastal resort of Sharm el-Sheikh. The army’s pledge to guarantee protesters’ demands carried little weight with those still embittered by the experience of the night before.

Pledge to keep up pressure

But there was still time for a further twist as state television said another statement was to be made. Shortly after evening prayers, Mr Suleiman delivered a terse announcement that Mr Mubarak was resigning and the army was taking over.

Tahrir Square erupted with ululations and chants of “God is great”. Celebrations went on through the night, overflowing on to surrounding streets. Tanks became climbing frames for children, themselves embraced by soldiers.

“I kissed the ground,” says Mr Sayed. “I felt a moment of forgiveness because it is my country.”

The morning after, tens of thousands continued to pour into Tahrir Square, old and young bursting with pride and nationalism.

The protesters – many of whom plan to return every Friday to ensure the military council meets their demands – are working on what they hope they will be the dawn of a new era, starting with the square. As they clean up the demonstrators’ debris, some wear face masks to keep out the dust. Others have hastily made signs stuck to their jumpers.

“Sorry for the disturbance,” the signs say, “we are building Egypt.”

A CLEAN SWEEP: THE SPIRIT OF TAHRIR SPREADS

As protesters celebrated this weekend the revolution that evicted Hosni Mubarak, the former president, a new motto was born, *writes Heba Saleh*.

“Lift up your head, you are Egyptian,” chanted the ecstatic crowds of young people partying in Tahrir Square, the epicentre of the 18-day revolt.

The ousting of Mr Mubarak by a popular uprising unimaginable only a month ago, and the days of defiance that preceded it, have sparked an explosion of national pride unseen in Egypt for decades.

“We were buried, but now we have emerged,” says Mohamed Mostapha, an unemployed graduate in Tahrir Square. “We are going to build our future with our hands, and we will make this country advance.”

Not since the 1950s and 1960s have Egyptians felt so proud. Under the presidency of Gamal Abdel Nasser, the country saw itself as a rising nation and a beacon for a Third World shaking off colonialism. An earlier moment of national glory was in 1973, when the army crossed the Suez Canal and seized it from Israel in the initial days of a war that wiped out the shame of defeat in 1967.

After 30 years of Mr Mubarak’s stultifying leadership, however, the national psyche had been pummelled by a chain of big and small defeats. A country that saw itself as a regional leader fell behind in every domain and lost its self-confidence. Economically, culturally and diplomatically, Egypt appeared to have been overtaken by others in its neighbourhood.

During the past few years, despondency and self-loathing seemed to have gripped the nation. A freer press since 2005 highlighted every fault and failing, and nightly political shows on non-state television channels raked over the woes of the country, resulting in a deeper sense of impotence. Criticism and disgruntlement were rife – but with a rigged political system, the routes to change were blocked.

Perhaps best illustrating the sense of national alienation is the title of a widely publicised book of journalistic essays published 2008: *Egypt is not my mother. She is my stepmother*. The title is a play on the words of a “patriotic song” played endlessly by state television whenever national football team wins a game. The sport was until recently the only focus of national pride.

Now a new spirit is taking hold. The day after Mr Mubarak stepped down, hundreds of young people from all social classes descended on the vast expanse of Tahrir Square with brooms, dustpans and bin bags for an extraordinary clean-up operation.

“We came here to clean because, now that Mubarak has left and we got what we wanted, we have to take the initiative and change our country,” says Sherif Salem, who works for a financial consultancy.

It is too early to be certain whether the “spirit of Tahrir” will last – and whether the military, which now holds political power, will allow a meaningful transformation to inclusive democracy. But, for the moment, Egyptians say they have taken back their country.

“Everything used to be false, but now we are living the truth,” says Adel Ezzedin, a teacher. “I am very, very optimistic.”

Monde 14/02/2011 à 07h37

L'armée égyptienne commence à démanteler les institutions du régime Moubarak

Deux jours après la chute de Moubarak, l'armée a annoncé la dissolution du Parlement et la suspension de la Constitution. Le point ce lundi matin.

L'armée égyptienne a commencé dimanche à démanteler les institutions du régime de l'ex-président Hosni Moubarak qui lui a transmis le pouvoir avant de quitter son poste, en annonçant la dissolution du Parlement et la suspension de la Constitution.

Dans son *«communiqué numéro 5»*, le conseil suprême des forces armées a aussi indiqué qu'il prenait *«en charge la direction des affaires du pays provisoirement pendant six mois, ou jusqu'à la fin des élections législatives et pour la présidence de la République»*.

Le conseil suprême, instance formée d'une vingtaine de généraux, a décidé *«la dissolution de l'Assemblée du Peuple et de la Choura»*, les deux chambres du Parlement, et *«la suspension de la Constitution»* ainsi que la création d'une commission pour l'amender et organiser un référendum sur ces changements.

La dissolution du Parlement, après des élections fin 2010 entachées selon l'opposition par des fraudes massives, et la révision de la Constitution, qui limite les candidatures à la présidence, font partie des revendications des manifestants qui ont poussé M. Moubarak au départ.

L'armée a répété que l'Egypte restait liée par les traités internationaux signés, un message destiné à apaiser les inquiétudes des Etats-Unis et d'Israël quant au devenir des accords de paix israélo-égyptiens, qui font du Caire un partenaire incontournable des efforts de paix dans la région.

L'Egypte a signé la paix avec l'Etat hébreu en 1979, mais la population reste massivement opposée à une normalisation des relations.

Le ministre israélien de la Défense Ehud Barak a estimé dimanche que les développements en Egypte ne présentaient *«aucun risque»* pour les relations avec Israël, écartant une évolution à l'iranienne chez son voisin.

Le conseil militaire a aussi indiqué qu'il gouvernerait par décret-lois pendant la période de transition, et que son chef, le maréchal Mohamed Hussein Tantaoui, était chargé de le représenter *«à l'intérieur et à l'extérieur»*, ce qui fait de lui un quasi-chef d'Etat.

«Restaurer la sécurité»

Le gouvernement d'Ahmad Chafic, chargé des affaires courantes, s'est réuni dimanche pour la première fois depuis le départ sous la pression populaire de M. Moubarak.

M. Chafic a déclaré que sa première priorité était de «*restaurer la sécurité et de faciliter la vie quotidienne de la population*».

Il a assuré que l'ex-président était toujours à Charm el-Cheikh, une station balnéaire égyptienne sur la mer Rouge, démentant les rumeurs d'un départ à l'étranger.

Le ministre britannique du Commerce Vince Cable a appelé à une «*action internationale concertée*» sur les éventuels avoirs à l'étranger de M. Moubarak.

Près de 400 policiers ont par ailleurs défilé devant le ministère de l'Intérieur «*pour leur honneur*», en réclamant des hausses de salaires et l'exécution de leur ancien ministre, Habib el-Adli, révoqué fin janvier sous la pression de la rue.

M. El-Adli devait être entendu sous peu par le parquet de sûreté de l'Etat dans le cadre d'une enquête pour blanchiment d'argent, a annoncé dimanche une source judiciaire.

Les policiers, accusés de corruption et méprisés par une grande partie de la population, ont assuré qu'ils avaient reçu des ordres pour réprimer avec brutalité les manifestations exigeant le départ de M. Moubarak qui ont débuté le 25 janvier.

Par ailleurs, le secrétaire d'Etat aux antiquités Zahi Hawass a annoncé que huit pièces de grande valeur, représentant notamment le pharaon Toutankhamon, avaient disparu du Musée égyptien du Caire qui jouxte la place Tahrir, épice de la contestation contre le régime pendant dix-huit jours.

Un inventaire effectué après que des inconnus ont réussi à pénétrer dans le bâtiment le 28 janvier, pendant un rassemblement place Tahrir, a révélé qu'une statue en bois recouverte d'or de Toutankhamon portée par une déesse et deux autres d'Akhenaton et Néfertiti avaient notamment été dérobées. Une enquête a été ouverte.

Sur la place Tahrir, la circulation a repris. Seule une partie de la place, où quelques milliers de manifestants restaient présents, était fermée au trafic. Quelques brèves échauffourées ont eu lieu entre des soldats et quelques dizaines d'irréductibles refusant de quitter les lieux après la démission de M. Moubarak vendredi.

«*Nous ne voulons pas partir. Nous resterons jusqu'à ce que l'armée entende nos demandes*», a assuré Ahmed Afifi, 21 ans, évoquant la levée de l'état d'urgence et la libération des manifestants arrêtés.

Les tanks de l'armée postés aux entrées de la place étaient toujours présents, mais ne bloquaient pas les accès.

(Source AFP)

14/02/2011

Egypte: Tahrir vidé, manifs partout!

Le Caire 14 février 2011. "A bas Moubarak!" Vu, je coche. "A bas la constitution! A bas l'Assemblée du Peuple!" Ça, c'est fait aussi. "Elections libres! Gouvernement civil!" On y arrive, patience et, surtout, prudence petits pas.

Sans transition, la suite ne s'est pas fait pas attendre.

Tandis que l'on s'inquiétait de voir la place Tahrir se vider de ses manifestants, les nouvelles autorités furent prises de cours par la multiplication des grèves et de petites ou moyennes manifestations au Caire et en province. Une place de perdue, donc, mais dix de retrouvées.

Au menu: revendications sociales et salariales et grogne contre la hausse des prix des produits de première nécessité. Grèves dans des secteurs aussi divers que l'industrie pétrolière, les médias, la sidérurgie ou l'industrie textile.

Les salaires dans la fonction publique sont insignifiants et se situent autour de 35 ou de 40 euros par mois. A titre indicatif le kilo de viande se vend à 9€!

Même la police a défilé hier pour demander une hausse des salaires et scander à son tour: "Le peuple, la police, une seule main!".

Les employés des sociétés privées se mettent aussi en grève et arpentent les rues où sont domiciliées leur entreprises respectives: "A bas! A bas! Mon-sieur! Shé-rif!". "Mais qui est Monsieur Shérif ?" demande une voisine. "Le patron!" répond une salariée.

Les archéologues, les fonctionnaires du ministère de la culture et les guides touristiques ont pris d'assaut ce matin le Haut Conseil des Antiquités présidé par Zahi Hawass qui, *non solum* a été maintenu au gouvernement *sed etiam* a été bombardé Ministre des Antiquités. Colère et furie des personnes citées plus haut pour qui l'homme au chapeau est une icône de l'usurpation et de la corruption. Au pied de son bureau des centaines de manifestants crient: "Descends! Descends!" ou "Voleur! Voleur! Qu'as tu fait de mon musée!".

Ainsi, ce que l'on observe aujourd'hui n'est plus la foule compacte de Tahrir, mais des dizaines, voire des centaines de petits groupes plus déterminés que jamais à ce que, secteur par secteur, justice soit faite.

Rédigé à 13:14

February 14, 2011

Egypt's military calls for end to strikes, protests

By CBC News
CBC News

Egypt's ruling military council calls on labour leaders to stop strikes and protests unleashed by the uprising that ousted Hosni Mubarak from the presidency to allow a sense of normalcy to return to the country.

Egypt's ruling military council called on labour leaders to stop strikes and protests unleashed by the uprising that ousted Hosni Mubarak from the presidency to allow a sense of normalcy to return to the country.

A military spokesman read a communiqué on state television Monday as thousands of state employees, from ambulance drivers to police and transport workers, protested to demand better pay and conditions.

YOUR INTERVIEW

Send CBC journalists your questions about Egypt

[<http://www.cbc.ca/news/yourcommunity/2011/02/reporting-in-egypt-send-cbc-journalists-your-questions.html>]

The communiqué said Egypt needed a quieter climate so the military can run the nation's affairs at this "critical stage," and eventually hand over the reins of power to an elected and civilian administration. The statement also warned that strikes and protests hurt the country's security and economy, and gave a chance to "irresponsible parties" to commit "illegal acts." It did not elaborate.

By early afternoon Monday, a few dozen stalwarts remained, standing in one corner of the square and yelling for the release of political prisoners. The remaining protesters said they won't leave until all those detained during the revolt are released.

Mubarak's legacy

About Mubarak: His Life and Times [<http://www.cbc.ca/world/story/2011/02/11/f-hosni-mubarak-life-and-times.html>]

Egypt after Mubarak: What's Next? [<http://www.cbc.ca/world/story/2011/02/01/f-egypt-after-mubarak.html>]

Seize Mubarak's money: watchdog [<http://www.cbc.ca/money/story/2011/02/11/f-mubarak-money.html>]

Photos: Mubarak and world leaders [<http://www.cbc.ca/photogallery/world/4441>] CBC's Margaret Evans, reporting from Cairo, said traffic is moving through the area, and that an army of people with paint cans is trying to clean up the square.

The Central Bank of Egypt ordered banks across the country closed following a strike by employees of the National Bank, the largest state bank.

Meanwhile, Egypt's ambassador to the United States, Sameh Shoukry, said Mubarak, 82, was "possibly in somewhat of bad health," providing the first word about him since being ousted Friday.

Two Cairo newspapers said Mubarak was refusing to take medication, depressed and repeatedly passing out at his residence in the Red Sea resort of Sharm el-Sheikh. There was no immediate confirmation of the reports.

The Armed Forces Supreme Council is now the official ruler after Mubarak handed it power on Friday. It consists of the commanders of each military branch, the chief of staff and Defence Minister Hussein Tantawy.

The military rulers have requested that Britain and other European countries freeze assets held by members of Mubarak's former regime. On Monday, Britain's foreign secretary said European Union finance ministers are discussing the request and would freeze accounts if there is any evidence of "illegality or misuse of state assets."

On Sunday, military rulers dissolved the country's parliament and suspended the constitution - two key demands of some of the protesters. In a communiqué, the military leaders said they will run the country for six months, or until presidential and parliament elections can be held.

The military leadership also said it would form a committee to amend the constitution and set the rules for a popular referendum to endorse the amendments.

The coalition behind the protests has demanded the lifting of emergency law; creation of a presidential council, made up of a military representative and two "trusted personalities"; the dissolving of the ruling party-dominated parliament; and the formation of a broad-based unity government and a committee to either amend or completely rewrite the constitution.

<http://fr.rian.ru/world/20110214/188618809.html>

Egypte: la police manifeste son soutien à la révolution

Dossier: Hosni Moubarak démissionne



Caire, Egypte

© REUTERS/ Dylan Martinez

15:57 14/02/2011

LE CAIRE, 14 février - RIA Novosti

Plusieurs centaines de policiers égyptiens ont défilé lundi drapeau en main sur la place centrale du Caire pour montrer leur soutien à la révolution et au peuple, rapporte un correspondant de RIA Novosti sur place.

La police a ainsi voulu manifester sa solidarité avec le peuple égyptien et honorer la mémoire de quelque 300 personnes qui ont péri dans les affrontements.

Les militaires qui assument depuis vendredi le pouvoir en Egypte ont appelé lundi les manifestants à évacuer immédiatement la place Tahrir, sous la menace d'arrestation.

Toutefois, selon les dernières données, personne n'a été interpellé et plusieurs centaines de récalcitrants occupent toujours la place à l'heure actuelle.

Le président égyptien Hosni Moubarak, au pouvoir depuis 1981, a quitté son poste vendredi suite aux manifestations violentes lancées le 25 décembre dernier en réponse à la dégradation de la situation économique et sociale dans le pays. Les émeutes ont fait au moins 300 morts et plus de 5.000 blessés. L'armée restera aux commandes du pays jusqu'en septembre 2011, date de la prochaine élection présidentielle.

<http://www.afrik.com/breve27741.html>

Egypte : une usine de 24000 employés en grève

mercredi 16 février 2011 / 17:25

Des employés de Misr Filature et Tissage, la plus grande usine du pays, ont repris leur mouvement de grève ce mercredi pour réclamer une hausse des salaires et des meilleures conditions de travail, au lendemain d'une mise en garde de l'armée contre les conséquences "désastreuses" de nouveaux mouvements sociaux, rapporte Le Figaro. Faïçal Naoucha, un des organisateurs de la mobilisation, a indiqué que le personnel de l'entreprise qui emploie près de 24000 personnes à Mahallah, dans le delta du Nil, demande aussi le départ de deux des ses dirigeants.

<http://query.nytimes.com/gst/fullpage.html?res=9D05E1DA133DF935A25751C0A9679D8B63&scp=51&sq=egypt%20protests&st=nyt>

CBS Reporter Attacked in Cairo

By BRIAN STELTER

Published: February 16, 2011

6:14 p.m. | Updated | Lara Logan, the CBS News correspondent, was attacked and sexually assaulted by a mob in Cairo on Feb. 11, the day that the Egyptian President Hosni Mubarak was forced from power, the network said Tuesday.

After the mob surrounded her, Ms. Logan "suffered a brutal and sustained sexual assault and beating before being saved by a group of women and an estimated 20 Egyptian soldiers," the network said in a statement. Ms. Logan is recovering at a hospital in the United States.

Before she returned to Cairo on Feb. 10, she told the Web site of Esquire magazine that she thought her team included one security staff member. Equipped with expensive cameras and bright lights, television news crews regularly travel with security experts who assess threats in dangerous locations.

The trip was Ms. Logan's second to Egypt to cover the protests that have roiled the country in January and February. On her first trip, she was detained and interrogated overnight by security authorities.

During the protests, the Committee to Protect Journalists registered 53 assaults on journalists. It did not delineate the genders of the people affected. There were also dozens of cases of harassment during the weeks of protests, and some female journalists complained about being singled out by crowds. There were no other known sexual assaults.

The committee, whose board includes Ms. Logan, said Tuesday evening in a statement: "We have seen Lara's compassion at work while helping journalists who have faced brutal aggression while doing their jobs. She is a brilliant, courageous, and committed reporter. Our thoughts are with Lara as she recovers."

There is little information available about instances of sexual assault affecting journalists. In an article for the Columbia Journalism Review in 2007, the writer, Judith Matloff, wrote that foreign correspondents rarely tell anyone, "even when the abuse is rape."

This is a more complete version of the story than the one that appeared in print.

<http://mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=23260>

ÉGYPTE : La Révolution avortée

par Robert Bibeau

Mondialisation.ca, Le 17 février 2011

Le blog de Robert Bibeau

Révolution, ou révolte populaire ?

Lorsqu'on examine des événements politiques, il importe d'appeler un chat par son nom, au risque que les déceptions ne succèdent aux illusions. Impossible de biaiser : si un éléphant accouche d'une souris, inutile de tergiverser, il vaut mieux l'admettre et regarder la vérité en face pour y faire face. Après trente années de gestation, le peuple égyptien, gros d'une révolution, a vu l'accoucheur de l'armée assassiner le bébé.

Le dictionnaire de la langue française est formel : « Une révolution est le renversement d'un régime politique à la suite d'une action violente » (1). Une révolution c'est une révolte, c'est un soulèvement ayant pour but de détruire les bases d'un système politique et social, dans bien des cas corrompu, pour le remplacer par un autre, habituellement très différent du précédent.

Hosni Moubarak s'était engagé à quitter le pouvoir en septembre 2011, au terme de son cinquième mandat. Plusieurs centaines de martyrs et des milliers de blessés plus tard, les « révoltés du Nil » (2) auront obtenu qu'il avance sa démission de six mois et qu'en rédemption de ses crimes et de ses prévarications il se retire, avec ses milliard de dollars, dans sa datcha de Charm-el-Cheikh, muni d'un sauf-conduit et d'une promesse d'immunité entérinée par l'armée.

Il est utile de rappeler que le gouvernement du colonel Gamal Abdel Nasser a été mis en place, le 23 juillet 1952, à la faveur d'un coup d'État de l'armée égyptienne (3). Le successeur du colonel Nasser, le lieutenant-colonel Anouar el-Sadate, un temps espion de l'Afrika Corps, était issu des rangs de l'armée, tout comme allait l'être son successeur à la présidence, le commandant Hosni Moubarak (4). C'est l'armée égyptienne qui a désigné le commandant Moubarak à ce poste et c'est elle qui l'a soutenu dans ses projets de construction du Mur d'enfermement de ses frères arabes à Gaza, dans sa politique de démantèlement des capacités industrielles égyptiennes érigées sous Nasser et dans sa stratégie de soumission aux intérêts américains, ainsi que dans ses activités de collaboration amicale avec l'ennemi sioniste israélien, cela, sans la moindre défaillance, jusqu'au 11 février dernier.

Il y a quelque temps, Benjamin Netanyahu, Premier ministre israélien, pleurait la déchéance de son ami sioniste, le commandant de l'armée de l'air Hosni Moubarak, troisième président de la République arabe d'Égypte. Juste avant de tomber en disgrâce, le soldat Moubarak a nommé, avec l'assentiment de l'armée, le chef des services secrets de l'armée, le tortionnaire Omar Souleiman, au poste de Vice-président. Qui osera prétendre que cette nomination respectait les vœux démocratiques du peuple égyptien en colère ?

Souleiman, l'actuel chef du gouvernement provisoire, a déclaré publiquement qu'il couperait les pieds et les mains de tout Arabe palestinien qui traverserait la frontière égyptienne à Rafah, et l'armée constitutionnelle égyptienne a applaudi cette prouesse démagogique. Ce gouvernement provisoire, honni du peuple et illégitime, demeure en poste aux ordres de l'armée, après la soi-disant « victoire » (sic !) de la « plus grande révolution de l'histoire de l'humanité » (re-sic !) (5).

Enfin, sitôt réinstallé au pouvoir, le 11 février 2011, le Conseil suprême des forces armées n'a rien eu de plus pressé que d'appeler à la cessation de toute hostilité : « L'armée égyptienne, en charge du pays depuis la chute le 11 février du président Hosni Moubarak, a appelé lundi citoyens et syndicats à cesser les grèves et les protestations sociales, au moment où les mouvements sociaux prennent de l'ampleur. Le Conseil suprême des forces armées (les mêmes officiers qui s'étaient réunis au Pentagone quelques jours auparavant, NDLR), appelle les citoyens et les syndicats professionnels et ouvriers à assumer leur rôle de la meilleure manière, chacun à sa place (...), dans la paix et le retour au calme. » (6).

Il est extrêmement rare que l'armée d'un régime militaire tyrannique et corrompu soit une armée du peuple, démocratique, magnanime et complaisante pour la population qu'elle a réprimée pendant trente années. Il serait avisé de se méfier de tous ceux qui appellent à s'en

remettre à l'armée pour trancher en faveur du peuple qu'elle a réprimé, emprisonné, torturé : « L'armée, ce n'est pas la police, haïe pour son rôle répressif. Elle (l'armée) a joué un rôle national, s'est posée en défenderesse de la nation. Ce qui lui vaut un crédit moral. » (7). Ah bon ?

Bon an, mal an, les États-Unis accordent une aide de 1,3 à 1,7 milliard de dollars à l'armée égyptienne « révolutionnaire » afin de payer la solde de la piétaille et d'assurer la fortune des hauts gradés. Qui stipendie l'armée dirige l'orchestre des militaires et des tortionnaires.

Le fil des événements récents

Reprenons le verbatim de cette révolte populaire dramatique qui n'est jamais parvenue à se déployer en une révolution démocratique, ni, encore moins, en une révolution populaire anti-impérialiste.

Dès 2007-2008, soit avant même que la crise économique occidentale ne s'abatte sur l'Égypte, le chômage endémique concernait la grande majorité (76%) des jeunes diplômés des écoles spécialisées et des universités. Le chômage frappait également une partie de la classe ouvrière. Des grèves, pour la défense du pouvoir d'achat et pour l'emploi, bouleversaient ce pays exsangue. Les ressources de l'État étant accaparées par l'armée et par une coterie corrompue, les prix des aliments de première nécessité furent augmentés, sur les recommandations du FMI et de la Banque Mondiale. La rue se manifesta alors dans l'indifférence des médias occidentaux qui ne daignèrent pas faire état de ces grèves pour les salaires et pour l'emploi, ni de ces émeutes de la faim.

En décembre 2010, dans un petit pays, aux confins du Maghreb, la population excédée manifesta violemment contre un tyran exécré. Après plusieurs jours de protestation populaire, la « Révolte du jasmin » emporta le tyran Ben Ali, qui s'enfuit, muni d'un sauf-conduit, avec sa fortune si mal acquise. Le Conseil constitutionnel tunisien reprit en main la populace et reconsolida son emprise sur le pouvoir. Un cacique de l'ancien régime, le Premier ministre sortant Mohamed Ghannouchi assura l'intérim et ils nous cogitèrent, sous peu, quelques modifications à la constitution, pour un futur scrutin, à la grande joie des petits bourgeois friands d'élections « démocratiques » où le petit peuple aura l'opportunité d'entériner le choix de la gente armée, l'activité préférée des petits bourgeois « révoltés ».

En janvier 2011, inspirés par les événements de Tunis, de jeunes Égyptiens désœuvrés branchés sur Internet et sur Facebook entament un soulèvement populaire pour renverser le régime militaire-autoritaire du vieux raïs et de tous ses technocrates. Les technologies nouvelles offrent des moyens de communication mais elles ne fournissent pas, en kit, la conscience de classe, ni l'orientation politique, pas plus que l'expérience révolutionnaire. Ces jeunes cyber-révoltés de la Coalition du 6 mai ne connaissaient pas grand-chose à la politique et ils furent très faciles de les duper pour les vieux roublards de l'opposition patentée.

Rapidement, tout ce qui grenouille de petits bourgeois intellos occidentaux et de vieux politiciens sur le retour, s'agglutinèrent à ce mascaret. Les « Frères musulmans », dociles collabos du pouvoir, d'abord hésitants, entrèrent finalement dans la danse, divers comités de 'contestataires' de la vingt-cinquième heure surgirent de partout et chacun tenta d'accaparer la direction de l'action désorganisée et désorientée.

La lutte pour le pain, le travail, la dignité, l'équité et l'honnêteté devint assez rapidement, sous la férule des « petits bourgeois démocrates pacifistes », une bataille pour renverser Le tyran Moubarak.

L'Ambassade américaine au Caire, désemparée, et l'armée égyptienne, prise au dépourvu, apprécièrent à sa juste valeur le service rendu. Partant d'une « Révolution » devant débouter un régime tout entier, les comploteurs se retrouvèrent face à une « révolte » visant à chasser un tyran, dont l'armée n'était pas mécontente de se débarrasser. En effet, le vieux raïs cherchait à imposer son fils comme son successeur, un petit homme d'affaires médiocre n'ayant jamais appartenu à l'armée, et cela n'avait jamais fait l'objet d'un accord avec l'état-major.

Alors, plutôt que de jeter à bas toutes les institutions et la vieille constitution et de créer une assemblée constituante pour en rédiger une nouvelle, un gouvernement provisoire, dirigé par un criminel du sérail fut chargé de modifier quelques articles de la constitution toujours en vigueur. Tous les partis d'opposition pourront présenter un candidat à l'élection à venir et le candidat financé par les Américains et soutenu par les médias officiels l'emportera à coup sûr. Au cas improbable où celui-ci n'y parviendrait pas, il serait toujours temps d'annuler l'élection et d'imposer un nouveau coup d'État de l'armée, comme en 1952.

Dans le cas d'une « réussite » de ce plan et de la mise en place d'élections, « les Frères musulmans seront la fraction principale au Parlement. Les États-Unis encouragent ce cas de figure et ils ont, d'ailleurs, qualifié les Frères musulmans de « modérés ». C'est normal puisque les Frères musulmans acceptent la soumission à la stratégie américaine et laissent Israël libre de continuer à envahir la Palestine. Les Frères musulmans sont également en faveur du système de « marché » actuel, qui dépend totalement de l'extérieur. En réalité, ils sont également en faveur de la suprématie de la classe bourgeoise « compradore » au pouvoir et ils se sont opposés aux grèves de la classe ouvrière et à la lutte des paysans pour préserver la propriété de leurs terres. » (9). Pour les Américains et pour Israël, donc, il n'y a rien à craindre, de ce côté-là.

Épilogue

Partant d'une menace de « Révolution » incontrôlée, les apparatchiks se retrouvent maintenant confrontés à une révolte avortée, grâce aux bons soins de quelques démocrates pacifistes qui ont bien accompli leur travail de diversion au grand plaisir de l'armée.

Les jeunes internautes resteront désœuvrés (76 %) et les ouvriers continueront à chômer ; le pain restera hors de portée, les riches rentreront bientôt pour la curée et les capitaux du Golfe reviendront arroser les rives du Nil et les stations balnéaires des côtes de la Méditerranée et de la Mer Rouge.

Le 14 février dernier, quelques jeunes cyber-militants « révolutionnaires » naïfs ont rencontré les représentants de l'armée, qui leur a seriné quelques billevesées : « Le conseil suprême des forces armées a indiqué dimanche qu'il prenait en charge la direction des affaires du pays provisoirement, pendant six mois, soit jusqu'aux élections législatives présidentielles, tout en maintenant, pour la gestion des affaires courantes, le gouvernement formé par M. Moubarak le 31 janvier. Le gouvernement d'un cacique du régime, Ahmad Chafic, qui s'est réuni dimanche pour la première fois depuis le départ de M. Moubarak, a promis de faire de la sécurité sa toute première priorité ».

Vous aurez noté que la « sécurité » n'a jamais été une revendication de la rue égyptienne, mais plutôt une demande de la nomenklatura prise de panique.

« Nous avons rencontré l'armée (...) pour comprendre leur point de vue et présenter le nôtre, déclarent Wael Ghonim, un jeune informaticien devenu icône du soulèvement, et le blogueur Amr Salama, dans une note intitulée : "Rendez-vous avec le conseil suprême des forces armées" sur un site Internet pro-démocratie. Selon les jeunes militants, l'armée a également promis de "poursuivre en justice tous ceux qui sont accusés de corruption, quel que soit leur poste actuel ou passé". Les militaires, accusés par des groupes de défense des droits de l'homme d'avoir emprisonné et torturé des protestataires pendant la révolte, se sont aussi engagés à "retrouver tous les manifestants portés disparus ». (10) L'armée ne promet pas d'arraisonner les coupables, mais de retrouver les victimes (mortes ou vives).

Sans conscience et sans organisation révolutionnaire, voilà comment une « révolution » arabe se transforme en une « révolte » avortée. Cependant, les peuples arabes poursuivent leur soulèvement spontané et je suis absolument certain qu'ils ont déjà retenu les leçons de cette expérience, qui n'est certes pas terminée.

Notes

(1) <http://www.toupie.org/Dictionnaire/Revolution.htm> et <http://www.linternaute.com/dictionnaire/fr/definition/revolution/>

(2) Les voici, les révoltés du Nil. Robert Bibeau. 10.02.2011. <http://www.robertbibeau.ca/palestine/edito10022011.html>

(3) http://fr.wikipedia.org/wiki/Gamal_Abel_Nasser

(4) http://fr.wikipedia.org/wiki/Anouar_el-Sadate et http://fr.wikipedia.org/wiki/Mohammed_Hosni_Moubarak (5) Déclaration outrancière lu sur les réseaux sociaux Facebook et Twitter.

(6) <http://www.liberation.fr/monde/01012319583-l-armee-commence-lever-les-barricades-place-tahrir>

(7) Entretien avec le sociologue Rachad Antonius. L'humanité. 9.02.2011. KARIMA GOULMAMINE http://www.humanite.fr/09_02_2011-entretien-avec-le-sociologue-rachad-antonius-464661

(8) L'insurrection en Égypte. Samir Amin. 7.02.2011.

(9) <http://www.aloufok.net/spip.php?article3317>

(10) AFP. 14.02.2011. 10 :38. Pays Égypte. GIGI. FRS10780685. / AFP-Ok98.

L'armée égyptienne dirige un vaste empire commercial

Par Mike Head

19 février 2011

L'armée égyptienne a été présentée par le gouvernement d'Obama, ainsi que par les dirigeants de l'opposition officielle égyptienne, tel Mohammed ElBaradei, comme la garante d'une « transition en bon ordre » vers un nouvel ordre démocratique. C'est entièrement faux. Les généraux ont une longue histoire de répression contre la classe ouvrière, à commencer par le passage en cour martiale et l'exécution de deux meneurs de la grève des travailleurs du textile juste un mois après le coup militaire de 1952 qui instaurait le régime de Nasser (voir aussi : La classe ouvrière égyptienne prend le devant de la scène).

Contrairement à ce qu'affirme le mythe de la neutralité des forces armées, toutes les crises aiguës de cette dictature militaire à la solde des États-Unis ont vu les troupes mobilisées pour contrôler le mécontentement de la classe ouvrière. Ces occasions comprennent les émeutes de la faim de 1977, déclenchées par l'application des mesures de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international pour augmenter les prix, ainsi qu'une révolte des conscrits servant dans la police du Caire et d'autres villes en 1986.

En août dernier, huit employés de l'usine militaire 99 ont été mis en accusation – devant un tribunal militaire – pour avoir appelé à la grève. Les travailleurs avaient demandé des conditions de travail plus sûres, comme ils en ont formellement le droit d'après la loi égyptienne, après l'explosion d'une chaudière qui avait tué un travailleur civil et blessé six autres. Les grévistes ont été accusés de « révéler des secrets militaires » et d'avoir « illégalement arrêté la production ». En fin de compte, après un procès rapide, trois ont été acquittés et les cinq autres ont reçu des peines avec sursis. Ce verdict a été considéré comme clément, mais il permettait à l'armée d'envoyer un message très clair : « Il n'y a pas de grèves dans une société militaire, » a déclaré le général en retraite Hosam Sowilam au New York Times.

Outre son engagement sans réserve au maintien de l'ordre capitaliste dans son ensemble, le corps des officiers égyptiens dirige son propre empire industriel aux dimensions imposantes, qu'il a développé à partir du coup de 1952. L'usine militaire 99, à Helwan au Sud du Caire, en est un parfait exemple. L'usine produit une grande variété de biens de consommation – des casseroles et des poêles en acier inoxydable, des extincteurs, des échelles, de la coutellerie – en plus de sa première fonction qui est de forger des composants métalliques pour les munitions d'artillerie.

Le maréchal Mohamed Tantawi, qui a servi l'ex-président Moubarak toute sa vie, est toujours ministre de la défense et ministre de la production militaire, postes qu'il détient depuis 1991. Cela fait de lui non seulement le commandant en chef de la junte militaire mais aussi, le directeur général d'une entreprise commerciale géante gérée comme une armée.

Les firmes contrôlée par l'armée sont des acteurs importants dans des secteurs essentiels, y compris la nourriture (huile d'olive, lait, pain et eau) ; le ciment et les carburants ; les vêtements ; l'électroménager ; la production de véhicules (il y a des partenariats avec Jeep pour produire des 4x4 Cherokee et Wrangler) ; les stations de tourisme et l'hôtellerie ; ainsi

que le bâtiment, secteur dans lequel l'armée a le droit de faire travailler ses conscrits durant leurs six derniers mois de service.

Parmi la gamme de produits vendus par les compagnies militaires, on trouve des équipements médicaux, des ordinateurs portables, des télévisions, des machines à coudre, des réfrigérateurs, des bouteilles de gaz, et la marque d'eau minérale la plus connue d'Égypte, Safi. Les entreprises militaires ne payent pas de taxes et sont exemptées des règles qui s'appliquent aux autres.

Les généraux contrôlent également de grandes portions des terrains publics, qui sont de plus en plus convertis en communautés gardées et en stations de tourisme au bénéfice du corps des officiers comme du reste de l'élite du monde des affaires égyptien indécemment riche. Parmi ces stations, il y en a une sur la Mer rouge à Sharm el-Sheik, où Moubarak se serait réfugié dans un de ses palais en bord de mer. Les terrains de golf extravagants et bien arrosés sont devenus très célèbres dans ce pays où des millions de gens n'ont pas accès à l'eau courante.

Les estimations de l'étendue de l'empire industriel et commercial de l'armée sont divergentes – en partie parce qu'il est interdit de diffuser des informations sur les activités de l'armée en Égypte. Paul Sullivan, professeur à l'Université de la défense nationale américaine, affirme que les conglomérats militaires représentent probablement entre 10 et 15 pour cent des 210 milliards de dollars (155 milliards d'euros) produits annuellement par l'économie égyptienne.

D'après le professeur Robert Springborg, de l'école doctorale de la Marine américaine, les estimations du contrôle de l'armée sur les affaires égyptiennes varient de 5 à 40 pour cent. Quel que soit le nombre exact, les officiers de l'armée égyptienne empochent selon une récente interview de Springborg, « des milliards et des milliards » de dollars. Il a dit au site Global Research : « C'est un conglomérat commercial, comme General Electric. Il est présent dans pratiquement tous les secteurs de l'économie. »

Le Ministère de la production militaire emploie à lui seul 40 000 civils et réalise environ 345 millions de dollars (254,5 millions d'euros) de bénéfices annuels, d'après son chef, l'ex-général Sayed Meshal. Un journaliste du site Internet Slate, qui l'interviewait l'année dernière, a décrit le « quartier général luxueux » du ministère. Il y a « des rambardes dorées » et « de luxueux comptoirs de bar faits sur mesure. » L'endroit « baigne dans l'argent. »

Au sommet de cette pyramide de richesses, se tenaient Moubarak, lui-même un ex-commandant militaire, et sa famille. Leur fortune s'élève à 70 milliards de dollars (51 milliards d'euros), d'après un reportage de la chaîne américaine ABC. La famille aurait des propriétés à Manhattan, Beverley Hills, en Californie et à Londres, ainsi que des comptes très bien garnis dans des banques anglaises et suisses, elle aurait également beaucoup investi dans les hôtels et le tourisme sur la Mer rouge.

Washington, qui s'en remet maintenant à Tantawi pour restaurer l'ordre, connaissait depuis longtemps les intérêts vénaux des généraux, qui collaborent intimement avec le Pentagone en échange de l'aide militaire et des armes fournies qui représentent en moyenne 2 milliards de dollars depuis 1979. Dans une communication diplomatique datant de 2008 et publiée par WikiLeaks, l'ambassadeur Margaret Scobey relatait que « les analystes perçoivent l'armée comme conservant une forte influence par son rôle dans la garantie de la stabilité du régime et la gestion d'un large réseau d'entreprises commerciales. »

Scobey a dit que ses sources « confirment que le régime donne aux six hommes d'affaires du gouvernement carte blanche pour mener leurs activités commerciales, mais que le ministère de la défense peut interrompre n'importe quel contrat pour "raisons de sécurité". » L'une des sources « a indiqué que les compagnies militaires construisent la route moderne vers la station balnéaire d'Ain Soukna sur la Mer rouge, à 90 minutes du Caire et de la nouvelle annexe de l'Université du Caire. Il remarque le grand nombre de terrains dont l'armée est propriétaire dans le Delta du Nil et sur la côte de la Mer rouge, et suppose que ces propriétés sont une « prime » en échange de la garantie par l'armée de la stabilité du régime et de la gestion d'un large réseau d'entreprises commerciales. »

Scobey a relaté l'existence de « tensions économiques et commerciales entre l'élite dirigeante et l'armée, » mais a conclu que « la relation d'ensemble entre les deux semble toujours être coopérative plutôt qu'adverse. » Sa communication décrivait le malaise de l'armée devant la montée du fils de Moubarak, Gamal, élevé pour succéder à son père au poste de président. Elle a observé que son pouvoir repose sur la couche de super-riches qui ont profité de la privatisation générale des entreprises publiques depuis 2004, plutôt que de l'élite militaire.

Ce que cette communication diplomatique ne mentionne pas cependant, c'est la première inquiétude des chefs militaires : que la disparité évidente des richesses produites par la privatisation risquait de générer des troubles sociaux violents. La vente de plusieurs centaines d'entreprises aux profiteurs liés à Gamal Moubarak a entraîné le licenciement de milliers d'employés. En même temps, toujours pour le compte d'intérêts financiers étrangers, les aides sociales pour les biens de consommation de base ont été réduites voir supprimées, créant une pauvreté dure et un immense mécontentement populaire.

Samer Shehata, universitaire égyptien travaillant à l'Université de Georgetown, a déclaré au Time que l'armée avait mis en garde en 2008 contre les centaines de grèves que les changements économiques d'après 2004 avaient déclenchées. « Ils disaient que cela devenait une question de sécurité nationale. » L'un des groupes qui se sont organisés sur Facebook cette année a pris son nom, le Mouvement du 6 avril, d'une grève des travailleurs du textile dans le Delta du Nil le 6 avril 2008 qui fut écrasée brutalement par le régime.

C'est la montée puissante de la classe ouvrière qui s'est approfondie et élargie depuis 2008, que les commandants militaires sont déterminés à défaire à tout prix. Loin de représenter un instrument démocratique, l'armée est une force consciemment contre-révolutionnaire, déterminée à écraser le soulèvement des travailleurs pour défendre ses propres intérêts très étendus, ainsi que ceux de ses trésoriers aux États-Unis.

(Article original paru le 17 février 2011)

<http://www.nytimes.com/2011/02/18/world/middleeast/18egypt.html?sq=egypt&st=nyt&scp=21&pagewanted=print>

February 17, 2011

Suez Canal Workers Join Broad Strikes in Egypt

By ANTHONY SHADID

CAIRO — Hundreds of workers went on strike on Thursday along the Suez Canal, one of the world's strategic waterways, joining others across Egypt pressing demands for better wages and conditions. The protests have sent the economy reeling and defied the military's attempt to restore a veneer of the ordinary after President Hosni Mubarak's fall last week.

The labor unrest this week at textile mills, pharmaceutical plants, chemical industries, the Cairo airport, the transportation sector and banks has emerged as one of the most powerful dynamics in a country navigating the military-led transition that followed an 18-day popular uprising and the end of Mr. Mubarak's three decades of rule.

Banks reopened last week, but amid a wave of protests over salaries and management abuses promptly shut again this week. The opening of schools was delayed another week, and a date has yet to be set for opening the stock market, which some fear may plummet over the economic reverberations and anxiety about the political transition.

The military has repeatedly urged workers to end their strikes, to no avail.

“For 30 years, there were no protests at all — well, not really — and now that's all there is,” said Ibrahim Aziz, a merchant in downtown Cairo. “The situation's a mess.”

For days now, the military leadership has sought to steer a country in the throes of a political transition that could remake Egypt more dramatically than at any time since the monarchy was overthrown in 1952. In a series of statements, it outlined steps to amend the Constitution and return Egypt to civilian leadership within six months, though the exact date for elections for the presidency and Parliament was left ambiguous.

So far the military seems to enjoy broad popular support, not least for forcing the departure of Mr. Mubarak to his residence in the Sinai town of Sharm el Sheik, though some have complained of decision-making that remains utterly opaque to the public. Mohamed ElBaradei, a Nobel laureate and critic of Mr. Mubarak, complained this week about that lack of transparency and the speed of the transition the military has outlined.

Other critics have questioned why the military has refused to free thousands of political prisoners and lift the Emergency Law, which gave the Mubarak government wide powers in arresting and imprisoning people it deemed opponents. Thursday was the second day without the military's issuing any communiqués on its intentions in the weeks ahead, and questions about forming political parties and civil rights are left unanswered.

“There has not been very much coming out about what I call the infrastructure — even the temporary infrastructure — for democracy,” a Western diplomat in Cairo said Thursday. “That seems to me an area where further clarification would be important.”

The diplomat said Field Marshal Mohamed Hussein Tantawi had emerged as the clear leader of the Supreme Council of the Armed Forces, to which Mr. Mubarak delegated power when he resigned last Friday. “Tantawi seems to be the acting president of Egypt,” the diplomat said. Though the council has maintained contacts with the United States through the Defense Department and the National Security Council, it has proved disciplined in keeping its deliberations from diplomats and opposition leaders.

“What one would have liked to see is more transparency in this whole Supreme Council deliberation process,” the diplomat said under customary rules of anonymity.

Egypt’s revolution was, in some ways, remarkable for the consensus over its demands, primarily the end to Mr. Mubarak’s authoritarian rule, with disparate ideologies subsumed in the narrative of a popular uprising. But already this week some of the fundamental rules that have underlined republican Egypt have begun to be renegotiated.

The head of Al-Azhar, once one of the world’s foremost institutions of religious scholarship, has called for its leadership to be elected, not appointed by the government, a change that could reverse decades of the institution’s abject subordination to the state. The strikes may prove no less decisive as they gather momentum in turning back years of privatization that left workers with fewer protections and more grievances.

In a statement Thursday, striking workers in Mahalla el-Kobra, the center of the country’s textile industry and a stronghold of labor resistance in the Nile Delta, said that they would no longer take part in a government-controlled labor union but that they would rather join the new Egyptian Federation of Independent Trade Unions, which it said was set up on Jan. 30.

The striking workers at the Suez Canal Authority said their protests in the three major canal cities — Suez, Port Said and Ismailiya — would not interfere with the operations of the canal, which links the Mediterranean with the Red Sea and the Indian Ocean. One of the world’s busiest waterways, the canal serves as one of Egypt’s primary sources of revenue and a major transit route for global shipping and oil.

Other strikes were reported at textile plants in the coastal city of Damietta and a pharmaceutical factory in Alexandria, Egypt’s second-largest city. Taken together they are thought to number in the tens of thousands of workers in one of Egypt’s most pronounced episodes of labor unrest. The problems point to a growing challenge for the military and the caretaker government: How to satisfy demands as the economy staggers.

“Everyone is looking for money, and there is none to be had,” said Hani Shukrallah, a political analyst and editor.

The economic woes have done little to dim the surge of optimism voiced in both Cairo and the countryside. Just days after the tumult in Tahrir Square, among the few telltale signs of the protests are vendors hawking Egyptian flags, and a memorial to protesters killed on Jan. 25 and the demonstrations that followed. On the lawyers’ syndicate building a banner called for Thursday to be a “Day of Purification.” Young protest leaders posted a plea on the walls of buildings in a nearby square to persist in their revolutionary fervor.

“From this day, your country is yours,” one read. “Don’t throw trash, don’t disobey traffic signals, don’t pay bribes, don’t forge papers and complain about anyone who neglects their job. This is your chance to build your country with your hand.”

It was signed “Youth of the Jan. 25 Revolution.”

“The problem with the old system was that it separated us,” said Sherif Abdel-Aziz, 34, a businessman. “Nothing brought us together. Everyone lived to eat and survive, and you didn’t even care about your brother. Now people want to do something.”

Kareem Fahim contributed reporting.

<http://fr.rian.ru/world/20110218/188660012.html>

Egypte: la police rattrape des détenus évadés

Dossier: Crise politique en Egypte



La police en Egypte

© RIA Novosti. Svetlana Ivanova

16:33 18/02/2011

LE CAIRE, 18 février - RIA Novosti

Les forces de l'ordre égyptiennes ont pour le moment réussi à remettre en prison près de 11.200 détenus qui s'étaient évadés lors des troubles initiés le 25 janvier, a annoncé un communiqué du ministère égyptien de l'Intérieur, cité vendredi par les médias locaux.

Plus de 23.000 détenus, parmi lesquels des repris de justice et des extrémistes, se sont évadés des prisons égyptiennes, profitant des désordres qui ont eu lieu dans le pays en janvier-février. Une quantité importante d'armes a été volée dans les commissariats de police et les armureries. Selon les médias, la police est parvenue à récupérer près de 2.500 armes volées.

Actuellement, le ministère de l'Intérieur essaie de rétablir l'ordre et la stabilité dans le pays. Le Conseil suprême des forces armées de l'Egypte, qui a hérité du pouvoir après la démission de Hosni Moubarak, a exhorté les citoyens à soutenir les forces de l'ordre en vue de rattraper et de remettre en prison les fugitifs.

<http://www.nytimes.com/2011/02/19/world/middleeast/19egypt.html?sq=egypt%20&st=nyt&scp=4&pagewanted=print>

February 18, 2011

After Long Exile, Sunni Cleric Takes Role in Egypt

By DAVID D. KIRKPATRICK

CAIRO — Sheik Yusuf al-Qaradawi, an influential Sunni cleric who is banned from the United States and Britain for supporting violence against Israel and American forces in Iraq, delivered his first public sermon here in 50 years on Friday, emerging as a powerful voice in

the struggle to shape what kind of Egyptian state emerges from the uprising that toppled Hosni Mubarak.

On the same day, other signs of a changing Egypt emerged. The military warned restive workers that it would stop what it declared were illegal strikes crippling Egypt's economy, declaring "it will confront them and take the legal measures needed to protect the nation's security."

It also allowed two Iranian Navy ships to pass through the Suez Canal — a first since the 1979 Iranian revolution and a move that some Israeli officials called a provocation. Egyptian officials reportedly said the ships did not contain weapons.

Sheik Qaradawi, a popular television cleric whose program reaches an audience of tens of millions worldwide, addressed a rapt audience of more than a million Egyptians gathered in Tahrir Square to celebrate the uprising and honor those who died.

"Don't fight history," he urged his listeners in Egypt and across the Arab world, where his remarks were televised. "You can't delay the day when it starts. The Arab world has changed."

He spoke as the authorities in Libya, Bahrain and Yemen were waging violent crackdowns on uprisings inspired in part by the Egyptian revolution. The sermon was the first public address here by Sheik Qaradawi, 84, since he fled Egypt for Qatar in 1961. An intellectual inspiration to the outlawed Muslim Brotherhood, Sheik Qaradawi was jailed in Egypt three times for his ties to the group and spent most of his life abroad. His prominence exemplifies the peril and potential for the West as Egypt opens up. While he condemned the 9/11 attacks, he has supported suicide bombers against Israel and attacks on American forces in Iraq.

On Friday, he struck themes of democracy and pluralism, long hallmarks of his writing and preaching. He began his sermon by saying that he was discarding the customary opening "Oh Muslims," in favor of "Oh Muslims and Copts," referring to Egypt's Coptic Christian minority. He praised Muslims and Christians for standing together in Egypt's revolution and even lauded the Coptic Christian "martyrs" who once fought the Romans and Byzantines. "I invite you to bow down in prayer together," he said.

He urged the military officers governing Egypt to deliver on their promises of turning over power to "a civil government" founded on principles of pluralism, democracy and freedom. And he called on the army to immediately release all political prisoners and rid the cabinet of its dominance by officials of the old Mubarak government.

"We demand from the Egyptian Army to free us from the government that was appointed by Mubarak," Sheik Qaradawi declared. "We want a new government without any of these faces whom people can no longer stand." And he urged the young people who led the uprising to continue their revolution. "Protect it," he said. "Don't you dare let anyone steal it from you."

As the uprising here intensified in recent weeks, Sheik Qaradawi had used his platform to urge Egyptians to rise up against Mr. Mubarak. His son, Abdul-Rahman Yusuf al-Qaradawi, is an Egyptian poet who supported the revolution, and, though Sheik Qaradawi is considered a religious traditionalist, three of his daughters hold doctoral degrees, including one in nuclear physics.

Scholars who have studied his work say Sheik Qaradawi has long argued that Islamic law supports the idea of a pluralistic, multiparty, civil democracy.

But he has made exceptions for violence against Israel or the American forces in Iraq. “You call it violence; I call it resistance,” said Prof. Emad Shahin of the University of Notre Dame, an Egyptian scholar who has studied Sheik Qaradawi’s work and was in Tahrir Square for his speech Friday.

“He is enormously influential,” Mr. Shahin added. “His presence in the square today cemented the resolve of the demonstrators to insist on their demands from the government.”

Egyptians streamed back into Tahrir Square, the epicenter of the revolution, for a rally that was part prayer service, part celebration and part political protest. State television put attendance at two million.

A raucous spirit of flag-waving celebration prevailed. Women in full face veils painted their daughters’ faces in the colors of the Egyptian flag. Young men danced to thrumming drum beats on balconies, lampposts and trucks. There were many signs bearing the dual images of a crescent and cross, the symbol of Muslim-Christian unity.

Many said they had come to remember “the martyrs — the people who gave their lives to change Egypt to a new society of justice and freedom,” as Wael Lotfi el-Said, 39, put it. Vendors sold plastic cups emblazoned with the pictures of the “martyrs” — many now easily recognizable here from posters that have hung in the square and portraits that have appeared in newspapers. The Egyptian Health Ministry has said at least 365 people died in the uprising.

But many, including Mr. Said, said they were prepared to return every Friday “if necessary” to ensure that the Egyptian military kept its commitment to hand over the government to a civilian democracy as quickly as possible. Many said they worried that the military had not yet clearly ended the so-called emergency law allowing detention without charges or trial. Nor has the military yet incorporated any civilian input into the interim government.

And many complained that the military had kept most of the cabinet ministers put in place during the last days of Mr. Mubarak’s rule. Mohamed el-Beltagui, a Muslim Brotherhood leader who played a leading role in the square during the protests, pointed at Prime Minister Ahmed Shafiq, a retired general and businessman appointed by Mr. Mubarak. “Can we stop the protests when the government of Ahmed Shafiq is still there?” Mr. Beltagui asked. “No, no, no,” the crowd answered.

There were signs that the demonstrators had not forgotten their disappointment with what seemed to be American support for Mr. Mubarak until the end of the revolt. Though the demonstrators had returned to remove most of the graffiti around the square, one billboard remained inscribed with a message in English: “USA Admin — we will get democracy with our will. Play your games with the tyrant.”

By nightfall, however, most politics were forgotten. Fireworks exploded over the square to mark the first week since Mr. Mubarak’s fall, and after midnight the square was still packed with revelers.

Anthony Shadid and Mona El-Naggar contributed reporting.

18/02/2011

Egypte: REPRISE !

Le Caire, 18 février, 2011. Au Caire, le 11 février, Moubarak démissionne. S'ensuivent deux jours de fête et de déclarations rassurantes de l'armée: dissolution de l'Assemblée du peuple, gel de la constitution. Cependant, au fil des jours, le sentiment d'avoir été trompés croît à vue d'œil.

Nous disions que les égyptiens, prudents, n'accordaient à ce gouvernement de transition qu'une confiance provisoire et conditionnelle.

Aujourd'hui, rien n'est plus vrai.

Certes, le président a démissionné, mais le "nizam" (le "système") est là, et bien là, avec sa corruption, sa torture, ses fonds détournés. D'anciens dignitaires du régime comme Safwat el Sherif (secrétaire général du Parti National "Démocratique" et président du Conseil d'Etat), Zahi Hawi Hawass récemment nommé "Ministre des Antiquités" ou le général Tantawi appelé "le caniche" du président Moubarak circulent librement et nul ne les inquiète.

Réponse du peuple en ce vendredi ensoleillé: "Le peuple demande la purge de son pays", "Ni Moubarak, ni ses semblables", "Ni Moubarak ni son entourage".

C'est par centaines de milliers que les manifestants se réunissent aujourd'hui au Caire et dans d'autres grandes villes. Il est clair que leur nombre dépasse de très loin le million de personnes.

La flamme de la détermination révolutionnaire est plus vive que jamais, malgré les provocations du gouvernement de transition et les campagnes de division populaire soutenues ces derniers jours par celui-ci. Sur ces campagnes, nous reviendrons bientôt.

Rédigé à 12:29

Egypte: nouvelles manifestations sur la place Tahrir

Dossier: Hosni Moubarak démissionne



Egypte: nouvelles manifestations sur la place Tahrir

© AFP/ Marco Longari

15:08 18/02/2011

LE CAIRE, 18 février - RIA Novosti

Une semaine après la démission du président Moubarak, des milliers d'Égyptiens se sont à nouveau rassemblés sur la place Tahrir au centre du Caire, rapporte vendredi le correspondant de RIA Novosti.

Dès le matin, des milliers de personnes munies de drapeaux égyptiens sont massées sur la place. Les militaires, assistés par des bénévoles, fouillent les manifestants aux entrées de la place pour s'assurer qu'ils ne sont pas armés. La manifestation se déroule de manière pacifique.

Au cours de la semaine dernière, le mouvement de la jeunesse égyptienne baptisé "Union du 25 janvier" a exhorté ses partisans à sortir dans la rue vendredi pour célébrer le renversement du régime et pour rendre hommage à ceux qui ont trouvé la mort dans les troubles.

Les Frères musulmans, groupe islamiste interdit sous Moubarak, ont annoncé leur participation aux manifestations. A présent, ils contribuent activement aux discussions concernant la réforme constitutionnelle dans le pays.

Le président égyptien Hosni Moubarak, qui gouvernait le pays depuis 30 ans, a démissionné le 11 février à la suite de 18 jours de manifestations sanglantes. Ses compétences ont été déléguées au Conseil supérieur des forces armées du pays présidé par le ministre de la Défense Hussein Tantawi.

<http://www.afrik.com/breve27813.html>

Egypte : "la marche de la victoire"

vendredi 18 février 2011 / 12:13

L'heure est à la fête, aujourd'hui en Égypte, sur la grande place Tahrir du Caire, épice de manifestations qui ont chassé du pouvoir Moubarak. Une semaine après la démission de l'ancien raïs, des milliers d'Égyptiens se sont retrouvés dans les rues du Caire, ce vendredi. D'après l'AFP, l'objectif est de rappeler à l'armée, actuellement en charge du pouvoir, qu'elle a pris des engagements en faveur de la démocratie.

http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/ces-militaires-aux-commandes-de-l-egypte_963680.html

Ces militaires aux commandes de l'Égypte

Par notre correspondant Tangi Salaün, publié le 18/02/2011 à 07:00



Accompagnant en douceur les revendications de la rue, l'armée a gardé la confiance du peuple.

REUTERS/Dylan Martinez

Acteurs de la transition ou possibles prétendants à la succession? Difficile de dire si, parmi les gradés de l'armée, chargés de l'après-Moubarak, une nouvelle figure peut émerger.

Il y avait le jeu du gentil flic et du méchant flic. L'Egypte s'offre une variante avec celui du brave militaire et de l'implacable gradé. Dans le rôle de ce dernier, le maréchal **Mohamed Hussein Tantaoui**, 75 ans, un personnage austère, réputé conservateur.



Mohamed Hussein Tantaoui, ancien ministre de la Défense, dirige désormais le Conseil suprême des forces armées (CSFA).

REUTERS/Goran Tomasevic/Files

Ministre de la Défense de Hosni Moubarak pendant près de vingt ans, il dirige le Conseil suprême des forces armées (CSFA), conclave de généraux qui préside aux destinées du pays depuis la chute du raïs. Il n'a guère le profil du leader d'une transition démocratique de velours, dont il est pourtant de facto le garant.

Dans le costume du gentil, le Premier ministre, **Ahmed Chafik**, 69 ans, chargé de rassurer les Egyptiens en restaurant la sécurité et en relançant l'économie. Il a donné, le 13 février, sa première conférence de presse de l'après-Moubarak en chemise bleu ciel et col ouvert. Ancien

commandant en chef de l'armée de l'air, favori des investisseurs internationaux depuis la privatisation réussie de la compagnie EgyptAir, il pourrait se voir pousser des ailes à l'approche de la présidentielle.

Les deux hauts gradés partagent un même objectif: perpétuer le statut des généraux dans l'Egypte de demain. Enième pas de deux d'une chorégraphie bien rodée entre Al-Geish, cette armée aussi crainte que respectée, et une population qui peine à s'affranchir du complexe du pharaon.

Les militaires: "On n'en connaît pas la moitié"

En 1952, lorsque de jeunes officiers se sentent assez libres pour renverser la monarchie, ils prennent soin d'associer le peuple à leur "révolution". Cette fois, quand la légion des accros de Facebook trouve la force de chasser un autocrate agrippé à son fauteuil depuis trente ans, elle n'a de cesse de solliciter le secours de l'armée.

Si le "coup" des nassériens a légué à l'Egypte quatre présidents galonnés, le soulèvement de la rue accouchera-t-il d'une vraie démocratie? Tout dépend des calculs des nouveaux maîtres du pays et des atouts cachés dans les manches de leurs uniformes.



Au cours de la révolte égyptienne, l'armée fut au coeur de l'affrontement entre les manifestants et le pouvoir.

AFP PHOTO/MIGUEL MEDINA

CSFA. Initiales énigmatiques pour un conseil qui ne l'est pas moins. A l'heure où la vingtaine de hauts gradés apparaît, le 10 février, à la télévision, les initiés eux-mêmes écarquillent les yeux. "On n'en connaît pas la moitié", commente, effaré, un attaché militaire étranger.

On identifie au moins le chef de cette coterie. **Mohamed Hussein Tantaoui** est depuis 1991 l'inauvivable ministre de la Défense. On ne lui a jamais prêté la moindre ambition politique. Sa longévité, grincent ses détracteurs, il la doit à son peu d'aura auprès de la population, voire d'influence au sein de l'armée.

Si les experts n'ont jamais tenu Tantaoui pour un prétendant à la succession, il n'en est pas moins attaché à préserver la primauté de l'armée dans le système. Selon l'institut américain Stratfor, le maréchal avait informé Hosni Moubarak de l'hostilité des militaires au scénario longtemps envisagé d'une transmission du pouvoir à son fils Gamal.

Le ministre de la Défense trahi par WikiLeaks

Les Etats-Unis, qui ont fourni l'équivalent de 30 milliards d'euros d'aide militaire à l'Egypte depuis la signature du traité de paix avec Israël, ne tiennent pas **Tantaoui** en haute estime, si l'on se fie à un télégramme révélé par WikiLeaks. Fin 2008, l'ambassadrice américaine au Caire le décrivait comme "l'obstacle n°1 à la transformation des missions de l'armée", dictée par les nouvelles menaces, à commencer par le terrorisme international.



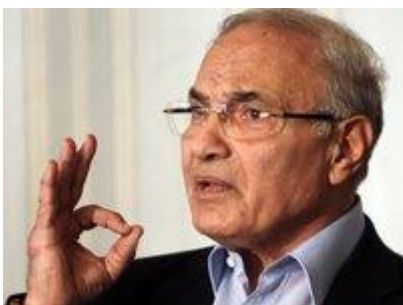
Omar Souleimane est devenu Vice-président de l'Egypte, à chute de Moubarak.

REUTERS/Asmaa Waguih

N° 2 supposé du CSFA, le **général Sami Annan**, chef d'état-major des armées, pourrait, dans un corps aussi nationaliste, pâtir du travers inverse: lui était dans le bureau de son homologue américain, le 28 janvier, quand les chars sont descendus en ville. Rentré précipitamment au Caire, il a été accueilli en héros par les manifestants. Annan a adopté depuis un profil bas, même si on lui prête la paternité du communiqué dans lequel l'armée s'engageait à "ne jamais tirer sur la foule".

L'influence réelle des autres généraux du CSFA, voire des jeunes officiers, dont plusieurs ont pactisé d'emblée avec les révolutionnaires, reste délicate à mesurer. Tout comme le rôle dévolu à l'éphémère vice-président **Omar Souleimane**, coupable aux yeux de certains d'avoir troqué l'uniforme kaki contre le costume trois-pièces de maître-espion.

Le Premier ministre Ahmed Chafik, prétendant idéal?



Ahmed Chafik, devenu Premier ministre à la chute du raïs.

REUTERS/Amr Abdallah Dalsh

A l'inverse, le Premier ministre, **Ahmed Chafik**, peut prétendre incarner la synthèse, en dépit de la "confiance absolue" que lui accordait Moubarak. Propulsé en 2002 à la tête d'un ministère de l'Aviation civile taillé sur mesure, il est l'un des rares membres du cabinet sortant

épargné par les rumeurs et les scandales politico-financiers. Héros de guerre pour les siens - il aurait abattu deux avions de chasse israéliens lors du conflit de 1973 -, il a réussi sa reconversion, notamment aux yeux de la Banque mondiale, qui a financé la modernisation des aéroports majeurs du pays.

Formé en Union soviétique, ce francophone affable a aussi volé sur Mirage 2000 et dirigé la patrouille acrobatique de l'armée de l'air. Acrobatique, comme le fut son baptême du feu ministériel, après le crash d'un Boeing de la compagnie charter égyptienne Flash Airlines, en janvier 2004, à Charm el-Cheikh (148 morts, dont 134 Français). Il s'est montré étonnamment accessible, décrochant son téléphone pour répondre aux questions des journalistes. Sera-t-il un simple acteur de la transition ou son principal bénéficiaire ? "Je mise tous mes jetons sur lui pour l'avenir", glisse un diplomate occidental.

<http://www.europe1.fr/International/Egypte-levée-du-couvre-feu-d-ici-six-mois-420277/>

Egypte : levée du couvre-feu d'ici six mois

Par **Europe1.fr** avec **Reuters**

Publié le 19 février 2011 à 16h08 Mis à jour le 19 février 2011 à 16h08

Les autorités égyptiennes lèveront d'ici six mois le couvre-feu, a annoncé samedi un responsable cité par l'agence de presse officielle Mena. La levée de cette mesure d'exception constituait l'une des principales doléances des acteurs de la "révolution du Nil" qui a balayé le 11 février le régime du président Hosni Moubarak.

<http://fr.euronews.net/2011/02/19/egypte-la-place-tahrir-exulte-de-nouveau/>

Egypte : la place Tahrir exulte de nouveau

19/02 00:03 CET

Manifestation

Jusque tard dans la soirée, des centaines de milliers d'Égyptiens sont restés faire la fête place Tahrir. Une semaine tout juste après la chute du raïs, les chants et les cris de joie ont de nouveau résonné au cœur du Caire. Une manière aussi de montrer à l'armée que le peuple reste mobilisé et attend de vraies réformes démocratiques :

“Tout ce que l'on veut c'est que l'Égypte redevienne l'Égypte”, dit cet homme, “un pays qui soit éveillé et un bon gouvernement qui prenne en considération le peuple et les pauvres”.

“Honnêtement, je suis très très fière d'être égyptienne”, s'exclame cette femme, “et maintenant quand je voyage à l'étranger je pourrais dire que je suis Égyptienne sans me sentir embarrassée. Ils me respecteront car j'ai participé à cette révolution. J'aime mon pays”.

De son côté, l'armée, qui tient aujourd'hui les rênes du pays, a haussé le ton, avertissant qu'elle ne tolérerait pas de manifestations qui nuisent à l'économie du pays.

<http://www.lejsl.com/fr/accueil/article/4645406/Les-Egyptiens-fetent-leur-victoire.html>

Egypte. Journée historique au Caire, une semaine après le départ de Moubarak.

Les Egyptiens fêtent leur victoire



Les Cairotes en liesse sur la place Tahrir, symbole de la révolution égyptienne. Photo Arnaud Finistre

Deux journalistes dijonnais étaient au Caire vendredi, lors de la grande manifestation de la place Tahrir pour fêter la chute du raïs. Ils témoignent.

«Pour une révolution, nous ne voulons pas de paroles mais de l'action », affichait en anglais un manifestant cairote, ce vendredi 18 février, place Tahrir. Des milliers de personnes ont défilé dès midi, juste après la prière, près de la place qui sonna quelques jours plus tôt le glas du mandat de Hosni Moubarak. Si l'ex-président égyptien — en place depuis 30 ans — a bel et bien abandonné le pouvoir, les manifestants continuent à revendiquer en masse une Egypte nouvelle, débarrassée des pontes de l'ancien régime. Cette journée de manifestation célèbre donc autant la victoire du peuple sur son gouvernement, qu'elle pose la question de l'avenir.

Midi et quart, l'artère Talaat Harp conduisant à la place Tahrir, s'emplit rapidement de citoyens tenant à la main un drapeau égyptien, mais aussi de familles complètes venues crier leur rage contre le système après une demi-victoire historique. Malgré la chute de l'indétrônable président, il reste fort à faire. D'où la nécessité pour la rue de ne pas perdre la main au profit du gouvernement militaire transitoire.

Aux abords de la place, des chars militaires barrent les rues aux voitures, les bérets rouges filtrent le flux de manifestants, procédant au besoin à des contrôles. Mais l'accès à la manifestation est libre.

Il est midi et demi quand une prière collective s'impose sur la chaussée, en quelques minutes, une dizaine de lignes de pratiquants se dessinent et bloquent le passage.

« Bienvenue »

La foule se compresse et commence à naître un mouvement de panique. Des enfants perdent connaissance sous la chaleur d'un soleil au zénith, les femmes tentent de s'extraire vers les bords du cortège compact où elles se retrouvent entre elles, soulagées. Une étincelle suffirait pour créer l'émeute, mais le pire n'a pas lieu. L'humeur est bonne, le temps des violences est fini. « Welcome! », lancent fièrement les Egyptiens victorieux aux rares étrangers mêlés à la foule. Depuis janvier, les voyageurs ont, en effet, déserté la région, et ils tardent à revenir. Les pays européens ont appelé leurs citoyens à ne s'aventurer en Egypte que pour des « raisons essentielles », et les tours-opérateurs ont tout bonnement annulé les vols de leurs clients. Les Cairotes, un peu inquiets de se voir privés d'une manne de dollars essentielle à leur économie, attendent avec impatience que les affaires reprennent. « Dans une dizaine de jours, ils seront de retour », espère Tariq, chauffeur de taxi.

Aujourd'hui, l'Egypte est redevenue un pays sûr, selon lui. Et si la révolution a marqué un pas dans l'histoire nationale, il n'en reste pas moins que le pays est « exactement comme avant », fait-il remarquer. La suite est donc cruciale. Problèmes sociaux, révision de la Constitution, prochaines élections, les enjeux sont de taille.

Vers seize heures, les klaxons continuent de retentir dans la capitale, renforcés par les slogans. Ceux qui ne sont pas venus sur la place Tahrir suivent les événements à la télévision depuis une terrasse devant un thé. Les actualités internationales montrent l'écho révolutionnaire au Moyen-Orient. La place Tahrir, noire de monde devrait continuer à vibrer sous les cris et les slogans jusqu'au soir, à moins que la nuit ne soit plus longue et que les protestants ne s'épuisent pas avant demain. Aucun débordement n'a été à déplorer dans l'après-midi.

Marion CHEVASSUS

Publié le 20/02/2011

<http://www.985fm.ca/international/nouvelles/gypte-des-musees-ont-ete-rouverts-mais-les-pyr-60812.html>

Égypte : des musées ont été rouverts, mais les pyramides de Giseh sont désertes

Publié par Associated Press le dimanche 20 février 2011 à 22h46.



Khalil Hamra / The Associated Press

LE CAIRE, Égypte - Symboles de la puissance des pharaons, mais désormais également des contrecoups qu'a infligés à l'industrie du tourisme le soulèvement en Égypte, les fameuses pyramides de Giseh étaient pour ainsi dire désertées, dimanche.

Seulement une vingtaine d'étrangers ont été aperçus en avant-midi sur ce site où les touristes affluaient par milliers chaque jour avant le déclenchement du soulèvement, à la fin janvier, qui a mené au départ du président égyptien.

Les chameaux à louer ne trouvaient pas preneurs, et les marchands ne parvenaient pas à vendre leurs cartes postales ni leurs petites sculptures en forme de pyramide.

Le calme en Égypte, désormais dirigée par l'armée, est revenu malgré une hausse des manifestations de travailleurs depuis le 11 février, jour du départ du président Hosni Moubarak.

Toutefois, le pays demeure tout aussi fragile que plein d'espoir, et les craintes de retour de la violence rendront probablement plusieurs visiteurs réticents à court terme, malgré les efforts du gouvernement et de groupes sur Facebook pour faire comprendre que l'Égypte est sécuritaire pour le tourisme.

Samedi, les autorités ont tenté de relancer l'industrie du tourisme, pilier de l'économie égyptienne qui emploie jusqu'à deux millions de personnes, en ouvrant six musées au Caire, à Luxor et à Assouan, sur le Nil. D'autres lieux historiques devraient également bientôt rouvrir.

Le Musée égyptien, attrait touristique hautement surveillé et situé à proximité de la place Tahrir, au Caire, a été l'un des premiers endroits à accueillir de nouveau les touristes depuis le début de la crise.

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/02/20/97001-20110220FILWWW00232-egypte-des-tirs-a-balles-reelles-a.php>

Egypte : des tirs à balles réelles ?

AFP

20/02/2011 | Mise à jour : 22:52 Réactions (3)

Trois officiers de police en poste à Alexandrie, la grande ville du nord de l'Égypte, vont être interrogés après avoir été mis en cause par des témoins pour avoir tiré le 28 janvier à balles réelles sur des manifestants, a indiqué aujourd'hui l'agence officielle Mena.

La justice a ordonné que les trois hommes soient interrogés après "qu'un certain nombre de membres des familles des victimes et de témoins les ont accusés d'avoir tiré des balles réelles sur les manifestants pendant le +vendredi de la colère+", le 28 janvier, a précisé la Mena.

La police a été accusée d'avoir tiré sur les manifestations qui ont abouti à la chute du président Hosni Moubarak, avant de disparaître des rues d'Égypte après des heurts meurtriers avec les protestataires. Une vidéo amateur, qui aurait été filmée le même jour d'un téléphone portable et postée sur YouTube, montre un homme seul s'avancer vers un groupe d'hommes armés de l'autre côté de la rue. Quelques secondes plus tard, l'homme s'écroule après avoir été atteint

par une balle. Aucun lien n'a été établi dans l'immédiat entre cette vidéo et l'enquête en cours à Alexandrie.

<http://www.bienpublic.com/fr/france-monde/article/4645359/Au-coeur-de-la-manifestation.html>

Au cœur de la manifestation

Jusqu'à onze heures ce matin (Ndlr : vendredi), les rues étaient désertes, les tags muraux criant « Free Egypte » et les autres, étaient soigneusement effacés, la ville silencieuse faisait mine de se reposer, enfin. Et puis, par poignées, les manifestants se sont regroupés, se répartissant badges et drapeaux de l'Égypte. Autour d'une shisha, une dizaine de jeune s'est mise à répéter une composition rappée, engagée contre le gouvernement. Ils célébraient la révolution en cours sans cacher leur fierté à incarner la génération du renouveau, qui a eu le courage de déboulonner un dirigeant influent. Au moment où l'appel à la prière a retenti, les hommes se sont engouffrés dans la mosquée proche de la place Tahrir, drapeau à la main. Une seconde prière a eu lieu dans la rue. Le cœur de la place révolutionnaire battait déjà. Pancartes en langue arabe ou anglaise, photos des victimes tombées au nom de la révolution, les manifestant ont défilé en tournant autour de la place. Dans un second cercle concentrique, les hommes se sont rassemblés pour déclamer des slogans plus virulents, suggérant de continuer à se battre pour leur liberté politique. Scènes de liesse, chants accompagnés de tam-tam, les Égyptiens ont célébré leur joie d'être libres. Jusque vers quinze heures, la foule était extrêmement dense, nombreux sont les participants à s'être installé sur un réverbère ou le toit d'un camion pour respirer un peu. « Je rêve d'être là-haut », souffle Abdul, manifestant venu d'Alexandrie, en pointant le balcon où stationnent les journalistes occidentaux.

Publié le 20/02/2011

<http://fr.reuters.com/article/topNews/idFRPAE71J0EA20110220?sp=true>

L'Égypte reprend le travail, banques et monuments rouvrent

dimanche 20 février 2011 16h07

par Marwa Awad et Chaïmaa Fayed

LE CAIRE (Reuters) - Les banques ont rouvert dimanche, neuf jours après la démission du président Hosni Moubarak, dans une Égypte dont l'économie peine à repartir après le soulèvement politique et les mouvements sociaux qui ont suivi.

Le Conseil suprême des forces armées, qui dirige le pays depuis le retrait de Moubarak, avait fermement invité la population à retourner au travail dimanche, premier jour ouvré de la semaine en Égypte, et il a interdit momentanément toute activité syndicale.

Le Musée égyptien du Caire, qui donne sur la place Tahrir -le lieu phare de la contestation anti-Moubarak- ainsi que les pyramides de Gizeh ont rouvert aux touristes, pour la première

fois depuis trois semaines. Le secteur du tourisme, dont le pays tire d'importants revenus, a beaucoup pâti des événements politiques de janvier et février.

Des dizaines de clients faisaient la queue dimanche devant les succursales de banques nationales dans le centre du Caire.

Quelques touristes se sont aventurés au musée, qui renferme une très importante collection d'antiquités égyptiennes. "Les voyageurs ont dit qu'il n'y avait plus de risque à aller en Egypte, et nous avons tenté le coup. Nous ne savions pas que le musée serait ouvert", a dit à Reuters une touriste néerlandaise.

LIBÉRATION DE PRISONNIERS

Tout le monde n'a pas suivi l'appel de l'armée à reprendre le travail. Devant le siège de la chaîne de grands magasins Omar Effendi, dans le centre du Caire, 70 employés ont manifesté pour réclamer sa renationalisation.

Cherchant à rassurer les réformistes qui exigent des changements rapides, l'armée a fait savoir durant le week-end que les amendements constitutionnels préalables à la tenue des élections prévues dans les six mois devraient être prêts prochainement. Elle a indiqué en outre que l'état d'urgence devrait être levé avant les scrutins.

La justice a d'autre part légalisé un nouveau parti politique, qui cherchait à se faire reconnaître depuis 1996. Le parti Wassat (Parti du Centre), créé par un ancien militant des Frères musulmans, est la première formation à être reconnue depuis le départ de Moubarak.

Autre signe destiné à calmer le mouvement de contestation, le Premier ministre Ahmed Chafic a annoncé que 222 prisonniers politiques allaient être remis en liberté.

Selon des organisations de défense des droits de l'homme, plusieurs milliers de personnes ont été arrêtées en vertu de l'état d'exception et des centaines sont toujours portées disparues depuis les manifestations. Chafic, lui, ne parle que de quelques arrestations durant les événements.

Eric Faye pour le service français

<http://www.rfi.fr/emission/20110221-liberation-prisonniers-politiques-egypte>

lundi 21 février 2011

Libération de prisonniers politiques en Égypte

Par Achim Lippold

Les autorités égyptiennes ont commencé à libérer des prisonniers politiques. Hier, dimanche, 108 personnes sont sorties de prison. C'est un premier pas, estiment les groupes de défense des droits de l'homme qui demandent au gouvernement de continuer sur cette lancée. Des milliers d'Égyptiens sont encore emprisonnés sans être inculpés.

21/02/2011

Egypte: "Dites à la France que le groupe Accor..."



Le Caire, 21 février 2011. 00h30. Voilà plus d'une semaine que le gouvernement égyptien de transition tente d'infléchir un "retour à la normale". Après l'évacuation de la place Tahrir le 13 février, on a cru un moment que l'ensemble de la population active s'empresserait de retrouver son activité au plus vite pour compenser les pertes endurées les semaines précédentes. Il n'en est pourtant rien, et c'est par centaines que se comptent les manifestations sur l'ensemble du territoire, par dizaines que se comptent les grèves dans la quasi totalité des secteurs de l'économie et des administrations publiques, désormais nourries de revendications sociales.

Vendredi 18 février, la révolution retrouve toute son épaisseur, confirmant une fois de plus son unité et sa détermination: 4 millions selon les manifestants, et pas un mot "selon la police" qui, pour l'heure encore, se fait plus discrète que jamais.

De rue en rue, manifestations d'archéologues, d'employés de banque, de sociétés privées.

C'est par hasard que nous sommes tombés sur une manifestation pas comme les autres, celle des employés de l'hotel Sofitel Gezira — hotel du groupe français Accor.

Des employés aux mines angoissées se tiennent debout en silence, sur le parvis de l'hotel Sofitel. Leurs pancartes indiquent qu'ils réclament leur droits et "ce qu'on leur avait promis".

Je pose des questions et dit quelques mot de ce blog. Une femme m'apostrophe: "Vous écrivez pour la France?! Alors dites à la France que nous travaillons pour le Groupe Accor! La France, c'est le pays du droit!".

Résumé de mes entretiens:

La direction de l'hotel Sofitel a promis à ses employés, par contrat, le versement d'une participation aux bénéfices de l'entreprise. La participation promise n'a jamais été versée. Les contrats d'embauche stipulent également que les salaires sont complétés par le reversement aux employés de la "taxe de service" de 12%, facturée aux clients pour chacune

de leurs consommations. Après maintes demandes et plaintes du personnel, cet argent perçu au nom du "service" n'est pas redistribué.

Interrogés sur leurs salaires, les employés répondent d'une seule voix: "Nous touchons tous entre 300 et 500 livres égyptiennes. Quand on est employé à la réception, on touche 500 livres. Il y a des gens qui touchent plus, beaucoup plus, parce qu'ils ont un piston."

500 livres égyptiennes? 62 euros, par mois. 300 livres égyptiennes? 37 euros par mois.

A titre indicatif, 1 kilo de viande coûte 10 euros environ.

"J'ai trois enfants, je travaille depuis 23 ans!" dit Ahmed qui appelle les salariés à faire bloc et à ne pas succomber à la tentation de négocier leur situation au cas par cas auprès de la direction. Celle-ci vient justement de faire savoir qu'elle viendrait s'adresser au personnel, à condition que celui-ci s'éloigne du parvis.

En attendant, les employés continuent de me dire "tout ce que la France doit savoir":

- Un des actionnaires principaux de l'hotel est l'ex-ministre du logement en prison depuis le 28 janvier 2011, Ahmed el Maghrabi.

- Le frère de l'ex-ministre, Sherif el Maghrabi, est président du conseil de direction.

- Les employés en poste, parfois depuis cinq ans, se voient renouvelés de CDD en CDD, sans aucune garantie de reconduction. Les CDD sont tantôt de 3 mois, de 6 mois, d'un an.

- Sur l'initiative et à la charge des employés, une plainte est déposée et remporte une réponse favorable du tribunal qui impose à l'hotel Sofitel le versement d'un dédommagement d'une valeur totale de 9 millions de livres égyptiennes, au bénéfice des 650 employés plaignants. Sofitel se contentera finalement de verser 1,3 millions de livres, dont 300,000 sont versés à l'avocat des plaignants. Le million restant est redistribué aux salariés qui reçoivent chacun 1500 livres environ, soit 186 euros.

Un homme, accompagné de quelques cadres s'approche de la foule. C'est le "General Manager" me dit-on, Rafik Khayrallah. Il s'adresse aux employés.

Extraits:

"Moi qui suis libanais, et qui ai connu la guerre, ça me fait mal au cœur de voir nos divisions. (...)

Pourquoi vous inquiéter du renouvellement ou non de vos CDD? Si vous travaillez bien... on vous renouvellera! Vous croyez qu'on vous emploie pour vos beaux yeux? (...) Moi je n'ai aucun problème. Si les choses vont mal, je retournerai au Liban. C'est vous qui souffrirez le plus de la situation."

Jeudi 17 février, les employés de l'hotel s'étaient réunis pour presser Ayman Omar (Directeur des Ressources Humaines) pour le paiement de leurs primes et participations. Ce dernier leur promet une réponse dimanche 20 février. Puis, dimanche, sans nouvelle d'Ayman Omar, un groupe d'employés se rend à nouveau au bureau de celui-ci pour réclamer son verdict.

La réponse de ce dernier ne se fait pas attendre: "Vous n'avez qu'à vous immoler".

Je me suis rendu ce matin (21/02/2011) au Sofitel pour donner l'adresse du blog à quelques membres du personnel afin qu'ils puissent voir cet article et le faire circuler entre eux. L'un des employés s'est approché de moi et m'a murmuré à l'oreille: "Nous ne l'avons pas dit hier...". Il s'arrête, hésite, avale sa salive et reprend: "C'est du racisme".

Crédit photo: Aalam Wassef, image libre de droit.

Rédigé à 01:08

<http://www.lesinrocks.com/actualite/actu-article/t/60173/date/2011-02-21/article/en-egypte-la-democratie-reste-a-construire/>

En Egypte, la démocratie reste à construire

21/02/2011 | 13H31



Crédits photo: L'armée égyptienne sur la place Tahrir, le 13 février 2011. (Dylan Martinez/Reuters)

Si l'armée a fait pencher la balance en faveur de la révolution en Egypte, son poids économique et ses liens avec l'ancien régime pourraient freiner les réformes.

(Du Caire) Vendredi 11 février, peu avant 18 heures, Ahmed était sur la place Tahrir, avec des amis. Comme tous les soirs depuis le 25 janvier, ou presque.

"Tout à coup, des gens se sont mis à hurler de joie dans une rue adjacente. Puis on a vu la nouvelle se propager : de plus en plus de manifestants ont commencé à sauter sur place, à s'embrasser."

Omar Souleiman, le vice-président, venait d'annoncer, dans une phrase lapidaire, la démission d'Hosni Moubarak et le transfert de ses pouvoirs au Conseil suprême des forces armées.

Les yeux d'Ahmed se mettent à briller quand il évoque ce moment historique. *"Quand on a compris que ce n'était pas une rumeur, on s'est mis à crier, à chanter, à danser. C'était une joie immense, qui nous a submergés."* Grand gaillard de 32 ans, Ahmed est psychiatre à l'hôpital public d'Abbassiya, dans le centre du Caire. Il n'a jamais été politisé, même s'il

souhaitait depuis longtemps que le régime en place tombe et que son pays devienne une démocratie. Le 25 janvier, il ne pensait pas que la rue pourrait vraiment renverser le raïs, au pouvoir depuis presque trente ans.

Puis les manifestations ont été de plus en plus massives, et il s'est pris à rêver.

"On a tous vécu les mêmes choses : les gaz lacrymogènes, les coups de matraque des policiers, les attaques des baltaguis (hommes de main du régime - ndlr)... Nous sommes tous un peu des héros, ça crée un vrai sentiment de communauté."

Lui-même a été arrêté un soir à un check-point de l'armée, alors qu'il revenait de la place Tahrir avec trois amis, bien après l'heure du couvre-feu. Ils ont été détenus et interrogés jusqu'au lendemain 14 heures, les yeux bandés et les mains liées. *"J'étais encore plus remonté contre le régime ensuite. Ça m'a donné une raison de plus d'aller manifester."*

Vendredi soir, Ahmed et ses amis ont fait la fête jusqu'au petit matin, en écoutant Dalida : *"Helwa ya baladi", "qu'il est beau mon pays"*, alors que partout, dans les rues du Caire, les Egyptiens exultaient, célébrant la victoire, leur victoire.

Jeudi soir : douche froide

Si quelques heures plus tôt, Ahmed avait pris le temps de vérifier l'information du départ de Moubarak, c'est parce que la veille, une immense déception avait saisi le pays. Jeudi soir, la place Tahrir était en fête. Des centaines de drapeaux noir blanc rouge flottent dans la lumière orangée des lampadaires. Des dizaines de manifestants, assis en tailleur sur le macadam, entonnent des chants révolutionnaires. Hosni Moubarak doit s'exprimer devant la nation pour annoncer son départ. Tous en sont convaincus.

Plus tôt dans la journée, l'armée a envoyé des signaux dans ce sens. Même le chef de la CIA a déclaré que la démission du raïs était très probable.

"C'est fini, il va partir ! Nous avons gagné, il est coincé, il ne peut pas faire autrement, s'exclame Mohamed, un activiste. Je n'arrive pas y croire ! Mon plus grand rêve va être exaucé ce soir ! Moubarak... Game over !"

Une heure plus tard, c'est la douche froide. Le raïs fait de la résistance. Il délègue ses pouvoirs au vice-président, Omar Souleiman, mais refuse de démissionner. Des cris de rage retentissent, la foule le conspue. Des centaines de personnes brandissent une chaussure vers le ciel, à l'attention du Président, un geste particulièrement insultant dans le monde arabe.

"Je pense qu'il cherche à nous provoquer. Mais nous ne jouerons pas son jeu, nous resterons pacifiques, nous n'attaquerons personne, nous ne brûlerons pas de bâtiment officiel. Mais nous resterons ici jusqu'à ce qu'il parte !", assure Chérif, ingénieur de 24 ans, qui abandonne chaque jour, depuis une semaine, le quartier huppé d'Héliopolis pour arpenter la place Tahrir.

Le pourrissement n'a pas fonctionné

On connaît la suite. Vendredi, pour éviter le chaos, l'armée tranche et, dans ce bras de fer engagé entre le peuple et le dictateur, elle choisit de lâcher le Président, peut-être pour mieux sauver le régime. Hosni Moubarak est acculé. *"Contrairement à Nasser ou Sadate, ce n'est*

pas un politicien. C'est un militaire sans vision politique. Il a géré l'Egypte au jour le jour, toujours avec un temps de retard. S'il avait prononcé son dernier discours le 28 janvier, le soir de la prise de Tahrir par les manifestants, il serait peut-être encore là", avance le politologue Amr Choubaki.

Hosni Moubarak a probablement pensé qu'il pourrait jouer le pourrissement et venir à bout du soulèvement. Pour casser le mouvement, le gouvernement mise beaucoup sur la guerre médiatique. Des jours durant, les télévisions et journaux officiels répètent que les manifestants sont manipulés par des "agents étrangers". Ce discours xénophobe semble fonctionner auprès d'une partie des Egyptiens, lassée par la paralysie du pays. Certains activistes craignent que le mouvement ne s'essouffle.

"Nous ne sommes pas des traîtres"

C'était sans compter l'effet Wael Ghonim. Ce blogueur de 30 ans, directeur marketing de Google pour le Moyen-Orient, a été arrêté au début du soulèvement. Il est l'administrateur du groupe Facebook *"Nous sommes tous Khaled Saïd"*, du nom d'un jeune Egyptien mort sous les coups de la police à Alexandrie, en juin 2010, et devenu depuis le symbole de la brutalité policière pour des milliers d'Egyptiens. Depuis le 25 janvier, la page Facebook est devenue un puissant relais des appels à manifester.

Wael Ghonim est finalement libéré le 7 février, après douze jours aux mains de la redoutée Sûreté de l'Etat, les services secrets égyptiens. Le soir même, il est l'invité de la chaîne privée Dream TV. Le visage marqué par la fatigue, l'air grave, Wael Ghonim se défend d'être un héros. Il pèse ses mots.

"Nous ne sommes pas des traîtres. Nous aimons l'Egypte. Nous faisons cela parce que nous aimons l'Egypte."

A la fin du talk-show, les visages des "martyrs", les manifestants tués depuis le début du soulèvement, défilent sur l'écran. Wael Ghonim fond en larmes. *"Ce n'est pas de notre faute. C'est de la faute de ceux qui étaient au pouvoir et s'y sont accrochés."* L'interview émeut l'Egypte entière.

"Beaucoup de mes amis qui ne soutenaient pas le soulèvement ont alors changé d'avis", raconte Rana, 22 ans. Une partie de l'opinion rallie la contestation, grâce aux larmes et aux mots simples du cadre de Google.

"Les militaires ne sont pas des gens avec qui on peut discuter"

Mais au lendemain de la révolution, tout reste à faire. Les activistes des mouvements prodémocratiques le savent. Les yeux cernés après une nuit de fête, les représentants de la coalition du 25 janvier font connaître leurs revendications au syndicat des journalistes. L'ambiance est solennelle, le moment historique pour ces jeunes qui ont entre 20 et 30 ans, et semblent encore étonnés d'être là.

Assis devant une petite table branlante recouverte d'un drapeau égyptien tagué, trois d'entre eux s'expriment devant la presse, timidement, sans micro. Ils attendent de l'armée qu'elle respecte ses engagements, c'est-à-dire qu'elle organise la transition démocratique.

Pour l'instant, c'est la voie que semblent emprunter les militaires. Ils ont annoncé lundi la dissolution du Parlement et la suspension de la Constitution, conformément aux demandes des manifestants. Les amendements constitutionnels devront ensuite être ratifiés par un référendum. Durant six mois, c'est le Conseil suprême des forces armées, composé d'une vingtaine de généraux et dirigé par le maréchal Tantawi, ministre de la Défense, qui va piloter le pays.

Même si l'armée promet le retour à un pouvoir civil, la situation reste floue. L'institution évoque la tenue d'élections législatives et présidentielle, mais sans en préciser la date. Elle se réserve par ailleurs le droit de promulguer des lois pendant la période intérimaire.

"Les militaires égyptiens ne sont pas des gens avec qui on peut discuter", avance Shahinaz Abdel Salam, une cyber-activiste.

Les Egyptiens se demandent notamment comment l'armée va réagir face aux manifestations qui continuent à travers le pays : des ouvriers des entreprises publiques, des employés de banques et même des policiers manifestent toujours, bien décidés à profiter de leur nouvelle liberté d'expression pour réclamer des augmentations de salaires et des meilleures conditions de travail. Autre problème : l'armée est un acteur clé dans l'économie égyptienne. A la tête de nombreuses entreprises dans l'agriculture, la construction ou le tourisme, les militaires ont beaucoup à perdre en démantelant le système en place.

Quand on l'interroge sur l'avenir, Ahmed, le jeune psychiatre, est lui aussi sceptique.

"L'armée a beaucoup de pouvoir et il y a peu de chance qu'elle fasse une croix dessus. Parmi les vingt-six gouverneurs, beaucoup sont d'anciens officiers. Idem dans les ministères."

Le jeune homme redoute aussi les divisions au sein de l'opposition. *"Entre les mouvements prodémocratiques à l'origine du soulèvement et les partis traditionnels, ou entre les libéraux et les islamistes... Si l'opposition est divisée, elle ne pourra plus faire pression sur l'armée, s'inquiète-t-il. Mais les militaires seront peut-être assez intelligents pour comprendre le changement de mentalités. Je pense qu'ils vont essayer de trouver une solution intermédiaire : faire des concessions en matière de démocratie tout en conservant une partie de leur pouvoir."*

"Le 25 janvier, j'ai arrêté de prendre mes antidépresseurs"

Même si, comme Ahmed, ils sont nombreux à savoir que la partie n'est pas encore gagnée, la chute de Moubarak est vécue comme une incroyable victoire populaire. En squattant la place Tahrir, les Egyptiens se sont réapproprié leur pays que tout un système, rongé par la corruption, leur avait dérobé. Dès le lendemain du départ du raïs, des dizaines de jeunes volontaires, armés de gants en plastique et de balais, se sont attelés au ménage. Ils ont dépoussiéré la place, repeint les trottoirs, briqué les lampadaires. Des gestes d'une grande valeur symbolique. *"On nettoie, on prend soin de notre pays, pour préparer un avenir meilleur"*, affirme Saïd, les yeux pétillants de joie.

L'écrivain Sonallah Ibrahim, 73 ans, a suivi la mobilisation depuis son petit appartement, à Héliopolis. *"Depuis deux ans je prenais des antidépresseurs. Le 25 janvier, j'ai arrêté"*, confie-t-il avec un grand sourire. Pendant trente ans, l'auteur des *Années de Zeth* n'a cessé de

pourfendre le régime. Pour lui, cette révolution n'est pas seulement une victoire sur le système. Elle est la dignité recouvrée des Egyptiens. Aux yeux du monde et pour eux-mêmes.

"Ces vingt dernières années, j'avais honte d'être égyptien. Nous étions considérés comme un peuple passif. Moi aussi, je le pensais. Désormais, je suis fier !", rigole le vieil homme, les cheveux en bataille et le regard malicieux.

Marion Guénard & Nina Hubinet

<http://www.europe1.fr/International/Egypte-appel-a-une-marche-mardi-au-Caire-423143/>

Egypte : appel à une marche mardi au Caire

Par **Europe1.fr** avec **Reuters**

Publié le 22 février 2011 à 06h45 Mis à jour le 22 février 2011 à 06h45

Des partisans de réformes démocratiques actifs sur internet ont lancé un appel pour la tenue d'une marche, mardi au Caire, pour réclamer le renvoi du gouvernement provisoire égyptien comptant à leurs yeux trop de personnalités de l'ancien régime. Ce défilé, baptisé par ses promoteurs "Marche du défi", espère rassembler un million de personnes sur la place Tahrir (place de la Libération) pour maintenir la pression sur l'armée, qui s'est emparée du pouvoir à titre temporaire après la chute, le 11 février, du président Hosni Moubarak. Un autre défilé est prévu pour vendredi, jour férié.

<http://www.hns-info.net/spip.php?article28702>

Source / auteur :

Amnesty international

Les gardiens accusés, alors que de nombreux détenus auraient été abattus dans une prison égyptienne

mis en ligne mardi 22 février 2011 par [jesusparis](#)

On craint que les gardiens d'une prison égyptienne n'aient abattu depuis les miradors de nombreux prisonniers et un visiteur dans le cadre des émeutes qui se poursuivent dans cet établissement pénitentiaire proche du Caire.

Des détenus de la prison d'al Qatta al Gadeed ont fourni à Amnesty International les noms de 43 prisonniers qui, selon eux, ont été tués dans l'enceinte de la prison.

Le corps d'un homme transféré dans une morgue du Caire et identifié comme « venant d'al Qatta » samedi 19 février, pourrait être celui d'un proche qui rendait visite à un détenu et a été

abattu lorsque des tirs ont éclaté il y a une semaine, selon des sources émanant de la prison et de la morgue.

En outre, 81 prisonniers ont été blessés depuis qu'une émeute a éclaté à la prison le 29 janvier, selon les avocats qui représentent les familles des détenus. Un membre des forces de sécurité aurait également trouvé la mort.

« Les autorités doivent cesser de recourir à la force meurtrière contre les détenus et autoriser tous les blessés à recevoir des soins immédiatement, a indiqué Malcolm Smart, directeur du programme Afrique du Nord et Moyen-Orient d'Amnesty International.

« Il convient de diligenter sans délai une enquête indépendante sur les émeutes qui secouent la prison afin d'établir les circonstances dans lesquelles les gardiens ont fait usage de la force meurtrière. »

Les corps de certains détenus comptaient parmi les 115 cadavres conduits depuis au moins quatre prisons à la morgue de Zenhom, dans la capitale égyptienne. Ils présentaient pour la plupart des blessures par balle à la tête, à la nuque et à la poitrine, selon un médecin légiste qui a préféré garder l'anonymat.

Plusieurs proches auxquels on a restitué les corps de détenus ont eux aussi déclaré qu'ils présentaient des blessures par balles similaires, ce qui donne à penser qu'elles résultent de tirs isolés.

Des prisonniers avaient demandé à être remis en liberté après avoir entendu dire que d'autres détenus avaient été libérés en Égypte au lendemain des manifestations qui ont ébranlé le pays, et ont finalement conduit à la démission du président Hosni Moubarak.

Les autorités pénitentiaires ayant refusé, une émeute a éclaté le 29 janvier.

Les membres du personnel civil et de sécurité gérant la prison sous l'autorité du ministère de l'Intérieur ont quitté leur poste peu après le début des émeutes, selon les prisonniers et leurs familles.

On craint maintenant que des centaines de prisonniers d'al Qatta al Gadeed ne soient en danger, aux mains des gardiens qui auraient fait usage d'armes à feu et de gaz lacrymogènes contre eux.

Selon les prisonniers et leurs familles, des dizaines de prisonniers blessés reçoivent des soins rudimentaires de la part de codétenus, les autorités ne prodiguant pas de soins médicaux professionnels.

Un pharmacien incarcéré à la prison, où la plupart des détenus purgeraient des peines pour des infractions pénales, a affirmé : « Je suis pharmacien, pas médecin. Mais les prisonniers ont besoin d'être soignés, alors je me sers de tout ce que j'ai sous la main... J'applique de la

bétadine (une solution antiseptique qui tue les bactéries) sur des bandes déchirées de sous-vêtements pour panser les blessures des prisonniers parce qu'il n'y a pas de bandages.

« D'autres souffrent de diabète et ont besoin de piqûres d'insuline, mais les stocks de l'infirmerie sont épuisés. D'autres encore ont besoin de soins urgents pour des problèmes au foie et aux reins. Je ne sais pas quoi faire pour eux. »

Les deux derniers homicides ont eu lieu les 11 et 12 février.

Les prisonniers et leurs familles ont également signalé que les détenus se voient refuser de la nourriture, de l'eau et d'autres biens de première nécessité en quantité suffisante, et affirment que ces privations se sont accentuées entre le 29 janvier, date du début de l'émeute, et le 7 février, lorsque des militaires ont lancé du pain, de la confiture et du fromage par-dessus l'enceinte de la prison.

<http://www.irinnews.org/fr/ReportFrench.aspx?ReportID=91997>

EGYPTE: Le coût de la révolution



Photo: Amr Emam/IRIN

Des travailleurs de la construction attendent d'être embauchés au Caire

LE CAIRE, 22 février 2011 (IRIN) - De nombreuses personnes en Égypte ont été directement ou indirectement affectées par les 17 jours de manifestations qui ont pris fin le 11 février avec le départ du président Hosni Moubarak.

Selon les données du gouvernement, 365 civils et 32 policiers ont trouvé la mort, et 5 500 civils et 1 000 policiers ont été blessés.

« Nous exhortons les autorités à enquêter sur les incidents violents, y compris ceux résultant de l'usage excessif de la force par des responsables de la sécurité qui ont autorisé des tirs à balles réelles sur les manifestants, et sur les actes de violence commis par les manifestants pro et anti-Moubarak », ont déclaré dans un communiqué publié le 17 février un groupe d'experts incluant le Rapporteur des Nations Unies sur les exécutions arbitraires et sommaires Christof Heyns ; le Rapporteur des Nations Unies sur la liberté d'opinion et d'expression Frank La Rue ; et le co-Rapporteur du Groupe de travail sur la détention arbitraire El Hadji Malick Sow.

Selon le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), on compte 13 enfants parmi les victimes.

« Tous les cas de décès et de blessures rapportés, particulièrement ceux d'enfants, ainsi que les informations selon lesquelles des enfants auraient été payés pour participer aux contre-manifestations et...auraient été détenus doivent faire l'objet d'une enquête approfondie, et les droits des enfants pleinement protégés », a dit le représentant de l'UNICEF Philippe Duamelle.

L'agence a lancé un programme d'aide psychosociale pour les enfants affectés. « Les enfants ont besoin qu'on les aide à surmonter le sentiment d'insécurité lié aux violences auxquelles ils ont pu assister ou même subir », a ajouté M. Duamelle.

Sans emploi

De nombreux travailleurs occasionnels ont été laissés sans emploi, en particulier dans les secteurs de la construction et du tourisme.

« Comment nourrir ma famille si je n'ai pas de travail ? Par le passé, on pouvait obtenir du travail de temps en temps, mais maintenant il n'y en a plus du tout », a dit Rifaat Abdullah, un travailleur de la construction de 43 ans qui a quatre enfants à nourrir.

Selon l'Agence centrale pour la mobilisation publique et les statistiques (CAPMAS), une institution gérée par l'État, le secteur de la construction a été le plus durement touché. En effet, environ 90 pour cent des ouvriers se sont retrouvés sans travail pendant et immédiatement après les manifestations lorsque les chantiers ont été arrêtés.

Selon M. Abdullah, qui se rendait auparavant sur la place centrale du quartier résidentiel densément peuplé de Faisal, à Gizeh, pour se faire embaucher pour la journée par un entrepreneur, il est désormais impossible de trouver du travail. « Je suis fatigué d'attendre », a-t-il dit à IRIN. « J'ai songé à changer de travail, mais la récession semble toucher tous les secteurs du pays ».

À 24 ans, Kareem Mohamed est père d'un enfant. Avant la révolution, il louait son cheval à des touristes près des pyramides de Gizeh, une attraction touristique majeure, mais le site a été déserté depuis.

« Je dépends des touristes pour nourrir ma famille », a dit M. Mohamed. « Et je n'en ai pas vu depuis près d'un mois ».

D'après l'ancien vice-président égyptien Omar Souleimane, 1,1 million de touristes ont quitté l'Égypte pendant les neuf premiers jours du soulèvement. Selon le rapport du CAPMAS publié le 17 février toutefois, environ 210 000 personnes seraient parties pendant la dernière

semaine de janvier. « Les dépenses des touristes ont diminué de 178 millions de dollars au cours de cette semaine-là », indique le rapport.

Certains hôtels ont été contraints d'obliger leurs employés à prendre un congé sans solde.

Soins de santé

Les services de santé ont également été affectés. « Des milliers de patients ont eu des difficultés à se rendre à l'hôpital à cause des problèmes de sécurité, du manque de transport et du couvre-feu national », ont dit des travailleurs de la santé à IRIN. Et c'est sans compter les pénuries de médicaments.

« Presque tous les transport ont cessé de fonctionner », a dit Mohamed Abdeen, président de l'hôpital d'oncologie d'Assouan. « Nous étions donc incapables de nous procurer certains médicaments très importants pour le traitement du cancer ».

Malgré les difficultés actuelles, certains experts demeurent confiants quant à la possibilité d'un nouveau départ pour les plus vulnérables.

Lors d'une récente interview avec le magazine IMF Survey, Masood Ahmed, directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale du Fonds monétaire international (FMI), a dit que l'accent devait être mis sur des stratégies de croissance plus inclusives et une aide mieux ciblée pour les ménages les plus pauvres.

D'après Rashad Abdou, professeur d'économie à l'université du Caire, l'extension des microprojets communautaires pourrait être un moyen de mieux soutenir les groupes économiquement vulnérables. « Ces projets dépendent de la capacité du gouvernement à faciliter l'emprunt bancaire pour permettre aux plus pauvres de mener à bien leur projet », a-t-il ajouté.

ae/eo/cb – gd/amz

<http://www.lemonde.fr/imprimer/article/2011/02/22/1483543.html>

L'Egypte rouvre le terminal de Rafah, à la frontière avec la bande de Gaza

LEMONDE.FR avec AFP | 22.02.11 | 14h07 • Mis à jour le 22.02.11 | 14h25



Rafah, seul point d'entrée de la bande de Gaza à ne pas être contrôlé par Israël, était fermé depuis le 30 janvier.AP/Eyad Baba

Le terminal de Rafah, à la frontière entre l'Égypte et la bande de Gaza, a été rouvert comme prévu mardi 22 février par les autorités égyptiennes pour *"les Palestiniens qui veulent partir [de l'enclave côtière], au rythme de trois cents par jour"*, a annoncé un responsable du Hamas.

Le régime des sorties n'est *"pas encore clair"*, a-t-il ajouté, indiquant néanmoins penser que les personnes autorisées à entrer en Égypte par Rafah seraient comme précédemment les patients munis de certificats médicaux, les étudiants en Égypte et les détenteurs de nationalités étrangères.

FERMÉ DEPUIS LE 30 JANVIER

"Plus de trois mille personnes se sont enregistrées auprès de nous pour voyager", a précisé le responsable, espérant que le terminal puisse à terme rester ouvert vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Il fonctionne actuellement de 11 heures locales (10 heures à Paris) à 16 heures (14 heures à Paris).

Rafah, seul point d'entrée de la bande de Gaza à ne pas être contrôlé par Israël, était fermé depuis le 30 janvier en raison du soulèvement populaire en Égypte qui a provoqué la chute du président Hosni Moubarak le 11 février.

La fermeture du terminal a bloqué en Égypte des milliers de Palestiniens, principalement des malades partis se faire soigner ou opérer d'urgence, mais aussi des étudiants et des familles.

<http://fr.rian.ru/world/20110222/188689723.html>

Gaza: l'Égypte a rouvert le poste-frontière de Rafah (responsable palestinien)

16:46 22/02/2011

GAZA, 22 février - RIA Novosti

Le terminal de Rafah, à la frontière entre l'Égypte et la bande de Gaza a été rouvert mardi par Le Caire, ce qui a permis à des centaines de Palestiniens de sortir de l'enclave par le territoire égyptien, a annoncé Ayoub Abou Chaar, directeur du poste-frontière du côté palestinien.

Rafah, seul point d'entrée de la bande de Gaza à ne pas être contrôlé par Israël, restait fermé depuis le 30 janvier dernier, suite au soulèvement populaire en Égypte qui a renversé le président Hosni Moubarak le 11 février.

<http://fr.reuters.com/article/frEuroRpt/idFRLDE71L28W20110222?sp=true>

LEAD 2 Égypte-Des ministres prêtent serment, les Frères écartés

mardi 22 février 2011 20h52

(Actualisé, réaction Frères musulmans §§ 6, 13)

par Maroua Aouad et Tom Pfeiffer

LE CAIRE, 22 février (Reuters) - Le Conseil militaire au pouvoir en Egypte a maintenu mardi à leur poste les ministres de la Défense, de l'Intérieur, de l'Economie, de la Justice et des Affaires étrangères lors d'un remaniement de l'équipe nommée par l'ex-président Hosni Moubarak avant sa chute, il y a 11 jours.

En revanche, le ministère du Pétrole change de titulaire et certaines personnalités laïques de l'opposition font leur entrée dans la nouvelle équipe dirigée par Ahmed Chafik, ancien général d'aviation, a rapporté la télévision nationale en retransmettant la prestation de serment des nouveaux venus.

Le ministère clé de la Défense reste aux mains du maréchal Mohamed Hussein Tantaoui, chef du Conseil suprême des forces armées, qui a hérité des pouvoirs de Moubarak le 11 février, et véritable homme fort du régime de transition.

Celui-ci a promis de répondre aux revendications "légitimes" des révolutionnaires de la place Tahrir en rendant le pouvoir aux civils dans les six mois une fois réformée la Constitution et organisées des élections libres et honnêtes.

La nouvelle équipe de Chafik ne comprend aucun membre des Frères musulmans, bête noire du régime de Moubarak, qui se présentait aux Occidentaux comme le meilleur rempart contre l'islamisme radical.

Un responsable des Frères musulmans, Essam el Erian, a réagi en déclarant que les "copains" de Moubarak dominaient toujours la vie politique. "Ce nouveau cabinet est illusion, a-t-il dit. Il fait mine d'intégrer l'opposition, mais en réalité ce nouveau gouvernement place l'Egypte sous la tutelle de l'Occident."

Les initiateurs des manifestations de la place Tahrir, qui ont eu raison en 18 jours de 30 ans de pouvoir de Moubarak, avaient prévu ce mardi une nouvelle marche pour faire pression sur l'armée afin qu'elle écarte du gouvernement tous les membres nommés par Moubarak.

NOUVEAUX APPELS À MANIFESTER JEUDI ET VENDREDI

Scandant "Le peuple veut la chute du gouvernement", quelques centaines de personnes ont manifesté à la tombée de la nuit sur la grande place du Caire pour obtenir qu'une équipe de technocrates gère le pays durant la période intérimaire.

"Nos exigences sont le départ d'Ahmed Chafik et de son gouvernement, considérés comme un des vestiges de l'ancien régime corrompu", rappelaient des tracts de la Jeunesse du 6 avril, à l'origine des premières manifestation place Tahrir.

Un groupe de jeunes, le "Mouvement populaire national pour le changement", a donné pour sa part au gouvernement de Chafik jusqu'à mercredi pour démissionner, faute de quoi il appellerait à un grand sit-in jeudi place Tahrir et à une marche vendredi.

"Nous marcherons pour réclamer la démission du gouvernement de Chafik, la levée de l'état d'urgence (en vigueur depuis 30 ans) et le jugement de Moubarak et de sa famille", a déclaré un de ses représentants, Mohamed Fahmi.

Après le Premier ministre britannique David Cameron et le sous-secrétaire d'Etat américain aux Affaires politiques William Burns la veille, Catherine Ashton, haute représentante de la diplomatie européenne, a proposé mardi aux militaires l'aide de l'UE pour faciliter une transition ordonnée du pays vers la démocratie.

"L'appel à la marche d'un million de personnes pour vendredi montrera la colère et la frustration des gens", a dit Erian. (Sarah Mikhaïl, Marc Delteil et Philippe Bas-Rabérin pour le service français)

<http://www.afrik.com/article21969.html>

La misère des Egyptiens et les 70 milliards des Moubarak

Les autorités égyptiennes réclament le gel des avoirs de la famille

mardi 22 février 2011 / par Falila Gbadamassi

Hosni Moubarak et les siens seraient à la tête d'une fortune qui avoisinerait les 70 milliards de dollars américains alors que la majorité des Egyptiens sont des travailleurs pauvres. Le taux de chômage dépasse les 9% et le cinquième de la population du pays vit avec moins d'un dollar par jour.

La famille Moubarak pèserait entre 40 et 70 milliards de dollars, selon un article du journal britannique *The Guardian*. Cette fortune serait abritée dans les banques suisses et britanniques ou investie dans l'immobilier dans les villes comme Londres, New York, Los Angeles et celles longeant les côtes de la Mer Rouge. Les banques suisses ont déjà procédé depuis la chute du raïs au gel des avoirs du clan Moubarak dans leur pays. Les activistes égyptiens, quant à eux, tentent depuis jeudi dernier de convaincre le procureur de la République d'enquêter sur la fortune du président déchu.

A l'origine de cette manne financière, la longévité au pouvoir du président égyptien Hosni Moubarak -30 ans-, qui lui a permis de tirer profit de plusieurs accords économiques signés avec son pays. Par ailleurs, durant sa longue carrière militaire, il se serait enrichi grâce aux contrats d'armement et en se rendant acquéreur des terres appartenant à l'armée à des prix défiant toute concurrence, rapporte la version francophone de l'hebdomadaire égyptien *Al-Ahram*. Le détournement de deniers publics aurait également permis aux Moubarak d'être à la tête de cette fortune. Les deux fils du chef de l'Etat égyptien, Gamal et Alaa sont aussi des milliardaires, selon *The Guardian*. Ce sont près de 6,357 millions de dollars américains qui ont fait l'objet de transferts illicites entre 2000 et 2008, selon un rapport de Global Financial Integrity (GFI) publié en janvier dernier. La corruption aurait coûté 57,2 millions de dollars aux Egyptiens sur la même période, rapporte le journal *Al-Ahram*. Après le Nigeria, l'Afrique du Sud, l'Egypte est le troisième pays le plus important en Afrique en termes de transferts illicites.

Chômeurs, jeunes et pauvres

Le patrimoine du clan Moubarak représente environ entre un et deux tiers du PIB de l'Egypte, évalué en 2009 à près de 90 milliards de dollars. Avant de céder le pouvoir le 11 février dernier, Hosni Moubarak avait promis une hausse de 15% des salaires des fonctionnaires. Dans un pays où le taux de chômage excède les 9% et frappe surtout les

jeunes, un cinquième des quelque 80 millions d’Égyptiens vit avec moins d’un dollar par jour. En 2010, les autorités égyptiennes avaient publié des chiffres selon lesquels plus de 16 millions d’Égyptiens vivaient sous le seuil de pauvreté, fixé à 2 dollars par jour par la Banque Mondiale. Pour les institutions internationales, ce serait plus de la moitié de la population égyptienne qui serait concernée.

Absorbés par le secteur informel, la plupart des travailleurs égyptiens sont pauvres. La pauvreté est devenue endémique au point que l’ancien gouvernement égyptien était obligé de subventionner les denrées alimentaires et le carburant, ce qui représente 30% de son budget, rapporte *Le Figaro*. Dans un communiqué sur la crise égyptienne, publié le 2 février, Juan Somavia, le secrétaire général du Bureau international du travail (BIT), a rappelé que son organisation, « dénonce (depuis des années) l’ampleur du déficit de travail décent en Égypte et dans d’autres pays de la région, où le chômage, le sous-emploi et le travail informel demeurent parmi les plus élevés au monde ». Le fossé économique entre les dirigeants égyptiens et la population, notamment la jeunesse, a alimenté la révolte qui a renversé le régime de Moubarak.

<http://www.courrierinternational.com/breve/2011/02/23/1-armee-procede-a-un-remaniement-ministeriel>

L'armée procède à un remaniement ministériel

23.02.2011 | Al-Masri Al-Youm

Le 22 février, le Conseil supérieur des forces armées a remanié le gouvernement. Le ministère de l'Information, outil de propagande de l'ex-président Moubarak, disparaît. Ahmad Chafic, un militaire, reste Premier ministre, mais Yahia Elgamal, un professeur de droit constitutionnel, est nommé pour le seconder. Des membres de l'opposition obtiennent les portefeuilles de la Solidarité sociale et du Tourisme; ceux de la Défense, des Affaires étrangères, de l'Intérieur et des Finances ne changent pas de main.

<http://www.afrik.com/article22106.html>

Egypte : Gamal Moubarak se cache

Il se serait réfugié à Londres

mercredi 23 février 2011 / par Muritala Bakare



Le fils de l’ancien président égyptien, Hosni Moubarak, cherche désespérément une cachette pour lui et sa famille au Royaume-Uni.

Selon les rapports qui circulent dans les médias locaux, Gamal Moubarak, le fils aîné de l’ex-président égyptien, a fui le changement de régime en Egypte, avec sa femme et sa fille, pour se réfugier à Londres. Gamal, 47 ans, qui a longtemps été pressenti pour prendre la suite de son père, Hosni, à la tête de l’Egypte, même si les militaires s’y opposaient, vivrait dans le

quartier le plus huppé de Londres, dans une demeure qui vaut plusieurs millions de livre anglaise. Sa fortune, amassée pendant les années de règne de son père, est évaluée à plusieurs milliards de dollars. Elle est placée dans l'immobilier, des banques Suisse ou dans les paradis fiscaux britanniques mais aussi à travers des participations dans de nombreuses sociétés occidentales.

Selon une enquête menée par l'Evening Standard, le gardien a reçu la consigne de dire aux journalistes que la maison avait été vendue et que le fils de l'ancien dictateur égyptien n'habitait plus à cette adresse. D'autres sources rapportent que la femme de Gamal, Khadiga, vit à une adresse secrète à Londres avec leur fille qui est née à dans cette ville l'an dernier.

Les troubles politiques qui ont mis fin aux trois décennies de pouvoir d'Hosni Moubarak ont aussi définitivement ruiné les espoirs de Gamal de pouvoir "faire carrière" en Egypte. Mais il est aussi citoyen britannique. Il a travaillé au bureau londonien de la Bank of America en tant que banquier d'affaires dans les années 1990 avant de créer son propre fonds, Medinvest, dont il ne fait aujourd'hui plus partie.

<http://www.20minutes.fr/ledirect/675871/monde-egypte-souleimane-bien-echappe-tentative-attentat>

Egypte: Souleimane a bien échappé à une tentative d'attentat

Mis à jour le 24.02.11 à 12h06

L'ex-chef des services de renseignement égyptiens Omar Souleimane, que Hosni Moubarak avait nommé vice-président fin janvier, a échappé à une tentative d'assassinat, déclare le ministre égyptien des Affaires étrangères cité par l'agence égyptienne Mena. Une source au sein des services de sécurité égyptiens avait démenti le 5 février des informations parues dans des médias américains concernant une tentative d'assassinat.

Mais Ahmed Aboul Gheit, le chef de la diplomatie égyptienne, a déclaré mercredi soir à la chaîne satellitaire Al Hayat que les informations concernant ce complot étaient bonnes. Il dit avoir été lui-même témoin de tirs contre le véhicule de Souleimane, dans un secteur proche du palais présidentiel, à Héliopolis au Caire.

Les agresseurs circulaient à bord d'une «ambulance volée», a précisé Aboul Gheit. L'un des gardes du corps de Souleimane a été tué dans la fusillade, et un autre garde du corps ainsi que le chauffeur ont été blessés, écrit l'agence Mena.

Avec Reuters

http://www.lepoint.fr/monde/tentative-d-assassinat-contre-souleiman-en-egypte-24-02-2011-1299071_24.php

Le Point.fr - Publié le 24/02/2011 à 12:45 - Modifié le 24/02/2011 à 13:03

Tentative d'assassinat contre Souleiman en Égypte

L'homme-clé de l'ère Moubarak a été visé par des tirs lors du passage de sa voiture.

Source AFP

Une tentative d'assassinat a visé Omar Souleiman, l'éphémère vice-président égyptien avant la chute de Hosni Moubarak, et une "enquête judiciaire" sur cette affaire est en cours, a indiqué, jeudi, le ministre égyptien des Affaires étrangères Ahmad Aboul Gheit. "L'affaire est entre les mains des autorités judiciaires", a affirmé le ministre, en réponse à la question d'un journaliste sur cette tentative d'assassinat lors d'un point de presse avec son homologue allemand Guido Westerwelle.

Le ministre égyptien avait indiqué mercredi soir dans un programme de télévision arabe avoir "vu la voiture d'Omar Souleiman prise sous le feu de tirs, dans le quartier d'Heliopolis, venant d'un groupe circulant à bord d'une ambulance volée". "L'un des gardes d'Omar Souleiman a été tué et son chauffeur grièvement blessé", a-t-il ajouté. Cette affaire avait déjà été évoquée dans des médias après qu'une fusillade eut éclaté au passage d'un convoi dans lequel se trouvait Omar Souleiman le 28 janvier au Caire.

L'homme-clé de l'ère Moubarak

Les autorités égyptiennes avaient indiqué quelques jours plus tard qu'un des véhicules avait été atteint par une balle perdue lors d'un échange de tirs entre "éléments criminels", mais avaient assuré que le vice-président n'était pas visé. Omar Souleiman avait été nommé vice-président fin janvier, durant la révolte populaire contre le président Hosni Moubarak. Hosni Moubarak - qui n'avait auparavant jamais accepté de nommer un vice-président durant les trois décennies de son pouvoir - a lui-même été contraint à la démission le 11 février sous la pression de la rue.

Depuis, Omar Souleiman n'occupe plus de position officielle dans la nouvelle hiérarchie du pouvoir, partagé entre un gouvernement de transition et le Conseil suprême des forces armées, dans l'attente d'un changement de la Constitution et d'élections législatives et présidentielle. Patron des services secrets égyptiens, Omar Souleimane était l'homme-clé de l'ère Moubarak et il a notamment géré des dossiers de politique étrangère dont celui du conflit israélo-palestinien.

<http://fr.rian.ru/culture/20110301/188745950.html>

Egypte: deux dépôts d'antiquités pillés à Gizeh



Egypte: deux dépôts d'antiquités pillés à Gizeh

© RIA Novosti.

17:50 01/03/2011

LE CAIRE, 1er mars - RIA Novosti

Des inconnus ont dévalisé mardi matin deux dépôts d'antiquités sur le plateau de Gizeh, ont annoncé les médias égyptiens.

Selon le site d'Al-Ahram, une quinzaine d'hommes armés de pistolets-mitrailleurs ont passé à tabac les policiers préposés à la garde d'un site archéologique. Après avoir dévalisé deux dépôts renfermant des antiquités, ils ont chargé leur butin à bord d'un camion et sont repartis pour une destination inconnue.

Selon les informations provisoires, il s'agit d'antiquités égyptiennes récemment découvertes dans la région des grandes pyramides.

Ce n'est pas le premier épisode de ce genre dans le pays qui ne s'est toujours pas remis des révoltes qui ont entraîné la chute du régime de Hosni Moubarak. Ainsi, plusieurs pièces archéologiques ont également été dérobées au Musée égyptien du Caire et dans la nécropole de Saqqarah lors des émeutes.

Les archéologues égyptiens ont demandé aux forces armées du pays de renforcer la protection des monuments.

<http://www.lexpress.mu/story/21379-egypte-des-policiers-limoges-brulent-des-voitures-au-caire.html>

Egypte : Des policiers limogés brûlent des voitures au Caire

Reuters

02/23/11 | Commentaires [22] **Des policiers protestant apparemment contre leur limogeage ont incendié mercredi six véhicules devant le ministère de l'Intérieur au Caire, ont rapporté des témoins.**



Selon ces derniers, les policiers, qui ont versé de l'essence sur les véhicules avant d'y mettre le feu, exigent leur réintégration.

Les autorités n'ont pas commenté l'incident mais selon une source de la sécurité, un incendie s'est déclaré dans un bâtiment abritant les services de la police criminelle à proximité du ministère de l'Intérieur.

Le secteur a été bouclé par des policiers en civil et des militaires.

Contrairement à l'armée, au pouvoir depuis la chute le 11 février du président Hosni Moubarak, la police égyptienne fait profil bas en raison de son rôle joué dans la répression aux premières heures de la "révolution du Nil".

(Source : Reuters)

http://www.nytimes.com/2011/02/26/world/middleeast/26egypt.html?_r=1&scp=8&sq=egypt%20protests&st=cs
e

Egyptian Military Cracks Down on New Protest

By LIAM STACK

Published: February 25, 2011

But by early Saturday, the military made it clear there would be limits to further dissent as soldiers and plainclothes security officers moved into the square, beating protesters and tearing down their tents, witnesses said.

In a day that had begun with equal parts carnival and anti-government demonstration, protesters' called for the quick cancellation of the Emergency Law, which for three decades has allowed detentions without trial, and the resignation of Prime Minister Ahmed Shafiq, a former air force general appointed by Mr. Mubarak days before he stepped down.

But after night fell, the protest transformed into a tense standoff between protesters and the military, whose neutrality during the uprising, and unwillingness to fire on the protesters, had turned them into popular heroes.

The first sign of tension arose when hundreds of people rallied in the intersection in front of the prime minister's office, barred from taking their protest any closer to the ornate building by armored personnel carriers and a line of soldiers armed with Tasers.

The crowd returned to a chant heard often in the days before Mr. Mubarak fell, replacing his name with the prime minister's: "The people want the overthrow of Ahmed Shafiq!"

Military police surrounded the protesters and kept them from leaving until late at night, witnesses said, while in Tahrir about a thousand people began to pitch tents and settle in for the night.

After midnight, soldiers and police officers took over the square.

Salma Said was asleep in a tent when it began to fall down on top of her. Outside people were screaming, and she emerged to see people being beaten by soldiers and armed plainclothes security officers wearing masks.

"They had their faces covered like criminals," she said, "They only showed their eyes."

"One of the officers threatened to shoot us and said he was going to set our tent on fire," she said.

During the day Friday, the atmosphere could not have been more different. Many protesters had brought their families and were resting on blankets spread out in a grassy traffic island. A man sold chopped liver grilled on a portable stove, vendors offered cheese sandwiches and cups of sweet tea and others sold revolution souvenirs like t-shirts and headbands.

Solidarity with the antigovernment protesters in Libya was also a major theme. Crowds circled the square carrying two massive flags more than 25 feet long, one Egyptian and one of the Libyan monarchy overthrown by Col. Muammar el-Qaddafi in 1969. Throughout the day protesters chanted “Long live free Libya.”

Protesters called on the military-led transitional government to fulfill demands made during the 18-day protest in Tahrir Square, including the release of political prisoners, the removal of all ministers appointed by Mr. Mubarak and the prosecution of the former president and high ranking members of his party for corruption and abuse of power.

The military has shown little interest in firing Mr. Shafiq, but many Egyptians see him as a proxy for the former president, who has been keeping a low profile in the resort town of Sharm el Sheik since his ouster on Feb. 11.

“We overthrew the President and now we want to get rid of the rest of this corrupt government,” said Ashraf Abdel Aziz, a businessman accompanied by two daughters, ages five and two, who wore tight pigtails and whose faces were painted in the colors of Egypt’s flag. He described the girls, who came to daily protests with him for 18 days earlier this month, as “revolutionaries.”

The spirit of the revolution, which had included people from all segments of Egyptian society, was still evident in the mix of secular leftists, members of the Islamist Muslim Brotherhood, and women wearing full Islamic veils with children in their arms.

Ismael Abdul Latif, 27, a secular writer, chatted with the religious women, only their eyes showing, as they drew revolutionary posters.

“I never dreamed in my wildest dreams that we would be talking to a munaqaba”— as women in full veils are called — “in Tahrir Square,” he said. “A secular artist is having a political debate with a fully veiled lady and having a meaningful conversation. What’s the world coming to?”

But after midnight that answer was less clear.

Ms. Said, after fleeing her tent, ran with a group of other protesters to a nearby plaza, where they began to plot their next move. “In the morning,” she said, “we are going back to Tahrir.”

A version of this article appeared in print on February 26, 2011, on page A10 of the New York edition.

Egypte: 2.000 manifestants au Caire, l'armée s'excuse après des heurts

publié le 26/02/2011 à 17:56

LE CAIRE - Près de 2.000 personnes ont manifesté samedi place Tahrir au Caire pour réclamer un nouveau gouvernement et maintenir la pression sur les nouveaux dirigeants du pays, malgré des heurts la veille avec l'armée qui s'est excusée pour les violences.

"La révolution continue jusqu'à ce que toutes les demandes soient satisfaites", proclamait une banderole, tandis que de nombreux manifestants arboraient des autocollants sur la poitrine ou le bras disant: "Chafic = ancien régime".

Les protestataires réclament notamment le départ du Premier ministre Ahmad Chafic et de toutes les figures de l'ancien régime de Hosni Moubarak, qui a démissionné le 11 février sous la pression populaire et remis le pouvoir à l'armée.

La veille, plusieurs milliers de personnes s'étaient réunies sur cette place devenue le symbole du soulèvement pour exiger un gouvernement de technocrates et célébrer *"la révolution"*.

Mais peu après minuit vendredi soir, la police militaire a encerclé les quelques centaines de manifestants toujours rassemblés et les a dispersés à coups de matraques et d'armes à électrochocs de type Taser, selon un responsable de la sécurité et des témoins.

Plusieurs personnes ont été arrêtées, a reconnu l'armée, qui a présenté ses excuses samedi matin.

"Ce qui s'est passé vendredi soir était le résultat de heurts non intentionnels entre la police militaire et les jeunes de la révolution", a déclaré dans un communiqué le Conseil suprême des forces armées.

Le Conseil *"n'a pas et ne va pas donner l'ordre d'attaquer la jeunesse, et des mesures vont être prises pour garantir que cela ne se reproduise plus"*, a-t-il ajouté.

Dans un deuxième communiqué, l'armée s'est engagée à *"libérer immédiatement tous les jeunes de la révolution du 25-Janvier qui ont été arrêtés (vendredi) place Tahrir"*, sans préciser combien de personnes étaient concernées.

Des militants ont vivement dénoncé l'usage de la force à leur égard.

"Des manifestants pacifiques sur la place Tahrir ont été dispersés par la police militaire avec des Taser, des matraques et des fouets. Des hommes masqués armés de fusils automatiques ont essayé de faire taire la protestation par la force. Beaucoup ont été battus, agressés et arrêtés", ont-ils dénoncé dans un communiqué publié sur Facebook.

"Nous ne pouvons pas accepter cela. Nous devons réagir face à la violence envers des manifestants pacifiques", ont-ils ajouté.

Par AFP

http://www.lexpress.fr/actualites/2/monde/1-egypte-progresse-vers-des-reformes-constitutionnelles_966710.html

L'Egypte progresse vers des réformes constitutionnelles

publié le 26/02/2011 à 23:19

La Constitution égyptienne devrait limiter à un maximum de deux mandats de quatre ans la durée d'exercice du pouvoir par les prochains présidents du pays, selon les amendements présentés samedi par un comité de juristes.

Les propositions de ce comité nommé par le Conseil suprême des forces armées, qui a pris les rênes de l'Égypte après le renversement par la rue d'Hosni Moubarak, seront soumises à référendum avant des élections présidentielle et législatives promises dans un délai de six mois.

Parvenu au pouvoir en 1981, le "*raïs*" déchu effectuait son cinquième mandat consécutif de six ans chacun lorsqu'il a été renversé le 11 février par la "*révolution du Nil*".

L'actuelle Constitution, suspendue par les militaires, rendait quasiment impossible la candidature de personnalités d'opposition.

Les élections feront en outre désormais l'objet d'une supervision judiciaire, a déclaré l'ancien juge Tarik al Bichri, qui préside le comité de juristes. Ce dernier a souligné que les critères de candidature à la présidentielle seraient assouplis.

Une partie des opposants à Hosni Moubarak exigent l'adoption immédiate d'une nouvelle loi fondamentale et juge insuffisants les amendements proposés. Ils regrettent notamment que ne soient pas d'ores et déjà assouplies les conditions particulièrement strictes pour la création de partis politiques.

En l'absence de proposition en ce sens, il revient au conseil militaire au pouvoir de délivrer les autorisations d'ici les élections, a souligné le politologue Moustapha Kamal al Sayyid.

D'autres considèrent qu'il s'agit d'une première étape vers l'instauration d'un régime démocratique.

Une nouvelle Constitution sera élaborée après les élections, a souligné Tarik al Bichri.

Pour réaffirmer leurs revendications en faveur de réformes démocratiques, plusieurs centaines de manifestants ont entrepris samedi soir de camper sur la place Tahrir du Caire, épice du soulèvement ayant abouti au renversement d'Hosni Moubarak.

La nuit précédente, une manifestation similaire a été dispersée par la force, ce qui a conduit des contestataires à accuser l'armée de "*trahir le peuple*".

Les manifestants, qui célébraient place Tahrir les deux semaines de la chute d'Hosni Moubarak et réclamaient la démission des ministres compromis avec l'ancien régime,

accusent les soldats d'avoir, une fois minuit passé, éteint les lampadaires, tiré en l'air et fait usage de matraques pour disperser la manifestation.

Le Conseil suprême des forces armées a assuré qu'il n'avait pas donné l'ordre de "*charger*" les manifestants.

"Ce qui s'est passé la nuit dernière (...) était le résultat d'altercations involontaires entre la police militaire et les enfants de la révolution", a dit le conseil sur sa page Facebook, qu'il utilise pour communiquer.

Le Conseil affirme que les personnes interpellées seront libérées et accuse des fauteurs de trouble "*infiltrés*" d'avoir jeté des pierres et des bouteilles sur les forces de l'ordre.

Selon Achraf Omar, un manifestant, les militaires ont utilisé matraques et pistolets immobilisant. *"Je pensais que les choses changeraient. Je voulais donner une chance au gouvernement mais c'est sans espoir avec ce régime"*, a-t-il dit.

L'armée s'est engagée à empêcher une "*contre-révolution*" mais a été confrontée vendredi à des manifestations dans tout le pays, réclamant une modification en profondeur de la Constitution et la démission du Premier ministre Ahmed Chafic.

Les protestataires réclament la formation d'une équipe de technocrates dans l'attente des élections, tandis que l'armée a maintenu à leurs postes les ministres de la Défense, de la Justice, de l'Intérieur et des Affaires étrangères, nommés par Moubarak avant son départ.

Clément Guillou, Jean-Loup Fiévet et Bertrand Boucey pour le service français

Par Reuters

http://www.lepost.fr/article/2011/02/27/2418786_egypte-arrestation-de-trois-anciens-ministres.html

Égypte : Arrestation de trois anciens ministres

27/02/2011 à 09h33 - mis à jour le 27/02/2011 à 09h47 | - vues | - réactions

Trois anciens ministres égyptiens ont été arrêtés et placés en détention provisoire, jeudi 17 février, sur ordre du Parquet général. L'ex-ministre du tourisme Zoheir Garranah et l'ex-ministre du logement Ahmed Al-Maghrabi sont accusés de détournement de fonds publics. L'ex-ministre de l'Intérieur Habib Al-Adli est quant à lui accusé de blanchiment d'argent. Les trois hommes, dont les comptes ont été gelés, sont interdits de sortie du territoire égyptien.

Source : Le Monde

<http://www.europe1.fr/International/Egypte-le-referendum-aura-lieu-en-mars-431573/>

Egypte : le référendum aura lieu en mars

Par Europe1.fr avec Reuters

Publié le 27 février 2011 à 15h26 Mis à jour le 27 février 2011 à 15h26

Le Conseil suprême des forces armées qui a pris les rênes de l'Egypte après la chute du président Hosni Moubarak envisage d'organiser un référendum constitutionnel en mars, a indiqué dimanche un juriste qui a contribué à rédiger un projet d'amendements.

Sobhi Saleh, membre du comité de juristes qui a dévoilé samedi des projets d'amendements de la Loi fondamentale, a déclaré à l'agence Reuters que cette consultation serait officiellement annoncée dans la semaine qui vient.

<http://www.europe1.fr/International/Egypte-presidentielle-Amr-Moussa-candidat-431701/>

Egypte-présidentielle : Amr Moussa candidat

Par **Europe1.fr avec Reuters**

Publié le 27 février 2011 à 17h21 Mis à jour le 27 février 2011 à 17h21

L'Egyptien Amr Moussa, secrétaire général de la Ligue arabe, a annoncé dimanche son intention d'être candidat à la future élection présidentielle dans son pays, rapporte l'agence de presse officielle Mena.

Une commission juridique désignée par les militaires qui assument le pouvoir depuis la démission, le 11 février, du président Hosni Moubarak, a dévoilé samedi des propositions d'amendements constitutionnels assouplissant les conditions fixées pour être candidat à la présidence.

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=10241

Les autorités égyptiennes décident d'ouvrir à nouveau le passage de Rafah

lundi 28 février 2011 - 09h:35

Centre Palestinien d'Information

Les autorités égyptiennes ont décidé de rouvrir le passage de Rafah, le dimanche 27 février, après sa fermeture les vendredi et samedi passés à cause du congé hebdomadaire égyptien.



Le passage de Rafah est le seul point de communication avec l'extérieur qui échappe à un strict contrôle israélien - Photo : AP

Pour sa part, le responsable [côté palestinien] du passage de Rafah, Abou Ayoub Abou Cha'ar, a affirmé dans une déclaration à la presse que le travail avait repris ce matin 27

février, en indiquant que 4 bus avaient traversé le terminal, et que chaque véhicule transportait entre 40 et 50 passagers.

Il a précisé qu'il était prévu aujourd'hui [dimanche] le passage de 300 voyageurs à travers le poste frontière de Rafah, en soulignant que les listes d'inscriptions sont ouvertes pour tous ceux qui désirent voyager.

Il a expliqué que des discussions étaient en cours pour augmenter le nombre de passagers (jusqu'à plus de 300 passagers par jour), mais le côté égyptien a présenté ses excuses à cause de son manque de personnel à la frontière, en raison des récents changements en Egypte.

Abou Ayoub Abou Cha'ar a ajouté que près de 900 passagers avaient traversé le passage vers l'Egypte entre le mardi [22 février] et jeudi [24 février], tandis que le nombre de personnes qui sont entrés dans la Bande de Gaza dans la même période a atteint 2000.

http://www.lexpress.fr/actualite/monde/moubarak-prive-de-sortie-d-egypte_967094.html

Moubarak privé de sortie d'Egypte

Par L'EXPRESS.fr avec AFP, publié le 28/02/2011 à 15:00

Les avoirs de l'ex-président égyptien et de sa famille proche sont gelés.

L'ex-président égyptien Hosni Moubarak et sa famille proche sont interdits de quitter le pays, et leurs avoirs en Egypte sont gelés, a-t-on appris ce lundi de source judiciaire égyptienne. Outre le président, qui a quitté le pouvoir sous la pression de la rue le 11 février, cette requête concerne son épouse Suzanne ainsi que ses deux fils, Alaa et Gamal, et leurs épouses Heidi Rasekh et Khadiga al-Gammal, selon cette source.

Hosni Moubarak, qui avait confié le pouvoir à l'armée à la suite d'une révolte populaire de 18 jours, a depuis quitté le Caire pour la station égyptienne de Charm el-Cheikh, sur la mer Rouge, selon le gouvernement. Ni l'ex-président ni les membres de sa famille proche n'ont fait d'apparition publique depuis lors.

Comptes secrets

Le 21 février, la justice égyptienne avait annoncé avoir demandé le gel des avoirs à l'étranger de l'ex-président et de sa proche famille.

Selon le journal gouvernemental *Al-Ahram*, la famille Moubarak aurait "des comptes secrets dans des banques égyptiennes". Le journal cite des dépôts sur ces comptes de 147 millions de dollars pour Suzanne Moubarak, 100 millions pour Alaa et 100 millions également pour Gamal.

L'Egypte a lancé depuis la chute du président de nombreuses opérations judiciaires contre des personnalités politiques et économiques proches de l'ancien pouvoir, en invoquant le plus souvent des accusations de corruption ou de fraude.

La corruption du système politico-économique égyptien était l'un des principaux griefs des manifestants qui ont fait tomber Hosni Moubarak. Ce sujet alimente également la grogne

sociale et les demandes d'augmentation de salaires qui se sont multipliées après la chute du président.

Dimanche, la justice égyptienne a annoncé que l'ancien ministre de l'Intérieur Habib el-Adli allait être jugé à partir du 5 mars pour blanchiment d'argent. Ce procès, tout comme ceux des anciens ministres du Tourisme Zoheir Garranah et de l'Habitat Ahmad al-Maghrabi et de l'homme d'affaires Ahmad Ezz, un proche de Gamal Moubarak, se déroulera devant le tribunal pénal du Caire.

Les quatre hommes, dont les comptes ont été gelés, avaient été interdits de sortie du territoire égyptien avant d'être placés en détention provisoire. Plusieurs autres personnalités sont visées par des procédures d'interdiction du territoire ou des enquêtes financières.

http://www.google.com/hostednews/canadianpress/article/ALeqM5g7GcEtQw-KNEeR52CDPVt-WL_DXw?docId=6122011

Égypte: les policiers tuent trois prisonniers lors d'une tentative d'évasion

De Bassem Mroue, The Associated Press – 2 mars 2011

LE CAIRE, Égypte — Des policiers ont ouvert le feu sur des prisonniers qui tentaient de s'évader d'un centre de détention du nord de l'Égypte, mercredi, tuant trois d'entre eux et en blessant huit autres, selon des responsables de la sécurité.

Aucun des prisonniers n'est parvenu à s'échapper durant cette tentative d'évasion survenue à Damanhour, à environ 130 kilomètres au nord-est du Caire, ont confié les responsables. Ces derniers ont requis l'anonymat parce qu'ils ne sont pas autorisés à s'adresser aux médias.

La prison héberge deux des détenus les plus connus d'Égypte — Tarek el-Zomor et son cousin, le lieutenant Abboud el-Zomor. Les deux hommes purgent des peines de prison à vie pour avoir participé à l'assassinat du président Anouar el-Sadate durant un défilé militaire au Caire, le 6 octobre 1981.

Ils ont été reconnus coupables, en 1984, de complot dans le but de commettre un assassinat et d'affiliation au Jihad islamique, un groupe interdit, mais pas de l'assassinat du président comme tel. Les cinq principaux suspects dans cette affaire, incluant le tireur, ont été arrêtés et exécutés.

Les cousins el-Zomor ne figuraient pas parmi les prisonniers qui ont tenté de s'échapper mercredi, ont précisé les responsables de la sécurité.

Environ 23 000 des 80 000 prisonniers égyptiens se sont évadés, et au moins 120 autres sont morts, durant le soulèvement populaire de 18 jours qui a mené à la démission du président Hosni Moubarak, le 11 février.

03/03/11 13:49

Démission du dernier Premier ministre nommé par Moubarak

LE CAIRE (AP) — C'était l'une des principales revendications du mouvement populaire égyptien. Le Conseil suprême des forces armées a annoncé jeudi la démission du Premier ministre Ahmed Shafiq, choisi par Hosni Moubarak peu avant de quitter le pouvoir.

Dans un bref communiqué diffusé jeudi sur son site Internet, le Conseil qui préside actuellement aux destinées de l'Égypte précise qu'il est remplacé par un ancien ministre des Transports, Essam Sharaf, chargé de constituer un nouveau gouvernement provisoire.

Ancien officier de l'armée de l'air, Ahmed Shafiq avait été nommé par le président Moubarak peu après le début, le 25 janvier, de la vague de contestation qui devait finir par l'emporter, au bout du 18 jours. Le "raïs" avait démissionné le 11 février, mais Shafiq avait été maintenu en poste à la tête de l'intérim par le Conseil, désormais aux commandes.

Depuis, les responsables du soulèvement exhortaient l'armée de limoger Shafiq, estimant qu'un Premier ministre nommé par le président déchu ne pouvait pas garder sa place, et rejetant le fait que cette équipe de transition soit composée de tant de membres de l'ancien régime.

"Dans un premier temps, nous avons chassé Moubarak. Puis nous nous sommes débarrassés de Shafiq. Nous sommes de nouveau les propriétaires de ce pays", s'est réjoui Bassem Kamel, membre de la coalition de l'opposition impliquée dans le soulèvement. Mais "nous attendons toujours que d'autres exigences soient remplies".

L'opposition veut aussi la dissolution du Parti national démocratique (PND) de Moubarak, ainsi que celle de l'Agence pour la sécurité de l'État, honnie et montrée du doigt pour les pires violations des droits de l'homme sous l'ancien régime. Parmi leurs autres exigences, on trouve la libération des prisonniers politiques et la traduction en justice des membres des forces de sécurité responsables des morts de manifestants pendant le soulèvement.

Sharaf, qui avait été au gouvernement de 2004 à 2006, avait démissionné après le scandale provoqué par une succession d'accidents ferroviaires meurtriers, attribués à la négligences des autorités. Cet ingénieur de profession était venu rendre visite aux manifestants de la place Tahrir, épice du mouvement au Caire, un geste qui lui avait valu l'affection de la jeunesse fer de lance du soulèvement.

Une grande manifestation de l'opposition, prévue vendredi pour demander le départ de Shafiq, est maintenue, mais avec d'autres mots d'ordre.

L'acceptation rapide par l'armée de la démission de Shafiq et la nomination d'un successeur prouvent que les généraux assurant la transition sont à l'écoute des exigences des chefs de l'insurrection. Mais nombre d'Égyptiens estiment désormais que la priorité devrait être au rétablissement de l'ordre et de la sécurité dans le pays: l'Égypte connaît une vague criminelle sans précédent, avec des affrontements de rues entre gangs criminels rivaux. La police, haïe

par la population pour sa brutalité, n'est pas encore vraiment revenue dans les rues, la police militaire comblant le vide, mais sans les moyens nécessaires.

Outre la sécurité, la nouvelle équipe de transition a pour tâche principale la relance de l'économie mise à mal par le soulèvement dans ce pays de 80 millions d'habitants. La bourse du Caire est fermée depuis plus d'un mois, les touristes commencent tout juste à revenir, mais au compte-gouttes, et la confiance des investisseurs est également ébranlée par les dizaines d'enquêtes ouvertes pour corruption présumées envers de nombreux anciens responsables de premier plan du régime déchu. AP

<http://www.liberation.fr/monde/01012323354-egypte-un-appel-aux-reformes>

03/03/2011 à 00h00

Égypte Un Appel aux réformes

Quelques centaines d'Égyptiens campaient toujours, hier, sur la place Tahrir, symbole de la révolution, pour que les autorités accélèrent les réformes en cours. Par ailleurs, deux hauts responsables du mouvement d'opposition des Frères musulmans, Khairat al-Shater et Hassan Malek, devaient être libérés après avoir passé presque six ans en prison, selon leur avocat, hier. Les Frères musulmans constituent la force d'opposition la plus importante et la mieux organisée en Égypte. photo Nasser Nasser. AP

<http://globe.blogs.nouvelobs.com/archive/2011/03/03/sur-la-place-tahrir-apres-la-demission-du-premier-ministre-e.html>

jeudi, 03 mars 2011

Egypte: "la démission du Premier ministre ne suffit pas"

Le Caire,

Cet après-midi, après l'annonce de la démission du Premier ministre Shafiq, je suis allé sur la place Tahrir recueillir la réaction des jeunes qui, depuis un mois, occupent ce lieu désormais mythique. Comment réagissent-ils à cette démission? Est-elle suffisante? Vont-ils quitter la place?

La réponse est non. Ils veulent que toutes leurs exigences soient satisfaites. Si bien que demain, après la grande prière du vendredi, il y a aura probablement une foule gigantesque sur la place.

A l'entrée de la place, les jeunes fouillent les entrants pour éviter les infiltrations de provocateurs. L'ambiance est bon enfant. En voyant mon allure d'étranger, on m'a demandé une pièce d'identité, comme à tout le monde, mais on n'a pas ouvert mon sac. "Welcome" m'a lancé le garde improvisé en me rendant mon passeport. A l'intérieur de la place, tout est paisible. Aucune tension. Des tentes et des discussions à l'infini.

Égypte : l'armée lâche le premier ministre

Par Tangi Salaün

04/03/2011 | Mise à jour : 06:01



Ahmed Chafiq, nommé premier ministre par Hosni Moubarak au début de la révolution, vient de démissionner. Crédits photo : © Amr Dalsh / Reuters/REUTERS

Nommé par Moubarak aux premiers jours de la «révolution du Nil», Ahmed Chafiq a été remplacé, jeudi, par Essam Charaf.

Lorsqu'il décroche son téléphone, peu après midi, le romancier Alaa el-Aswany vient d'apprendre la démission du premier ministre Ahmed Chafiq, nommé par Hosni Moubarak au début de la révolution. «C'est une excellente nouvelle! Formidable!» La nuit précédente, l'auteur de l'Immeuble Yacoubian a ferrailé jusqu'à deux heures du matin avec Chafiq sur le plateau de la chaîne privée OTV, propriété de l'homme d'affaires copte Naguib Sawiris. Un débat en direct d'une liberté de ton et d'une virulence sans précédent sur une chaîne égyptienne, dont tout Le Caire parlait jeudi. La démission du gouvernement était en effet la principale revendication de l'opposition, qui prévoyait une nouvelle manifestation massive vendredi sur la place Tahrir. Le successeur d'Ahmed Chafiq, Essam Charaf, était en outre le nom favori des jeunes révolutionnaires qui négocient avec l'armée.

«Chafiq incarnait l'ancien régime et la contre-révolution. C'était: "moi, je sais, vous, vous ne comprenez rien". Il fallait bien que quelqu'un le fasse taire», s'esclaffe el-Aswany. Ce que l'écrivain ne s'est pas privé de faire, à plusieurs reprises. Au premier ministre, qu'il interpellait sur la lenteur des enquêtes sur la mort de centaines de manifestants pendant la révolution, et qui réclamait «du temps», el-Aswany a ainsi répondu, cinglant: «Si c'était votre fils, ce serait déjà fait!»

Farah Kamel, membre de la campagne de soutien à Mohamed ElBaradei et de la coalition du 25 janvier, qui regroupe les mouvements de jeunes révolutionnaires, était parmi les téléspectateurs. Il y a quatre jours, la jeune femme a fait partie d'une délégation qui a rencontré Chafiq pour organiser la transition. «J'ai eu le sentiment qu'il n'était pas à la hauteur. Quand on a soulevé le problème de l'absence des policiers et de l'insécurité que cela crée dans certains quartiers, ils nous a répondu à deux reprises: qu'est-ce que je peux faire? J'avais envie de lui répondre: qu'est-ce que les gens peuvent faire?»

L'annonce que Chafiq, un ex-militaire, est remplacé par Essam Charaf, ancien ministre des Transports, professeur à l'Université du Caire, arrache à el-Aswany des exclamations enthousiastes: «C'est un très bon choix, un homme très intègre!» Même satisfaction chez

Farah Kamel. «Il avait démissionné de son poste de ministre en 2005 pour dénoncer la corruption et il a manifesté à nos côtés pendant la révolution.» Maintenant, tempère-t-elle, «il faut s'assurer qu'il va nous débarrasser des derniers symboles de l'ancien régime»: Ahmed Aboul Gheit (Affaires étrangères), Mahmoud Wagdy (Intérieur) et Mamdouh Mareï (Justice).

Pour el-Aswany, cette décision du Conseil suprême des forces armées, annoncée, signe des temps, par un communiqué sur Facebook, est aussi «rassurante». Depuis l'intervention musclée de la police militaire contre les manifestants il y a une semaine, la tension était en effet montée d'un cran entre l'armée et les jeunes. La condamnation de l'un d'entre eux à cinq ans de prison cette semaine avait même érodé leur confiance dans l'impartialité des généraux. «En écartant Chafiq, l'armée montre qu'elle comprend ce qui se passe et qu'elle est capable de prendre des décisions positives», souligne el-Aswany.

Levée de l'état d'urgence

Selon Kamel, la démission du gouvernement devrait désamorcer la contestation. «Il y a des divisions sur l'attitude à adopter. Certains veulent continuer à manifester jusqu'à ce que toutes nos demandes soient satisfaites; d'autres voient bien que la population commence à s'impatienter et qu'il faut remettre le pays en état de marche.» Les opposants réclament toujours la levée de l'état d'urgence et la libération de tous les prisonniers politiques. Pour maintenir la pression, ils devraient désormais concentrer leurs attaques sur Fathi Sorour, Safwat el-Chérif et Zakaria Azmi. Trois caciques de l'ancien régime, symboles de la corruption, officiellement sous le coup d'une enquête, mais dont personne ne sait très bien où ils se trouvent.

<http://www.courrierinternational.com/breve/2011/03/04/de-la-place-tahrir-a-la-tete-du-gouvernement-l-itineraire-d-essam-charaf>

De la place Tahrir à la tête du gouvernement, l'itinéraire d'Essam Charaf

04.03.2011 | Al-Masri Al-Youm

"Essam Charaf est le premier homme politique égyptien qui, après avoir manifesté contre le régime, est nommé Premier ministre", souligne le quotidien cairote. L'armée, qui assure la transition depuis la chute de Moubarak, le 11 février, l'a chargé le 3 mars de former un nouveau gouvernement. Il remplace Ahmed Chafik, qui, nommé par Moubarak avant son départ, était contesté par la rue. Charaf, brièvement ministre des Transports sous Moubarak, s'était joint aux manifestations le 8 février

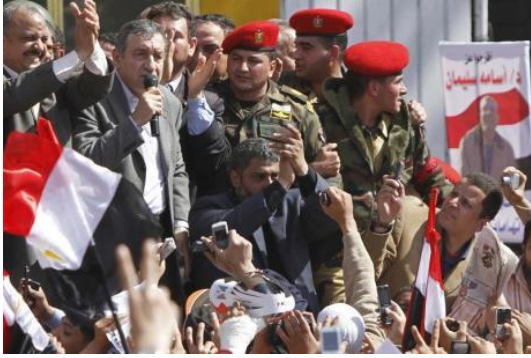
<http://www.liberation.fr/monde/01012323679-place-tahrir-l-egypte-acclame-son-nouveau-premier-ministre>

04/03/2011 à 16h38

Place Tahrir, l'Égypte acclame son nouveau Premier ministre

Égypte, Tunisie: dans les deux pays arabes qui ont déchu leur dictateur, les manifestants fêtent les avancées obtenues ces derniers jours concernant la transition démocratique.

Par **LIBÉRATION.FR**



Le Premier ministre égyptien Essam Charaf, place Tahrir, le 4 mars 2011. (Mohamed Abd El Ghany / Reuters)

Le tout nouveau Premier ministre égyptien Essam Charaf s'est rendu place Tahrir, ce vendredi, au moment de la grande prière. Les manifestants ont formé une haie humaine pour le laisser passer.

S'adressant à la foule, Essam Charaf s'est engagé à satisfaire les demandes démocratiques et a plaidé pour la patience. *«Je suis ici parce que je tire ma légitimité de vous (...). Je déploierai tous mes efforts pour répondre à vos revendications»*, a-t-il lancé à la foule, qui l'a constamment interrompu de *«Nous sommes avec vous»*. *«Ma tâche est lourde et cela nécessitera de la patience»*, a-t-il ajouté.



Place Tahrir, au Caire, le 4 mars 2011 (photo AFP).

Essam Charaf a été nommé jeudi par le conseil suprême des forces armées, en remplacement d'Ahmad Chafik, très contesté par les manifestants. Cet ingénieur, ancien ministre des Transports, est très populaire parmi les manifestants pro-démocratie. Il avait même participé aux démonstrations anti-Moubarak.

Par ailleurs, les Egyptiens devraient se rendre aux urnes dès le 19 mars, pour un référendum sur les amendements à la Constitution. Une commission de juristes planche sur ces amendements depuis le 15 février. La tenue du référendum dépendra *«de la situation sécuritaire dans le pays»*, indique une source militaire à l'AFP.

La justice égyptienne a également démenti que Hosni Moubarak ait quitté le pays. *«L'ancien président et sa famille se trouvent à Charm el-Cheikh»*, affirme le porte-parole du parquet, Adel Saïd. Le quotidien al-Ahram avait écrit mercredi que Hosni Moubarak âgé de 82 ans, se trouvait sur une base militaire à Tabouk, dans le nord-ouest de l'Arabie saoudite, pour un traitement contre un cancer du colon et du pancréas.

En Tunisie, la Casbah fête l'annonce de l'élection d'une constituante

Place de la Casbah, à Tunis, les manifestants célèbrent aussi leur victoire: jeudi soir, le président par intérim Foued Mebaaza a annoncé l'élection d'une assemblée constituante le 24 juillet. Elle sera chargée d'élaborer une nouvelle Constitution. C'était l'une des revendications des contestataires, qui ont donc décidé de suspendre leur sit-in, entamé il y a deux semaines.

«*C'est une victoire du peuple et de la révolution*», a déclaré à l'AFP Hama Hammami, chef du Parti communiste ouvrier tunisien (PCOT). «*Place au travail. Le programme est clair, il n'y a plus de flou*», a réagi Ali Ben Romdhane, secrétaire général adjoint de l'UGTT.

Les élections, qui devaient initialement se tenir d'ici la mi-juillet, sont, elles, reculées. On ne sait pas s'il s'agira de présidentielles, de législatives, ou les deux.

De son côté, le nouveau Premier ministre Béji Caïd Essebsi, nommé dimanche en remplacement de Mohamed Ghannouchi, cacique du régime Ben Ali, a tenu un discours à poigne, ce vendredi. «*Notre priorité sera de rétablir l'autorité de l'Etat, tombée à un niveau insupportable, ce qui passe par le rétablissement de la sécurité pour tous les citoyens, les régions et les institutions*», a-t-il déclaré lors de sa première conférence de presse.



Béji Caïd Essebsi (AFP Fethi Belaid)

Outre la sécurité, la priorité du Premier ministre est la remise sur les rails de l'économie. Le taux de croissance en Tunisie, en moyenne de 5% par an ces dernières années, «*s'approche de zéro*», a-t-il déploré. Il a fustigé les vingt années de règne de Ben Ali: «*Ce fut une bande de corrompus qui ont sucé le sang du peuple, avalé son argent et ses acquis*».

Il a également accusé le dictateur déchu: «*Je n'ai aucun doute que l'ancien président s'est rendu coupable de haute trahison pour avoir renoncé à assumer sa responsabilité d'assurer la sécurité et la stabilité*» et pour «*avoir quitté*» le pays alors qu'il est «*le commandant en chef des forces armées*». La haute trahison étant passible de la peine de mort, a-t-il rappelé.

Par ailleurs, on a appris que douze partis politiques, en plus des neuf autorisés sous Ben Ali, ont été légalisés depuis le 14 janvier.

<http://www.aina.org/news/20110304222016.htm>

Nearly 4000 Muslims Attack Christian Homes in Egypt, Torch Church

Posted GMT 3-5-2011 4:20:16

(AINA) -- A mob of nearly four thousand Muslims has attacked Coptic homes this evening in the village of Soul, Atfif in Helwan Governorate, 30 kilometers from Cairo, and torched the Church of St. Mina and St. George. There are conflicting reports about the whereabouts of the Church pastor Father Yosha and three deacons who were at church; some say they died in the fire and some say they are being held captive by the Muslims inside the church.

Witnesses report the mob prevented the fire brigade from entering the village. The army, which has been stationed for the last two days in the village of Bromil, 7 kilometers from Soul, initially refused to go into Soul, according to the officer in charge. When the army finally sent three tanks to the village, Muslim elders sent them away, saying that everything was "in order now."

A curfew has been imposed on the 12,000 Christians in the village.

This incident was triggered by a relationship between 40-year-old Copt Ashraf Iskander and a Muslim woman. Yesterday a "reconciliation" meeting was arranged between the relevant Coptic and Muslim families and together with the Muslim elders it was decided that Ashraf Iskander would have to leave the village because Muslims torched his house.

The father of the Muslim woman was killed by his cousin because he did not kill his daughter to preserve the family's honor, which led the woman's brother to avenge the death of his father by killing the cousin. The village Muslims blamed the Christians.

The Muslim mob attacked the church, exploding 5-6 gas cylinders inside the church, pulled down the cross and the domes and burnt everything inside. Activist Ramy Kamel of Katibatibia Coptic advocacy called US-based Coptic Hope Sat TV and sent an SOS on behalf of the Copts in Soul village, as they are presently being attacked by the mob. He also said that no one is able to contact the priest and the deacons inside the burning church and there is no answer from their mobile phones.

Coptic activist Wagih Yacoub reported the mob has broken into Coptic homes and has called on Copts to leave the village. "Terrorized Copts have fled and some hid in homes of Muslim neighbors," he added.

Witnesses said the mob chanted "Allahu Akbar" and vowed to conduct their morning prayers on the church plot after razing it.

By Mary Abdelmassih

http://www.lepoint.fr/monde/des-batiments-de-la-securite-d-etat-pris-d-assaut-en-egypte-05-03-2011-1303050_24.php

Des bâtiments de la sécurité d'Etat pris d'assaut en Egypte

AFP - Publié le 05/03/2011 à 19:27 - Modifié le 05/03/2011 à 19:28



A Cheikh Zayed, dans la banlieue du Caire, des centaines de manifestants ont tenté de pénétrer dans le siège local de la sécurité d'Etat. Des employés ont tiré des coups de feu en l'air avant que l'armée ne s'interpose pour empêcher que le bâtiment soit pris.

Des bâtiments de la sécurité d'Etat ont été pris d'assaut samedi en Egypte par des manifestants à la recherche de preuves d'abus commis par ce puissant appareil dépendant du ministère de l'Intérieur, dont des militants exigent la dissolution, ont indiqué des témoins.

A Cheikh Zayed, dans la banlieue du Caire, des centaines de manifestants ont tenté de pénétrer dans le siège local de la sécurité d'Etat. Des employés ont tiré des coups de feu en l'air avant que l'armée ne s'interpose pour empêcher que le bâtiment soit pris.

La dissolution de ces services, accusés par des organisations de défense des droits de l'Homme d'abus et de torture, est l'une des principales revendications des militants pro-démocratie.

L'un des manifestants a affirmé à l'AFP que le but était de s'emparer des dossiers de la sécurité d'Etat "de crainte que les preuves de violations ne soient détruites".

"On pouvait voir la police à l'intérieur en train de brûler des papiers", a-t-il dit.

"Les fenêtres étaient ouvertes et des papiers s'envolaient par les fenêtres", a ajouté un autre manifestant, joint par l'AFP par téléphone.

A Marsa Matrouh, ville située au nord-ouest du Caire sur la côte méditerranéenne, un groupe de manifestants a pu entrer dans le siège de la sécurité et s'emparer de documents, avant de mettre le feu au bâtiment d'où s'élevait une épaisse fumée noire, a rapporté un témoin à l'AFP.

Les manifestants se sont ensuite attablés à un café non loin de là pour éplucher les papiers récupérés, a-t-il ajouté.

Vendredi, des manifestants avaient été blessés par balle lors d'un rassemblement réclamant la dissolution de la sécurité d'Etat à Alexandrie, la grande ville du nord de l'Egypte.

L'armée, qui gère le pays depuis la démission sous la pression populaire du président Hosni Moubarak le 11 février, avait dû intervenir pour ramener le calme.

Selon un responsable des services de sécurité, près de 100.000 personnes travaillent à la sécurité d'Etat, sans compter les informateurs.

Vendredi, entourant le nouveau Premier ministre Essam Charaf, les manifestants de l'emblématique place Tahrir au Caire avaient scandé "Le peuple veut la fin de la sécurité d'Etat".

"Je prie pour que l'Egypte soit un pays libre et que ses services de sécurité soient au service des citoyens", a répondu M. Charaf, nommé jeudi en remplacement d'Ahmad Chafic.

La colère contre les abus quotidiens et la torture par la police ont été l'un des éléments déclencheurs le 25 janvier des manifestations sans précédent contre le régime de M. Moubarak, qui était en poste depuis près de 30 ans.

http://www.lexpress.fr/actualites/2/monde/un-batiment-de-la-securite-centrale-incendie-pres-du-caire_969092.html

Un bâtiment de la Sécurité centrale incendié près du Caire

publié le 05/03/2011 à 17:35

Un immeuble de la Sécurité centrale a été incendié samedi à la périphérie du Caire, un jour après un assaut donné par des manifestants contre le siège de la Sécurité dans la ville d'Alexandrie, a rapporté un responsable.

On ignore pour le moment qui a mis le feu au bâtiment situé dans la cité du Six-October, près de la capitale.

Certains témoins ont dit avoir vu des policiers brûler des documents à l'intérieur de l'immeuble, dont un étage a brûlé. Selon la police, l'incendie est le fait de particuliers. Sept personnes au moins ont été blessées selon des témoins.

Les policiers de la Sécurité centrale, que certains accusent de traitements très durs, sont l'objet de soupçons croissants depuis les accrochages entre forces de l'ordre et manifestants durant le soulèvement populaire qui a causé la chute du président Hosni Moubarak le 11 février. Plus de 300 personnes ont été tuées au cours des manifestations.

Le ministère de l'Intérieur étudie un plan de restructuration de l'appareil de sécurité mais dément des allégations selon lesquelles l'activité du service serait suspendue à titre temporaire, a dit un responsable cité par l'agence officielle Mena.

Vendredi, quelque 200 manifestants s'étaient attaqués au siège de la Sécurité centrale à Alexandrie, prenant le contrôle de ses étages inférieurs et contraignant des policiers à se réfugier plus haut dans l'immeuble. Selon Mena, tous les occupants en avaient été évacués par l'armée samedi. L'agence fait état de 21 policiers blessés.

Chaimaa Fayed, Philippe Bas-Rabérin pour le service français

Par Reuters

'Two dead, church torched' in Egypt sectarian clash

(AFP) – Mar 5, 2011

CAIRO — Two men were killed during clashes in Egypt between Muslims and Christians, which also saw Muslims set fire to a church in the village of Sol, south of Cairo, a security official said on Saturday.

"Two people were killed, and the Shahedain church set on fire in clashes between two families," the official told the MENA news agency.

The violence was triggered by a feud between the families, which disapproved of a romantic relationship between a Christian man and a Muslim woman in the province of Helwan.

It culminated in fighting on Friday in which both of the couples' fathers were killed, another security official said.

After the funeral for the woman's father on Saturday, a group of Muslims headed to the village church and set it on fire.

The army, which has been maintaining security in Egypt since police disappeared during anti-regime protests last month, managed to put the fire out and restore calm to the area, the official said.

Romantic relationships between Muslim and Christians are taboo in Egypt, and marriage between a Christian man and a Muslim woman is illegal unless the man converts to Islam.

Religiously driven violence breaks out sporadically in the Arab world's most populous country.

Copts, who make up 10 percent of Egypt's 80 million people, have been targets of sectarian attacks and complain of discrimination, such as the requirement for permission to build a new church.

Observers say Egypt's deteriorating political and economic situation has pushed both Muslims and Christians further towards extremism, sparking knee-jerk reactions within both communities.

According to the Egyptian Initiative for Personal Rights, in the two years to January 2010, there were at least 53 cases of sectarian violence or tensions that have taken place in 17 of Egypt's 29 governorates.

Last month, an Egyptian court ratified the death sentence against a man convicted of killing six Christians outside a church.

The State Security emergency court had referred Mohammed Ahmad Hussein to the country's top government cleric last month, a legal formality before the court can announce a death sentence.

Hussein is to be hanged for the murder of six Copts and a Muslim policemen in the southern town of Nagaa Hammadi after the Coptic Christmas Eve Mass in January 2010.

Before an Alexandria church bombing early this year killed 21 people, the Nagaa Hammadi attack had been the deadliest of its kind since 2000 when 20 Copts were killed in sectarian clashes.

<http://www.rfi.fr/moyen-orient/20110305-egypte-le-referendum-constitutionnel-est-annonce-le-19-mars>

En Egypte, le référendum constitutionnel est annoncé pour le 19 mars



Le nouveau Premier ministre égyptien Essam Sharaf (au premier plan), avant de prononcer son discours durant la manifestation en faveur de la démocratie sur la Place Tahrir au Caire, le 4 mars 2011.

Amr Abdallah Dalsh / Reuters

Par RFI

En Egypte, la date du référendum constitutionnel est désormais connue : le 19 mars prochain, les Egyptiens devront se prononcer sur des amendements à l'actuelle Constitution suspendue par l'armée. Une commission de juristes travaille sur les réformes qui concernent essentiellement huit articles organisant par exemple le mandat présidentiel ou encore l'organisation des scrutins.

*Avec notre correspondant au Caire, **Alexandre Buccianti***

L'armée veut accélérer le processus pour revenir à la normalité. Les électeurs ont donc deux semaines pour se faire une opinion avant le référendum. Un délai trop court en d'autres circonstances mais plus que suffisant aujourd'hui.

Tous les Egyptiens sont en effet d'accord sur le fait que tout amendement à la constitution ne peut être que bénéfique. Certains pensent que l'on n'est allé pas assez loin dans les changements ; d'autres estiment qu'un mandat présidentiel de quatre ans est trop court. Mais au fond cela n'a pas vraiment grande importance puisque dès que le pays aura un président et un Parlement on s'attellera à la rédaction d'une nouvelle Constitution. Un chantier où s'affronteront alors les divers courants, de la gauche aux Frères musulmans en passant par les libéraux.

Un scrutin transparent et représentatif

En attendant ce qui compte, ce sont les garanties de transparence des scrutins qui, depuis le coup d'Etat militaire de 1952, sont systématiquement falsifiés. Autre test qui sera très important : le taux de participation au référendum. Le Conseil suprême de l'armée a décidé que tout citoyen muni d'une carte d'identité nationale pourra voter dans le bureau le plus proche. Dans le passé, le taux de participation était extrêmement bas même si officiellement des records étaient atteints. Il paraît même que l'on faisait voter les momies du musée.

http://www.atlasinfo.fr/Egypte-Deux-morts-lors-des-affrontements-entre-Coptes-et-Musulmans_a14479.html

Egypte : Deux morts lors des affrontements entre Coptes et Musulmans

Samedi 5 Mars 2011 modifié le Samedi 5 Mars 2011 - 21:20



Chrétiens et Musulmans ensemble lors de la révolution égyptienne

Deux Egyptiens ont été tués, samedi dans la ville de Helouane (sud du Caire), lors d'un échange de tirs entre les membres d'une famille musulmane à propos de la relation entre leur fille avec un chrétien, selon une source sécuritaire.

La même source a précisé que ces personnes ont tuées suite à une dispute familiale dégénérée en violences confessionnelles en raison d'une relation entre une Musulmane et un Chrétien.

Cité par l'agence de presse MENA, la même source a ajouté qu'une dispute avait éclaté entre des membres d'une famille musulmane dans le village de Soul relevant d'Atafih dans la province de Helouane à propos de la relation de leur fille avec un chrétien.

La dispute a tourné à des échanges de tirs, au cours desquels le père de la jeune fille concernée et un des ses proches ont été tués, poursuit la même source.

Après l'enterrement des corps des deux victimes, plusieurs villageois en colère s'étaient rassemblés et ont mis la feu et vandalisé une église pour protester contre la relation liant la jeune fille musulmane à un commerçant chrétien.

La même source a relevé que la situation a été maîtrisée après l'intervention du ministère de l'intérieur qui avait entamé un dialogue avec les deux familles.

Samedi 5 Mars 2011 - 18:47

<http://www.985fm.ca/international/nouvelles/gypte-trois-personnes-blessees-lors-d-une-manife-62902.html>

Égypte: trois personnes blessées lors d'une manifestation à Alexandrie

Publié par Associated Press le samedi 5 mars 2011 à 02h50.



LE CAIRE, Égypte - Des centaines de manifestants égyptiens ont tenté de prendre d'assaut, vendredi, un édifice appartenant au service de la sécurité intérieure à Alexandrie, dans une explosion de colère contre l'agence blâmée pour certains des pires abus contre les droits de la personne commis sous le règne du président égyptien Hosni Moubarak.

Des agents postés à l'intérieur de l'édifice ont ouvert le feu sur la foule, blessant trois manifestants, selon un ambulancier et une manifestante.

Les tensions restent vives en Égypte alors que l'armée, qui a pris le contrôle du pays après la démission de Moubarak, tente de répondre aux demandes des manifestants en attendant le transfert du pouvoir à un gouvernement civil. L'une des principales demandes des manifestants auxquelles l'armée n'a pas encore répondu est le démantèlement de l'Agence de sécurité d'État.

Plus tôt dans la journée, une imposante foule s'était réunie sur la place Tahrir, dans la capitale, pour célébrer la nomination par l'armée d'un nouveau premier ministre pour remplacer celui choisi par Moubarak. Le nouveau chef du gouvernement, Essam Sharaf, a promis aux quelque 10 000 personnes présentes qu'il ferait de son mieux pour répondre à leurs exigences.

À Alexandrie, où ont eu lieu certaines des violences les plus graves durant le soulèvement anti-Moubarak, environ 1000 personnes ont encerclé l'édifice de l'Agence de sécurité d'État à la tombée de la nuit. Les manifestants ont demandé aux agents qui se trouvaient à l'intérieur de sortir et ont menacé de prendre l'édifice d'assaut s'ils ne le faisaient pas.

Plusieurs bombes incendiaires ont été lancées et quatre véhicules de police ont été incendiés. Un manifestant a toutefois affirmé que les protestataires n'étaient pas responsables de ces

incidents et qu'ils n'avaient fait que lancer des pierres.

Des tirs ont retenti dans la foule et trois personnes ont été blessées, a dit un ambulancier qui a requis l'anonymat.

Les tirs «provenaient de l'intérieur de l'édifice», a dit Mahinour El-Masri, une manifestante. Elle a affirmé que l'un de ses amis faisait partie des blessés et qu'il avait été touché par un tir à l'abdomen.

Les manifestants ont ensuite pris l'édifice d'assaut et ont affronté la police anti-émeute à l'intérieur avant que les forces militaires n'interviennent et reprennent le contrôle du bâtiment. Mme El-Masri a déclaré que les manifestants avaient trouvé des documents déchiquetés et des dossiers dans l'édifice.

Le ministère de l'Intérieur a nié que des agents aient tiré sur la foule. Il a accusé les manifestants qui sont entrés dans l'édifice d'avoir saisi des armes et d'avoir pris des agents en otages.

Un foule moins imposante a aussi manifesté vendredi devant un édifice de l'Agence de sécurité d'État au Caire, mais des soldats les ont empêchés de s'en approcher.

Les services de sécurité intérieure et les forces de police égyptiennes, qui avaient carte blanche sous Moubarak en vertu de l'état d'urgence en vigueur, sont parmi les plus puissants symboles du régime du président déchu.

Depuis la démission du président, les nouveaux dirigeants militaires de l'Égypte multiplient les gestes pour tenter de calmer la colère des manifestants.

L'armée a annoncé vendredi qu'un référendum sur des changements constitutionnels, qui permettront la tenue d'élections compétitives, aurait lieu le 19 mars.

La veille, l'armée a nommé Essam Sharaf au poste de premier ministre et l'a chargé de former un nouveau gouvernement. Il remplace Ahmed Shafiq, le dernier chef de gouvernement nommé par Moubarak, dont la démission était réclamée par les manifestants.

M. Sharaf, un ancien ministre des Transports, est apprécié par les manifestants depuis qu'il s'est joint à eux pour réclamer la démission de Moubarak.

«Je suis ici parce que j'ai obtenu ma légitimité de vous», a-t-il dit vendredi à la foule réunie sur la place Tahrir. «Je ferai tout mon possible pour répondre à vos demandes», a-t-il ajouté, en promettant de démissionner s'il ne réussissait pas.

M. Shafiq, un ingénieur civil qui a fait ses études aux États-Unis, a été membre du gouvernement pendant 18 mois, en 2004 et 2005.

Son gouvernement gèrera les affaires de l'État de façon intérimaire jusqu'à la tenue des élections générales. L'armée égyptienne a promis de remettre le pouvoir à un gouvernement civil d'ici six mois.

Dernière mise à jour : 06/03/2011 à 07:40

Le procureur général d'Egypte place les sièges de la sécurité d'Etat sous la protection de l'armée

Le Caire, 6 mars -(MAP)- Le procureur général d'Egypte, Abdelmadjid Mahmoud, a décidé de mettre sous la protection de l'armée les sièges de la sécurité d'Etat, qui avaient été pris d'assaut samedi par des manifestants.

Selon des déclarations à la presse du porte-parole du parquet général, Adel Sayed, une équipe d'enquêteurs a été chargée par le parquet de se rendre à ces sièges pour protéger tous les documents, notamment au gouvernorat de six octobre et dans la ville de "Nasr City".

Samedi, plusieurs centaines d'Egyptiens ont pris d'assaut un immeuble des forces de sécurité intérieure dans la région du Caire, honnies pour leur comportement lors des manifestations populaires qui avaient fait 365 morts et 5500 blessés.

Les protestataires sont parvenus à pénétrer dans le bâtiment, malgré la présence d'un cordon de l'armée, selon des sources médiatiques, qui ajoutent que les manifestants s'efforçaient d'empêcher la destruction de documents compromettants pour les forces de sécurité, qui ont violemment réprimé fin janvier les manifestations au Caire, ayant conduit au départ du président Hosni Moubarak.

Dans la nuit de vendredi à samedi, un millier de manifestants avaient investi les locaux de la sécurité centrale à Alexandrie, dans le nord du pays.

Le bâtiment et des véhicules de police ont été incendiés.

La dissolution de ces services, accusés par des organisations de défense des droits de l'Homme d'abus et de torture, est l'une des principales revendications des jeunes de la révolution du 25 janvier.

Cité par l'agence de presse MENA, le ministère de l'Intérieur avait annoncé samedi qu'il étudie un plan de restructuration de l'appareil de sécurité mais dément des informations selon lesquelles l'activité du service serait suspendue à titre temporaire. (MAP)

Un copte tué dans des heurts confessionnels au Caire

(AFP) – 8 mars 2011

LE CAIRE — Un chrétien copte a été tué mardi soir dans des accrochages entre musulmans et chrétiens dans le quartier populaire de Moqattam au Caire sur fond de tensions inter-confessionnelles après l'incendie d'une église, selon une source hospitalière.

Aucune autre précision n'a pu être obtenue pour le moment sur les circonstances du décès de Mina Farès Hanna, âgé de 18 ans.

Les heurts ont éclaté en soirée, lorsque des dizaines de salafistes ont attaqué des coptes qui manifestaient à Moqattam, quartier de misère de l'est du Caire habité par les éboueurs, en majorité chrétiens, ont rapporté des témoins.

Les deux camps se sont affrontés à coups de pierres, a indiqué un responsable des services de sécurité. Présente sur les lieux, l'armée a tiré en l'air pour disperser la foule, selon les témoins.

"Les forces armées font face avec succès aux émeutes dans les quartiers de Moqattam et Qualaa", situés à proximité l'un de l'autre, a affirmé l'agence officielle Mena en citant une source officielle anonyme.

Les Coptes (chrétiens d'Egypte) protestaient contre des actes de violence ayant visé leur communauté samedi et au cours desquels l'église Al-Chahidaine, située à Soul, dans le gouvernorat de Helwan au sud du Caire, a été en grande partie détruite par un incendie.

Les habitants de Moqattam ont notamment bloqué une autoroute urbaine passant près de leur quartier.

Plusieurs milliers de chrétiens, selon la Mena, se sont par ailleurs rassemblés mardi devant l'immeuble de la radio-télévision, dans le centre de la capitale.

Les protestataires, parmi lesquels de nombreux brandissaient des croix en bois, réclamaient la reconstruction de l'église et accusaient les musulmans du village de vouloir construire une mosquée à sa place.

Une relation amoureuse entre un chrétien et une musulmane est à l'origine des violences qui ont provoqué vendredi la mort de deux membres de la famille de la fille musulmane qui reprochaient à son père de ne pas être assez sévère avec elle. L'église de la localité, qui compte 7.000 chrétiens sur 50.000 habitants a été incendiée le lendemain par des musulmans.

Les Coptes, ou chrétiens d'Egypte, représentent de 6 à 10% de la population du pays. Ils disent être victimes de discrimination et de harcèlement.

La communauté copte d'Egypte a été visée dans la nuit du Nouvel an par un attentat devant une église d'Alexandrie (nord), qui a fait 23 morts.

Ces tensions surviennent alors que le pays traverse une période délicate après la chute du président Hosni Moubarak le 11 février dernier à la suite de manifestations contre son régime.

L'armée assure depuis la direction du pays, tandis que le gouvernement gère les affaires courantes. Les militaires ont promis le remettre le pouvoir à un gouvernement civil démocratiquement élu dans quelques mois.

<http://www.dailynewsegypt.com/2011/03/09/death-toll-686-since-jan25-protests-say-rights-groups/>

Death toll 686 since Jan.25 protests, say rights groups

DNE March 9, 2011

By Mai Shams El-Din and Safaa Abdoun

CAIRO: The Front to Defend Egypt's Protesters confirmed in a press conference on Wednesday that the death toll of the Jan. 25 Revolution has gone up to 686, most of them killed during the "Friday of Anger" on Jan. 28.

"The number is increasing, but these are the numbers we have documented right now," said activist Nadeem Mansour.

"Most of the martyrs are from Cairo, Alexandria, and Suez. Their ages range between 20 and 29. The majority are students and poor workers."

This report conflicts with the official report released by the Ministry of Health that the number of those killed is 365 whose bodies ended up the ministry's public hospitals.

"We urge the Ministry of Health to declare the actual number of victims," said Mansour.

The press conference that was held in coordination with the Journalists' Syndicate's Freedoms Committee presented human rights violations including arbitrary detentions, military trials, and torture from Jan.25 to March 8.

Activist with the Cairo Center for Human Rights Sally Samy confirmed that most of the detentions that took place during the revolution were completely random, either by police, military police, or public committees handing in alleged suspects to the military police.

"Thousands have been detained during the revolution ... and it is hard to point out which security institution is responsible," said Samy. "A group of our fellow activists were detained by state security officers who had a huge debate with military officers over who has the authority to detain them."

Samy also confirmed that many detainees are being held in military camps, while the military refuses to acknowledge the detentions.

"It is the responsibility of the Supreme Council of the Armed Forces (SCAF) to announce the official number of detainees."

Adel Ramadan, an activist with the Egyptian Initiative for Personal Rights, said that thousands of civilian detainees were put on trial in military courts.

"Trials take three days, a day of detention, a day for interrogation, and a day for a court ruling," said Ramadan. "There are no lawyers, and defence witnesses are not allowed to testify in military courts."

Ramadan claimed that while in custody, detainees were sometimes left hungry and thirsty for days.

"There are 15-year-old kids in military courts; the problem is that the military prosecution does not have the experience to deal with civilians."

Activist Magda Botros claimed that many human rights violations took place in prisons on Jan. 27, 28, and 29 including the shooting of prisoners who refused to escape and the excessive use of violence.

“We documented violations in five prisons where inmates were shot by police officers, and were left with no access to food and water and basic medical treatment,” said Botros.

“The death toll reached 80 prisoners in two prisons only and dead bodies were left in prison cells for days.”

Activist Dr. Mona Hamed recited the testimony of a nurse who was serving in Tahrir Square’s field hospital.

“The hospital was allegedly shot at by thugs and security forces on Jan. 28 and Feb. 2 when thugs on camels attacked the square,” said Hamed. “The medical situation there was very bad, with very limited medical resources mainly supplied through donations by ordinary citizens.”

Activist Magda Adly recounted some of the testimonies of people reportedly tortured by police, army and intelligence officers.

“One of the testimonies includes that of a 15-year-old boy who was blindfolded and tortured for 18 days by intelligence officers and was arrested during the curfew,” said Adly, “While another 18-year-old boy was tortured inside the Egyptian Museum.”

Meanwhile, an unofficial fact finding committee has convened to investigate criminal acts by the security forces, officials in the past regime and members of the ruling National Democratic Party during the revolution.

They listed 12 issues they plan to investigate that include shooting protestors, opening the prisons, inciting violence against demonstrators and foreigners, and the use of violence against journalists.

“We have certain priorities within these 12 missions, looking into the most difficult first, but we will be issuing our first report in approximately three weeks to be submitted to the Prosecutor General,” explained Maged Al-Sawy, spokesman of the fact finding committee.

In case no action is taken by the Prosecutor General regarding the findings in the report, the committee will take its report to the criminal court, noted Al-Sawy.

The committee which includes university professors and legal experts is working closely with human rights organizations, especially the Egyptian Organization for Human Rights, in gathering and comparing data and other information.

This fact finding committee is different from the Independent Fact Finding Committee headed by Judge Adel Koura, former head of the Court of Cassation, which was set up by ex-prime minister Ahmed Shafiq.

Publié le 09 mars 2011 à 18h00 | Mis à jour le 09 mars 2011 à 18h15

Égypte: 13 morts dans des affrontements confessionnels



Des sympathisants de Moubarak ont tenté de chasser des manifestants anti-gouvernement qui campent place Tahrir.

Photo: AP

Mona Salem

Agence France-Presse
Le Caire

Des affrontements entre chrétiens et musulmans ont fait au moins 13 morts au Caire, où ont également éclaté mercredi des heurts impliquant des partisans du président déchu Hosni Moubarak, traduisant la difficile transition politique que traverse le pays.

Sur la désormais célèbre place Tahrir, épicentre de la contestation qui a chassé M. Moubarak du pouvoir le 11 février, des heurts ont éclaté entre des Égyptiens armés de couteaux et bâtons et des centaines de manifestants pro-démocratie, avant que l'armée ne rétablisse le calme en soirée.

«Des voyous pro-Moubarak nous ont attaqués et ont essayé d'entrer sur la place Tahrir, mais nous avons pu les repousser, à coups de bâtons et de jets de pierres», a indiqué à l'AFP un manifestant, Mouez Mohammed.

Des heurts ont ensuite eu lieu entre l'armée et quelques manifestants, et ces derniers ont rapidement été arrêtés «afin de contrôler la situation», selon l'agence officielle Mena.

Le gouvernement a mis en garde contre le risque de «contre-révolution», selon la Mena, après ces heurts attribués à des partisans de l'ancien régime d'Hosni Moubarak.

Les Frères musulmans, le plus important mouvement d'opposition en Égypte, ont accusé ces partisans d'attiser la violence et appelé les Égyptiens à «soutenir les forces armées et le gouvernement afin qu'ils puissent tenir les engagements de la révolution».

«Il est totalement inacceptable que l'armée participe à la dispersion violente de manifestations pacifiques», a affirmé la directrice adjointe d'Amnesty International pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Hassiba Hadj Sahraoui.

Les heurts ont éclaté alors que le nouveau gouvernement rencontrait le Conseil suprême des forces armées, organe à la tête du pays, pour lui proposer une loi criminalisant les incitations à la haine, qui pourrait les rendre passibles de la peine de mort, a indiqué la télévision égyptienne.

Mardi soir, des musulmans et coptes s'étaient affrontés dans le quartier déshérité à forte population copte de Moqattam (est), où un millier de chrétiens s'étaient réunis pour protester contre l'incendie ayant en grande partie détruit la semaine dernière une église au sud de la capitale.

«Treize personnes ont été tuées», a indiqué le ministère de la Santé mercredi, revoyant à la hausse un premier bilan d 10 morts.

Le père Boutros Roshdy, de l'église de Moqattam, a déclaré à l'AFP qu'au moins sept Coptes figuraient parmi les morts et qu'un musulman avait tué alors qu'il tentait de défendre ses voisins chrétiens.

«Tous les morts ont été tués par balles, et les blessés ont aussi été touchés par des tirs», a déclaré le père Samaane Ibrahim, qui a mis en cause des «voyous» et des «salafistes», des islamistes fondamentalistes.

Des habitants chrétiens ne cachaient pas mercredi leur ressentiment à l'égard l'armée, en charge du pays depuis le départ de M. Moubarak.

«Nous nous attendions à ce que l'armée nous défende. Mais maintenant nous savons qu'elle est contre nous, comme la police», affirme un menuisier, Saleh Ibrahim.

Les autorités ont promis de faire reconstruire l'église pour tenter de faire baisser la tension.

Les États-Unis ont réclamé mercredi que les auteurs de ces violences confessionnelles soient poursuivis en justice. «Nous avons demandé au gouvernement de transition égyptien d'agir rapidement pour amener les auteurs de cette violence devant la justice», a déclaré Mark Toner, un porte-parole de la diplomatie américaine.

Les Coptes représentent de 6 à 10% de la population du pays. Ils disent être victimes de discriminations. Ils ont été visés dans la nuit du Nouvel an par un attentat devant une église d'Alexandrie (nord), qui a fait 23 morts.

Egypte: 10 morts dans les heurts confessionnels au Caire

AFP - Publié le 09/03/2011 à 11:11



Dix personnes ont été tuées et 110 blessées mardi soir dans les affrontements survenus entre chrétiens coptes et musulmans dans un quartier déshérité du Caire, selon un nouveau bilan fourni mercredi par le ministère de la Santé qui ne précise pas la confession des victimes.

Dix personnes ont été tuées et 110 blessées mardi soir dans les affrontements survenus entre chrétiens coptes et musulmans dans un quartier déshérité du Caire, selon un nouveau bilan fourni mercredi par le ministère de la Santé qui ne précise pas la confession des victimes.

En Egypte, la tension ne s'apaise pas

Créé le 09/03/2011 à 18h05

En bref - L'essentiel de l'info

La Place Tahrir reste l'épicentre de la contestation. De violents affrontements ont eu lieu ce mercredi. Des Égyptiens armés de couteaux ont attaqué des manifestants pro-démocratie. Les heurts ont éclaté alors que le nouveau gouvernement rencontrait le Conseil suprême des forces armées. Celui-ci dirige le pays depuis le départ d'Hosni Moubarak et propose une loi criminalisant les incitations à la haine, passibles de la peine de mort. Hormis deux tanks de l'armée, les forces de sécurité n'étaient pas très visibles. L'Égypte traverse une période d'insécurité après que la disparition de la police alors que le mouvement de contestation contre le régime battait son plein.

En détails

Les dirigeants militaires du pays tentent de rétablir l'ordre sur plusieurs fronts. Des affrontements meurtriers entre musulmans et chrétiens coptes ont fait dix morts et 110 blessés.

Les Frères musulmans, le plus important mouvement d'opposition en Egypte, ont accusé des Egyptiens soutenant toujours l'ex-président Moubarak d'attiser la violence, un point de vue largement partagé par la population.

<http://crisdegypte.blogs.liberation.fr/cairote/>

06/03/2011

Egypte: L'armée torture. Vidéo.

Le Caire, 6 mars 2011. Depuis quelques jours, des images-choc circulent sur la toile, mais elles se font curieusement oublier par d'autres actualités plus étourdissantes encore: la forteresse de la "Sécurité d'Etat", la STASI égyptienne, est tombée hier soir aux mains d'un millier de manifestants. Nous venons, hier soir, de pénétrer en son sein pour y trouver des montagnes de documents broyés, et des centaines de mètres de rayonnages sur lesquels reposaient les fiches soigneusement rédigées sur des millions de citoyens.

L'armée, qui gardait les lieux comme elle garde tous les bâtiments administratifs, était pour le moins complaisante et s'est gentiment tenue à l'écart tandis que nous nous précipitions à l'intérieur, le sang glacé par ce temple du mal.

A l'arrivée du procureur général, et après avoir rempli nos yeux et nos appareils photos des mille scandales susceptibles de disparaître, nous avons laissé la justice prendre le relais.

La nouvelle est fracassante. La chute de la Sécurité d'Etat est plus importante encore que celle de Moubarak qui, et c'est un manifestant qui l'a hurlé en ouvrant un dossier par hasard, était fiché lui aussi.

Il est cependant essentiel de revenir sur ces images sordides qui confirment que l'armée égyptienne a bel et bien deux visages.

Ces images ont été montées sur une chanson que j'ai écrite et enregistrée. Elle sera diffusée demain dans la blogosphère égyptienne.

Traduction française des paroles

De qui se moque l'armée égyptienne?

Des Égyptiens, bien sûr.

Des martyrs, nous en avons assez.

Laissez-nous donc vivre en paix.

"L'armée et le peuple, une seule main"
"L'armée et le peuple..." c'est ça, ouais.

Dis moi Salma, l'armée défend qui?
Ses confrères hommes d'affaires... ah! j'oubliais!
Casse-toi Maréchal Tantawi!
Et sauve-nous Major Shoman! (*)
C'est que le Maréchal, vois-tu, torture nos amis.

"L'armée et le peuple, une seule main"
"L'armée et le peuple"... c'est ça, ouais.

L'armée-Vodafone (**), on n'en veut plus
Trouvez-nous des gens dignes de nous
Ceux qui nous attaquent au Taser
Nous leur tiendrons tête jusqu'au bout
Jeunes officiers il est temps de faire un "coup"

Fiers officiers, braves soldats, la justice n'attend pas

"L'armée et le peuple, une seule main"
"L'armée et le peuple, une seule main"
"L'armée et le peuple, une seule main"
Ah ben voilà, c'est mieux comme ça...
"L'armée et le peuple, une seule main"
"L'armée et le peuple, une seule main"

Paroles, musique et chant: Aalam Wassef. Chanson libre de droits.

Notes

(*) Le Major Shoman s'est rendu célèbre en déposant les armes, avant la démission de Moubarak, et en rejoignant les manifestants.

(**) Le Conseil Suprême de Armées, comme le Ministère de l'Intérieur déchu avant lui, se sert librement dans les bases de données des opérateurs Vodafone et Mobinil pour envoyer des SMS à la population. Recommandations, mise en garde, menaces. Les opérateurs aux engagements et aux obligations multiples sur la protection de la vie privée, curieusement, collaborent.

Rédigé à 04:13

La nuit où le peuple a pris la « Stasi égyptienne »

Par Isabelle Mayault | Journaliste freelance | 07/03/2011 | 12H46

Des Egyptiens racontent leur entrée par effraction dans le bâtiment de la sécurité d'Etat, lieu de torture et de stockage d'archives.

(Du Caire) Mira a 22 ans. Il est essoufflé quand il arrive à 20 heures dans une université du centre du Caire, samedi. Il revient juste de Nasr City, quartier nord de la capitale, où il a participé à un moment incroyable de l'histoire de son pays : l'entrée par effraction dans les locaux les plus honnis par le peuple égyptien, les plus symboliques de la terreur du régime passé.

Le bâtiment d'Amn el Dawla (sécurité d'Etat), où des milliers d'Egyptiens ont disparu sans jamais refaire surface, où la torture était devenue une pratique routinière depuis des années, a finalement été pénétré par des citoyens venus faire la lumière sur ces années de plomb.

« Des montagnes de papier déchiquetés, du sol au plafond »

Alerté par un ami du parti Liberté et Justice, affilié aux Frères musulmans, Mira s'est joint au groupe d'activistes et d'étudiants réunis par ces circonstances exceptionnelles. Il raconte avec délectation, encore étonné :

« J'ai entendu dire par un ami qu'on pouvait rentrer à l'intérieur, alors je m'y suis précipité. On a pu rentrer par derrière. L'armée était là, mais elle n'avait pas encore reçu d'ordre, donc elle est restée inactive. Il y avait des gens de tous les partis, de toutes les organisations. Des barbus, des socialistes.

Les gens criaient : “La seule chose que vous pouvez casser, ce sont les portes ! Tout doit rester intact.” Il y avait vraiment la volonté de préserver ces archives. J'étais sidéré de découvrir des montagnes de papier déchiquetés, du sol au plafond, dans toutes les pièces. Ils n'ont même pas eu le temps de nettoyer les lieux ». (*Voir la vidéo*)

Un programme de destruction des archives

Le site du journal Al-Masri al-Youm a révélé samedi deux documents confirmant que les dirigeants de la sécurité d'Etat avaient un programme de destruction des archives :

- le premier document indique qu'il avait été explicitement ordonné de **passer les papiers au broyeur**, et non de les brûler. A Alexandrie, vendredi dernier, c'est la fumée sortant de bâtiments de la sécurité d'Etat qui avait alerté des activistes et entraîné des émeutes ;
- le deuxième document cité par le quotidien égyptien fait état d'une réunion au sommet entre responsables de la sécurité d'Etat, le 21 février dernier, pendant laquelle il a été

décidé de **couler des murs de béton** dans les locaux d'Aman el Doura pour condamner des cellules et des pièces jugées trop compromettantes.

« On a vu des souterrains », poursuit Mira. « Des galeries entières sous le bâtiment. On n'a pas osé y aller, c'était trop effrayant. »

En direct des archives via Twitter

Mira explique :

« A chaque fois qu'on découvrait quelque chose de nouveau, je balançais l'info sur Twitter. Je n'ai pas arrêté de tweeter ! On a trouvé les papiers avec les signatures des 22 personnes inculpées par le régime dans les attentats contre les églises, début janvier. Ça ressemblait beaucoup à des signatures extirpées sous la menace. »

Le blog Egyptian Chronicles, devenu célèbre depuis le début des manifestations en Egypte, confirme :

« D'après ceux qui ont pu lire les documents trouvés, le régime serait incriminé dans l'organisation des attentats contre les deux églises.

Des dossiers sur Hosni Moubarak et sa femme eux-mêmes ont été trouvés, ce qui laisse songeur sur la loyauté de la sécurité d'Etat envers le président déchu. Mais aussi sur el Baradei, le journaliste d'Al Jazeera Ahmed Mansour et Khaled Said, le jeune manifestant tué à Alexandrie par la police il y a un an. »

« J'ai vu des gens des Frères musulmans récupérer le dossier qui les concernait », poursuit Mira. « J'aurais préféré qu'on rassemble tous ces documents, mais c'était la pagaille. »

« Ils avaient tous mes e-mails et textos personnels »

Esra Abdel Fattah, célèbre activiste qui a participé à la création du mouvement du 6 avril et qui aujourd'hui travaille pour l'ONG Egyptian Democratic Academy, raconte qu'elle a pu récupérer son dossier personnel :

« J'ai été impressionnée, ils avaient imprimé tous mes e-mails personnels et textos, listé tous mes appels. Je le garde précieusement, j'ai bien l'intention de l'utiliser pour faire passer quelques personnes devant un tribunal prochainement. »

A ce jour, aucune ONG n'a initié de regroupement de toutes ces archives. Mais l'organisation WikiLeaks a offert de donner une nouvelle vie aux montagnes de papier passées au broyeur. Elle a déclaré qu'elle avait les moyens techniques de le faire.

09/03/2011

Egypte: L'armée de Tantawi mise à nue

Le Caire, Mars 2011. L'armée de Tantawi, chef suprême du Conseil Supérieur des Forces Armées vient de montrer son vrai visage au peuple qu'elle prétend défendre. A 17h15, c'est main dans la main que des militaires et des hommes de mains en civils armés de battes (*les baltageyyas*) ont attaqué les manifestants de la place Tahrir. Les tentes ont été détruites avec violence. Les manifestants battus, arrêtés puis emmenés par la peau du cou au Musée du Caire qui sert de prison provisoire.

Les *baltageyyas*, sous le contrôle et l'autorité des militaires ont arrêté de manière sélective des manifestants de la place. Ils s'est avéré que beaucoup de ceux que nous pensions être des "amis" étaient en réalité des infiltrés. La violence de cette descente était totale. Les *baltageyyas* se servaient de bombes aérosol qu'ils enflammaient pour s'en servir comme de napalms. Voir la vidéo tournée il y a quelques heures.

Il ne subsiste plus aucun doute. L'armée de Tantawi est du mauvais côté et tient, depuis le début un double-langage: d'un côté celui d'un garant de l'établissement d'une Egypte démocratique et de l'autre celui d'un casseur de révolution utilisant la torture et la violence.

Pour ceux qui sont sur place, il paraît de plus en plus clair qu'il y a réellement deux courants au sein de l'armée. Le premier est celui de Tantawi qui, aujourd'hui, ne cache plus son jeu. Le second est celui beaucoup respectueux de la révolution, de ses demandes et, surtout, de sa légitimité.

Il est fort probable que le peuple égyptien s'unisse à nouveau après ces quelques jours ou toutes les tentatives ont été menées pour diviser les chrétiens et les musulmans, les femmes et les hommes, les égyptiens en général et les manifestants.

La réponse devrait se faire connaître demain, mais surtout vendredi.

On peut également s'attendre à quelques remous au sein de l'armée qui conduiraient, peut-être à un "coup" et à un renversement du système Tantawi qui n'est autre — Ô surprise — que celui de Hosni Moubarak, ce président prétendument honni qui passe des journées tranquilles dans un palais près de la mer.

Cherchez l'erreur.

Rédigé à 19:44

Youssef Sidhom, rédacteur en chef de l'hebdomadaire "Watani"

"Nous, musulmans et coptes, devons rester solidaires" dans la révolution égyptienne

LEMONDE.FR | 09.03.11 | 18h43 • Mis à jour le 10.03.11 | 08h59



Des chrétiens coptes manifestent leur colère au Caire, mardi 8 mars, après la mort de dix d'entre eux lors d'attaques qui ont fait suite à l'incendie criminel d'une église du sud de la capitale égyptienne. AP/STR

Dans la nuit du mardi 8 au mercredi 9 mars, des affrontements ont éclaté entre les membres de deux communautés dans le quartier déshérité à forte population copte de Moqattam, au Caire, faisant officiellement dix morts et 110 blessés. Ces affrontements ont fait suite aux manifestations organisées au cours des derniers jours par la communauté copte pour protester contre l'incendie samedi de l'église Al-Chahidaine dans le gouvernorat de Helwan au sud du Caire. Déjà, lors de la nuit du Nouvel An, un attentat contre une église copte avait fait 23 morts.

Youssef Sidhom, rédacteur en chef de l'hebdomadaire de la communauté copte égyptienne Watani, revient sur les circonstances de ces violences et expose les attentes de cette communauté forte de 8 millions d'individus – soit 10 % de la population égyptienne – dans l'ère post-Moubarak.

Comment expliquez-vous cette nouvelle flambée de violence entre chrétiens coptes et musulmans égyptiens ?

L'origine de l'attaque contre cette église du sud du Caire et de la flambée de violence qu'elle a suscitée est sociale et non religieuse. Ce n'est pas le premier incident de ce type, il y a eu auparavant de nombreux incidents en Haute-Egypte.

Tout est parti d'une relation amoureuse entre un homme copte et une femme musulmane. Une relation amoureuse entre un homme et une femme de religions différentes est, en Egypte, perçue de façon très négative par les deux communautés. Quand cette relation a été connue publiquement, cela a suscité un profond malaise social. De jeunes musulmans ont alors décidé de se venger.

Ce qui a déplacé cette affaire du terrain social au terrain religieux est que les musulmans considèrent ce genre d'affaire comme une atteinte à l'islam. Des musulmans ont donc attaqué

les chrétiens du quartier, indifféremment de leur lien ou non avec le jeune homme mis en cause. Ils ont attaqué l'église, l'ont brûlée et détruite. Mais ils ont également expulsé les chrétiens de leurs maisons et les empêchent encore aujourd'hui de revenir, en proférant à leur encontre des menaces de mort.

Les chrétiens ont donc décidé de manifester dans le centre-ville du Caire, avec des musulmans modérés, pour demander que l'église soit reconstruite au même endroit, que l'armée garantisse que tous les chrétiens puissent retourner chez eux, qu'ils soient protégés et que les auteurs de ces actes soient arrêtés.

Ces violences sont-elles l'expression de tensions exacerbées entre les deux communautés après la chute du régime Moubarak et d'une instabilité accrue pour la communauté copte dans la situation actuelle ?

Non, ce n'est pas le premier incident de ce type et de manière générale, sous Moubarak, la communauté copte vivait dans un état d'instabilité permanent, elle était victime d'inégalités, de discriminations, et les coptes ne bénéficiaient pas de leurs pleins droits de citoyen. Avec la révolution égyptienne, à laquelle la communauté a participé aux côtés des musulmans, il y a eu un sentiment de soulagement et des attentes quant à une mise à bas des inégalités dont elle est victime.

Mais la communauté est consciente que ses attentes ne constituent actuellement pas la priorité de la révolution égyptienne. Elle attend que l'armée organise des élections pour élire le nouveau président et le Parlement. A ce moment seulement viendra le temps de l'expression des besoins spécifiques.

Notre souci actuel est de faire en sorte que la communauté copte soit assez sage pour ne pas faire de cet incident isolé un prétexte pour entrer dans un conflit ouvert avec les musulmans. Nous, musulmans et coptes, devons rester solidaires et se battre ensemble pour le succès de notre révolution.

Quelles sont les revendications spécifiques de la communauté copte envers l'Etat égyptien ? Souhaiteriez-vous notamment l'abrogation de l'article 2 de la Constitution égyptienne qui stipule que "l'islam est la religion de l'Etat dont la langue officielle est l'arabe ; les principes de la loi islamique constituent la source principale de législation" ?

L'abrogation de l'article 2 de la Constitution égyptienne n'est pas une revendication de la communauté copte, mais de beaucoup d'Egyptiens chrétiens et musulmans. Les revendications spécifiques de la communauté copte sont en premier lieu la promulgation d'une loi unifiée pour toutes les communautés concernant la construction et l'entretien des lieux de culte. Une distinction est actuellement faite dans la loi pour l'obtention d'un permis de construire d'une église par exemple.

Par ailleurs, les coptes ont été victimes pendant des années de discrimination dans l'accès aux postes à responsabilité dans toutes les administrations publiques ainsi que dans l'accès aux organes représentatifs comme le Parlement ou les autorités locales.

Finalement, la chose la plus dangereuse et la plus importante pour nous est l'infiltration du système éducatif par un islam fanatique, qui s'exprime notamment dans les représentations qui

sont faites de l'islam et des autres religions dans les livres scolaires. L'islam y est présenté comme la seule et unique religion digne de ce nom et la seule source de morale.

De quelle manière les coptes envisagent-ils de faire entendre leurs revendications au niveau politique ? Souhaitez-vous notamment que la communauté copte soit représentée dans le comité qui doit préparer les réformes constitutionnelles ?

Je n'aime pas que les coptes se plaignent de quelque chose qui n'a aucune incidence réelle sur leur sort spécifique comme c'est le cas pour ce comité. Ce comité a été chargé d'amender certaines dispositions purement politiques de la Constitution qui n'ont à voir qu'avec l'élection du président, la définition de son mandat et l'élection du Parlement. Ce qui est réellement important pour la communauté copte aujourd'hui est qu'elle puisse gagner en représentativité au niveau politique.

Il faut pour cela ouvrir la porte à davantage de liberté dans la formation de nouveaux partis politiques. Auparavant, les nouveaux partis étaient soumis à l'approbation du parti de Moubarak. Aucun vrai parti libéral n'a pu être formé. Cela ne signifie par pour autant que je sois favorable à la création d'un parti chrétien ou copte mais davantage à ce que des musulmans et des chrétiens puissent former ensemble un parti laïque libéral.

La deuxième nécessité est de changer la loi électorale, en passant d'un scrutin uninominal à un système combiné de liste. C'est seulement par cette voie que nous pourrions envoyer au Parlement plus de femmes, de coptes et de jeunes.

Propos recueillis par Hélène Sallon

<http://setrouver.wordpress.com/2011/03/10/expulsion-de-la-place-tahrir-au-caire/>

Expulsion de la place Tahrir au Caire.

Publié le 10/03/2011 par Se trouver

Nous avons peu de nouvelles de Libye depuis hier. Nous savons seulement que sur le front, dans la nuit du 8 au 9 mars des combats ont eu lieu aux portes de Ras Lanuf. Beaucoup d'insurgés avaient quitté la ville, croyant en sa prise prochaine par les forces de Kadhafi. La bataille a été très dure, mais les rebelles ont finalement rapidement regagné le terrain perdu. La place Fidra de Ras Lanuf, perdue pendant la nuit, a ainsi été reprise vers quatre heures du matin. En tout cas, les combats deviennent aussi violents la nuit que le jour. Les soldats sont très tendus. Le temps est pourri : il a fait très froid ces derniers jours, ce qui n'arrange rien.

Nous profitons de ce manque d'informations venant de Libye, pour publier un article que des amis présents en Egypte (au Caire) nous ont envoyé. Cela concerne l'expulsion de la place Tahrir (qui était toujours occupée depuis fin janvier). Expulsion dont les médias occidentaux ont très peu parlé ; et pour cause, il ne semblait pas y avoir de journalistes sur place.

Sur la place Tahrir, au Caire, le terre-plein central est encore occupé par des dizaine de tentes. Ce village est clôturé et l'entrée est gardée par ses occupants. Quiconque veut rentrer doit pouvoir attester qu'il n'est ni un policier, ni un habitant d'un quartier hostile à l'occupation, et

en aucun cas malveillant. Depuis quelques jours, beaucoup de flics en civil, envoyés par le gouvernement, tentent de discréditer les irréductibles occupants de la place Tahrir en propageant rumeurs, confusions et calomnies sur ce qui se passe ici. Le gouvernement envoie ses agents pour se faire interviewer par les journalistes occidentaux et propager leur soupe. « Ceux qui restent ici sont les mauvais manifestants, les bons manifestations sont repartis chez eux et ceux qui restent déstabilisent l'économie et le tourisme ». Depuis plusieurs nuits, le gouvernement envoie des prostituées afin de pouvoir propager la rumeur selon laquelle le camp se livrerait à de la prostitution organisée.

« Ceux de Tahrir. »

Un petit groupe, qui se présente comme « Ceux de Tahrir », a entrepris de nous expliquer « réellement ce qui s'est passé ici ». Ils reviennent sur les événements depuis le 25 janvier et nous expliquent que le gouvernement ne cesse d'essayer de casser le mouvement depuis cette date ; notamment, en divisant les groupes et en séparant leurs revendications. Le gouvernement s'est adressée en premier lieu aux frères musulmans, la seule instance réellement organisée politiquement et matériellement. En échange de leur départ de la place Tahrir, il a accédé à certaines de leurs revendications, à savoir la libération de certains prisonniers et quelques places supplémentaires au parlement. Ensuite, c'est la jeunesse qu'il a s'agit de diviser. 35 jeunes ont ainsi été sélectionnés pour créer un groupe en lien avec le gouvernement. Dernière tentative de séparation du mouvement en date, l'exacerbation du clivage entre les communautés coptes et musulmanes. Selon « Ceux de Tahrir », les incendies d'églises de ces derniers jours et les émeutes qui en résultent sont le fait du gouvernement. Face à cette tentative de division, ils rétorquent: « Un seul esprit, une seule Egypte ». Les gens que nous avons en face de nous vivent jours et nuits, place Tahrir, depuis le 25 janvier, ils ne se connaissent pas avant et ne se revendiquent d'aucun parti politique. Toutes les nuits, ils se réunissent pour faire un bilan de la journée et parler du lendemain. Leur soucis du moment : faire taire les rumeurs et organiser vendredi une prière commune entre coptes et musulmans. Il resteront jusqu'à ce que le système entier disparaisse. Leur projet, acheter un camion et partir à travers l'Egypte, dans chaque ville, inciter les gens à s'organiser. « Et après 'bye, bye' ; on veut pas savoir leur nom, on veut pas qu'ils sachent le nôtre ; on veut pas devenir leurs chefs. »

Nous quittons la place Tahrir vers 15h30. La tension a été palpable toute la journée : cris, débuts de bagarres, et des allers et venues de personnes armées de bâtons. Un peu plus loin, des groupes de cinquante à cent personnes se pressent autour des quelques blindés encore en faction dans les alentours et semblent discuter intensément. Un peu plus tard, à l'autre bout de la ville, nous tombons sur le commissariat central, protégé par des blindés et une bonne hauteur de barbelés. De l'autre côté de la rue, quelques dizaines de manifestants avec des pancartes « dégagez ». Voyant que nous discutons et rigolons avec eux, un militaire s'approche rapidement de nous et nous demande de le suivre. Un manifestant nous crie de ne surtout pas rentrer dans le bâtiment. Malheureusement, nous nous retrouvons vite du mauvais côté des barbelés, entourés de quatre militaires et d'un type avec une veste en cuir, tout droit sorti d'un mauvais film d'espionnage. Ils contrôlent nos papiers et s'assurent que nous ne sommes pas des journalistes. Le temps de sortir, les manifestants ont disparu.

L'expulsion, la destruction, le lynchage. Ou « voilà donc la démocratie ».

En fin d'après-midi, nous retournons sur la place Tahrir. Nous arrivons juste avant que les militaires ne se déploient pour interdire l'accès à la place. Des centaines de personnes viennent d'attaquer le campement. Armées de bâtons, de barres de fer, de machettes, elles s'acharnent désormais à détruire la moindre installation du camp. C'est une scène d'hystérie

collective : tout y passe, même le monument aux martyrs tombés pour la révolution. C'est une véritable chasse à l'homme à laquelle participe activement l'armée. Les occupants de la place Tahrir moins nombreux, sont courus, attrapés, tabassés. Le même sort est réservé à tous ceux qui tentent de prendre des images. On s'aperçoit au fur et à mesure qu'un grand nombre des personnes présentes sont des policiers en civil. Essayant de prendre des photos, nous n'échappons pas au lynchage. Nous nous retrouvons séparés dans la cohue. Une partie d'entre nous, qui porte l'appareil photo, se fait poursuivre par une centaine de furieux et quelques militaires. Attrapés, malmenés par la foule, emmenés au QG improvisé de l'armée devant le musée du Caire, sous les insultes et les claques. Alors que le supérieur vide notre appareil photo, ceux de la place Tahrir se font tabasser par l'armée et la foule. Un homme, qui a visiblement perdu connaissance, passe devant nous, enroulé dans un tapis. Nous sommes « invités » à dégager vite fait.

Pendant ce temps là, certains d'entre nous sont toujours sur la place Tahrir. Des chars passent à toute allure. Ils interviennent à l'entrée d'un café, où un occupant de la place réfugié à l'intérieur se fait déloger par une trentaine de sales types. Aucune image ne doit être prise, même ceux sur les balcons se font invectiver et essuient des jets de pierres. Un autre camarade est alpagué à son tour avec son appareil photo, emmené de force sous les coups de la foule au camp des militaires. Quand nous quittons la place, les camions de nettoyage sont déjà là et tout le monde s'active à faire disparaître les dernières traces de la révolution.

23h00. Sur une place Tahrir méconnaissable, complètement nettoyée, un petit groupe de « manifestants » porte un policier en triomphe.

Le Caire, le 9 mars.

<http://setrouver.wordpress.com/2011/03/12/la-revolution-continue/>

La révolution continue

Publié le 12/03/2011 par Se trouver

A nouveau, nous laissons le front libyen pour faire un détour par le Caire et la place Tahrir, récemment évacuée et nettoyée par le nouveau pouvoir (cf. notre précédent article : <http://setrouver.wordpress.com/2011/03/10/expulsion-de-la-place-tahrir-au-caire/>).

Malgré l'expulsion de la place Tahrir, mercredi 9 mars, certains égyptiens tentent toujours de s'organiser pour que la révolution continue. Ainsi pour ne pas se laisser affaiblir par les nouvelles tentatives de divisions, a été décidé un rassemblement commun entre chrétiens et musulmans, sur cette même place.

Place Tahrir, vendredi 11 mars à 14h, plusieurs milliers d'égyptiens, chrétiens et musulmans confondus, se sont donc retrouvés, Bible et Coran à la main. Depuis 8 jours, les Coptes occupent jour et nuit la place en face du siège de la télévision d'Etat. Deux de leurs églises ont été totalement détruites, de violents affrontements en ont résulté, l'armée empêche la reconstruction des lieux de culte à leurs emplacements initiaux, et les médias égyptiens n'en disent rien.

Place Tahrir, après les morts et l'évacuation, les gens sont heureux de se retrouver ensemble ; danse, musique, discussions, prières.

Depuis le début de la révolution, et encore le jour de l'expulsion de la place, des centaines de manifestants ont été arrêtés. Impossible de connaître leur nombre, qui ils sont et où ils sont. Les jugements commencent à tomber, on parle de 5 à 15 ans de prison. L'armée ayant pris le contrôle du pays, c'est un tribunal militaire qui les juge. Ce tribunal n'autorise aucun appel, c'est la loi martiale.

17h. L'ambiance se transforme sur la place Tahrir. Un rassemblement plus spécifique demande la libération de ces prisonniers, et la levée de l'état d'urgence en vigueur depuis trente ans dont l'abrogation a toujours été une des revendications du mouvement. Pour parer à toute tentative de réoccupation du centre de la place, le terre-plein central, lieu de l'ancien campement, a été inondé. Certains tentent d'assécher le terrain en bouchant les vannes d'eau et en creusant des rigoles. L'armée arrive immédiatement pour faire refermer ces tranchées. A partir de ce moment-là, des petits groupes de militaire commencent à circuler au sein du rassemblement ce qui crée une certaine agitation. Des gens se mettent à courir, d'autres les poursuivent. Quelques personnes se font emmener par l'armée, tout type de rumeurs se propagent à leur sujet. Dans cette confusion générale, la place se vide petit à petit.

Les stratégies contre-révolutionnaires du pouvoir militaire ne semblent pas affecter la détermination des manifestants. Plusieurs rendez-vous sont pris pour discuter de la suite du mouvement.

Le Caire, le 12 mars.

<http://www.985fm.ca/international/nouvelles/quatre-hauts-dirigeants-de-la-securite-en-gypte-64266.html>

Quatre hauts dirigeants de la sécurité en Égypte ont été emprisonnés

Publié par Associated Press le vendredi 11 mars 2011 à 16h35.

CAIRE, Égypte - Les autorités égyptiennes ont emprisonné, vendredi, quatre hauts dirigeants des services de sécurité, accusés d'avoir ordonné à la police de faire feu sur les protestataires et de les tuer, lors du soulèvement populaire de 18 jours qui a secoué le pays et forcé la démission de l'ancien président Hosni Moubarak.

Les militants pour les droits de la personne ont accueilli avec enthousiasme ces annonces, considérées comme une étape vers la fin d'une culture d'impunité pour les forces de sécurité de l'Égypte, détestées et craintes par les résidents.

Les responsables ont indiqué que les manifestations avaient fait 365 morts, mais les militants pour les droits de la personne et d'autres représentants soutiennent qu'il y en a eu davantage. Selon un décompte effectué par le Front de défense des manifestants égyptiens, un groupe qui fournit un soutien médical et légal aux protestataires, 685 personnes ont perdu la vie dans ces affrontements.

Les individus emprisonnés sont l'ancien chef de sécurité du Caire, le directeur du service de sécurité d'État, ainsi que les dirigeants de la sécurité générale et de la police anti-émeute. Il s'agit des plus hauts dirigeants des forces de sécurité à être interrogés en lien avec les

violences survenues aux premiers jours des manifestations.

Les hommes sont accusés «d'incitation, d'aide et d'accord à l'assassinat» des protestataires sous les ordres de leur supérieur, a rapporté le procureur général adjoint, Adel al-Said. Ils auraient obéi à des directives allant «à l'encontre des ordres du gouvernement pour préserver l'ordre public».

Un avocat du groupe de l'Initiative égyptienne pour les droits humains, Soha Abdelati, estime que ces arrestations représentent une première étape de la guérison pour ceux qui ont été victimes d'abus pendant des années. Il s'agit aussi, selon M. Abdelati, d'un premier pas vers la fin de la culture d'impunité.

Les forces de sécurité en Égypte comptent au moins 500 000 employés, un nombre légèrement supérieur à celui des forces armées. Les forces de sécurité sont accusées d'avoir commis certains des pires cas d'abus des droits de la personne contre des dissidents du régime de l'ancien président Moubarak, au pouvoir pendant près de 30 ans.

L'ancien ministre de l'Intérieur Habib el-Adly, qui était responsable de la police au moment des manifestations, a blâmé ses subordonnés pour cette violence. El-Adly est actuellement jugé pour des accusations de corruption et de blanchiment d'argent sans lien avec ces événements. Il est toutefois interrogé pour des accusations liées aux manifestations.

La poursuite judiciaire vise aussi l'ancien chef du service de sécurité d'État, Hassan Abdel-Rahman, soupçonné d'avoir ordonné la destruction de milliers de documents officiels après la chute du régime Moubarak. Il a reconnu avoir donné ces ordres, mais soutient que des copies des documents existent toujours.

La gestion des forces de sécurité corrompues de l'Égypte demeure l'un des problèmes majeurs auquel fait face l'armée, qui a pris les rênes du pays après la démission forcée de Moubarak, le 11 février. Le nouveau ministre de l'Intérieur a présenté ses excuses pour les «violations» commises par les forces de l'ordre, et a promis que la police présenterait aussi des excuses formelles sous peu.

http://www.famillechretienne.fr/societe/monde/manifestation-de-coptes-au-caire-partisans-de-moubarak-et-salafistes-veulent-diviser-legypte-pour-tuer-la-revolution-_t7_s36_d60084.html

Manifestation de Coptes au Caire : « Partisans de Moubarak et salafistes veulent diviser l'Égypte pour tuer la Révolution »

- famillechretienne.fr
- 11/03/2011
- Par Samuel Pruvot, en envoyé spécial

Depuis plus d'une semaine, les chrétiens coptes campent et manifestent devant le siège de la télévision nationale au Caire. Après la destruction d'une église à Soul le 4 mars et les émeutes de Mokattam le 8 mars, ils réclament tout simplement justice. Une revendication en phase avec les slogans entendus à la place Tahrir. Le point avec le Père Matthias, l'âme du mouvement.



Des jeunes Coptes dont beaucoup ressemblent, comme deux gouttes d'eau, à ceux qui ont envahi le 25 janvier la fameuse place Tahrir voisine.

© Samuel Pruvot

« *Reconstruisez tout de suite !* » clament les manifestants en chœur. « *Tout de suite !* » Que veulent-ils voir reconstruits ? Une église et des maisons. Les gens brandissent des croix artisanales ou arborent des images pieuses de la Vierge ou encore de saint Georges transperçant un dragon. Campés (aux sens strict et figuré) devant le siège de la télévision nationale depuis près d'une semaine, ces Coptes de toutes les générations réclament justice : il y a moins d'une semaine, l'église Al-Chahidaine, située à Soul, dans le gouvernorat de Helwan au sud du Caire, a été détruite par un incendie criminel. Un nouvel épisode des conflits confessionnels – dont sont principalement victimes les chrétiens – qui embrasent régulièrement l'Égypte.

De chaque côté du campement improvisé sur l'élégante corniche, des militaires juchés sur des chars. À l'intérieur, le service d'ordre est assuré par des jeunes Coptes dont beaucoup ressemblent, comme deux gouttes d'eau, à ceux qui ont envahi le 25 janvier la fameuse place Tahrir voisine. Un ruban aux couleurs du drapeau égyptien ceinturant le front, l'air calme et déterminé de ceux qui ne bougeront pas avant d'avoir obtenu gain de cause.

Ce matin du 10 mars, la foule se recueille en mémoire des « martyrs » tués hier à Mokattam. Sur une estrade bringuebalante, le Père Matthias anime la prière (et la manifestation). C'est la première fois qu'une prière publique de cette ampleur peut avoir lieu en pleine rue. Certaines femmes voilées sont même là en signe de solidarité.

Pensez-vous que la Révolution est mal partie en Égypte puisque des chrétiens sont à nouveau pris pour cible ?

Cette révolution est aussi la nôtre ! Dès le premier jour, des chrétiens sont tombés sur la place Tahrir. Le problème des chrétiens est le même que celui des Égyptiens : je veux parler de la disparition des forces de sécurité dans notre pays. Cette absence se fait cruellement sentir quand des gens mal intentionnés essayent de faire déraiper les choses par tous les moyens. Les anciens du parti national de Moubarak ou les salafistes en profitent pour nous diviser. Ils veulent la mort de la Révolution. En plus, les médias égyptiens ne jouent pas leur rôle. Ils ne disent pas la vérité sur les événements actuels auxquels doivent faire face les chrétiens.

Faites-vous confiance à l'armée ?

L'armée n'a pas à faire la police et ne sait pas nous protéger. Certains disent que ce sont des militaires qui ont tiré sur des chrétiens à Mokattam. Je suis étonné d'une chose : les balles tuent en priorité les chrétiens, pourquoi ?

Que réclamez-vous aux autorités de transition ?

Nous exigeons que l'église de Soul soit reconstruite. Le chantier doit commencer sur les ruines du bâtiment. Nous demandons aussi que les maisons détruites soient relevées et que les familles reçoivent des aides. Plus d'une centaine de villageois se trouvent ici. Ils n'ont plus de maison... Nous exigeons que les responsables de ces exactions soient identifiés et jugés. Le maire et le gouverneur ont leur part de responsabilité là-dedans : ils doivent démissionner. Plus largement, nous allons essayer de jouer tout notre rôle dans la construction de la nouvelle Égypte.

Samuel Pruvot, en envoyé spécial

<http://www.lejdd.fr/International/Afrique/Actualite/Egypte-Affrontements-entre-coptes-et-musulmans-282247/?sitemapnews>

Afrique | 12 Mars 2011

En Egypte, l'ombre de la contre-révolution

Affrontements interconfessionnels, destruction des documents de la Sécurité de l'Etat, évacuation violente de la place Tahrir... Les événements de la semaine passée en Egypte font craindre une tentative de sape de la révolution, quelques jours avant un référendum destiné à valider des amendements à la Constitution.

Un char avance lentement dans une ruelle de terre battue. Les habitants observent avec anxiété le véhicule militaire, qui s'arrête à la limite entre le quartier de chiffonniers du Moqattam, majoritairement copte, et la partie musulmane de Manshiet Nasr. *"Nous ne pouvons plus faire confiance à l'armée. Ils n'ont rien fait pour nous protéger mardi soir."* Hanna Fathy Rostom, 27 ans, est très remonté. Comme beaucoup de coptes du quartier, il pense que ce sont les soldats eux-mêmes qui ont tiré sur les manifestants lors des affrontements du 8 mars.

Difficile de comprendre ce qu'il s'est passé ce jour-là au Moqattam. Pour protester contre l'incendie d'une église la semaine précédente dans le village de Soul, au sud du Caire, les habitants chrétiens décident de bloquer la rocade Saleh Salem, qui passe à proximité de leur quartier. Or la route à trois voies est un axe vital pour Le Caire. *"Les gens de Saïda Aïcha, un quartier en amont, étaient très en colère. Ils ont arrêté des voitures de chiffonniers, qui ramassent leurs poubelles, et ont battu les conducteurs"*, explique Hanna. Les coptes répliquent en bastonnant des habitants du quartier rival, et c'est l'engrenage: vers 18h, deux foules se font face, chrétiens du Moqattam d'un côté, musulmans de Saïda Aïcha de l'autre. Entre les deux groupes, un char de l'armée. On se jette des pierres et des bouteilles de verre. Puis des coups de feu éclatent. Certains chiffonniers pensent que les tirs sont venus de

l'armée, d'autres que ce sont les gens de Saïda Aïcha qui étaient armés. Bilan: 13 morts – six coptes et sept musulmans – et plus d'une centaine de blessés.

"Ils veulent provoquer des divisions entre les Egyptiens"

"C'est l'attaque la plus meurtrière que notre quartier ait connu, rappelle Hanna. Pendant la révolution, je croyais que les violences interreligieuses étaient derrière nous. Mais maintenant j'ai peur pour ma famille. A part mes amis proches, je me méfierai de tous les musulmans désormais." L'union sacrée entre les deux communautés qui prévalait pendant le soulèvement égyptien semble déjà bien loin. Les affrontements confessionnels n'ont pas disparu avec la chute de Moubarak. A cela, rien d'étonnant.

Mais beaucoup d'Egyptiens s'interrogent sur les armes utilisées lors des violences de mardi: les rixes entre coptes et musulmans font en général un ou deux morts, et l'usage d'armes à feu est rare, surtout au Caire. *"Ceux qui ont fait ça sont des 'baltaguis', des hommes de main payés et armés par le parti au pouvoir ou par la police"*, affirme Mariam, une employée de 25 ans, venue manifester vendredi sur la place Tahrir, où quelques 3.000 personnes s'étaient à nouveau rassemblées pour dire leur refus des violences entre coptes et musulmans. *"Ils veulent provoquer des divisions entre les Egyptiens, pour que l'on ne s'occupe plus des choses importantes: la modification de la Constitution, le jugement des dirigeants de la Sécurité de l'Etat [organe spécial de la police égyptienne chargé de la surveillance des citoyens]..."*

Des documents passés à la broyeuse

Beaucoup de manifestants commencent à employer le mot de *"contre-révolution"*. Selon Mohamed, un avocat de 31 ans, les événements récents indiquent que des supporters de l'ancien régime sont toujours actifs: *"La semaine passée, les documents de la Sécurité de l'Etat ont été détruits, mardi, il y a eu l'attaque au Moqattam, et mercredi des 'baltaguis' ont attaqué les manifestants à Tahrir. Comme par hasard, tout cela arrive juste après le départ d'Ahmed Chafik, le Premier ministre qui avait été nommé par Moubarak."*

Il y a dix jours, des bureaux de la Sécurité de l'Etat ont été envahis par les manifestants à Alexandrie, Assouan, dans le Delta, lors de scènes rappelant la chute de l'Union soviétique. Dans les locaux du siège de l'agence, à Madinat Nasr, dans le nord du Caire, les manifestants ont trouvé des montagnes de papier déchiqueté: des centaines de documents avaient été passés à la broyeuse. *"Les officiers ont laissé ce qui était le moins compromettant et ont détruit les preuves de leurs crimes"*, s'inquiète Bassiouny, un étudiant en droit de 20 ans. La Sécurité de l'Etat est accusée d'avoir arrêté, détenu et torturé des milliers d'Egyptiens, notamment les Frères musulmans.

L'opposant Mohamed El Baradei a affirmé samedi, sur son compte Twitter, que la révolution égyptienne courait *"un grave danger"* si les leaders du *"gang"* de l'ancien régime n'étaient pas arrêtés. L'ancien chef de l'AIEA a appelé à annuler le référendum sur les amendements à la Constitution prévu le 19 mars. De son côté, Shayma, 23 ans, une activiste du mouvement

pro-démocratique Justice et Liberté, est moins alarmiste. "*Ce ne sont que des sursauts de l'ancien régime, qui vont disparaître rapidement*", prédit-elle.

Nina Hubinet, correspondance au Caire - Le Journal du Dimanche

Samedi 12 Mars 2011

<http://www.rue89.com/2011/03/12/egypte-lex-police-politique-cause-les-violences-religieuses-194591>

Egypte : « L'ex-police politique cause les violences religieuses »

Par Sonia Dridi | Journaliste | 12/03/2011 | 18H34



(Du Caire) Un mois jour pour jour après la démission d'Hosni Moubarak, Mohamed dit « Moe », jeune musulman du Caire et Alfred, son ami copte, se sont retrouvés place Tahrir, pour la manifestation du vendredi qui, cette semaine a été organisée pour appeler à l'unité nationale, suite aux derniers affrontements entre chrétiens et musulmans.

Les deux jeunes hommes se connaissaient depuis quelques temps grâce à des amis communs, et la Révolution les a rapprochés. Ils étaient tous deux place Tahrir le 25 janvier 2011, premier jour du mouvement de révolte et avaient le même rêve : la fin du régime de Moubarak.

Alfred, regard vert perçant, travaille pour la transition démocratique avec son mouvement politique créé quelques jours avant la chute du raïs : « El Masry El Hurr » (les Egyptiens libres). Ce vendredi n'est pas jour de célébration.

Moe, blessé au-dessus de l'œil par des tirs de la police le 28 janvier, jour de la colère, alors qu'il tentait de venir en aide aux blessés place Tahrir, est plus optimiste. L'imposant jeune homme se dit encore « tout excité » par cette « nouvelle Egypte ».

Il est fier de montrer l'endroit où il se trouvait lorsqu'il a appris la démission du Président. Le jeune programmeur de 28 ans se rappelle avoir sauté de joie pendant de longues minutes et embrassé tous ses amis.

L'ex-police politique accusée d'exacerber les tensions religieuses

Mais lui aussi est aussi anxieux pour la suite des événements, particulièrement à cause des récentes violences confessionnelles. Il assure :

« Tout le monde sait que c'est Amn al Dawla qui provoque les violences. »

Amn al Dawla est cette branche de la police accusée de torture et d'abus sous l'ère Moubarak. Moe poursuit :

« La sécurité d'Etat pense que nous ne devrions pas avoir le contrôle sur le pays aujourd'hui, que ce devrait être encore Moubarak. Ils ont perdu leur rôle de “gardiens du pays”. Ils ne sont pas seulement hors-jeu, ils sont également attaqués. Les manifestants ont investi leurs bureaux et des documents secrets ont été volés. »

En effet, il y a une semaine, des centaines de militants pro-démocratie ont pris d'assaut les bâtiments de la sécurité d'Etat, d'Alexandrie au Caire, à la recherche de documents prouvant la corruption et les abus de ses officiers. Un véritable « WikiLeaks à l'égyptienne » :

« Ils savent que les gens veulent se venger, en particulier ceux qui ont été arrêtés ou torturés, car tout le monde a une histoire avec Amn al Dawla. »

Le rôle d'Amn al Dawla dans l'attentat contre l'église

De nombreux dossiers avaient déjà été brûlés ou broyés quand les manifestants ont pris possession des locaux dépendants du ministère de l'Intérieur. Mais des centaines de dossiers compromettants ont tout de même pu être récupérés et publiés sur Internet.

Alfred souligne que selon certains documents, des membres de la sécurité d'Etat seraient impliqués dans l'attentat contre une église à Alexandrie dans la nuit du nouvel an. Ce qui ne l'étonne absolument pas puisque, d'après lui, l'ancien régime a poussé pendant des années les Egyptiens aux violences sectaire.

A propos de l'incendie d'une église dans le village de Soul, au sud du Caire, vendredi dernier, il dit :

« Tout est parti d'une histoire d'amour entre un chrétien et une musulmane. Le chrétien avait quitté le village il y a longtemps pour éviter le conflit. Les hommes de la sécurité d'Etat l'ont fait revenir, en lui offrant une boutique.

Du coup, il a été vu dans le voisinage et les tensions ont recommencé. Alors bien sûr, ce sont les gens qui se battent, les musulmans et les chrétiens, mais les hommes de la sécurité d'Etat provoquent les situations. »

« Les prêtres et les imams disent de ne pas se mélanger »

Il en est de même selon lui pour les affrontements qui ont eu lieu ce mardi au Moqattam, quartier des chiffonniers du Caire, à majorité copte. Le jeune chrétien raconte :

« J'ai des témoins là-bas. Les coptes manifestaient pacifiquement [contre l'incendie de l'église, ndlr] quand des voitures de la police sont arrivées, avec plusieurs autres personnes. Ces dernières ont commencé à attaquer les chrétiens. Mais ce sont des voyous, des hommes payés par la sécurité d'Etat ! »

Moe pense que les violences ne vont pas dégénérer en guerre de religion, mais Alfred est plus inquiet :

« Il y a énormément d'Égyptiens qui ne sont pas éduqués. [...] Ils écoutent les prêtres et imams qui leurs disent de ne pas se mélanger entre chrétiens et musulmans. La division est encouragée depuis des années, et cela ne va pas changer du jour au lendemain. »

Photo : Alfred Raouf et Mohamed Maamoun (Sonia Dridi).

<http://www.europe1.fr/International/Egypte-des-partisans-de-Moubarak-arretes-450499/>

Egypte : des partisans de Moubarak arrêtés

Par **Europe1.fr** avec **Reuters**

Publié le 12 mars 2011 à 11h06 Mis à jour le 12 mars 2011 à 11h06

Deux élus du Parti national démocrate de l'ex-président égyptien Hosni Moubarak ont été arrêtés dans le cadre de l'enquête sur les violences contre les manifestants qui ont obtenu la démission du chef de l'Etat. Le député Abdel Nasser al Djabari et le sénateur Youssef Khattab sont soupçonnés d'être impliqués dans l'attaque menée le 2 février place Tahrir par des partisans de Moubarak à dos de chameau et à cheval, qui a donné lieu à de violents affrontements à un moment jugé crucial du soulèvement.

Quatre anciens membres du personnel du ministère de l'Intérieur soupçonnés d'avoir commandité le meurtre d'opposants font par ailleurs l'objet de mandats d'arrêt.

http://www.humanite.fr/14_03_2011-%C3%A9gypte%E2%80%89-le-r%C3%A9f%C3%A9rendum-constitutionnel-ne-fait-pas-recette-467559

le 15 Mars 2011

En bref

Égypte : le référendum constitutionnel ne fait pas recette

À quelques jours du référendum prévu samedi en Égypte sur les amendements à la Constitution, de plus en plus de voix s'élèvent pour appeler à voter non, voire à annuler la consultation, jugeant que les changements proposés ne vont pas assez loin. Hier, la « coalition

des jeunes de la révolution », à l'origine du soulèvement contre le régime de Moubarak, a appelé à voter non, en exigeant une nouvelle Constitution. Les deux candidats déclarés à la présidence Amr Moussa, le secrétaire général de la Ligue arabe, et Mohamed El Baradei, l'ancien patron de l'AIEA, ont aussi annoncé qu'ils voteraient contre, en estimant que « rapiécer » la loi fondamentale n'est pas suffisant. Seule la confrérie islamiste des Frères musulmans a appelé à voter oui.

Des soldats saoudiens pour mater les manifestants à Bahreïn

Des véhicules militaires saoudiens ont pénétré hier à Bahreïn en empruntant le pont de 25 km de long séparant les deux pays. Des centaines de manifestants bahreïniens se sont rassemblés derrière des barrages de fortune aux abords de la place de la Perle, haut lieu de la contestation dans la capitale, Manama. Le gouvernement bahreïni a demandé l'aide militaire du voisin saoudien et des autres pays arabes du Golfe faisant partie de la force commune du CCG (Conseil de coopération du Golfe) pour réprimer la contestation dont il fait l'objet depuis la mi-février. Un millier de soldats saoudiens sont entrés à Bahreïn dès dimanche soir. L'opposition bahreïnienne a affirmé que « toute présence militaire étrangère » serait considérée comme « une occupation. »

Violents combats en Côte d'Ivoire

Des tirs à l'arme lourde ont retenti hier matin à Abidjan près de la résidence privée du général Philippe Mangou, chef d'état-major des forces armées fidèles à Laurent Gbagbo. Ces tirs ont eu lieu dans le quartier de Yopougon (ouest d'Abidjan), bastion de Gbagbo. Samedi, les forces pro-Gbagbo avaient lancé une offensive pour déloger les partisans de Ouattara du quartier d'Abobo (nord de la capitale), faisant au moins une dizaine de morts. Sur le front de l'Ouest, les éléments des Forces nouvelles (FN), ex-rébellion alliée à Ouattara, ont pris dimanche la ville de Doké. En un mois, les FN, qui tiennent le nord du pays depuis 2002, ont ainsi pris quatre localités de cette région frontalière du Liberia

<http://www.lalettremed.com/info-7-sur-7/323-egypte-dissolution-de-la-securite-detat>

Egypte: Dissolution de la Sécurité d'Etat

Mardi, 15 Mars 2011 19:49 Desk

La sécurité d'Etat qui faisait le beau et le mauvais temps en Egypte sous la direction du président déchu, Hosni Moubarak, a été dissoute. C'est le ministre de l'Intérieur du gouvernement intérimaire, Mansour al-Issawi qui a annoncé ce mardi la nouvelle, précisant que son département "a décidé aujourd'hui de supprimer toutes les sections administratives et les bureaux de la sécurité d'Etat dans toutes les provinces" du pays.

C'est désormais la nouvelle institution "Sécurité nationale" qui prend la relève avec pour mission de "préserver la sécurité du pays et de lutter contre le terrorisme".

L'ancienne machine répressive «la Sécurité d'Etat» était notamment accusée d'espionner la vie privée et les activités politiques des citoyens, de pratiquer la torture et de faciliter les fraudes électorales.

<http://setrouver.wordpress.com/2011/03/15/lattente-des-egyptiens/>

L'attente des Egyptiens

Publié le 15/03/2011 par Se trouver

En Libye, l'avancée des troupes de Kadhaï vers l'Est semble marquer (un peu) le pas. La prise d'Ajdabiyah, prévue comme la première étape d'une marche rapide vers Benghazi, n'avait pas encore eu lieu ce matin. Au contraire, les insurgés semblent y avoir fait des prisonniers, réquisitionnant ainsi des armes supplémentaires et quelques tanks. De plus, une offensive de l'armée « libre » a eu lieu hier sur Ras Lanouf, port pétrolier qui avait pourtant été repris par Kadhaï il y a quelques jours. Selon certaines rumeurs circulant à Benghazi la (contre-)offensive des insurgés aurait même poussé jusqu'à Syrte. Les troupes loyalistes, elles, prétendent toujours poursuivre leur avancée sur Benghazi. Encore une fois, ce site n'ayant pas vocation à ne parler que de la situation libyenne, nous publions un texte venant d'Egypte, cette fois-ci d'Alexandrie.

Alexandrie, Dimanche 13 mars. Alors que nous nous rendons à un rassemblement devant un bâtiment de l'armée, les quelques dizaines de personnes présentes sur place nous demandent immédiatement et vigoureusement de partir. Un jeune homme a tout juste le temps de nous écrire discrètement son numéro de téléphone. Nous le retrouvons plus tard, et il nous explique que nous avons été pris par certains manifestants pour des espions (genre CIA ou Mossad) puisque nous sommes occidentaux et que les touristes ont fui l'Égypte. Cette petite anecdote illustre bien l'ambiance générale qui règne ici. La police ressemble au fantôme que l'on peut avoir du KGB dans ses grandes années (la police politique égyptienne a d'ailleurs été formée par les soviétiques), beaucoup d'égyptiens voient un peu partout des comploteurs israéliens, des provocateurs de tout bord, des agents des services secrets (parfois peut-être à raison d'ailleurs). Depuis la chute de Moubarak, ce qui se trame au sommet du pouvoir est quasi incompréhensible. Difficile de saisir qui dirige quoi, l'armée est paraît-il divisée, les ministres changent régulièrement. Le seul horizon clair, c'est le vote sur la réforme de la constitution qui aura lieu le 19 mars.

Ici, à Alexandrie, tout a basculé le 28 janvier. Ce jour-là, la grande manifestation était appelée par tous les canaux que l'Etat contrôle plus difficilement : internet, téléphone, Al Jazeera, Al Arabiya, mosquées, églises. Le jour de la manifestation, internet et les téléphones portables furent d'ailleurs coupés. Mais trop tard. Les mosquées continuaient à diffuser l'appel à manifester, les quartiers s'organisaient. Le traditionnel rendez-vous du vendredi quant à lui est devenu un moment d'organisation et de discussions intenses. Il est très important : il génère une proximité de plus en plus forte entre les gens, et il perdure. Ce mode d'agrégation empêche des arrestations décisives, il n'y a ni tête du mouvement, ni chef, chacun a la parole.

Lundi 14 mars, comme tous les jours, à 15h, devant la mosquée Brahim-kader, les gens se rassemblent. Des portraits de martyrs de la révolution ainsi que deux tentes en soutien à la Libye sont disposés sur la place. Aujourd'hui, l'objet de toutes les discussions : al dostour. Samedi les Egyptiens sont appelés à se prononcer sur la modification de quelques points de la constitution. Ce référendum a été décidé par Moubarak, comme dernière tentative pour se

sauver, quelques jours avant sa chute. Ce vote exacerbe toutes les tensions. Nos amis ici voteront non : cette constitution est la colonne vertébrale du système Moubarak et quelques petites modifications n'y changeront rien, elle doit disparaître dans son ensemble. Alors que certains restent à discuter, d'autres décident de partir en cortège chaotique. Le mégaphone circule de mains en mains, celles d'un enfant de treize ans, comme celles d'une femme voilée, ou du père d'un martyr.

Le soir, sur l'allée Gaouad Hosny, les Frères Musulmans organisent un meeting. Le contraste est saisissant : une grande estrade, une rue entière remplie de chaises avec les hommes d'un côté, les femmes de l'autre et au milieu les officiels et les journalistes. Rapidement, un chargé de communication nous prend en main et se propose de nous expliquer le point de vue des Frères Musulmans. Ils appellent à voter oui : le maintien de la constitution permettra la tenue au plus vite de nouvelles élections. Étant la seule force politique organisée ils ont effectivement tout intérêt à ce que celles-ci arrivent rapidement. En cas de victoire, ils promettent une nouvelle constitution. Aux abords du meeting, des manifestants de l'après-midi essaient de faire entendre leur position.

L'armée a annoncé qu'elle ne tolérerait aucun rassemblement ni aucune manifestation samedi, le jour du vote. L'habituel rendez-vous du vendredi s'annonce décisif, certains parlent d'un nouveau vendredi de la colère.



<http://www.liberation.fr/monde/01012325821-en-bref>

16/03/2011 à 00h00

En bref

Egypte La Sécurité d'Etat, symbole de la répression sous Moubarak, a été supprimée hier, alors que la secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, est dans le pays.

Bahreïn L'état d'urgence est proclamé pour trois mois. Des milliers de personnes ont manifesté devant l'ambassade saoudienne, alors que l'Iran critique l'arrivée des troupes du Golfe.

Yémen Des incidents entre police et manifestants ont fait, hier, au moins 44 blessés. Les tribus commencent à rejoindre l'opposition.

http://www.ladepechediplomatique.com/EGYPTE-Hillary-Clinton-en-visite-officielle-se-rend-sur-la-place-Tahrir_a1566.html

EGYPTE: Hillary Clinton, en visite officielle, se rend sur la place Tahrir



La Secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, a effectué, mercredi 16 mars, une visite sur la place Tahrir au Caire, épice de la contestation populaire ayant conduit à la chute du président Hosni Moubarak. La chef de la diplomatie américaine, qui s'est réjoui de son déplacement sur le site ayant « tant de significations pour le monde », a été salué par des dizaines de passants.

Au premier jour de sa visite, mardi 15 mars, Mme Clinton avait appelé l'Egypte à poursuivre ses efforts de démocratisation, promettant une aide économique américaine. Cette visite intervient alors que les Egyptiens sont appelés aux urnes samedi à un référendum pour réformer la Constitution, qui doit ouvrir la voie à des élections et au retour d'un pouvoir civil dans le pays.

Ch.O.SOW (avec AFP)

Mercredi 16 Mars 2011

http://www.lemonde.fr/culture/article/2011/03/16/1-unesco-sonne-l-urgence-pour-contrer-les-pillages-des-sites-antiques-en-egypte_1493909_3246.html

L'Unesco sonne l'urgence pour contrer les pillages des sites antiques en Egypte

Le Monde | 16.03.11 | 16h00 • Mis à jour le 16.03.11 | 16h01

A l'ouverture, mardi 15 mars, à Paris, du colloque de l'Unesco sur le trafic illicite des biens culturels, Irina Bokova, sa directrice générale, a fait part d'"*informations alarmantes*" qui proviennent d'Egypte et concernent les pillages des sites archéologiques et des musées du pays.

"*Nous sommes inquiets*", a-t-elle ajouté, précisant qu'elle a écrit aux autorités égyptiennes pour les encourager à "*prendre des mesures concrètes afin de protéger les sites*". M^{me} Bokova

appelle à une *"mobilisation internationale"* pour repérer les antiquités qui seraient présentées et négociées sur le marché de l'art.

"On ne sait pas toute la vérité, sur le vol (du 28 janvier) au Musée égyptien du Caire, ni sur les pillages d'autres collections, musées et sites archéologiques", déplore Francesco Bandarin. Le sous-directeur général pour la culture de l'Unesco évoque l'agression du 5 mars par un groupe armé d'une quarantaine de personnes, sur la réserve du site de Kafr-el-Sheikh, dans le delta du Nil, sans que soit révélé le détail du butin.

Guillemette Andreu-Lanoë, la directrice du département des antiquités égyptiennes au Musée du Louvre, à Paris, précise *"que les pillards vont dans les endroits reculés, comme les sites sauvages des pyramides de Dahshur, Abousir et Saqqarah (au sud du Caire), ou encore dans le Sinaï et dans les oasis, où il n'y a personne"*. Précisément, des bas-reliefs ont été découpés à la scie dans la tombe de Qar à Saqqarah, des vols commis à Abousir et Mit Rahina.

A Dahshur, la réserve archéologique dite de Morgan a été pillée, ainsi que des magasins de stockage à Saqqarah-Sud, Alexandrie, Abydos. A Quantara, dans le Sinaï, plus de 208 pièces d'antiquités, provenant du Musée de Port-Saïd, ont été dérobées. Selon Costanza de Simone, déléguée de l'Unesco en Egypte, celles-ci sont retrouvées.

De Haute-Egypte, les nouvelles demeurent bonnes, se réjouit l'archéologue Hourig Sourouzian, qui poursuit ses fouilles à Thèbes sur le temple funéraire d'Aménophis III, célèbre pour ses colosses de Memnon. *"L'atmosphère est sereine, dit-elle par téléphone, nous n'avons ni pillage, ni vandalisme, ni menaces."* Les villageois comme les autorités ont veillé sur leur patrimoine.

Le détail des pillages est en partie relaté sur son blog par le Dr Zahi Hawass, qui régnait depuis 2002 sur le Conseil supérieur des antiquités égyptiennes. L'archéologue devait intervenir mardi 15 mars au matin lors du débat de l'Unesco. Il n'a pas fait le déplacement, ayant été "démissionné", début mars, par le gouvernement de transition, alors qu'un mois plus tôt il était nommé ministre d'Etat pour les antiquités par Hosni Moubarak (*Le Monde* du 15 mars).

Le Dr Hawass demande sur son site Internet, *"l'aide de la communauté internationale"*. L'archéologue précise qu'avoir renoncé à sa position ne l'empêche pas de poursuivre son combat contre le trafic illicite d'antiquités.

Jugé sévèrement par certains pour son star-system, lèvera-t-il le voile sur les incohérences qui subsistent dans le récit du vol au Musée égyptien du Caire ? Les gardiens et les policiers sont soupçonnés d'être dans le coup. Une enquête est en cours

M^{me} Andreu-Lanoë recevait, ce mardi 15 mars, par un courriel de Tarek Al-Awadhi, le directeur dudit musée, la liste de 54 objets volés, photos à l'appui. Diffuser l'information pour tenter de les pister sur le marché de l'art, telle est la priorité que se donne l'égyptologue, qui dispose au Louvre d'un système de veille.

Comptent, parmi les plus belles pièces volées, les délicates statues en bois doré de Toutankhamon, celle de Néfertiti en calcaire occupée aux offrandes, et de nombreux bronzes, figures des dieux. Il y a un mois, il n'était question que de 18 pièces manquantes...

Présente à Paris, l'archéologue égyptienne Gihane Zaki va droit au but. *"Nous avons besoin d'une intervention d'urgence pour protéger le patrimoine, un peu comme cela s'est fait dans les années 1960 au moment de la construction du barrage d'Assouan, s'emporte la directrice générale du Fonds nubien auprès du ministère égyptien de la culture. Les monuments de Nubie allaient être engloutis. La mobilisation internationale a sauvé ces trésors"*, dont Abou Simbel.

Selon M^{me} Zaki, c'est aux Egyptiens eux-mêmes de prendre en charge la protection maximale des sites en mobilisant la population locale. *"Il faut aussi sensibiliser les gens et les former, notamment les gardiens. Au Conseil suprême de l'armée de punir sévèrement ceux qui touchent au patrimoine"*, dit-elle, tout en reconnaissant que la gravité de la situation économique relègue le patrimoine au dernier rang : *"Les gens ont faim."*

Une mission de l'Unesco doit se rendre sur place : *"Travailler avec les Egyptiens, leur donner plus de moyens, mettre sur liste rouge les objets volés"*, telle est l'urgence pour M. Bandarin. En marge du colloque, la stratégie était déjà en cours d'élaboration.

Florence Evin Article paru dans l'édition du 17.03.11

<http://www.rfi.fr/afrique/20110316-egypte-dissolution-securite-etat>

Egypte -

Article publié le : mercredi 16 mars 2011 - Dernière modification le : mercredi 16 mars 2011

En Egypte, dissolution de la Sécurité de l'Etat



Des dossiers détruits retrouvés au quartier général de la Sécurité d'Etat égyptienne.

Wikimedia Commons

Par RFI

Le ministère égyptien de l'Intérieur a annoncé mardi 15 mars 2011 la suppression de la Sécurité de l'Etat, un organisme considéré comme un des piliers du régime de l'ex-président Hosni Moubarak. Le ministre de l'Intérieur Mansour al-Isawi a décidé de créer une nouvelle institution en matière de sécurité, appelée « *Sécurité nationale* », avec pour objectif de « *préserver la sécurité du pays et de lutter contre le terrorisme* ».

Avec notre correspondant au Caire, Alexandre Buccianti

La dissolution de « Mabahess Amn el Dawla » a été bien accueillie par l'opinion publique égyptienne et surtout par le courant islamiste. Ce dernier était en effet devenu la cible principale de cette police politique depuis l'accession de l'ex-président Moubarak au pouvoir en 1981.

C'est cette police qui a procédé aux milliers d'interrogatoires souvent musclés de Frères musulmans sans oublier les prisonniers envoyés par les Américains pour que des informations leur soient arrachées par la torture. Les Amn Dawla avaient aussi des dossiers sur tout le monde, des hommes d'affaires aux politiciens en passant par les journalistes.

Cinquante officiers arrêtés

Des dossiers que les Amn Dawla cherchaient à détruire quand leurs quartiers généraux ont été attaqués il y a une dizaine de jours par des manifestants. Le chef de la police de la Sécurité de l'Etat ainsi qu'une cinquantaine d'officiers ont été arrêtés et sont interrogés au sujet des violences contre les révolutionnaires.

Les Amn Dawla seront remplacés par une « *Force nationale de sécurité* » chargée de défendre le « *front intérieur* » et de combattre le terrorisme. Après les islamistes, les contre-révolutionnaires pourraient être la nouvelle cible.

http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2011/02/17/trois-anciens-ministres-arretes-en-egypte_1481829_3218.html

Trois anciens ministres arrêtés en Egypte

LEMONDE.FR avec AFP | 17.02.11 | 22h26 • Mis à jour le 17.02.11 | 22h38



Habib Al-Adli, l'ancien ministre de l'intérieur de Hosni Moubarak. REUTERS/MOHAMED HAMMI

Trois anciens ministres égyptiens, dont celui de l'intérieur Habib Al-Adli, ont été arrêtés et placés en détention provisoire, jeudi 17 février, sur ordre du parquet général. Le magnat de l'acier Ahmed Ezz a également été arrêté et placé en détention.

"Le parquet a ordonné la détention pendant quinze jours pour les besoins de l'enquête de l'ex-ministre du tourisme Zoheir Garranah, l'ex-ministre de l'habitat Ahmed Al-Maghrabi et l'homme d'affaires Ahmed Ezz", selon une source judiciaire. Tous trois sont accusés de détournement de fonds publics. L'ex-ministre de l'intérieur Habib Al-Adli a, lui aussi, été placé en détention provisoire pour quinze jours "pour blanchiment d'argent", selon la même

source. Les quatre hommes, dont les comptes ont été gelés, sont interdits de sortie du territoire égyptien.



Montage de l'AFP montrant les quatre personnalités arrêtées jeudi. De gauche à droite : Zoheir Garranah, Ahmed Al-Maghrabi, Habib Al-Adli, Ahmed Ezz.AFP/-

AHMED EZZ, L'ÉMINENCE GRISE DE GAMAL MOUBARAK

Le départ de Habib Al-Adli, honni par une grande partie de la population égyptienne, avait été réclamé avec insistance par les manifestants antirégime. Son ministère a été encore plus détesté lorsque la police a disparu des rues d'Egypte après de violents heurts entre forces de l'ordre et protestataires, laissant le champ libre aux pilleurs.

Ahmed Ezz était un cadre du Parti national démocrate (PND) de l'ex-président Hosni Moubarak. Il était considéré comme l'éminence grise de Gamal Moubarak, fils de l'ancien chef de l'Etat et longtemps considéré comme un successeur possible de son père. D'après l'agence officielle Mena, M. Ezz est notamment accusé d'avoir obtenu des permis pour construire deux usines dans la zone franche à Suez *"en contravention des règles établies"*.

Les Etats-Unis, la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne ont annoncé que l'Egypte leur avait demandé de geler les avoirs d'ex-hauts responsables égyptiens.

L'Egypte se prépare à une "marche de la victoire"

Les organisateurs de la contestation égyptienne espèrent qu'un million de personnes participeront à la "marche de la victoire", ce vendredi, une semaine jour pour jour après la démission de Hosni Moubarak. L'initiative vise aussi à rappeler le *"pouvoir de la rue"* aux généraux du Conseil suprême des forces armées, désormais aux commandes du pays. Les manifestants demandent aussi la libération de toutes les personnes arrêtées pendant les manifestations et la levée de l'état d'urgence, en vigueur depuis 1981. – (avec Reuters)

<http://www.afriquejet.com/afrique-du-nord/egypte/egypte:-la-revolution-a-fait-plus-de-600-morts-201103185421.html>

Egypte: La révolution a fait plus de 600 morts

Le Caire, Egypte - Le Conseil national des droits de l'homme en Egypte (NCHR, sigle en anglais) a révélé jeudi que le nombre de martyrs tombés lors de la révolution du 25 janvier qui a renversé l'ancien président Hosni Moubarak, dépasse 600, presque le double selon les

premières estimations. Le Conseil, qui mène une enquête sur les évènements, a indiqué que le nombre de blessés au sein des manifestants au Caire et à travers le pays est également sous estimé, surtout ceux qui souffrent de handicaps permanents, pour la plupart dans la partie supérieure du corps et particulièrement ceux qui ont perdu la vue. Le NCHR mène également une enquête pour comprendre comment plusieurs prisons du pays ont été simultanément ouvertes au plus fort des manifestations pour le changement de régime et il a accusé la police d'avoir, non seulement tué des populations civiles avec des balles réelles, des balles en caoutchouc, et avec l'usage de gaz, mais également d'avoir permis à des criminels libérés de terroriser les 80 millions d'Égyptiens.

Le Conseil a également accusé la police d'avoir tiré sans discernement sur la population, d'avoir déserté les rues, ce qui pourrait être considéré comme un acte de trahison.

Le centre du Caire et la ville méditerranéenne d'Alexandrie, le second plus grand port et le très stratégique Port City of Suez, ont enregistré les pires brutalités de la police contre les populations civiles, où la plupart des martyrs ont été abattus le vendredi 28 janvier, baptisé 'Vendredi de Rage'.

L'ancien ministre de l'Intérieur, Habib Al-Adly, et plusieurs de ses hauts collaborateurs et de hauts cadres de la police sont en instance de jugement pour les crimes commis durant la révolution.

S'ils sont reconnus coupables d'avoir ordonné l'usage de balles réelles sur les populations ou d'actes de trahison, les suspects pourraient encourir la peine de mort.

Pana 18/03/2011

<http://www.afriquejet.com/afrique-du-nord/egypte/egypte:-1%E2%80%99armee-ne-presentera-pas-de-candidat-a-la-presidentielle-201103185416.html>

Egypte: L'Armée ne présentera pas de candidat à la présidentielle

Le Caire, Egypte - L'armée égyptienne a affirmé qu'elle ne présentera pas de candidat pour l'élection présidentielle qui doit se dérouler dans ce pays, a appris la PANA sur place. Cette déclaration est contenue dans un communiqué de presse publié jeudi par le général Ismail Etman, membre du Conseil suprême des forces armées qui dirige les affaires de ce pays depuis la chute de l'ancien président Hosni Mubarak. Etman a déclaré que l'armée ne supportera pas et ne barrera la route à aucun candidat à la présidentielle. Il a cependant nié les accusations selon lesquelles l'armée tarde à répondre à certaines aspirations du peuple en indiquant que la prise de décision dans l'armée, par nature, est un processus organisé de manière prudente qui pouvait être lent, mais certainement philosophique.

Etman a indiqué que les résultats sur le terrain démontrent que toutes les décisions prises par l'armée sont bonnes.

Au sujet des appels lancés à l'armée pour qu'elle prolonge la durée de la période de transition, Etman a insisté sur le fait que l'armée ne souhaitait pas rester plus longtemps au pouvoir et il a ajouté qu'elle devait se préparer à un maximum d'efficacité pour exercer sa principale mission qui est de défendre les frontières nationales.

Le porte-parole de l'armée a réassuré les Egyptiens par rapport au fait que personne n'était au-dessus de la loi et que quel que soit le nom ou le poids d'un ancien ou actuel responsable, la justice va prévaloir pour ce qui concerne les malversations de quelque nature que ce soit.

L'armée a protégé la révolution du 25 janvier et s'est engagée à mener le pays vers une transition pacifique et en douceur vers une démocratie civile.

Un référendum va être organisé samedi sur les amendements constitutionnels proposés pour tracer la voie à des élections législatives et présidentielle prévues cette année.

Pana 18/03/2011

<http://setrouver.wordpress.com/2011/03/18/egypte-le-vendredi-du-refus/>

Egypte : « Le vendredi du refus ».

Publié le 18/03/2011 par Se trouver

Vendredi 18 mars, place Tahrir. À la veille du référendum sur la constitution égyptienne, les manifestations ont été interdites. Dès le matin, les rues qui mènent à la place ont été bloquées par l'armée, et les arrestations ont commencé dès 10 heures. Etant données les récentes menaces, les arrestations de ces derniers jours et le dispositif mis en place, les gens se sont retrouvés moins nombreux que les vendredis précédents. Les militaires étaient présents de façon continue, encerclant les manifestants pour maintenir la circulation sur la place.

Beaucoup de tracts et d'autocollants sont distribués, un cortège multiplie les aller-retour entre les rues adjacentes et la place Tahrir. Toujours les mêmes slogans : « le dostour est illégitime », « le peuple veut la mort de la constitution », « partout dans toute l'Egypte la révolution ». Dans le cortège, nous croisons des militants socialistes révolutionnaires – c'est la première fois que nous voyons représentée ici ce type de position. A la tombée de la nuit, 500 à 600 personnes partent joyeusement en manifestation en direction du siège de la télévision. En tête de cortège, les plus jeunes emmènent la foule en courant et en criant. L'armée tente vainement de se déployer. Arrivés devant la télévision, les manifestants se heurtent à l'important dispositif qui entoure le bâtiment. Une fois de plus, nous sommes encerclés et prélevés de la manifestation par une douzaine de militaires. Après un contrôle d'identité et quelques questions pièges quant à notre nationalité -« c'est bizarre, vous n'avez pas un accent français »-, on nous explique qu'il est désormais illégal de manifester, que les gens avec qui nous sommes sont des ignorants, et que la seule chose qu'ils peuvent faire maintenant, c'est d'aller voter demain. Lorsqu'on nous laisse partir, la manifestation est retournée place Tahrir. Nous partons à contre-cœur.

Le Caire, 18 mars.



<http://setrouver.wordpress.com/2011/03/18/egypte-faire-taire-la-rue/>

Egypte : Faire taire la rue.

Publié le 18/03/2011 par Se trouver

Par la peur...

Après l'expulsion de la place Tahrir du 9 mars, nous apprenons aujourd'hui le nombre d'arrestations. 173 personnes sont encore détenues par l'armée. Elles ont été jugées dès le lendemain par le tribunal militaire : on les accuse de non-respect du couvre-feu, vol, détention d'arme, troubles à l'ordre public, etc. Bien évidemment, personne n'était armé, il n'y avait rien à voler et les arrestations ont eu lieu avant 18H, alors que le couvre-feu commence à minuit. Les arrêtés ont d'abord été parqués au musée du Caire. Les plus chanceux sont sortis sans jugement après être passés à la matraque électrique ou à la gégène. Les photos de ces tortures circulent déjà. Les 173 autres ont écopé de 1 à 7 ans de prison pour les hommes, un an de centre de redressement pour les enfants et du sursis pour les femmes.

Ces pratiques ont cours depuis le début de la révolution. Un nombre considérable de personnes ont disparu. Aucune nouvelle depuis des semaines. Une centaine de corps ont récemment réapparu dans les morgues du Caire. Des centaines voire des milliers de manifestants ont été arrêtés depuis le 26 janvier. Le tribunal militaire les juge immédiatement après leur arrestation. Procès expéditif rendant toute défense impossible. Les peines vont de 6 mois de prison pour non-respect du couvre-feu à perpétuité pour violence avec arme. La plupart des arrêtés semblent partis pour 5, 10 ou 15 ans de prison. L'armée emprisonne aujourd'hui les révolutionnaires comme Moubarak emprisonnait hier ses opposants. Sa stratégie est de transformer la clarté de la situation révolutionnaire en sentiment de confusion, de peur et de chaos. Les coptes rassemblés depuis plus d'une semaine devant le bâtiment de la télévision sont expulsés, l'armée tire pour faire fuir les plus récalcitrants. Des rivalités entre quartiers sont attisées. Des rumeurs évoquent la libération de détenus « dangereux ». Tout est mis en place pour rendre l'armée indispensable au yeux du peuple

... et par les urnes

Samedi 19 mars, les Egyptiens devront accepter ou non les modifications de la constitution – al dostour. Ces changements permettraient rapidement la tenue d'élections parlementaires et présidentielles, en restaurant un pouvoir civil. Les seuls qui appellent à voter « Oui » sont les

Frères Musulmans. Les élections auraient lieu rapidement, ce qui ne laisserait pas le temps à de nouveaux partis de s'organiser. A l'inverse un « non » à ce référendum signifierait une réécriture de la constitution. C'est la position de ceux qui veulent détruire entièrement le système Moubarak. Néanmoins, ce « non » laisserait le pouvoir aux mains des militaires, ce qui fait peur à une partie de la population.

Dans tous les cas, se vote déplace l'attention politique, pour éloigner la révolution et toutes les questions d'organisation qui se posent à elle. La question de la Constitution est bien loin des aspirations des premiers jours.

Depuis jeudi, il est interdit de distribuer des tracts, de se rassembler ou d'appeler à manifester. Tout est fait pour que le seul mode d'expression possible passe par les urnes.

Le Caire, le 17 mars.

http://www.lemonde.fr/afrique/article/2011/03/19/egypte-un-referendum-constitutionnel-premier-vote-de-l-apres-moubarak_1495519_3212.html

Egypte : un référendum constitutionnel, premier vote de l'après-Moubarak

LEMONDE.FR avec AFP | 19.03.11 | 12h23 • Mis à jour le 20.03.11 | 10h30



Devant un bureau de vote au Caire, samedi 19 mars.AP/Amr Nabil

Pour la première fois depuis la chute de Hosni Moubarak, le peuple égyptien s'est rendu massivement aux urnes, samedi 19 mars, pour se prononcer sur une révision de la Constitution.

Les bureaux de vote ont fermé samedi soir. Dans la journée, des files d'attente impressionnantes s'étaient formées, beaucoup plus que lors du temps des scrutins habituellement entachés de fraudes massives sous Moubarak. Le dépouillement a débuté et les résultats devraient être connus dans la journée de dimanche.

Ce référendum est une première étape dans le cadre du projet de transition décidé sous l'égide de l'armée. Les principales modifications proposées concernent les mandats présidentiels, qui doivent être limités à deux mandats maximum de quatre ans chacun, et l'assouplissement des conditions de candidature à la magistrature suprême.

Tous les nouveaux acteurs politiques en Egypte n'étaient pas d'accord sur le principe de cette révision constitutionnelle. Ceux qui sont favorables à une transition rapide, avec des changements limités de la Constitution, se sont opposés à ceux qui plaident pour une nouvelle loi fondamentale, quitte à prendre plus de temps.

ELBARADEI AGRESSÉ AU CAIRE

L'opposant Mohamed ElBaradei fait partie du deuxième groupe, lui qui fustige des amendements ne portant que sur des *"détails sans importance"*. Alors qu'il votait dans un quartier pauvre du Caire, ElBaradei a été attaqué par des centaines de personnes qui ont jeté pierres et chaussures dans sa direction. Ex-chef de l'Agence internationale de l'énergie atomique et prix Nobel de la Paix, M. ElBaradei a reçu au moins une pierre dans le dos, mais selon son frère, Ali, il n'a pas été blessé. Il a dénoncé un acte de *"voyous organisés"* et dénoncé comme *"irresponsable"* la tenue d'un référendum *"sans sécurité"*.

A l'inverse, le chef de la Ligue arabe, Amr Moussa, estime que le plus important *"c'est que les électeurs se déplacent"*. *"Peu importe que les gens votent oui ou non (...) Nous avons besoin d'une nouvelle Egypte"*. Les Frères musulmans sont sur la même ligne, estimant qu'une révision partielle permettra de *"passer d'une période de transition à une période de stabilité"*.

Si la révision l'emporte, l'armée entend passer rapidement à l'organisation d'élections législatives et présidentielle, en principe sous six mois. En cas de rejet, les militaires ont fait savoir qu'ils feraient une *"déclaration constitutionnelle limitée"* pour organiser la suite de la transition promise vers la démocratie, sans donner plus de détails.

<http://www.france-info.com/monde-afrique-2011-03-19-egypte-elbaradei-empeche-de-participer-au-referendum-522999-14-18.html>

Egypte : ElBaradei empêché de participer au référendum

France Info - 19 mars 2011

L'opposant égyptien Mohamed ElBaradei, candidat déclaré à la présidence, a été bousculé par une foule hostile alors qu'il allait voter pour le référendum constitutionnel, cet après-midi au Caire. Ce vote portant sur la révision de la Constitution suscite l'engouement des Egyptiens. Il est le premier de l'ère post-Moubarak, tombé le 11 février dernier.

A son arrivée au bureau de vote du quartier de Moqqatam, à l'est du Caire, Mohamed ElBaradei a été bousculé par des centaines de militants islamistes.

Les manifestants ont scandé *"On ne veut pas de toi"* et ont jeté des pierres, de l'eau et des chaussures dans sa direction. L'ancien directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a alors été contraint de rentrer dans sa voiture, qui a été la cible de jets de pierres.

Le référendum suscite des réactions passionnelles. Depuis ce matin, les Egyptiens du Caire et de province se sont massivement rendus aux urnes. Quel que soit le bord politique, le scrutin est unanimement considéré comme une conquête démocratique après des décennies d'élections marquées par la fraude et l'abstention.

Le chef égyptien de la Ligue arabe Amr Moussa, à l'ambition présidentielle affichée, s'est réjoui de cette participation. *"Peu importe que les gens votent oui ou non. Ce qui est important, c'est que les électeurs se déplacent. Nous avons besoin d'une nouvelle Egypte"*, a-t-il déclaré, alors qu'il s'oppose à la réforme proposée.

"C'est un jour de joie. Avant on avait des résultats préparés d'avance, maintenant personne ne peut pronostiquer le résultat", a quant à lui déclaré le guide des Frères musulmans, Mohamed Badie. Il a assuré que son mouvement, favorable à la réforme, accepterait le verdict des urnes quel qu'il soit.

Limitation des mandats présidentiels

Les principales modifications proposées par la réforme concernent les mandats présidentiels, qui doivent être limités à deux mandats maximum de quatre ans chacun (contre des mandats de six ans illimités actuellement) et l'assouplissement des conditions de candidature à la magistrature suprême.

Les amendements ont été préparés par une commission de juristes nommée par l'armée, qui gère le pays depuis la démission de Hosni Moubarak sous la pression de la rue. L'armée a promis le retour à un pouvoir civil démocratiquement élu.

Si la révision l'emporte, l'armée prévoit d'organiser rapidement des élections législatives et présidentielle, en principe sous six mois. En cas de rejet de la réforme, les militaires ont annoncé qu'ils feraient une *"déclaration constitutionnelle limitée"* pour organiser la suite de la transition vers la démocratie.

Quelque 45 millions d'électeurs sont appelés à voter jusqu'à 19 heures (17 heures GMT). Les résultats doivent être annoncés demain.

<http://www.afriquejet.com/afrique-du-nord/egypte/egypte:-des-syriens-et-des-yemenites-manifestent-au-caire-201103195625.html>

Egypte: Des Syriens et des Yéménites manifestent au Caire

Le Caire, Egypte - Des centaines de travailleurs syriens en Egypte ont manifesté jeudi au Caire devant leur ambassade pour demander au président syrien, Bashar El-Assad, qui a hérité le pouvoir de son père il y a quelques années, de se retirer avec son régime. Les manifestants scandaient 'Bashar, on ne veut plus de toi' et 'Pars, pars comme Moubarak et Ben Ali', en faisant allusion aux révolutions couronnées de succès qui ont renversé les régimes corrompus des ex-présidents égyptien et tunisien. Des bagarres ont éclaté quand les agents de l'ambassade syrienne ont bombardé la foule de pierres et enlevé un Egyptien qui a par la suite été libéré par l'armée.

Le jeune Egyptien, qui a été passé à tabac avec plusieurs autres manifestants syriens par le personnel de l'ambassade, a décidé de porter plainte contre l'ambassadeur syrienne.

Des marches ont eu lieu pour la première fois en Syrie, il y a quelques jours, pour réclamer un changement de régime dans ce pays qui formait l'Etat arabe uni avec l'Egypte de 1958 à 1961.

Des manifestations similaires ont été organisées devant l'ambassade libyenne au Caire, en soutien au mouvement révolutionnaire dans ce pays voisin de l'Egypte.

Par ailleurs, des centaines de Yéménites ont pris d'assaut, jeudi, le siège de la Ligue arabe pour demander à cette organisation de l'aide pour renverser le président Ali Abdullah Saleh et pour l'ouverture d'une enquête sur les crimes contre l'humanité commis dans leur pays.

Pana 19/03/2011

<http://www.leparisien.fr/crise-egypte/reforme-de-la-constitution-en-egypte-large-victoire-du-oui-20-03-2011-1368414.php>

Réforme de la constitution en Egypte : large victoire du «oui»

Publié le 20.03.2011, 18h49 | Mise à jour : 21h24



Les Egyptiens ont massivement voté «oui» au référendum sur la révision de leur Constitution, un mois après la démission du président Hosni Moubarak.

| **AFP / KHALED DESOUKI**

Plus d'un mois après la démission d'Hosni Moubarak, le peuple égyptien s'est fortement mobilisé ce week-end pour participer au référendum sur la révision de leur Constitution. Une première après des décennies d'élections truquées. Plus de 14 millions d'entre eux, soit 77,2% des électeurs, ont dit «oui» à un changement de la Constitution, contre 4 millions (soit 22,8%) de «non».

La presse a d'ailleurs salué de manière unanime cette mobilisation «record» en la qualifiant «d'historique». Tous les titres ont mis en une des photos de longues files d'attente devant les bureaux de vote d'où les électeurs ressortaient, arborant fièrement leur doigt trempé d'encre rose. Signe qu'ils avaient bien donné leur voix.

Même engouement chez l'ambassadrice des Etats-Unis au Caire, Margaret Scobey. Dans un communiqué, elle fait part de son «grand optimisme» pour un «avenir démocratique» en Egypte, après avoir vu ces mêmes images «d'Egyptiens venus en nombre exercer leurs libertés nouvellement acquises».

Le mandat présidentiel limité

Les principales modifications concernent la durée de présidence, qui pourrait être limitée à deux mandats maximum de quatre ans chacun - contre des mandats de six ans illimités jusqu'à présent - et l'assouplissement des conditions de candidature.

Selon l'armée, qui détient toujours le pouvoir depuis la chute de Moubarak, ces changements constitutionnels devraient assurer une transition vers la démocratie et permettre le retour à un pouvoir civil élu, après la tenue d'élections législatives et présidentielle d'ici à quelques mois.

Un revers pour ElBaradei

Ce référendum constitue en revanche un revers pour les mouvements de jeunes issus de la révolte contre M. Moubarak et des personnalités comme le chef de la Ligue arabe Amr Moussa et l'opposant Mohamed ElBaradei, ancien chef de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Les adversaires de cette révision réclamaient la rédaction d'une Constitution entièrement nouvelle, estimant que l'ancienne même revue n'offrait pas les garanties pour une démocratisation réelle du pays.

Prix nobel de la Paix, Mohamed ElBaradei, a été attaqué samedi alors qu'il allait voter dans un quartier du Caire. Des centaines de personnes lui ont jeté des pierres et des chaussures, mais sans le blesser. ElBaradei a dénoncé un acte de «voyous organisés» et qualifié d'«irresponsable» la tenue d'un référendum «sans sécurité».

LeParisien.fr avec l'AFP

http://www.lepoint.fr/monde/affrontements-entre-pro-et-anti-moubarak-au-caire-24-03-2011-1310979_24.php

Affrontements entre pro et anti-Moubarak au Caire

Le Point.fr - Publié le 24/03/2011 à 16:13

La police et des officiers de l'armée sont intervenus pour restaurer le calme. Aucun blessé n'a été signalé.

Source AFP

Des heurts ont éclaté jeudi entre des partisans du président égyptien déchu Hosni Moubarak et des opposants qui demandent que le nom de l'ex-président soit retiré des institutions publiques, a-t-on appris auprès d'un responsable des services de sécurité. Environ 200 partisans de l'ex-président brandissant des photos ont lancé des pierres et des bouteilles en direction d'opposants lors de heurts devant un tribunal du centre du Caire, a indiqué ce responsable. Quelque 300 anti-Moubarak s'étaient rendus au tribunal pour suivre l'examen d'une demande pour que le nom d'Hosni Moubarak soit retiré des stations de métro, des bibliothèques, des rues, des écoles et d'autres établissements publics.

Des affrontements ont éclaté avec des militants loyaux à l'ex-président qui s'étaient rendus au tribunal en soutien au président, qu'ils ont qualifié de "héros de guerre". La police et des officiers de l'armée sont intervenus pour restaurer le calme. Il n'a pas été fait état de blessés. "Moubarak et sa bande corrompue sont la raison de la ruine de ce pays", a indiqué un de ces manifestants anti-Moubarak. "Il ne faut pas lui rendre hommage, à sa femme non plus, sous quelque forme que ce soit", a-t-il dit.

Hosni Moubarak a été contraint de quitter le pouvoir le 11 février, à la suite d'une révolte populaire demandant sa démission et appelant à des réformes économiques et politiques. Le 28 février, la justice a interdit à l'ex-président égyptien Hosni Moubarak et à sa famille proche de quitter le pays et a ordonné le gel de leurs avoirs en Égypte.

25/03/2011

Egypte: La contre-révolution

Le Caire, 25 mars 2011. Le jour se lève sur un jour anniversaire. Nous fêtons aujourd'hui le deuxième mois de la révolution. En réalité on ne fête rien du tout, du moins pas ceux qui entendent, pour ce qu'il est, le mot *démocratie*. Les déçus cachent leur amertume et leur inquiétude et redoublent d'efforts et de réunions pour résister au rouleau compresseur de l'armée.

Le gouvernement de transition n'y va pas de main morte pour conduire le pays vers ce qu'il appelle *la stabilité*. Et qu'on se le dise: les ennemis de la stabilité sont des fauteurs de trouble! des ennemis de la patrie! *You're either with us or against us*, aurait dit George W. Bush.

Les manifestants célébrés il y a quelques semaines sont en passe d'être criminalisés. L'armée a annoncé une loi criminalisant les manifestations et les grèves. Celle-ci sera sans doute passée dans les jours à venir à moins que... à moins qu'il se passe quelque chose tout à l'heure, et ce n'est pas impossible.

Depuis l'euphorie (injustifiée) du référendum du 19 mars, certains commencent à regarder la réalité telle qu'elle est et non telle qu'ils la rêvent. On ne connaît pas leur nombre car depuis que l'armée casse les manifestations en torturant ceux qu'elle arrête, mes concitoyens ont tendance à préférer le salon, surtout les femmes qui, si elles se font arrêter par l'armée, risquent de subir mille humiliations dont des "tests de virginité" effectués par des hommes. Les femmes qui affirmaient être vierges et dont les tests étaient négatifs ont reçu, d'après rapport d'Amnesty, des chocs électriques et ont été accusées de prostitution. Nausée.

Pourquoi euphorie injustifiée. Parce qu'on a pris "une-élection-avec-un-taux-de-participation-record" pour le signe ultime d'une démocratie enfin trouvée. Pour qu'une élection soit démocratique, ne doit-elle pas, d'abord, être juste? Et à quoi reconnaît-on une élection juste si ce n'est par l'application d'au moins quelques principes universels tels que: le secret du vote, la validité des bulletins de vote, les mesures contre la fraude, contre le double ou le triple vote, un temps de parole égal pour chaque camp sur les chaînes de télévision et les radios nationales, la surveillance du vote et des bulletins par une autorité judiciaire, l'accès — à tous — à un bureau de vote ouvert, l'empêchement de toute tentative de "harcèlement politique" ou religieux par des bandes organisées à l'intérieur des bureaux de vote...

Chacun de ces points a été violé dans ses grandes largeurs (lien vers un rapport en langue arabe par l'Organisation Egyptienne des Droits de l'Homme) et spécialement dans les villes et les villages de province. Commençons par le plus comique. Pour éviter qu'ils votent plusieurs fois, les électeurs trempaient un doigt dans de l'encre rose lavable à l'eau et au savon. Les bureaux de vote sans isolement se comptaient par centaines. Les zones à forte communautés coptes ont vu leur bureaux fermés, ouverts, fermés — notamment les bureaux de la ville de

Naga Hammadi. La télévision nationale diffusait... non elle martelait que le devoir patriotique de chacun était de voter "oui" à la stabilité. La première page du premier quotidien national, *Al Ahrām*, a publié un encadré expliquant que voter "oui" était un devoir qui incombait à tout citoyen. Des Frères Musulmans et des salafistes en bandes, que nulle autorité n'empêchaient, accaparaient les bureaux de votes et vociféraient qu'en votant "oui" on irait au paradis et qu'en votant non... Pour comprendre l'ampleur des dégâts, il faut imaginer des villages où le taux d'analphabétisation atteint parfois 70 ou 80%.

Les Frères Musulmans. Encore. Souvenez-vous quand nous disions que, trente années durant, le régime Mubarak avait agité le spectre de l'islamisme pour asseoir son pouvoir et légitimer sa dictature. L'armée, peu imaginative sans doute, se sert des mêmes ruses en ouvrant aux islamistes une voie royale telle qu'il n'aurait jamais pu la rêver.

L'accélération du processus électoral voulu par l'armée — allant contre toutes les demandes et mises en garde du camp pro-démocrate — donne bien sûr l'avantage aux partis et aux mouvements déjà constitués : le Parti National Démocratique et, donc, les Frères Musulmans avec lesquels il semble clair que l'armée ait passé un accord. S'il l'on ignore les termes de l'accord, on semble déjà en connaître les conséquences: *30% des sièges au prochain parlement* dit, à qui veut l'entendre, Essam El Erian, porte-parole de la confrérie.

Ne devrait-on s'étonner d'ailleurs que le nom du Parti National Démocratique de Moubarak soit encore prononcé? Oui bien sûr, il faudrait s'en étonner, tout comme il faudrait s'étonner qu'Hosni Mubarak lui-même arpente les plages de Sharm el Sheikh, que Safwat el Sherif, tortionnaire corrompu et ex-président du Conseil d'Etat ne soit sous le coup d'aucune poursuite judiciaire, pas plus que Fathi Sorour, ex-Président de l'Assemblée du Peuple, maître en corruption lui aussi.

Assez.

Bonne nouvelle. Des centaines de fonctionnaires de la radio et de la télévision se sont mis en grève et contestent leurs *conditions de travail*. C'est pour eux une façon polie de tourner les choses. Ce qu'ils contestent c'est qu'on les oblige — et depuis toujours — à se rendre complices de toutes les campagnes de désinformation et de manipulation populaire, notamment la campagne féroce qui aura largement contribué à la victoire du camp du "oui" à une constitution qui menace, en profondeur, l'avenir démocratique de l'Egypte.

"Libérer l'information" est le nouveau combat de ceux qui ont compris — avec raison — que la Radio-Télévision d'état était l'arme fatale de ce qu'il est convenu d'appeler... *la contre-révolution*.

Le Caire, 25 mars 2011, 18h30. Des manifestants se sont réunis à Maspero, le siège de la Radio-Télévision égyptienne. Les slogans à l'endroit de Hussein Tantawi sont directs et c'est une grande première : *Tantawi ne serais-tu pas le prochain dictateur?* Jamais un slogan n'avait-il été prononcé contre l'armée.

De grandes banderoles dénoncent également la triangulaire de la corruption évoquée plus haut: Safwat el Sherif, Fathi Sorour et Zakaria Azmi (ex-chef du personnel de la présidence).

Les manifestants sur place appellent à passer la nuit devant Maspero et de braver le couvre-feu de minuit. Cela annonce peut-être de nouvelles confrontations violentes avec l'armée et des arrestations sommaires.

Contre contre révolution? C'en a tout l'air.

<http://setrouver.wordpress.com/2011/03/27/egypte-drole-de-victoire/>

Egypte: drôle de victoire

Publié le 27/03/2011 par Se trouver

Dimanche 20 mars, au soir, les Egyptiens apprennent, sans trop de surprise, le résultat du référendum : 40% de participation et le OUI qui l'emporte à 77%. Dans l'heure, des Egyptiens se retrouvent place Tahrir pour protester contre le vote, le résultat et la manière dont il s'est déroulé.

L'encre indélébile rouge, apposée sur le bout du doigt de chaque votant et qui attestait de l'unicité du vote, partait au savon. Les juges et les isoloirs, présentés comme garants du bon déroulement de la journée, n'étaient pas présents dans tous les bureaux de vote, ce qui a rendu possible de nouvelles pressions politiques et religieuses. Dans certains quartiers coptes, les bureaux de votes n'étaient pas ouverts toute la journée. El Baradei (candidat aux prochaines élections présidentielles) n'a pas pu voter : à son arrivée, il a été bousculé et caillassé par une foule chauffée par des partisans de l'ancien régime.

La plupart des Egyptiens ne sait ni lire ni écrire et ses seules sources d'information sont la télé et la radio d'Etat, et quelques journaux eux-mêmes sous contrôle du pouvoir. Tous ont diffusé, tout au long de la semaine, une propagande pour le OUI. Les tracts des frères musulmans menaçaient, quant à eux, tous ceux qui voteraient NON d'aller en enfer .

Place Tahrir, les manifestants sont en colère. Etonnamment, l'armée est très peu présente. Cela est dû à la présence d'une délégation du parlement européen venue s'extasier de la toute fraîche transition démocratique. Le gouvernement doit donc faire bonne figure. Dans la foule, un de nos amis hurle avec une rage particulière dans un mégaphone. On apprendra plus tard qu'il sort de trois jours de torture dans les sous-sols d'une base militaire après s'être fait kidnapper dans les rues du Caire. A minuit pile (début du couvre-feu), l'armée réapparaît, tente quelques arrestations, la foule résiste quelques temps en se débattant et en chantant mais les soldats finissent par reprendre le contrôle de la place.

Depuis le début de la révolution, des grèves ont lieu un peu partout dans le pays : étudiants, fonctionnaires, ouvriers... Et cette semaine l'armée a décidé d'y mettre un terme. Les affaires doivent reprendre et la stabilité du pays ne doit plus être ébranlée. Mercredi, le conseil suprême des forces armées a annoncé la mise en place d'une loi : des peines de prisons pour les manifestants, les grévistes et ceux qui les soutiennent. Le pouvoir militaire use des mêmes

méthodes que sous Moubarak. A bien y réfléchir, rien de tout cela n'est étonnant : le NPD n'a jamais été dissout, les rouages institutionnels et les acteurs restent les mêmes. Tantaoui était ministre de la défense, chef de la garde présidentielle de Moubarak et commandant en chef des forces armées égyptiennes de 1991 à 2011. Depuis la chute de Moubarak, il est chef du conseil suprême des forces armées, et donc de fait chef de l'Etat égyptien.

La victoire tant acclamée que l'on nous vend en occident et que le pouvoir défend semble curieusement coïncider avec le délicat retour des us et coutumes bien connus du pouvoir égyptien: torture, propagande, tabassage, étouffement de toute contestation politique. Ce que le pouvoir a commencé à reprendre au peuple, c'est le sens, la définition même de la victoire. Pourtant, ce qui s'est soulevé en Egypte ne retombera certainement pas aussi vite que l'intérêt des médias occidentaux. Il n'y a qu'à voir à Maspero, siège de la radio télévision d'Etat où 2000 personnes, dont plusieurs journalistes en grève, bravaient vendredi soir le couvre feu et l'interdiction de manifester pour protester contre la main-mise absolue de l'Etat sur l'information.

Malgré le rapiéçage de la constitution et l'intimidation de l'armée, espérons que le départ de Moubarak, présenté comme LA victoire, passe pour autre chose que la dernière arnaque d'un pouvoir à peine remaquillé. La révolution égyptienne n'est pas terminée. Il y a une lutte au sein même de la définition de la victoire. Le parti en place ou le peuple : il paraît difficile d'imaginer deux vainqueurs.

Le Caire, 26 mars.

<http://www.europe1.fr/International/Couvre-feu-allege-en-Egypte-474709/>

Couvre-feu allégé en Egypte

Par **Europe1.fr** avec **AFP**

Publié le 28 mars 2011 à 17h46 Mis à jour le 28 mars 2011 à 17h46

Le couvre-feu imposé dans trois grandes villes d'Egypte, dont Le Caire, a été allégé pour ne durer que trois heures, a annoncé lundi un responsable militaire cité par l'agence officielle Mena. "Il a été décidé d'alléger le couvre-feu pour qu'il ne dure que trois heures, de 02 heures à 05 heures", a déclaré ce responsable. Le couvre-feu était auparavant en vigueur de minuit à 06 heures.

Il avait été imposé le 28 janvier au Caire, à Alexandrie (nord) et à Suez (est) après de violentes émeutes, lors du soulèvement populaire exigeant le départ du président Hosni Moubarak.

"La Ligue arabe est un corps mort"

Par Marie Simon, publié le 29/03/2011 à 08:00



Le message d'Amr Moussa, secrétaire général de la Ligue arabe, se brouille parfois: il est aussi candidat à la présidence égyptienne, un statut qui interfère avec son rôle de leader de cet instance régionale.

REUTERS/Amr Abdallah Dalsh

La Ligue arabe participe aux négociations internationales sur le cas libyen, mais peine à trouver sa voix face au "printemps arabe". Chaque pays membre "est inquiet et veut sanctuariser son propre régime", explique Antoine Basbous, directeur de l'Observatoire des Pays Arabes.

En plein "printemps arabe", le sommet de la Ligue arabe qui devait se tenir ce mardi à Bagdad a été repoussé au mois de mai. Et l'organisme créé en 1945 pour affirmer l'unité des pays arabes semble incapable de tenir une ligne claire face aux événements. Comment l'expliquez-vous?

Chaque pays va dans sa propre direction et veut protéger ses propres intérêts, sanctuariser son régime face à des événements qui inquiètent chaque capitale. Et même quand les dirigeants des pays membres réussissent à se réunir, si une résolution se dégage, elle n'est jamais appliquée. La Ligue arabe n'incarne guère plus que les positions interarabes a minima, aucun programme commun ne se dessine. Le premier coup à son unité a eu lieu avec les accords de Camp David en 1978-79 [*Après les avoir signés avec Israël, l'Égypte fait l'objet de sanctions de la part des autres membres de la Ligue arabe, ndlr*]. Puis l'invasion du Koweït par l'Irak de Saddam Hussein l'a fait éclater. Aujourd'hui, la Ligue arabe est un organisme dans le coma, presque mort.

Parmi les 22 pays membres, y a-t-il malgré tout des groupes qui se dégagent pour tenter de parler d'une même voix?

Les six monarchies du Conseil de coopération du Golfe CCG (l'Arabie saoudite, Oman, le Koweït, Bahreïn, les Émirats arabes unis et le Qatar) affichent des positions communes. Elles sont assez soudées, homogènes et se ménagent souvent entre elles. Même si sur certaines questions stratégiques, leurs divergences restent insurmontables. C'est le cas de l'alignement du Qatar sur Téhéran et Damas alors que les autres pays du CCG sont dans une position diamétralement opposée. [*Par ailleurs, l'Arabie saoudite et le Koweït envoient des renforts au régime de Bahreïn, tandis que le Qatar et les Emirats arabes unis soutiennent la coalition contre le régime libyen et le colonel Kadhafi, ndlr*]

Le fait que son leader, Amr Moussa, soit aussi en lice pour la présidence égyptienne et impliqué dans l'après-Moubarak interfère-t-il son travail à la Ligue arabe?

La Ligue arabe nuit au développement des pays arabes plutôt qu'elle ne les sert

Avant le 12 mars, il se dit favorable à une zone d'exclusion aérienne en Libye. Une semaine plus tard, il participe au sommet de Paris puis formule des réserves le lendemain. Bien sûr, il a voulu se prémunir contre les reproches sur la scène égyptienne, il a préféré caresser la fibre nationaliste et islamiste... avant de revenir encore en arrière. La Ligue arabe aurait pourtant besoin d'un leader qui incarnerait une stratégie lisible et des valeurs communes.

Beaucoup d'internautes de LEXPRESS.fr réagissent vivement à toute intervention de cet organisme et affirment qu'il n'a aucune légitimité. Qu'en pensez-vous?

La Ligue arabe a la légitimité de ceux qui la composent. Pas beaucoup donc. Elle nuit même au développement des pays arabes plutôt qu'elle ne les sert, à terme... Car elle n'est finalement qu'un masque sur lequel ces nations jettent leurs échecs. Sans elle, sans ce coupable idéal, cela responsabiliserait les régimes et chaque pays avancerait sans attendre.

Peut-elle renaître?

A condition que les régimes qui la composent renaissent et retrouvent une légitimité incontestable, si une stratégie émerge pour défendre des valeurs communes, et si un leadership se dessine. A défaut, il ne reste plus qu'à publier le faire-part de décès et à enterrer ce corps mort.

<http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5jiauKsPsbzA2QtJ8qEKvIN-CeyMw?docId=CNG.b68251c4a8fb01187d286e26819b282c.221>

L'Egypte mise sur le tourisme "révolutionnaire"

De Jennie MATTHEW (AFP) – 30 mars 2011

LE CAIRE — Quelques semaines après la révolte qui a poussé les visiteurs occidentaux à fuir l'Egypte, les tour-opérateurs espèrent bien faire de la place Tahrir, le coeur de la contestation, une mine d'or capable de rivaliser avec les Pyramides de Gizeh.

Cet énorme rond-point engorgé du centre du Caire est devenu mondialement célèbre depuis que des centaines de milliers de personnes l'ont occupé pour exiger le départ du président Hosni Moubarak, acculé à la démission le 11 février après avoir passé près de 30 ans au pouvoir.

La compagnie nationale Egyptair a posté sur son site et sur YouTube un petit film intitulé "Les ailes de la liberté de la révolution égyptienne" --montage lyrique de vidéos du soulèvement suivi d'images des plages de la mer Rouge, des Pyramides et du Sphinx-- entrecoupé de citations flatteuses.

"Les Egyptiens ont changé le monde (...). Le monde en a pris note", dit ainsi le président américain Barack Obama, tandis que le romancier Paulo Coelho affirme: "le monde ne

devient meilleur que parce que des gens risquent quelque chose pour le rendre meilleur. Merci aux Egyptiens!".

Le tourisme, qui a rapporté 13 milliards de dollars en 2010, soit 6% du PIB égyptien, a été très affecté par la crise, amenant de nombreux voyageurs à mettre le tourisme "révolutionnaire" à l'affiche.

"C'est bien qu'on soit sur la place Tahrir. Ca veut dire que les affaires vont être bonnes à l'avenir", dit Alaeddine Morsi, le directeur d'El Wedian Tours, qui donne sur le rond-point et actualise son site internet pour y vanter l'endroit.

"Le tourisme en Egypte ne mourra jamais. Il peut tomber malade, mais ne mourra pas", assure-t-il. Il admet toutefois que les affaires n'ont jamais été aussi mauvaises que pendant la révolution.

Les hôtels sont quasi-vides, les boutiques de souvenirs désertes. Les voyageurs se tournent les pouces derrière leur comptoir et les touristes hésitent encore à revenir.

En mai, M. Morsi accueillera toutefois vingt-cinq Américains pour un tour qui englobera les Pyramides, Louxor, Assouan, ainsi que des églises et des mosquées du Caire.

Mais la place Tahrir, vue en boucle à la télévision lors des batailles rangées entre pro et anti-Moubarak, puis lors des fêtes une fois le raïs parti, est désormais réclamée par les visiteurs.

"Beaucoup de gens demandent +allons-nous passer par Tahrir+? Le jour où ils vont au Musée égyptien, ils vont sur la place", dit-il en allusion au musée des antiquités pharaoniques situé à proximité.

Les hauts responsables étrangers venus en visite au Caire après la chute de M. Moubarak ont tenu à faire quelques pas à Tahrir.

La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a décrit son passage comme "exaltant", tandis que son compatriote le sénateur John Kerry a été salué par des Américaines enchantées et des Egyptiens ravis de le voir de près.

Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a été moins chanceux: encerclé par des Libyens pro-Kadhafi, il a dû quitter les lieux dans la précipitation.

Le tour-opérateur flyingcarpettours.com met déjà la place Tahrir à l'honneur sur son site. Son directeur, Dhiaa Gamal, qui a lui-même manifesté à Tahrir, affirme que les Grecs ont été les premiers à s'arracher les visites organisées, avec au programme des discussions avec des manifestants le mois prochain.

"Toutes ces émotions, ces gens de toutes les classes sociales venus manifester m'ont fait réaliser que l'endroit était devenu un monument", explique-t-il.

Edna Wilson, qui vient fréquemment en Egypte d'Atlanta, aux Etats-Unis, se dit "très fière" du soulèvement.

Sa priorité était de visiter Tahrir "à cause des vies qui ont été perdues et à cause des jeunes gens que j'ai vus là-bas. Mais je pense que beaucoup d'Américains seront plus partagés", affirme-t-elle.

http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5hGn_5pYYnzGjLikw7mgpMQAjEO0Q?docId=CNG.d7c284328064b403ef74cef916263725.181

L'Egypte élira un nouveau président fin 2011 et reviendra à un pouvoir civil

De Jailan ZAYAN (AFP) – 30 mars 2011

LE CAIRE — L'Egypte élira vers la fin de l'année un nouveau président à qui l'armée remettra ses pouvoirs, a annoncé mercredi l'institution militaire qui tient les rênes du pays depuis la chute en février du président Hosni Moubarak.

Cette élection aura lieu "un à deux mois" après les législatives prévues en septembre pour les deux chambres du Parlement, a déclaré à la presse le général Mamdouh Chahine, membre du Conseil suprême des forces armées (CSFA).

Les militaires, qui gouvernent par décret, remettront le pouvoir législatif au futur Parlement élu, puis le pouvoir exécutif au chef de l'Etat qui sortira des urnes, a-t-il ajouté.

Plusieurs personnalités ont déjà fait état de leur intention de se présenter à la présidentielle, dont le chef de la Ligue arabe Amr Moussa et l'ancien haut fonctionnaire international et prix Nobel de la Paix Mohamed ElBaradei.

L'armée égyptienne, à qui M. Moubarak a remis le pouvoir en démissionnant, a suspendu la Constitution, prononcé la dissolution du Parlement et relégué le gouvernement à la gestion des affaires courantes.

Mais elle a aussi promis de ne pas s'éterniser au pouvoir, et d'engager la démocratisation du pays en vue de s'effacer au profit d'un gouvernement civil, avec un président et des parlementaires librement élus.

La transition en Egypte, pays le plus peuplé du monde arabe avec plus de 80 millions d'habitants, est suivie avec une grande attention à l'étranger au moment où cette région connaît une cascade de soulèvements et de bouleversements.

De nombreux responsables internationaux se sont succédé au Caire ces dernières semaines pour souligner l'importance de la réussite de cette expérience.

L'annonce d'une présidentielle fin 2011 a été faite lors de la présentation d'une "déclaration constitutionnelle" destinée à régir le reste de la période de transition.

Cette déclaration, très attendue, reprend de nombreux éléments de la Constitution héritée de l'ère Moubarak en y ajoutant des amendements approuvés par référendum il y a une dizaine de jours.

Sur les sujets de tensions entre musulmans et chrétiens, elle se borne à reprendre des dispositions déjà existantes.

Ainsi les "principes de la charia", la loi islamique, restent la "principale source" de la législation égyptienne, comme dans la Constitution en vigueur sous M. Moubarak, et l'islam demeure religion d'Etat.

Mais le texte affirme aussi que l'Egypte est un Etat démocratique basé sur le principe de la citoyenneté, et confirme que les partis politiques ne peuvent être formés sur une base confessionnelle.

Pays très majoritairement musulman sunnite, l'Egypte compte aussi une importante communauté chrétienne copte, qui représente 6 à 10% de la population, qui redoute que les changements politiques ne se traduisent par une montée en puissance du mouvement des Frères musulmans.

La "déclaration constitutionnelle" intègre les changements approuvés par 77% des votants lors du référendum du 19 mars, en particulier la limitation de toute présidence à huit ans (deux mandats de quatre ans au plus), et l'assouplissement des règles de candidature à la magistrature suprême.

La tenue de l'élection présidentielle vers la fin l'année allonge de quelques mois la période de transition de six mois initialement envisagée par les militaires.

Ce délai de six mois avait été jugé par de nombreux spécialistes et personnalités comme trop court pour pouvoir procéder à des réformes et à des élections libres dans un pays sortant de décennies de dictature.

Mais une éventuelle transition longue, se prolongeant en 2012, avait suscité des craintes de voir la puissante institution militaire s'incruster au pouvoir.

<http://crisdegypte.blogs.liberation.fr/cairote/2011/03/egypte-police-militaire-ouvrez.html>

30/03/2011

Egypte: Police militaire, ouvrez!



Le Caire, mardi 30 Mars. Tandis que s'intensifient les preuves et les publications accablant l'armée égyptienne, Maikel Nabil, 26 ans, blogueur réputé pour sa laïcité et son amitié affichée pour le peuple d'Israël a été arrêté le 28 mars, chez lui, et risqué la cours martiale.

Sur son blog, Maikel Nabil se décrit ainsi: *libéral, laïc, capitaliste, féministe, pro-occidental, pro-israélien, athée, matérialiste, réaliste, anti-militariste, pacifiste.*

Son crime le plus grand aura été d'avoir publié un article au titre accusateur : *L'armée et le peuple n'ont jamais été une seule main*. Date par date, photos, chiffres et documents à l'appui, Maikel revient minutieusement sur chacune des violations de l'armée, chacune de ses agressions contre la société civile.

L'armée accuse Maikel d'avoir insulté l'institution militaire, de diffuser des mensonges à son sujet et de menacer la sécurité publique. L'avocat de Maikel espère que sa peine sera limitée à 3 ans d'emprisonnement, mais son frère craint qu'on lui inflige une peine supérieure à 18 ans.

Pourquoi Maikel et pas un autre? Est-il le seul à exposer l'armée et à contribuer à faire éclater la vérité au grand jour? Non, loin de là. Des dizaines de bloggeurs inondent le Net de preuves qu'ils et elles passent aux journalistes égyptiens et étrangers qui s'en font immédiatement le relais. De leur côté, l'armée et les médias tentent d'étouffer et de contrecarrer l'information en usant des méthodes les plus basses et des plus manipulatrices.

La méthode préférée de l'armée de Tantaoui est de diffuser des rumeurs sur les réseaux sociaux et, surtout, de mener des campagnes de désinformation à la télévision, visant chacune à discréditer, et depuis le 25 janvier, la révolution égyptienne.

Extrait.

Une jeune femme au visage pixellisé est interviewée sur la première chaîne nationale. La speakrine: *Mademoiselle, nous souhaitons vous féliciter de votre courage, dites nous ce qui s'est passé*. La demoiselle: *J'ai rejoint le mouvement de protestation en pensant que j'étais ainsi une patriote, puis je me suis aperçue que les manifestants de Tahrir étaient des agents. J'ai moi-même reçu 50,000 dollars pour participer à la révolution!* La speakrine: *Non... 50,000 dollars?* S'adressant à son co-speaker: *Vous vous rendez-compte, Ahmed, 50,000 dollars? Poursuivez mademoiselle*. La demoiselle: *On m'a ensuite payé un voyage aux Etats-Unis où j'ai suivi un entraînement dans une institution pour espions qui s'appelle Freedom House. [...] tous les gens de Tahrir sont des espions entraînés par l'Amérique et le Mossad, écoutez les, ils ont des accents bizarres et des passeports étrangers*.

Depuis le 25 janvier, il ne s'est pas écoulé une journée sans que la télévision d'Etat ne diffuse, dans chacun de ses talks-show des informations et des rumeurs de cette nature. Son *leit-motiv* favori? Accuser les manifestants de trahison et, pour tomber dans les clichés faciles et efficaces, de faire croire à leur manipulation par "les puissances étrangères", nommément l'Amérique, le Mossad, l'Iran et le Qatar. Plus c'est gros, plus ça marche, et l'effet sur la population seulement exposée à la télévision nationale est, tout simplement, dévastateur: xénophobie exacerbée, sectarisme enflammé et sentiment ant-israélien poussé à l'extrême.

Et voilà pourquoi on a choisi d'arrêter Maikel, le pigeon parfait. Il porte un nom chétien, se dit laïc, athée et — c'est trop beau, pour être vrai — pro-Israélien. L'armée s'empresse déjà d'inonder la presse et les chaînes de télévision nationales qu'elle contrôle.

Rédigé à 12:03